PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

39e Année. N° 13.

AUG 2 1932

# LA REVUE DE PARIS

## 1er JUILLET 1932

| | | Pages. |
|---|---|---|
| nte de Fels . . | *L'Énigme italienne* . . . . . | 5 |
| lery Larbaud. . | *La Chartreuse de Grenade* . . . . . | 19 |
| rges Duhamel. | *Tel qu'en lui-même.* — II. . . . . | 29 |
| il Ludwig . . . | *Penseurs et Hommes d'action* . . . . . | 61 |
| n Poirier . . . | *Georges Cuvier, fondateur de l'Université.* | 85 |
| bert Thibaudet. | *Les Idées politiques de la France.* — I. . | 116 |
| rre de Lanux . | *Désastre et Renaissance du Sud* . . . . . | 145 |
| dré Thérive . . | *Anna* (fin) . . . . . | 179 |
| notus . . . . . | *M. Édouard Herriot* . . . . . | 213 |
| rcel Lucain . . | *Le Ministère et la Politique* . . . . . | 221 |

**Marcel Thiébaut** : *Parmi les Livres.*

Copyright 1932 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 7 FRANCS

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

La **REVUE DE PARIS** *publiera prochainement* :

# Lettres de Prosper Mérimée à Sophie Duvaucel

publiées par MAURICE PARTURIER

# Les mauvais Dimanches

par JEAN CASSOU

# Le Passé de Sobakine

par M. DE POURICHKEVITCH

# D. H. Lawrence et Mabel Dodge

par JACQUES-ÉMILE BLANCHE

# La Crise mondiale : Avant la Conférence de Londres

par HENRY BÉRENGER

# L'Or, le Franc et la France

par ED. GISCARD D'ESTAING

General
Gaulon

# L'ÉNIGME ITALIENNE

L'ami du genre humain n'est pas du tout mon fait.
MOLIÈRE *(le Misanthrope).*

Au retour d'un voyage en Italie où nous avons pu constater une poussée vigoureuse du nationalisme et de l'impérialisme de cette grande puissance méditerranéenne nous ne pouvons guère douter de l'inefficacité d'une politique internationale dont les dernières manifestations n'ont conduit nos hommes d'État qu'à de malencontreux échecs. Les initiatives du Quai d'Orsay soit à la Conférence du désarmement, soit en vue d'un groupement des nations danubiennes ont rencontré l'opposition très nette du gouvernement de M. Mussolini.

Aujourd'hui le cabinet de M. Herriot manifeste l'intention de continuer la politique de paix de M. Aristide Briand. Un peu plus de clarté serait nécessaire pour une définition précise de cette politique. En tant qu'elle consistait en concessions à l'Allemagne et en froideur vis-à-vis de l'Italie, il est permis de dire aujourd'hui qu'elle n'a pas donné de bons résultats. Mais si l'on ajoute que cette politique, par héritage du traité de Versailles, maintenait à la charge de la France deux alliances, l'une avec la Pologne, qui paralyse toute tentative de rapprochement avec l'Allemagne, l'autre avec la Yougoslavie, qui exaspère l'Italie, on peut conclure que le mélange d'internationalisme idéologique et de soutien de nationalismes compromettants a mis la France dans la posture la plus embarrassante pour maintenir la paix contre des nations animées du désir violent de reviser le traité de Versailles.

1er Juillet 1932.

C'est à la lueur de ces données essentielles que nous allons demander les éclaircissements nécessaires pour parler ici de l'Italie considérée comme une des pièces les plus importantes de l'échiquier européen.

***

Un aperçu même sommaire de la formation territoriale de l'Empire romain dans le passé et de l'Italie mussolinienne dans le présent n'est pas inutile, croyons-nous, pour l'intelligence complète de la marche actuelle du Gouvernement italien.

Dans les temps anciens, Rome a étendu sa domination progressivement sur le Latium, puis sur l'Italie, puis sur la Gaule cisalpine, enfin sur tout l'univers méditerranéen de cette époque, pour former l'Empire romain.

Dans les temps modernes, le Piémont sous le sceptre de la maison de Savoie a conquis successivement la Lombardie, la Toscane, le royaume de Naples, la Vénétie et enfin Rome, devenue en septembre 1870 la capitale du nouveau royaume, créé en onze ans par Cavour et Victor-Emmanuel.

Après la secousse terrible de la guerre mondiale, l'Italie, encore accrue de Trente, Trieste et de Fiume, puis ébranlée jusque dans ses fondements par une crise sociale, politique et économique, a traversé une période d'anarchie à laquelle a mis fin l'épopée mussolinienne.

Porté au pouvoir suprême par le fascisme, Mussolini a accompli de très grandes choses. Son but immédiat a été de souder les différents États qui formaient le royaume d'Italie et d'amalgamer les populations diverses de la péninsule, de la Sicile et de la Sardaigne. Des Siciliens, des Napolitains, des Sardes, des Romains, des Toscans, des Piémontais, des Lombards et des Vénitiens, il a voulu faire uniquement des Italiens.

A cette Italie unifiée il fallait imposer une centralisation issue de Rome capitale. Cette Rome, siège de la papauté pendant tant de siècles, il fallait aussi l'italianiser. Aussi n'est-ce pas un des moindres chefs-d'œuvre de Mussolini d'avoir relégué le Pape dans la souveraineté de la Cité Vati-

cane, pour confirmer à Rome le titre unique de capitale de la Maison de Savoie et de la royauté fasciste.

Notre objet n'est pas aujourd'hui de nous pencher sur un problème ethnique et de montrer par quelle politique agraire et sociale Mussolini a atteint son but d'unification italienne. L'étude de cette politique agraire et sociale présente cependant un très vif intérêt pour la politique expérimentale qui en est le fondement, et toutes les nations modernes peuvent y recueillir des enseignements.

Avoir aboli l'antagonisme des classes par la création d'un système corporatif qui met fin à la lutte des classes préconisée par le marxisme, avoir assuré la production des substances alimentaires par un développement de l'agriculture qui n'a causé aucune atteinte essentielle au droit de propriété, voilà des choses dont seul un homme de génie pouvait envisager la réalisation dans un système politique fondé sur le faisceau de toutes les forces spirituelles et matérielles d'une nation.

Mais pour donner à ces peuples d'origines si diverses, privés de leur unité depuis mille cinq cents ans, la conscience nationale, il ne fallait pas seulement leur procurer des satisfactions de sécurité nationale, mais aussi leur proposer une mystique : la grandeur de la nation établie sur un double sentiment d'amour et de haine. L'amour de la patrie, la haine de l'étranger qui la menace.

Tout d'abord cet étranger, ce barbare au visage terrifiant, fut l'Allemand.

Au lendemain de la guerre où le fer et le feu des Tedeschi, ces envahisseurs permanents de l'Empire romain, avaient ravagé les provinces du nord, il était facile d'enflammer les passions d'un peuple qui avait vu périr 600 000 de ses enfants dans une lutte héroïque.

Il n'y a aucun doute possible. Le principal ennemi que Mussolini a tout d'abord indiqué à la haine de son peuple, c'est l'Allemand.

Les insinuations malveillantes, voire les attaques contre la France ne se produisaient qu'en sourdine, étouffées sous la sonorité retentissante des clameurs guerrières et des invectives proférées contre l'Allemagne,

Sans doute Mussolini espérait-il que ces manifestations

anti-allemandes pourraient être considérées de ce côté des Alpes comme une invite à un rapprochement avec la France contre l'ennemi héréditaire commun aux deux nations latines.

Ces appels ne furent pas entendus. On fit Locarno. Mais, ainsi que nous l'avons montré dans une récente étude sur Aristide Briand, Locarno institue l'Angleterre et l'Italie comme juges d'un conflit possible entre la France et l'Allemagne. Locarno exigeait de la part du Quai d'Orsay un rapprochement continu avec les deux anciennes alliées devenues garantes du nouveau système. Il fallait cultiver l'amitié italienne pour donner une valeur à la garantie inscrite dans le traité de Locarno. Cette politique, M. Briand ne l'a pas faite. Après une attente assez prolongée, au cours de laquelle furent engagées des négociations tendant à effacer les points de friction subsistant après le traité de Versailles, l'on assista, avec les débuts de l'hitlérisme, à une évolution très marquée de la politique mussolinienne vis-à-vis de la France.

A partir de ce moment toute l'aigreur de l'Italie fut réservée à la France, presque quotidiennement attaquée dans des déclarations retentissantes et des articles de la presse péninsulaire, tandis que les velléités de négociations et d'entente disparaissaient brusquement.

Aujourd'hui le voyageur français est frappé à la fois par la courtoisie de l'accueil et de l'hospitalité qu'il reçoit et par le ton acrimonieux de la presse transalpine qui ne laisse jamais passer une occasion bonne ou mauvaise d'incriminer notre pays.

Un Italien émigré rentre-t-il en Italie pour préparer et exécuter un attentat contre le Duce, c'est la France qui est rendue responsable et toute la presse fasciste a tendance à tourner son hostilité et sa colère contre la France où tant de *fuorusciti* ont trouvé un asile.

Il existe donc manifestement en Italie un état d'esprit anti-français poussé jusqu'aux dernières limites de l'exaspération et certainement peu favorable à une entente entre les deux nations latines.

Est-il besoin de faire remarquer que dans aucun des attentats commis en Italie au cours de ces dernières années,

dans aucun des procès qui ont été engagés, la responsabilité d'aucun Français n'a pu être établie.

Voilà donc l'atmosphère empoisonnée créée en Italie par cette politique d'exaltation du sentiment national qui avait pour but, en portant à son paroxysme l'orgueil des Italiens, de leur donner le sentiment de leur unité comme peuple formant une grande puissance.

C'est dans cette atmosphère que se formulent des griefs précis et des revendications énumérées tout récemment encore dans un article du *Giornale d'Italia* publié sous la signature de son directeur M. Gayda.

Suivant cet écrivain, l'Italie n'a pas encore reçu les récompenses qu'elle avait fait inscrire dans le traité de Londres du 26 avril 1915 qui précéda son entrée en guerre.

« Ce traité lui assurait outre la frontière du Brenner et la Vénétie Julienne, une bonne partie de la Dalmatie, avec toutes les îles et un droit à des compensations coloniales (art. 13) proportionnelles aux gains obtenus par l'Angleterre et la France sur les colonies allemandes de l'Afrique. La paix, écrit M. Gayda, a retiré à l'Italie la Dalmatie presque entière réduite à la petite ville de Zara et aux îles de Cherso, de Lussino, de Lagosta et d'Unie, lui substituant seulement la ville italianissime (*sic*) de Fiume. Mais elle ne lui a encore apporté aucune compensation coloniale suffisante. En fait, continue M. Gayda, nous ne pouvons considérer pour l'Italie, déjà pauvre en colonies, avec ses quarante-quatre millions d'hommes valides, comme de suffisantes compensations coloniales la minuscule rectification de la frontière occidentale de la Lybie jusqu'à Tummo (accordée par la France) et la cession en Somalie du Djoubaland britannique avec ses 90 000 kilomètres carrés arides et sa population clairsemée d'à peine 100 000 habitants, quand la France déjà riche en colonies et territoires d'outre-mer a obtenu en Afrique, avec les mandats d'une partie du Togo et du Cameroun, probablement perpétuels, et la pleine possession du Cameroun, 752 000 kilomètres carrés de nouveaux territoires très riches avec une population de près de 2 millions et demi d'indigènes, sans compter le mandat sur la Syrie en Asie. De son côté, l'Angleterre, outre les mandats sur l'Irak, la Palestine et la

Transjordanie, et d'autres acquisitions en Océanie, a reçu en Afrique, outre les mandats sur certaines parties du Togo et du Cameroun, en Afrique occidentale (Tanganika) — nous pensons que M. Gayda a voulu écrire Afrique orientale, mais passons — et en Afrique sud-occidentale 1 875 000 kilomètres carrés de territoires nouveaux avec 5 178 000 habitants. Enfin la Belgique a obtenu en Afrique les sultanats de Ruanda et d'Urundi (54 000 kilomètres carrés et 4 millions d'habitants).

C'est sur cette constatation que s'appuient les revendications italiennes pour une meilleure justice entre les peuples civilisés de l'Europe et du monde. Ces chiffres créent le droit de l'Italie à une revision du statut du monde et de la répartition des terres utiles ». Que M. Gayda veuille bien nous permettre de rectifier en les précisant les renseignements qu'il a indiqués au sujet de notre extension coloniale. En premier lieu la France n'a rien obtenu en toute propriété au Cameroun. Elle a simplement récupéré entre le Cameroun et le Congo les territoires qu'elle avait dû céder à l'Allemagne en 1911. Quant aux mandats qui lui ont été attribués sur les colonies allemandes, il s'agit au Cameroun de 416 200 kilomètres carrés et au Togo de 85 570 kilomètres carrés, soit au total 501 770 kilomètres carrés.

La presse italienne traite avec complaisance cette question de l'expansion coloniale. Et même en commentant des déclarations enflammées de M. Mussolini et de son ministre des Affaires Étrangères, M. Grandi, elle met à l'ordre du jour la revision possible des traités de paix, pour leurs clauses contenant des germes de nouvelles complications internationales.

Selon nous, le gouvernement italien et la presse dont il est l'animateur, avec leur désir de tenir en haleine l'opinion publique et de créer un sentiment ardent dans le domaine de la politique étrangère, mêlent singulièrement deux idées contradictoires : l'une la revendication de droits créés par un traité existant, l'autre la revision des traités qui ont créé le statut européen après la guerre mondiale et dont l'Italie est bénéficiaire.

Pour notre part, établissant la discrimination nécessaire entre ces deux thèmes contradictoires, nous n'hésitons pas

à dire que si l'Italie pouvait établir qu'elle subit un préjudice de la part de l'Angleterre et de la France par suite de la non obtention des compensations coloniales promises par le traité de Londres d'avril 1915, il ne serait que temps de porter ce litige devant un tribunal d'arbitrage ou de le liquider par une négociation particulière à laquelle la France ne devrait pas se dérober.

Remarquons tout d'abord que le Gouvernement italien, en acceptant la partie de la Somalie britannique appelée Djoubaland, a paru considérer cette concession de l'Angleterre comme une exécution définitive du traité de Londres. L'Italie a reçu 90 000 kilomètres carrés alors que l'Angleterre en a gagné 1 875 000, c'est-à-dire une superficie représentant à peu près le vingtième de celle conquise par l'Angleterre sur l'Allemagne.

En prenant cette base pour traiter, la France serait débitrice vis-à-vis de l'Italie du vingtième des 501 770 kilomètres qui lui ont été attribués soit de 25 088 kilomètres carrés. En exécution du traité de Londres, par l'accord Tittoni-Pichon en date du 12 septembre 1919, nous avons déjà concédé à l'Italie les oasis d'El Barca et de Fehout et la région traversée par la route des caravanes entre Ghat, Ghardamès et Tummo. Il y aurait à examiner si, pour compléter les 25 088 kilomètres dont nous venons de parler, et pour améliorer encore au profit de l'Italie la frontière de sa colonie Tripolitaine nous devrions encore lui céder l'oasis de Djado. Et dès lors la France se serait entièrement acquittée des obligations qui peuvent encore lui incomber par suite du traité de Londres.

Si cette chose est juste, elle doit être faite avant toute tentative pour une entente franco-italienne. Le terrain de la conversation, si elle doit jamais avoir lieu, se trouverait donc déblayé de cette pierre d'achoppement. A notre avis l'octroi à l'Italie du territoire objet de sa revendication ne doit être mêlé à aucune tentative de transaction sur d'autres sujets en litige, tels que le statut des Italiens en Tunisie ou la parité navale entre les deux grandes nations méditerranéennes.

Parlons maintenant de la revision des traités, question des plus complexes, que l'Italie, ayant annexé sur sa

frontière septentrionale des populations allemandes, et plus à l'est des éléments slaves, ne paraît pas avoir intérêt à soulever. La France, nous l'avons souvent dit, ne possède pas d'allogènes à l'intérieur de ses frontières et ne fait pas de politique d'irrédentisme au sein des populations de race et de langue française qui bordent son territoire. Que notre exemple serve de leçon aux autres peuples et l'Europe sera plus tranquille!

Certes on ne peut méconnaître à la plupart des traités de paix le défaut capital qu'ils sont généralement conclus au lendemain d'une guerre qui a porté au comble la haine des belligérants les uns contre les autres. Bien loin de chercher dans les stipulations de la paix une occasion de calmer et d'assoupir les sentiments belliqueux, il semble bien que les vainqueurs ne cherchent qu'à assouvir une vengeance contre l'agresseur qui les a provoqués. Les négociateurs n'envisagent pas qu'au bout de quelques années, de nouvelles générations ne ressentiront plus les choses de la même façon et que l'on s'habituera à considérer comme une dette périmée les engagements les plus précis inscrits dans un traité de paix.

Aggravant tout ce qui s'était fait de plus mauvais en ce genre dans le passé, les négociateurs de la paix de 1919 ont sur certains points créé du provisoire alors même qu'ils assignaient une durée indéfinie à leurs décisions. Citons pour exemple : une indemnité de guerre transformée en tribut imposé à près de trois générations dont les deux dernières seraient absolument innocentes de la guerre, la création sournoise et hypocrite de mandats coloniaux, c'est-à-dire d'un droit de propriété perpétuellement révisable.

La critique de ce malheureux traité de Versailles est inépuisable, mais l'on peut s'étonner que l'une de ses principales bénéficiaires, l'Italie, qui a porté ses frontières au delà même des territoires habités par la race italienne, s'en déclare peu satisfaite.

Auprès d'elle qu'a gagné la France? Elle a récupéré une partie de son bien, c'est-à-dire l'Alsace-Lorraine, toutefois amputée de Sarrelouis et de Landau. L'Angleterre l'a associée en parente pauvre à l'annexion des colonies allemandes, créant ainsi entre l'Allemagne et la France un nouveau germe de mésentente...

Ceci dit, nous restons en face de la question suivante : une entente entre la France et l'Italie est-elle désirable, est-elle possible?

Nous l'avions proclamée désirable dans les études que nous avions consacrées en 1917 et 1918 à l'élaboration de la paix.

A ce moment nous envisagions Clemenceau nouant une alliance avec la Belgique et l'Italie pour se présenter à la conférence en porte-parole de 90 millions de Belges, d'Italiens et de Français, c'est-à-dire des Européens occidentaux les plus exposés aux invasions teutoniques et représentant du groupement humain le plus intéressé aux satisfactions d'une juste paix avec l'Allemagne.

Quelle riposte n'aurait-il pas opposée au président Wilson invoquant l'autorité que lui conféraient 120 millions d'Américains, en lui parlant des 90 millions d'Européens et des 60 millions de Français d'outre-mer auxquels il n'avait jamais pensé.

Au lieu de cela, il indispose Wilson en parlant de sa sotte candeur et bafoue l'Italie au point que son délégué se retire des conférences!

A ce moment nous disposions de la Sarre pour fournir à l'Italie les 14 millions de tonnes de charbon pour lesquelles elle est tributaire de l'Angleterre.

C'eût été un moyen de placer notre alliance avec l'Italie sur une base économique d'une solidité peut-être inébranlable et d'intéresser notre alliée à une politique sarroise que nous n'avons cessé de préconiser. Elle consiste, disons-le une fois encore, à créer entre l'Allemagne et la France, prévu, mais imparfaitement par le traité de Versailles, l'état neutre de la Sarre gouverné par la Société des Nations. On sait peut-être que le but de paix de la France était, dans notre conception, de délivrer la Rhénanie du joug de la Prusse en lui donnant le statut d'un état autonome faisant partie du Reich au même titre que les trente-deux autres royaumes, principautés ou républiques qui constituent cet empire.

Que nous importait vraiment l'annexion de centaines de mille kilomètres carrés en Afrique occidentale ou congolaise au prix d'un résultat qui assurait la paix entre la France et l'Allemagne sans causer aucun préjudice à notre ennemie

héréditaire! M. Clemenceau ne l'a pas compris et n'a jamais dirigé de ce côté ses efforts de négociateur.

Depuis 1919, l'Italie, giolittiste ou mussolinienne, repliée dans sa rancune, ne nous a témoigné aucune sympathie. On peut considérer comme une velléité de rapprochement l'ouverture de négociations datant de l'envoi de M. de Beaumarchais comme ambassadeur de la République française à Rome, où il succédait d'ailleurs à M. René Besnard, qui avait su créer pour ces tractations une assez bonne atmosphère.

Ces négociations avaient un triple objet : régler, à la satisfaction de l'Italie, la frontière franco-tripolitaine; améliorer en notre faveur le statut des Italiens domiciliés en Tunisie; conclure un accord naval.

Leur échec coïncide avec la naissance du mouvement hitlérien, considéré à Rome comme pro-fasciste. A partir du jour où le gouvernement de M. Mussolini a interrompu nettement les pourparlers engagés, aucune amabilité de la France ne trouve d'écho sympathique au delà des Alpes. Tout récemment encore des articles du *Temps*, où la question des rapports de la France et de l'Italie était exposée avec une parfaite objectivité, n'ont éveillé au delà des Alpes qu'un faible écho de politesse, mais non de cordialité.

A la première question que nous avons posée : une entente avec l'Italie est-elle désirable, est-elle désirée? nous pouvons répondre avec certitude par l'affirmative en ce qui concerne les sentiments de la France. Mais nous avons l'impression que, du côté de l'Italie, l'entente franco-italienne ne pourrait réussir que le jour où l'Italie aurait perdu l'espoir de créer avec l'Allemagne fasciste un front anti-français. Nous n'avons d'ailleurs à cet égard provoqué ni reçu aucune confidence.

Il est à présumer que M. Mussolini, malgré sa culture française et la sympathie ardente qu'il nous a témoignée au moment le plus tragique de notre histoire contemporaine, ne considère pas la France venant seule à lui comme une alliée suffisante pour l'ambition de sa politique. La France lui proposant son alliance avec le parrainage d'une autre grande puissance — l'Angleterre ou l'Allemagne, — serait mieux accueillie. Or notre voisine d'outre-Manche, dont l'amitié se manifeste par

un détachement avoué, refuse de se prêter à la formation du bloc occidental : Angleterre, Belgique, France, Italie, qui garantirait la paix du monde par l'exécution des traités. Il en résulte que nous avons peu de chances de nous arranger avec le chef du Gouvernement italien, si nous ne le mettons pas en présence d'une réconciliation franco-allemande, ayant toutes les apparences, sinon d'une alliance, tout au moins d'une vue commune des problèmes européens.

***

La différence des conceptions politiques existant en Italie et en France ne saurait évidemment faire obstacle au rapprochement des deux pays. Il est des fascistes — en petit nombre — pour souhaiter cependant que l'idéologie fasciste s'étende à l'étranger. Les négociations avec les autres pays, la France en particulier en seraient, selon eux, facilitées. Il nous faut jeter un coup d'œil au passage sur la question importante qu'une pareille opinion fait naître.

Le fascisme, religion d'État nouvelle, amalgame de principes et de doctrines, qui a révolutionné l'Italie par sa mystique, le fascisme est-il un article d'exportation, au même titre par exemple que l'évangile de Jésus-Christ, ou que la mystique d'un Robespierre, d'un Lenine? Est-ce un accroissement pour le fascisme de se propager hors de ses frontières? A-t-il intérêt à cette expansion de sa doctrine? Cette force qui lui est propre et qui a ressuscité et vivifié son pays, Mussolini, apôtre d'une nouvelle constitution de la société, trouvera-t-il un bénéfice à l'inoculer à d'autres nations?

Dans d'autres temps, la France a-t-elle fait une seule acquisition profitable en lançant à travers le monde les principes de 93? Elle les a propagés les armes à la main jusqu'à la catastrophe de Waterloo. Ils ont contribué à former une Allemagne unifiée qui s'est dressée contre nous en 1870 et en 1914.

Les annexions de territoires réalisées par la Convention et par Napoléon, lui ont été retirées. Elle se retrouve en 1932 à peu près pareille en Europe à ce qu'elle était en 1789 pour l'étendue de son territoire, mais terriblement affaiblie par la

croissance prodigieuse de voisins bien faibles encore à l'époque où elle leur inoculait le poison du principe des nationalités.

***

Il nous reste maintenant à examiner ce qu'est l'ambition de l'Italie mussolinienne, sans aucune hypothèse de notre part, puisqu'elle est étalée par l'enseignement officiel donné à la jeunesse italienne et par la presse quotidienne. Cette ambition extérieure s'étend aux quatre points cardinaux, mais elle y rencontre partout et uniquement la France.

On parle couramment en Italie, d'une récupération de la Savoie et du comté de Nice, de la conquête de la Corse et de la Tunisie, de l'obtention du mandat sur le Cameroun, de l'accès au lac Tchad. Tout cela aux dépens de notre pays.

D'autre part l'Italie se considère comme l'état successeur de l'Autriche-Hongrie. A ce titre elle veut reprendre pour son compte la marche vers l'est de cette puissance détruite, placer dans sa zone d'influence les pays balkaniques et notamment la Yougoslavie. En ce qui concerne l'Orient asiatique, ses vues ne paraissent pas encore fixées. Il semble pourtant que la possession des îles du Dodécanèse et certaines promesses faites pendant la guerre pourraient à juste titre déterminer l'Italie à considérer comme très importante pour elle la possession d'une base continentale en Asie Mineure, en Syrie ou en Palestine. Mais pour le moment, on affecte de parler seulement d'une grande extension en Afrique, en faisant valoir que l'énorme population italienne, se trouvant à l'étroit dans la péninsule, a besoin de champs et de colonisation.

Prétention qu'il est facile de réduire à néant, car les terres ambitionnées par l'Italie ne paraissent pas se prêter au peuplement. Lorsqu'elle aura installé et fait vivre en Tripolitaine autant d'Italiens que nous en avons recueilli et fait prospérer dans notre Afrique du Nord, on pourra reparler de la question. Mais pour le moment il n'existe que très peu de terres propres à l'immigration des races européennes et parmi ce peu de kilomètres carrés se prêtant encore au défrichement et à la culture par des Européens, nous n'en voyons pas qui figurent dans les réclamations italiennes. N'oublions pas en effet

qu'avant la guerre, dans leurs immenses colonies, les Allemands n'avaient pas pu faire vivre plus de quatorze mille de leurs émigrants.

Les vrais pays d'émigration pour les Italiens sont les deux Amériques et aussi la France et ses possessions de l'Afrique du Nord.

A ce sujet il est bon de noter ici que l'existence de nombreux Italiens sur des terres françaises, celles de la métropole et celles de la Tunisie, sont l'occasion de difficultés perpétuelles entre les deux grandes nations méditerranéennes.

Le gouvernement de M. Mussolini se plaint de la protection que nous accordons en France à ses concitoyens qu'on appelle en Italie les *fuorusciti*. Ces *fuorusciti* sont accusés de malveillance à l'égard du fascisme et de complicité dans tous les complots qui se trament contre le Duce. De notre côté, nous désirons que les Italiens fixés en Tunisie acceptent le statut que tous les autres pays ont admis pour leurs nationaux dans ce protectorat français.

Après avoir réglé la question de la frontière tripolitaine dont nous avons parlé plus haut, il nous paraîtrait opportun que les gouvernements français et italiens se missent d'accord sur le statut des Italiens en Tunisie et en France. C'est une double question qui devrait être réglée avant toute conversation sur d'autres sujets.

Que si l'Italie proposait de parler de la question navale, nous pensons que d'un mot on pourrait satisfaire son appétit de prestige. La France a tout intérêt à avoir la marine dont elle a besoin pour la défense de ses côtes dans les cinq parties du monde et le transport de ses troupes et la protection de son ravitaillement et de son commerce.

Que l'Italie construise une flotte pareille, démesurée certes pour ses besoins, nous n'y ferons pas d'objections. Nous aurons peut-être besoin de la flotte italienne et l'Italie de la flotte française pour la défense de nos intérêts communs en Méditerranée. Et l'Angleterre elle-même, si elle était prévoyante, envisagerait que l'appoint d'une flotte franco-italienne pourrait encore lui être utile, comme cela s'est trouvé dans le passé.

Ces points réglés, un à un, et l'horizon politique éclairci, peut-être M. Mussolini se prêterait-il à un échange de vues

avec le chef du gouvernement français. Peut-être alors, les sujets de frictions étant déjà écartés, pourrait-on arriver à une entente dont tout marchandage serait exclu par avance. Analogue à celui qui fut conclu en 1904 entre la France et l'Angleterre, l'accord entre l'Italie et la France n'aurait à faire état d'aucune cession territoriale analogue à celle que consentit la France au Congo, en faveur de l'Allemagne, en 1911. Cette cession, loin d'amener la paix entre les deux pays causa des deux côtés une irritation qui n'était pas encore adoucie à la veille de la guerre de 1914. Que cela nous serve de leçon. Pour donner à l'Italie toutes les satisfactions désirables ne suffirait-il pas de parler des sphères d'influence que se réserveraient les deux pays dans les Balkans, en Orient et en Éthiopie et de se concerter à l'avenir sur les événements de politique extérieure où l'Italie, grande puissance, a un droit de regard que la République Française dans sa volonté de paix serait heureuse de lui reconnaître.

FELS

# LA CHARTREUSE DE GRENADE

D'une circulaire adressée en janvier 1932 par la *Pologne littéraire* à beaucoup d'hommes de lettres, j'extrais les phrases suivantes :

« ... La recherche des moyens propres à assurer la paix constitue aujourd'hui la principale préoccupation de l'humanité...

» Le Gouvernement polonais a soumis à l'examen de la Conférence du Désarmement un memorandum sur le désarmement moral proposant une série de mesures embrassant les domaines de la législation, de la presse, de l'enseignement et de l'art... Nous choisissons parmi ces propositions les plus caractéristiques :

» 1°... ; 2° ...; 3°, la révision des manuels scolaires pour en faire disparaître tout ce qui éveille la haine de l'étranger, et l'introduction dans les écoles de tous degrés d'un enseignement sur les buts et l'organisation de la Société des Nations... »

La lecture de ces phrases, et surtout de celle qui concerne la révision des manuels scolaires, m'a conduit assez vite, et par quelques détours non illogiques, à la région qu'occupe dans mon souvenir la Chartreuse de Grenade.

***

Tous les visiteurs de Grenade connaissent cette chartreuse : c'est un monument et un point de vue signalés par un astérisque dans tous les guides à l'usage des voyageurs en Espagne, et le site a été souvent décrit par des romanciers et représenté

par des peintres. On sait aussi que le cloître de cette chartreuse contient une suite de fresques, par Vicente Cordueto et Sánchez Cotán, dont la technique et le sujet restent gravés dans la mémoire de quiconque les a, ne serait-ce qu'en passant, regardées. On y voit, interprétés avec un réalisme effrayant et à jamais scandaleux, les supplices infligés, sous le règne de Henry VIII, aux chartreux de Londres. C'est, en somme, un monument aux victimes des persécutions qui ont accompagné l'établissement de la Réformation en Angleterre et qui ont fait périr un grand nombre de personnages remarquables, non seulement par leur foi et leur attachement à l'Église de Rome, mais par leurs talents et leur valeur intellectuelle, entre autres Sir Thomas More, l'auteur d'*Utopia*, et le cardinal Fisher (sous Henry VIII, pour avoir protesté contre l'Acte de Suprématie) et, sous Élisabeth, le poète Robert Southwell (1560-1595), canonisés récemment, en même temps que leurs compagnons de martyre. Ce sont, pour les Catholiques, « les martyrs anglais ».

Ces persécutions ont eu tous les caractères de la légalité et se sont accomplies au grand jour. Il s'agissait de défendre et de protéger l'Église anglicane récemment séparée de Rome et qui s'en éloignait de plus en plus. L'autorité royale s'y est employée avec zèle en se servant des moyens de répression alors en usage dans tous les pays civilisés : la confiscation des biens et la mort dans les tortures. D'ailleurs, les atrocités peintes sur les murs de la Chartreuse de Grenade ont eu leur contre-partie dans les exécutions qui ont accompagné la persécution antiprotestante sous le règne de Marie la Sanglante. Ainsi la présence de ces peintures dans le cloître d'un couvent catholique est aussi naturelle et logique que peut l'être la présence, sur une place d'Oxford, du monument aux martyrs protestants, ou la glorification de ces mêmes martyrs par Agrippa d'Aubigné dans *Les Tragiques*.

***

On pourrait donc croire que les touristes anglais instruits qui visitent la Chartreuse de Grenade se trouvent, devant ces fresques, dans le même état d'esprit que, par exemple, un

touriste français instruit qui regarde un tableau représentant quelque épisode de la Saint-Barthélemy ou de la Révolution française, ou encore les « Horreurs de la guerre » de Goya : sans colère ni parti pris, son activité esthétique est seule intéressée et si, par hasard, il porte un jugement moral sur les sujets de ces ouvrages, c'est une réflexion d'ordre général, philosophique, sur l'Histoire, sur la cruauté de l'homme, etc.

Eh bien non, et si invraisemblable que cela puisse paraître, beaucoup de visiteurs anglais de la Chartreuse de Grenade portent sur ces fresques un jugement exclusivement moral, ou plutôt national, patriotique. Elles les offensent et ils prennent parti contre elles, en niant la réalité des faits qu'elles commémorent et en traitant, ouvertement ou couvertement, de grossiers faussaires et de dégénérés fanatiques les artistes, et les religieux qui leur ont commandé ces peintures, et le peuple espagnol qui les laisse subsister. Plusieurs tâchent de dissimuler leur irritation sous un ton de supériorité sarcastique, mais elle n'en est pas moins réelle, et très amusante pour qui en est témoin. Non seulement je l'ai constatée dans les propos que j'ai entendus sur les lieux mêmes, mais je l'ai retrouvée à plusieurs reprises dans des livres anglais où Grenade est décrite, et je crois qu'on n'aurait pas de peine à réunir une dizaine de passages d'auteurs anglais des XIXe et XXe siècles où cette irritation est visible, et qui enrichiraient d'échantillons précieux une « Anthologie de l'amour-propre national mal placé ».

On en trouvera un dans *Diary of an Idle Woman in Spain*, par Frances Elliot (Collection Tauchnitz, 2 volumes). Cette « Flâneuse » ou « Désœuvrée » en Espagne nie simplement, et avec une énergie et une intrépidité admirables, la réalité des persécutions anticatholiques en Angleterre aux XVIe et XVIIe siècles. Cela donnerait à penser qu'elle eût peut-être bien fait d'employer une part de ses loisirs à se renseigner sur l'histoire de son pays, si on ne sentait, sous la vivacité de ses dénégations, le dépit ingénu et touchant d'une vanité nationale blessée.

Son livre n'en est pas moins d'une lecture agréable pour qui a connu l'Espagne qu'il décrit, et qui est celle des quinze ou vingt dernières années du XIXe siècle. Mais on peut imaginer

qu'un de ses premiers lecteurs, irrité à son tour par l'ignorance que l'auteur affecte en ce qui concerne les martyrs anglais, aurait pu envoyer à la Flâneuse en Espagne un manuel d'Histoire d'Angleterre destiné à éclairer sa religion, c'est-à-dire son patriotisme.

***

J'aurais certes peu d'estime pour un tel lecteur et serais disposé à croire qu'il appartient à un milieu social où l'éducation des enfants est un peu négligée; mais je ne l'imagine que pour montrer son embarras quant au choix du manuel : car le fait est que je n'en connais pas un qui décrive avec précision et dans toute leur horreur les persécutions dont furent victimes les martyrs anglais. Tous les signalent, mais sans s'y attarder; et dans les mieux faits, comme l'anonyme *School History of England* d'Oxford, c'est tout juste s'il est dit, au cours du récit des événements religieux du règne de Henri VIII, que « les moines de la Chartreuse de Londres, le plus pieux et le plus respectable des ordres monastiques, refusèrent de reconnaître la suprématie royale, et pour cela un grand nombre d'entre eux furent pendus »; « pendus », en vérité! Voilà un bel exemple d'euphémisme, et quelque chose comme, si j'ose dire, un adoucissement posthume des peines qu'ils subirent.

C'est ainsi que les récits de ces persécutions, celles de Henry VIII comme celles d'Élisabeth, passent au second et au troisième plan dans les manuels, et ne laissent qu'un souvenir confus dans l'esprit des élèves.

Veut-on un autre exemple? Prenons au hasard un autre manuel. On y voit que la lutte menée par Henry VIII et son Parlement contre Rome eut pour résultat « une victoire du nationalisme moderne sur l'internationalisme médiéval de la papauté, de la laïcité sur le clergé, de l'État sur l'Église », et que « ce fut aussi une énorme confiscation par laquelle la richesse des plus puissantes corporations (les ordres monastiques), richesse destinée au bien-être général, passa, à travers les mains de l'État, dans celles de parvenus ». Voilà pour le règne de Henry VIII. Pour celui d'Édouard VI, on

nous dit qu'« une nouvelle spoliation de l'Église fut accompagnée de tentatives en vue d'introduire des doctrines protestantes ». Pour celui d'Élisabeth, on nous apprend que « l'Espagne, qui s'était faite le champion de la Contre-Réformation, avec son Alva aux Pays-Bas et ses jésuites qui allaient bientôt envahir furtivement l'Angleterre, l'Espagne était de toute évidence l'ennemie nationale ». (Cette époque de « l'invasion furtive » de l'Angleterre par les jésuites, est précisément celle où la loi du royaume assimilait l'exercice du culte catholique au crime de haute trahison.)

Il est certain que l'auteur de ce manuel veut et croit être impartial, et qu'il évite le ridicule de prendre parti dans les querelles politiques des gens du XVIe siècle. Il fait preuve de clairvoyance aussi, lorsqu'il oppose le caractère national du protestantisme au caractère international de l'Église romaine. Mais de persécutions anticatholiques sous d'autres règnes que ceux de Henry VIII et d'Édouard VI, il ne dit pas un mot, alors qu'il donne un paragraphe aux martyrs protestants; et on ne peut s'empêcher de remarquer qu'il s'exprime de telle sorte qu'on pourrait croire que les jésuites dont il parle, — et parmi lesquels se trouvait le Bienheureux Robert Southwell, — étaient en majorité de nationalité espagnole.

***

Pour entendre parler des martyrs anglais en dehors des livres des historiens catholiques, et pour nous faire une idée de ce qu'étaient ces exécutions de traîtres (coupables d'avoir célébré la messe ou d'y avoir assisté), ces orgies de tourments, auxquelles une populace ameutée, hommes et femmes, prenait part, encourageant et aidant les bourreaux, il faut lire, à défaut des sources documentaires plus ou moins difficilement accessibles, les ouvrages de première main et de longue haleine des meilleurs historiens anglais modernes. Mais on remarquera qu'eux-mêmes ne s'attardent guère aux détails de ces persécutions, et que le nombre des victimes et les horreurs des exécutions capitales sont tout juste indiqués, alors qu'ils font une place relativement importante au supplice des trois cents victimes de la persécution de Mary et aux brûlements de Cranmer, Hooper, Ridley et Latimer.

Cela vient de ce que, en dépit de leur réelle indépendance d'esprit et de l'objectivité de leurs méthodes, la plupart de ces historiens sont portés à donner une place moindre aux événements et aux mouvements dont les conséquences ont été, ou paraissent moindres, et à n'y voir que des séries aberrantes de faits. Ainsi les causes perdues dans la réalité historique ont tendance à se perdre une seconde fois dans les arrière-plans des descriptions qu'ils font de cette réalité.

Il n'est donc pas surprenant que ces faits disparaissent à peu près complètement dans des manuels qui tous reflètent en les abrégeant les ouvrages des historiens, et que les gens dont toute l'instruction en fait d'histoire est basée sur ces manuels vivent, à l'égard du passé de leur pays, dans une ignorance relative qui leur permet de se former une conception idéalisée, arbitraire et fausse, du caractère, de la civilisation et du rôle de leur nation au cours des siècles, et qui les expose à des surprises comiquement désagréables comme celle que réserve à beaucoup d'Anglais le cloître de la Chartreuse de Grenade. Pour ceux-là, sans doute, les mœurs du règne d'Élisabeth étaient les mêmes que celles du règne de Victoria! Et il ne s'est donc trouvé personne pour leur dire : « C'étaient déjà les Anglais; mais ce n'étaient pas les mêmes ? » Et après tout, il se peut que des touristes français en Italie entendent avec surprise et irritation le « rubato dai Francesi » des cicérones et des sacristains, tant nos manuels, à ma connaissance, passent rapidement sur le pillage des musées et des trésors d'églises de l'Italie par ordre ou avec l'acquiescement de Napoléon Bonaparte...

On peut sourire de ces colères, mais des malentendus comme ceux-là « éveillent la haine de l'étranger », ou l'entretiennent, et le memorandum du Gouvernement polonais en fait avec raison remonter l'origine à l'enseignement et aux manuels d'histoire politique.

***

J'en étais là de ces réflexions, lorsqu'une curieuse coïncidence m'a mis sous les yeux un passage d'un roman d'Osbert Sitwell qui corrobore l'opinion exprimée dans *La Pologne littéraire*. L'action de ce roman, *The man who lost himself*,

se passe en grande partie à Grenade, et il contient de belles descriptions de cette ville, ainsi qu'une admirable évocation de Londres au commencement de l'été. On y trouve aussi, et je l'attendais, et je le voyais venir, un récit d'une visite à la Chartreuse de Grenade. En voici une traduction. On remarquera que ce passage ne contient rien qui puisse froisser l'amour-propre d'un lecteur espagnol. La surprise et la réaction du préjugé national sont notées et sensibles sous l'humour, mais la cause de cette surprise et l'origine de ce préjugé sont aussitôt désignés, dénoncés, comme on le verra dans le membre de phrase que je souligne. Je regrette seulement que l'auteur, en veine d'anachronismes volontaires, n'ait pas, après « quelque nouveau raffinement de torture méthodiste ou épiscopale » ajouté : « ou salutiste » :

« Le cloître du couvent, soit dit en passant, était orné d'une série de peintures représentant... dans leurs diverses particularités les supplices raffinés infligés à des saints espagnols par des membres de l'Église anglicane et d'autres institutions du même genre et d'une égale férocité. On voyait que le peintre avait été extrêmement frappé du grand rôle joué par les femmes hérétiques dans les tourments subis par les saints personnages : chaque fresque en effet montrait au moins un représentant du sexe faible en train d'expérimenter quelque nouveau raffinement de torture méthodiste ou épiscopale. Au premier abord *ces révélations auraient pu surprendre des gens qui avaient appris l'histoire dans les manuels scolaires anglais*[1] si la férocité des dragons femelles des pensions (il s'agit des vieilles filles anglaises de passage à Grenade) ne nous avait pas récemment disposés à les croire capables de n'importe quoi, ou presque, dans ce genre-là. »

Ce témoignage spontané est précieux, et on peut être certain que son auteur approuve le projet soumis par le Gouvernement polonais à la Conférence du Désarmement.

On peut en effet conserver des doutes sur l'efficacité d'un « désarmement moral » comme préparation à un désarmement matériel; mais il est certain qu'on ne peut qu'être partisan de tout ce qui tend à donner aux hommes une vue plus exacte

1. « *after being brought up on English history books, these revelations might at first have surprised one...* »

du passé et des intérêts de la société qu'ils forment, et la notion de son unité fondamentale. Pour commencer, l'étude d'un manuel d'Histoire européenne et américaine impartial et basé sur l'idée d'unité politique, un manuel où ne serait jamais perdue de vue l'idée toujours vivante, toujours proposée au monde, et quelquefois partiellement réalisée, de la monarchie universelle, du gouvernement unique, cette idée qu'on retrouve si près de nous, dans le titre doublement romain d'une institution comme l'Université *Impériale* et *Pontificale* de Mexico, pourrait conduire à cette notion d'unité un grand nombre d'écoliers, et leur donner en même temps un sens plus réaliste de l'histoire et un idéal politique beaucoup plus élevé que ceux qui inspirent et faussent, actuellement, les manuels d'histoires nationales qu'on met entre leurs mains.

***

Mais revenons à la Chartreuse de Grenade, candide et incorruptible témoin d'un de ces crimes collectifs qu'on nomme persécutions. Il est peu vraisemblable que la colère qu'elle éveille chez ses visiteurs anglais et que le ressentiment que les expressions de cette colère peuvent provoquer chez les lecteurs espagnols de leurs ouvrages, soient jamais, à eux seuls, une cause même lointaine de conflit entre les deux pays. Aussi longtemps que l'Espagne n'appartiendra pas à un système d'alliances en opposition avec les systèmes d'alliances auxquels la Grande-Bretagne appartient ou peut appartenir, tout danger d'une telle guerre sera chimérique. Mais il est certain que le jour où cette véritable cause de guerre existerait, les malentendus produits par ce témoignage et les injures échangées à propos de lui joueraient un rôle dans la préparation sentimentale du conflit et dans la propagande destinée à l'entretenir. Ce n'est rien, sans doute; rien qu'une légère piqûre d'amour-propre national, une petite injection de haine internationale. Mais autant vaut l'épargner dès à présent, aux deux peuples intéressés. Et pour la leur épargner, le seul moyen est de préparer le voyageur anglais en Espagne à rencontrer sans surprise, et à regarder sans indignation, — sinon sans horreur, — les fresques du cloître de la Chartreuse de Grenade.

On voit qu'il ne s'agit pas seulement d'expurger les manuels d'Histoire et d'en faire disparaître « tout ce qui éveille la haine de l'étranger », mais qu'il convient aussi d'y introduire des précisions à présent jugées inutiles, et des faits qu'on a pris l'habitude de passer sous silence. Et cela revient à dire que l'enseignement, dans tous les pays européens, devrait s'attacher à donner aux enfants et aux jeunes étudiants des tableaux aussi complets que possible de la vérité historique.

***

Mais où trouver les modèles de ces tableaux? Certainement pas dans les ouvrages des grands historiens modernes, qui, bien qu'ils aient puisé aux sources documentaires, ont ensuite obscurci la valeur scientifique, la valeur de vérité, de ces précieuses notions, en les faisant entrer de gré ou de force dans des interprétations systématiques, souvent ingénieuses, et brillantes, et séduisantes, mais qui ont, comme on dit, — et de l'aveu même des savants spécialisés dans les diverses branches de l'histoire, — rapidement *vieilli*.

Ici même, il n'y a pas longtemps, Marcel Thiébaut, dans une étude qui prend son point de départ dans l'ouvrage récent d'André Chevrillon sur la formation de la pensée de Taine, montrait et analysait les causes et les conditions de ce vieillissement d'une partie de l'œuvre d'un des grands historiens français modernes. Ce ne sont pas les faits allégués qui ont été reconnus faux; et ce n'est pas non plus (comme il arrive parfois) qu'un nombreux apport de faits nouvellement mis en lumière ait bouleversé la théorie, le système de l'historien : c'est la théorie, c'est le système, qui se sont écroulés.

Ainsi, au bout d'un certain nombre d'années, les contradictions entre les faits et la doctrine, entre la réalité et l'interprétation, étant devenues apparentes, personne ne songe plus à lire ces ouvrages pour se renseigner et pour s'instruire, et l'enseignement, après les avoir prônés, met ses élèves en garde contre eux. Et ainsi ceux qui survivent, ceux qui ont encore des lecteurs, les doivent à des qualités extra-scientifiques, qui n'ont rien à voir avec l'étude de l'histoire : monuments, et parfois très beaux, immortels monuments de la littérature de la langue en laquelle ils ont été composés.

C'est ce qu'on reconnaîtra si on passe en revue les œuvres de la plupart des grands historiens européens et américains du XIXe siècle : ceux qu'on ne laisse pas dormir dans les bibliothèques sont, non pas les plus exacts, les plus minutieux, les plus scientifiques, mais ceux qui ont un style, de l'art, et souvent de la passion.

Historiens, donc, pour morceaux choisis littéraires, si on se place au point de vue de l'enseignement, mais modèles à fuir, lorsqu'il s'agit de la très délicate tâche de compilation qu'exigerait un manuel d'Histoire européenne et américaine comme celui auquel je faisais allusion, le manuel, unique, ou de type unique, qu'on mettrait entre les mains de tous les écoliers des deux continents.

A qui donc s'adresser? Je répondrais : aux sources elles-mêmes, mais présentées sous forme de listes de faits rangés par ordre chronologique et autant que possible selon le principe de causalité, sans interprétation, sans autre idée directrice que celle de cette unité politique à plusieurs reprises partiellement réalisée et vers laquelle il semble bien que tende, malgré tout, la société.

On dira que c'est un labeur immense et qui demanderait de très nombreuses années. Sans doute, et je souhaite que ce soit la tâche historique de notre siècle. Tâche énorme, œuvre de patience, je dirais presque d'humilité, car il s'agirait d'un travail en commun et où l'activité scientifique serait seule requise.

Peut-être, justement, pourrait-on commencer par des manuels d'enseignement, — qui pour une fois serviraient de modèles, — cette classification simple et enfin vraiment scientifique des faits historiques connus et contrôlés.

Mais là nous trouvons des archétypes et des précurseurs : des historiens dont les ouvrages n'ont pas ou presque pas vieilli, et cela pour l'unique raison qu'ils n'ont pas eu de système. C'est du côté du Port-Royal et chez les Bénédictins que nous les rencontrerons : un Le Nain de Tillemont, et surtout de grands et modestes serviteurs de la vérité comme Dom Maur-François Dantine et ses collaborateurs et ses successeurs dans la rédaction de *L'Art de vérifier les dates*.

VALERY LARBAUD

# TEL QU'EN LUI-MÊME...[1]

## V

Simon Chavegrand eut vite achevé l'installation de son domaine.

Réveillé, dès le jour, par les clameurs des arabatiers, il se levait et s'habillait à la hâte. La chambre, visitée par la mouvante clarté du novembre africain, paraissait d'une sévérité monastique. Une petite table, sur laquelle Simon prenait ses repas. Un bureau à tiroirs, deux ou trois chaises cannées, quelques rayons chargés de livres, un lavabo d'écolier. Dans un angle, le lit de fer, que Simon repliait lui-même chaque matin et couvrait d'un tapis.

Simon Chavegrand, aussitôt vêtu, frappait le sol du pied pour appeler le domestique arabe qui dormait dans l'arrière-boutique. En attendant la tasse de café et le beignet dont il allait déjeuner, Simon écrivait quelques lettres ou consultait un des ouvrages de sa bibliothèque.

Il sortait vers huit heures, laissant l'Arabe aux soins de la maison. Grand, raide, vêtu de noir, le binocle d'or oscillant devant ses yeux, il s'en allait par la ville. A le suivre, on eût fini par découvrir qu'il cheminait au hasard, puisqu'il revenait en général de sa longue course sans en avoir marqué le but par quelque arrêt ou visite; mais il n'avait jamais l'air de s'abandonner à l'aventure, il marchait assez vite, regardant autour de soi d'un œil prompt.

Parfois, le pied du promeneur tâtait avec moins de décision le pavé de la Médina, son regard s'embrumait un peu, sa main

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 juin.

dessinait dans l'air une pensée tourmenteuse : mais bientôt, ranimé par quelque caprice du sol, le pas repartait plus ferme, et l'œil ravivé reprenait toute transparence. Simon Chavegrand frissonnait une seconde, regardait alentour avec une ombre d'inquiétude et repartait à vive allure.

Peu avant dix heures, il regagnait son logis. L'Arabe venait d'ouvrir le magasin, pièce assez spacieuse, bien éclairée par de larges vitrines. On y voyait un grand choix de machines parlantes et des armoires où se trouvaient rangés en bon ordre les disques de la Compagnie N .T. M., pour laquelle travaillait Simon. Le milieu du magasin était occupé par un appareil d'essais et des fauteuils destinés aux chalands. Il y avait encore une caisse à compteur mécanique, un classeur à glissière et un petit bureau américain.

Simon accrochait ses vêtements dans l'arrière-magasin et venait s'asseoir au bureau. Les visiteurs se montraient chaque jour plus nombreux. Il y avait des Français affairés et nonchalants, sûrs de leur choix, qui savaient exactement ce qu'ils voulaient et se consolaient mal de ne pas toujours l'obtenir sur l'heure. Il y avait des Italiens venus en groupe, qui consultaient interminablement le catalogue, se querellaient avec passion dans leur langue et, soudain, éclataient de rire. Des Maltais louvoyaient parfois des heures avant de solliciter le prêt d'un disque à l'essai jusqu'au lendemain. Les Arabes demandaient à entendre les airs de leur patrie et balançaient jusqu'à la dernière minute entre la caisse parlante si longtemps convoitée, ou, peut-être, un autre rêve, de machine à coudre ou d'armoire à glace.

Simon Chavegrand se prêtait avec beaucoup de calme et de courtoisie à tous ces débats. Il avait parfois recours au truchement de Moktar, son domestique arabe, pour éclaircir quelque chose dans les chicanes des indigènes. Quand il était de loisir, il s'appliquait d'ailleurs à la langue arabe et couvrait maints cahiers de signes et de remarques. Il avait, grâce à Dargoult, lié connaissance avec M. Marchez, arabisant fanatique, allègre, féroce, qui battait sur leur terrain les meilleurs lettrés indigènes et qui, voyant en Simon un élève mûr et résolu, n'avait pas refusé de lui donner des conseils, sans trop l'engager dans le désert de la langue savante.

Vers midi, Chavegrand montait dans sa chambre pour y prendre un repas frugal, apporté par Moktar de quelque restaurant voisin.

L'après-midi se trouvait partagée entre les besognes du commerce, la lecture et le travail. Parfois, Simon sortait dans la cour, faisait quelques pas et s'arrêtait soudain, droit, l'air en même temps fragile et contracté, toutes ses forces d'attention réunies sur une pensée secrète. L'instant d'après, remonté des abîmes, Simon disait une parole amicale au brocanteur, donnait une menue pièce à l'aveugle, une cigarette aux potiers, une caresse de la main aux ânons pelés qui piétinaient, l'oreille morte, en attendant leur fardeau.

Dès cinq heures, Moktar fermait le magasin. Simon, le plus souvent, montait, à travers la ville arabe, jusqu'au collège Sadiki, pour y chercher Louis Dargoult. Côte à côte, ils s'acheminaient, en devisant, à travers les venelles blanches et bleues, abandonnées des marchands et dont les promeneurs discrets évoquaient, avec leurs draperies flottantes, les ombres élyséennes.

De chaudes conversations ornaient et nourrissaient l'amitié nouée entre les deux hommes. Soit qu'ils n'eussent aucun goût à disputer du prochain, soit que l'absence de relations communes les sauvât tout naturellement de ces périlleuses palabres, ils se plaisaient, sans trop d'exemples, à des considérations générales sur les ressources de l'âme, l'infinité des conjonctures morales, les détours de la destinée. Ils apportaient à ce jeu en même temps assez d'ardeur et de décence pour y prendre tour à tour l'avantage et en retirer le sentiment d'une noble élévation.

L'extrême automne était serein, chaud, sec encore. Le vent de la mer agitait, à la crête des murailles, les touffes de chaume épuisées par l'été mortel. Parfois, d'un commun accord, les deux hommes s'arrêtaient une seconde pour jouir d'un silence qui demeurait à leur merci. Chavegrand parlait de soi-même très rarement et toujours avec une réserve presque farouche. S'il commençait l'une de ses phrases par l'obstiné cri de tous les hommes « moi, je... », ressaisi bien vite, il déviait son propos avec un sourire hermétique.

Leurs conversations s'achevaient souvent rue de l'Alfa.

Les Dargoult occupaient là, dans une maison moderne, un appartement meublé dans le goût colonial, c'est-à-dire de tapis, d'étoffes et de bagages. Parfois, Simon Chavegrand montait avec Louis, pour saluer Gertrude et l'enfant. Il ne s'attardait guère et n'acceptait que bien rarement une invitation à dîner.

Souvent aussi, Louis allait reconduire Chavegrand jusqu'à la rue des Maltais. Ils pénétraient dans l'impasse et découvraient presque toujours Moktar accroupi sur le paillasson, en train de jouer aux osselets, tout seul, ou d'improviser une chanson infinie en frappant, de ses longs doigts, sur un bidon à pétrole. Il se levait avec une déférence excessive, saisissait le pardessus de son maître et, furtivement, esquissait le geste d'en baiser le bord. Simon tirait à soi le vêtement et murmurait d'une voix mécontente :

— Vous savez, Moktar, ce que je vous ai dit déjà.

— Quoi! — faisait Louis en pénétrant dans la maison, — vous ne tutoyez pas votre serviteur indigène? Mais, Chavegrand, vous êtes le seul, dans Tunis, à vous offrir cette élégance.

— Je ne suis pas sûr que ce soit une élégance, — répondait Simon, — mais c'est presque une nécessité. C'est, en tout cas, la conséquence d'une résolution très ferme que vous devinez et que vous approuvez sans doute. Montons dans ma chambre, voulez-vous?

Dargoult regardait les murs badigeonnés à la chaux, la table, les livres, les chaises inconfortables. Il dit, un jour, en souriant :

— Dès le premier instant, j'ai compris que vous étiez un homme très bon et très courageux. Ce que je vois maintenant, c'est que vous vivez comme un sage.

— Taisez-vous — fit Chavegrand en fermant les yeux. — Je ne suis rien de ce que vous pensez. Je vis presque en oisif, voilà, pour le moment, la vérité. Mais je vous parlerai de certains projets. Il faudra que je vous dise aussi quelque chose de Moktar, mon serviteur, et que je vous demande conseil.

## VI

Moktar, qui ne savait pas même exactement son âge, semblait un adolescent de dix-huit ou dix-neuf ans. Il avait été, le premier jour, amené par l'agent d'affaires italien qui le palpait et le vantait comme une bête de somme.

Triste bête de somme, en vérité. Un long garçon minable, cruellement marqué par la variole et l'œil huileux d'ophtalmie. Il arrivait en ville, pieds nus; pour tout vêtement une chemise et un burnous rapiécé. De longs doigts simiesques, dont il se grattait le crâne en soulevant à moitié sa chéchia noire de graisse. Tel, il devait inspirer, au cœur le plus résolu, de la compassion et de la répugnance.

Chavegrand le considéra longtemps, d'un regard attentif et ne prononça que trois mots :

— Je le prends.

Les gages fixés, l'Italien parti, Chavegrand dit à Moktar :

— Vous savez allumer le feu? Bien. Faites chauffer de l'eau.

Il y avait, dans la maison, un mauvais poêle à charbon de bois que Moktar, gonflant ses joues, parvint à faire marcher. Il remplit d'eau une bassine qu'il installa sur le feu.

L'opération promettait d'être longue, Simon sortit. Il ne revint qu'une heure plus tard, un gros paquet sous le bras. L'eau chantait dans la bassine. L'Arabe, les cils blancs de cendre, avivait les braises en soufflant.

— Bien! — dit Simon en posant son paquet. — Voici du savon et une serviette. Déshabillez-vous et lavez-vous complètement. Je pense que vous savez vous laver.

Moktar éclata de rire puis il se mit à quitter son burnous en jetant sur son maître un regard si curieusement équivoque, un sourire à demi animal et si vil que Simon eut un mouvement de recul et rougit.

— Allez! — dit-il sévèrement. — Lavez-vous très bien. Ne remettez pas vos vieux habits. Il y en a de propres dans ce paquet. Dépêchez-vous.

Le garçon ravala son sourire et s'inclina profondément. Quand Simon revint, il put observer la métamorphose.

Moktar s'était, en effet, savonné de son mieux. Il avait revêtu un costume de chaouch, très simple, mais net : culotte bouffante, chemise écrue, veste soutachée de noir. Il avait aux pieds des sandales convenables et venait de s'appliquer sur le crâne une chéchia neuve à gland de laine. Il semblait en proie à un ravissement puéril. En apercevant Simon, il fit le geste de s'incliner comme pour lui baiser les genoux.

— Non! — souffla Chavegrand en reculant un peu. — Dites seulement « merci », comme un homme. Ménagez ces vêtements. Je pense que vous comprenez ce que je veux dire. Savez-vous préparer le café?

Moktar affirma qu'il était maître dans la préparation du café. En fait, il servit un café passable et Chavegrand partit à ses affaires.

Ce soir-là, quand il revint à la maison, il pria Moktar de lui donner une nouvelle tasse de café qu'il voulut sucrer lui-même, à la française. Il s'aperçut alors que le paquet de sucre acheté la veille était réduit de plus de moitié.

— Qui a mangé le sucre? — dit-il froidement.

L'Arabe leva ses deux mains à plat, paumes en avant.

— Pas moi! — prononça-t-il avec force.

Et comme Simon le regardait avec insistance, il fit le geste du serment, invoquant ses marabouts familiers, élevant la voix, mêlant, dans ses protestations, un français farouche à son arabe natal.

Tout cela dura quelques minutes pendant lesquelles Simon Chavegrand gardait son visage austère et ne répondait pas une parole. Alors, soudain, Moktar cessa de proclamer son innocence. Toute sa figure se recomposa pour un nouveau sourire ambigu, hideux, insoutenable.

Cette fois, Simon Chavegrand ne détourna pas la tête. Il haussa les épaules et dit avec dureté :

— Moktar, vous avez, en moins d'une heure, menti et volé. Il y a, dans ce pays, je le sais, des gens qui, pour ces deux fautes, vous battraient. Il y en a d'autres qui vous prieraient de rendre les vêtements neufs et de vous en aller tout de suite.

A ces mots, le garçon se jeta par terre et fit entendre un murmure de supplication et de plainte.

Chavegrand était un peu pâle. Il eut encore une fois un mouvement de recul, presque de répugnance.

— Puis-je être sûr, Moktar, que vous avez menti et volé pour la dernière fois?

L'Arabe se répandit en promesses.

— Eh bien, gardez les vêtements et restez ici. Mais, attention, Moktar, je ne pourrai vous pardonner deux fois.

Resté seul, Chavegrand respira profondément et passa la main sur son front d'un air soucieux et las.

A compter de ce jour, Moktar fit de sensibles progrès et de sincères efforts pour contenter son maître. Il ne cuisinait pas lui-même; il dressait et débarrassait la table, allait querir les mets chez le traiteur, balayait la maison et s'offrait toujours avec ivresse pour remonter les phonographes et disposer les disques sur les plateaux. Alors il écoutait, la bouche ouverte, montrant une langue pâle, baignée de salive. Assez vite, il délivra Simon de bien des petits soins.

On était à la fin du mois de décembre et l'hiver tunisien en arrivait aux premières grandes pluies quand Simon se fit annoncer, un soir, chez les Dargoult. Ses visites étaient assez rares et toujours accueillies avec joie. Il refusa le fauteuil qu'on lui destinait et s'assit un peu à l'écart des lumières, sur un tabouret d'enfant.

Les Dargoult avaient essayé de présenter Chavegrand à certains de leurs amis. Simon s'y était refusé sans ostentation, mais avec persévérance, en sorte que les Dargoult gardaient pour eux cette amitié singulière qui, de jour en jour, leur tenait plus fort au cœur. La réserve ordinaire de Chavegrand, l'ombre dont il s'environnait, même aux minutes de confidence, la volonté vibrante que l'on devinait en lui, tout cela ne laissait pas d'entretenir chez Louis Dargoult une fièvre de sympathie. Dans les circonstances encore rares où Chavegrand avait été vu à l'œuvre, il avait paru juger et décider avec une grande bonté. Dargoult ne parlait de son nouvel ami qu'avec une gratitude respectueuse.

— Connaissez-vous, — dit Chavegrand ce soir-là, — connaissez-vous un des médecins de l'hôpital indigène?

— Un médecin? — fit Gertrude avec sollicitude. — Vous n'êtes pas malade.

— Non, non, il ne s'agit pas de moi. Je veux dire que je n'ai pas besoin de soins, au contraire. On m'a parlé du docteur Rude.

— Nous le connaissons assez bien! — s'écria Dargoult. — N'est-ce pas, Gerty?

— Oui, assez bien, même, pour lui demander un service amical.

— C'est un service, en effet, — dit Chavegrand d'un air embarrassé.

Comme Gertrude et Louis attendaient, le visage attentif, Chavegrand perdit un instant contenance, puis il reprit, plus bas :

— J'ai plusieurs heures de liberté par jour. Je voudrais que le docteur me donnât l'occasion de les employer.

— A quoi donc, Seigneur? — demanda Gertrude.

— A n'importe quoi! Peut-être à soigner les malades, s'il m'en juge digne et capable. Sinon, aux plus bas ouvrages. Ça m'est égal. Laver par terre ou porter les brancards. Je suis beaucoup plus fort que je n'en ai l'air.

— Gertrude! — s'écria Louis en s'élançant à travers la chambre qu'il se mit à parcourir nerveusement, — Gertrude, tu l'entends! Il est meilleur que nous tous. Pardon, Gerty, je veux dire meilleur que moi, toujours, moi qui ne fais rien que ma tâche quotidienne.

— Vous savez bien, — murmura Chavegrand, — qu'il n'est rien de plus utile au monde et de plus beau que votre tâche quotidienne. Et c'est justement parce que la mienne est sans lumière et sans rayonnement que je veux la compléter en y ajoutant quelque chose dont je puisse me trouver satisfait, le soir, au moment du sommeil. De telles tâches, il n'y en a pas un choix infini, je vous assure. C'est un sujet sur lequel j'ai longtemps réfléchi. Tout compte fait, l'hôpital représente la solution la plus simple.

— Monsieur Simon, — dit Gertrude, — nous avons été, mon mari et moi, élevés par des gens qui parlaient tous les jours de la vertu, d'une façon quasi professionnelle, et qui même, à tout prendre, étaient de bien honnêtes gens. Reconnais, Louis, que tu as eu, jadis, une véritable vénération pour le pasteur Corbier. Mais, je sais, maintenant qu'il existe une autre espèce d'hommes de bien.

Chavegrand venait de rougir encore. Il baissait la tête avec un curieux mouvement de recul, ce mouvement fébrile qu'il avait toujours pour se dérober aux allusions personnelles trop précises.

— Gertrude, chère! — fit Louis. — Tais-toi. Tu vois bien qu'il va, une fois encore s'enfuir de nous, se retirer dans son refuge, si nous lui disons en face qu'il est notre ami et que nous l'aimons. Alors, silence! Écoutez, Simon. Je pense à ce que vous venez de dire. Pourquoi n'iriez-vous point à l'hôpital français? La souffrance y règne aussi et vous y auriez un accès plus facile. Nous connaissons très bien le docteur Henriot, qui a soigné déjà Christine. A Sadiki, tous les emplois d'infirmiers sont tenus par des indigènes. Il sera peut-être difficile de vous y trouver une besogne convenable.

— Je ne demande pas une besogne convenable, — reprit obstinément Chavegrand, — je demande une besogne, quelle soit-elle. Et je préfère Sadiki, quand même.

— Pourquoi? — fit Dargoult.

— Difficile à dire. Peut-être parce que la souffrance de ces pauvres gens m'est en quelque sorte étrangère et qu'il me faut la toucher du doigt pour la mieux comprendre. Peut-être parce que leurs maux m'inspirent une espèce d'horreur dont on doit venir à bout, avec le temps.

Gertrude et Louis se regardaient en silence. Enfin, le jeune homme soupira :

— C'est bien. Si vous le permettez, je consulterai le docteur Rude à ce sujet.

— Depuis quelque temps, — dit Simon en se levant pour prendre congé, — depuis quelque temps, je voulais vous parler de Moktar.

— Tu sais, Gertrude, — fit Dargoult, — que Moktar est le domestique arabe de Simon, ce domestique de dix-huit ans à qui Simon dit « vous » et qu'il traite comme un prince.

— Je ne le traite pas comme un prince. J'essaye de le traiter comme un homme. Ce n'est pas facile. Je ne vous ai pas dit qu'il a, le premier jour, fait un petit vol et un moins petit mensonge.

— Diable! — dit Louis, — vous n'allez sans doute pas le garder.

— Si, — fit Simon avec un sourire mystérieux. — Si, maintenant, il m'intéresse. Je l'ai mis en observation et j'espère le guérir. Si je le renvoie, c'est la rechute assurée. Alors, je le garde à mon compte. J'ai connu un homme qui, dans des circonstances... non pas absolument analogues... Mais revenons à Moktar. J'avoue qu'il me déconcerte encore. Que me conseillez-vous, étant donné que je le garde?

— Je vous conseille, — répondit Louis Dargoult avec vivacité en étreignant les mains de Chavegrand interdit, — je vous conseille de ne demander conseil à personne et d'être, avec persévérance et tranquillité, l'homme que vous êtes et que nous aimons.

## VII

Le docteur secoua sa tête.

— Je soigne ici les indigènes, exclusivement. Et je les soigne avec la collaboration des indigènes. En attendant que ces gens soient capables de tenir le bistouri, ce qui viendra peut-être un jour, ils tiennent la boîte de compresses, les écarteurs ou la tête du patient. Ils ne s'en tirent pas mal, quand on les a dressés. La science européenne comporte deux chapitres : un qui s'apprend par cœur en trois mois, un autre que l'on n'a pas toujours compris après trois siècles. En attendant, quand on sait prendre ces gens, on en fait de bons sous-officiers, de bons contremaîtres, de bons assistants. Je reçois ici des médecins français, des élèves français. Je n'ai que faire d'un infirmier français, d'un infirmier volontaire qui ne serait même pas libre à toute heure. Et puis, j'ai mes habitudes : quand j'allonge le bras au hasard pour poser une pince, je sais que je rencontrerai toujours un plateau. D'ailleurs, jamais je n'allonge le bras au hasard. C'est encore plus sûr.

— Cher docteur, — dit Louis Dargoult en riant, — je savais que vous me donneriez toutes ces bonnes raisons.

— Et vous êtes venu quand même! — s'écria le praticien avec une rondeur bourrue.

— Mais oui, — répondit gaiement Dargoult. — Je suis venu parce que j'ai le sentiment de ne pas faire une sottise et peut-être, c'est pourquoi j'insiste, de m'associer à une bonne action.

— Bah! — gronda le docteur d'un air ennuyé : — je sais ce que vous allez me dire. Une âme dévouée qui brûle de se donner! Mais, mon cher, nous connaissons ça! On en rencontre tant de ces orgueilleux qui veulent absolument jouer un rôle dans la pièce. Ce que j'ai le plus admiré, les premiers temps de la guerre, ce sont les gens qui avaient le courage d'attendre, à leur place, et de ne rien faire s'ils n'avaient rien à faire.

— Sans doute, — fit Louis. — Mais si l'homme que je veux vous présenter est vraiment un être d'élite, si cet homme est en quelque sorte...

— Mettez un homme de bien. Soyez modeste, mon cher.

— Oui, un homme de bien. Avez-vous donc un tel mépris de l'humanité que vous la croyiez incapable de donner encore des hommes de telle sorte?

Rude haussa les épaules.

— Ce que vous appelez l'humanité est capable de tout, même de ça.

— Écoutez, — reprit Dargoult avec animation, — l'ami dont je vous parle était avec moi en gare de Marseille, il y a quelques mois. Nous causions, sur le quai. Et, tout à coup, nous nous sommes aperçus que Christine, ma petite fille, venait de s'engager sur la voie...

— Vous êtes un imprudent, un étourdi! — s'écria le docteur soudain furieux. — Et alors? allons, dites vite!

— Eh bien, Chavegrand s'est précipité sur l'enfant. Oui! Je les ai vus tous deux rouler sous le train, docteur! Je n'oublierai jamais ce spectacle. Et ce n'est pas seulement parce qu'il s'agissait de ma fille.

— Et alors? — grogna le docteur avec violence. — Allez-vous me laisser comme ça sur les charbons, sacrédié? Moi aussi, j'en ai, des gosses.

— Oh! — murmura Dargoult — vous savez bien que la petite est vivante et intacte. — Chavegrand est sorti entre les roues, avec l'enfant dans ses bras... Un miracle! Vous dire le mouvement de cet homme, son élan!

— Oui, oui, — dit Rude tout bas. — Il n'a peut-être pas pu faire autrement.

— Docteur, je ne comprends pas.

— Je dis que les gens courageux font ce qu'ils font parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement.

— Oh! docteur! Et quand bien même cela serait. Avouez qu'ils n'en sont pas diminués.

— Sacrédié, non! Chaque arbre porte ses fruits. Alors, il a fait ça, votre ami?

— Il l'a fait.

Le docteur pencha la tête en avant et se prit à rêver en regardant le sac de chamelier qui lui tenait lieu de tapis.

Le docteur était non pas obèse, mais massif, comme une statue à peine dégagée du bloc primitif. Un cuir épais, blême, chaque pore béant, prêt à distiller sa goutte de sueur. Des cheveux clairsemés, en boucles grises. De petits yeux vifs, à demi enfouis entre sourcils et pommettes. Des mains de gladiateur, aux gestes courts et déliés. Une respiration puissante et embarrassée. Tel, il inspirait aux malades une confiance colorée de terreur. Il s'appelait Sylvain Rude et semblait toujours soucieux, dans ses propos et ses actes, de traiter son patronyme comme un programme.

— Oui, — dit-il soudain en rejetant derrière soi le burnous dont il se drapait au sortir de l'étuve opératoire. — Oui. Je vais, si ça vous fait plaisir, Dargoult, le prendre comme secrétaire bénévole. Deux heures le matin. Rien de plus, vous comprenez? Il faut que je voie, que je juge. Amenez-le-moi demain.

— Tout de suite, s'il vous plaît, cher docteur. Il est en bas, dans la cour.

— Oui? Eh bien, faites-le monter. Ah! un mot encore, Dargoult. Tout ça n'a pas d'importance. Un homme de plus ou de moins dans le service... Je suis le maître chez moi. Les curieux et les illuminés, nous connaissons le genre. Ce que je veux vous dire, c'est qu'en général ça ne dure pas, voilà tout. Et si celui-ci se fatigue, n'allez pas me faire de reproches, au moins.

— Merci! — dit Louis en riant. — Je vais vous le présenter.

Quand Dargoult revint, suivi de Chavegrand, le docteur signait des paperasses. Il ne releva pas tout de suite sa grosse tête grisonnante, comme s'il eût voulu faire subir au visiteur

un stage d'humilité. Enfin, sans quitter la table de l'œil, mais d'une voix grondeuse :

— Connaissez-vous le métier d'infirmier?

— Non, docteur.

— Vous ne l'avez jamais fait? Pas même au régiment?

— Pas même au régiment, docteur.

— Alors, c'est un caprice. Quel âge avez-vous?

— Quarante-deux ans.

Le praticien releva la tête et considéra longuement son visiteur.

— Vous n'avez pas l'air très robuste.

Chavegrand remua les épaules et ne répondit rien.

— Vous souhaitez de vous distinguer. Vous êtes orgueilleux, peut-être.

— Si j'étais encore orgueilleux, — murmura très bas Chavegrand, — je serais déjà sorti d'ici.

— Quoi? Que dites-vous? Oui. J'ai entendu. Venez demain matin, à huit heures. Vous tiendrez le registre des opérations, sous ma dictée, au fur et à mesure du travail. Et puis, nous verrons.

— Bien, docteur. Merci.

Le chirurgien venait de se mettre debout et retirait tranquillement sa chemise trempée de sueur. Un moment, on entrevit l'énorme torse velu. Le docteur soufflait, l'air las et soudain indifférent. Il bougonnait d'une voix confuse : « Moi, moi, je ne veux pas vous décourager, bien sûr. Le dévouement, ça ne s'improvise pas. C'est un métier, quoi! Ça s'apprend, comme tout. Et même ça se paye, comme tout... »

A ce moment, il se tourna vers Chavegrand et, avec une brusque fusée d'accent méridional :

— Je ne dis pas tout ça pour vous. Notre ami, monsieur Dargoult, parle de vous en termes bien honorables. Au fait, comment vous appelez-vous?

— Simon Chavegrand.

— C'est ça. Dargoult me l'avait dit. Eh bien, à demain matin. Vous verrez tout de suite de quoi il retourne. Pas drôle tous les jours, je vous en fous mon billet. Au revoir. Ah! vous, Dargoult, restez avec moi : je vous reconduirai dans ma voiture.

Chavegrand sorti, le docteur entr'ouvrit la porte et poussa une sorte de barrissement :

— Qu'on m'appelle Si Bachir.

Si Bachir, l'homme de confiance, parut bientôt. Il allait sortir et se trouvait en costume de ville : un magnifique burnous bleu de ciel, une décoration polychrome à la boutonnière, un brin de narcisse entre les dents, l'air cossu d'un riche négociant ou d'un fonctionnaire prébendé.

— Bachir, — dit le docteur, — as-tu remarqué le monsieur qui vient de sortir? Oui? Eh bien, demain matin, tu lui passeras le registre de la salle. Secrétaire bénévole. Compris? Secrétaire particulier à moi.

Si Bachir fit un sourire étrange et s'inclina, coulant vers Dargoult un long regard velouté.

— Une chose, Bachir, que je te prie de mettre là — et le docteur se frappa le front. De la considération. Tu m'entends? Que l'on traite convenablement ce monsieur bénévole. Tu m'entends?

## VIII

Pareil à une coupe de flamme, une coupe large et renversée, le gros phare pend du plafond. Il rassemble sous lui un jet de lumière dorée qui lutte avec l'éclat du jour.

Tout est blanc, tout est blême, sauf les visages attentifs, sauf les mains gantées de gris, sauf, dans le cercle éblouissant, une belle tache écarlate et cette chose qui se gonfle, fleur charnue, fruit fragile, cette chose que le couteau vient de faire surgir, comme par sortilège, d'un ventre caché sous les voiles.

Une odeur de linge cuit, une odeur de blanchisserie, règne, mêlée à la lumière, mêlée aussi, intimement, à la buée, à la chaleur, aux vertigineuses vapeurs de l'éther.

Un silence concentré, laborieux, auquel collaborent avec soin dix ou douze ombres vigilantes. Vautré dans le creux du silence, un bruit trivial, obstiné, le ronflement du dormeur.

Parfois, le chirurgien relève la tête. Il est à demi masqué d'une fine toile de batiste et coiffé d'un bonnet rond. On ne voit que son gros nez; on ne voit que ses sourcils touffus

où se perd un fil de sueur. Il donne un ordre, un conseil, parfois lance un blâme cinglant. Il rit, s'il est content, d'un rire presque ravalé qui lui fait trembler l'échine. Il explique, en trois mots, certains de ses actes à des praticiens en visite. Puis le silence retombe et l'on entend voleter au ras de la mosaïque les sandales des infirmiers.

Soudain, le chirugien souffle, sans presque élever la voix, comme s'il parlait pour son ombre :

— C'est la première fois que vous pénétrez dans une salle d'opérations?

Nulle parole n'est sans adresse, et celle-ci va chercher l'homme qui la doit recevoir. Une voix mate mais ferme répond :

— La première fois, docteur.

Simon est assis un peu à l'écart, sur un haut tabouret blanc. Il est vêtu d'une blouse dans laquelle il a l'air fort mince. Son visage est comme serré, tendu, réduit. Un pesant registre est ouvert sur ses genoux. De temps en temps, il retire son binocle aveuglé de vapeur et l'essuie furtivement. Il ne veut pas ne pas voir.

Le chirurgien saisit une aiguille pareille à l'alène des savetiers. Il recoud à larges points la peau qu'on n'imaginait ni si dure ni si fuyante. Et, tout de suite, il se détache de la table, s'éloigne, retire ses gants.

— Qu'on m'amène le genou! Et pour ce malade, écrivez.

Simon écrit, toute son ardeur concentrée dans la pointe du stylographe. Le docteur allonge un doigt blanc de talc, montre la page, de loin, et dit, d'une voix égale :

— Anastomose, sans h, s'il vous plaît. Je dis donc: résection d'une anse grêle. Et ce genou! Ce genou! Commence-t-il à dormir?

Le docteur tourne le dos. Simon n'a pas eu le temps de rougir. Chacun court à sa besogne. Simon se sent oublié. Il respire même un bon coup, dans cette providentielle indifférence de tous. D'ailleurs, voici le nouveau malade.

C'est un homme de sang mêlé ; moitié Sem et moitié Cham. Il est d'une maigreur parfaite et qu'on devine mortelle. Un poil bref et poudreux court sur son crâne au cuir tendu. La lèvre, desséchée, se rétracte, montrant les crocs. L'œil, chaviré

dans le sommeil, est d'un blanc souillé de bile. Sur cette carcasse exténuée, le genou malade paraît monstrueux, le genou fendu d'où sortent, par trousseaux, des tubes de caoutchouc rouge.

— Allons! L'iode et les champs!

Le docteur paraît furieux. Il bougonne derrière son masque. Il dit, saisissant le couteau : « Quelle besogne désolante! »

Le couteau fait son chemin. Beaucoup de sang. Beaucoup de chair vive. De gros os pâles, que l'on dirait épouvantés de voir le jour et dans lesquels on mord avec des instruments de menuisier. Le chirurgien et son aide peinent, poussent de grands soupirs. Les visiteurs, les élèves regardent d'un air morose, car c'est long. Les infirmiers ouvrent les boîtes, poussent les tables, épongent le sol.

Un homme, seul, à l'écart, perché sur son haut tabouret, comme un comptable, un gros registre entre les mains, regarde avec des yeux creux cette œuvre de charité qui ressemble à un attentat. Et, presque insensiblement, voici la tête de Simon Chavegrand qui commence de se balancer, à droite, à gauche, à droite, à gauche, d'un mouvement bien léger, telle une tête de pavot creuse dans la brise.

Qui l'a remarqué? Personne. Le docteur tourne le dos. Il jure de temps en temps et peste contre ce genou pitoyable.

Pourtant, sans même se retourner, le docteur dit, soudain, une chose toute simple et qui, pour qui comprendrait tout, serait une chose bien étonnante. Il dit :

— Salah! Tu es fatigué. Donne le pied à ce monsieur. Allez, monsieur Chavegrand, prenez le pied du malade, en glissant vos mains sous les champs. Bien. Ne tirez pas trop fort. Et faites ce qu'on vous dira. Pas autre chose.

Simon Chavegrand obéit. Il est là, tout droit, au bout de la table. Il sent, entre ses doigts, un pied presque froid, rugueux, durci, tel un cuir de bête, par maintes et maintes courses à travers les sables brûlants.

Simon tient le pied de son mieux. Qui l'observerait pourrait croire que c'est Simon qui se tient au pied du moribond. D'avoir quelque chose à faire, Simon, petit à petit, se sent réconforté. Un sang chaud monte des mains qui travaillent au cœur qui souffre. Simon rougit légèrement, ce qui remet

tout en ordre, car il était un peu pâle. Parfois, le docteur dit : « Tournez à gauche. Bon Tirez plus fort. Attention! Soulevez! » Simon tourne, tire, soulève. Il est maître de soi, c'est visible. Personne, cependant, ne regarde Simon qui fait la chose la plus simple du monde.

L'opération dure plus d'une heure. Comme elle est lourde, cette jambe molle et disjointe! Une odeur de boucherie tiède monte de tous ces linges souillés. Deux petits ruisseaux de sueur se forment sur la tête de Simon et coulent devant ses oreilles.

Et puis, c'est fini : « Vous pouvez lâcher ce pied. Allez chercher le registre. Et maintenant, écrivez. »

Simon écrit, d'une main que visitent des crampes furtives : « ... Suture partielle. Large drainage. C'est tout. » Et le docteur, démasqué, continue, de la même voix, en s'épongeant le visage : « Tenir une jambe, c'est très lourd. Ce n'est pas une prouesse. Une façon d'occuper les gens qui en ont besoin. Alors, à demain. »

Simon se lave les mains et remet ses vêtements. Il se glisse dans la cour où somnole une foule dolente. Il se hâte vers la ville basse, à travers les rues encombrées. Il est, de nouveau, très pâle et son visage est sévère; mais une flamme chaleureuse veille au fond de son regard.

Voici la rue des Maltais. Il est onze heures. Le magasin est ouvert. Chavegrand entre par l'impasse. Moktar est seul. Il fait tourner, pour soi, un disque luisant qui grouine à l'étouffée. Moktar écoute en promenant la pointe de sa langue sur ses lèvres fendues. Il rythme le chant de la mécanique, en frappant du bout des doigts le bord de la table.

— Moktar, — dit Simon, — je vous ai défendu de faire marcher l'appareil quand ce n'est pas nécessaire.

Moktar s'incline et va ranger le disque.

Chavegrand se promène une longue minute dans le magasin, de long en large. Il ferme à demi les paupières. Et, tout à coup, il dit des mots inattendus, des mots que, sûrement, il n'avait pas préparés.

— Moktar, je voulais vous donner ce billet... à titre de présent.

Il tend un billet de cinq francs. Il ajoute, comme pour se justifier :

— J'ai reçu, ce matin, une bonne nouvelle. Je suis content. Alors... Merci. Non, je veux dire : sortez!

Ces paroles, qui ne signifieraient rien pour personne, ne signifient rien pour Moktar. Mais la seule vue du billet lui fait venir, à fleur de visage, un sourire enthousiaste. Il prend, salue et sort. Simon se laisse tomber sur une chaise.

## IX

La vie de Simon Chavegrand, chargée de soins nouveaux, reprit un cours paisible. Simon, levé tôt, quelques affaires mises en ordre, montait d'une haleine à l'hôpital. Il y arrivait bien avant le docteur et passait plus d'une heure dans les salles où les malades reposaient, beaucoup d'entre eux accroupis au bout du lit, jambes croisées, un pan de drap sur la tête, dans l'attitude immémoriale de la race. Simon allait de lit en lit. Parfois, timidement, dans les quelques paroles d'amitié qu'il inventait pour chacun, il glissait un mot d'arabe, appris la veille, charité qui ne manquait pas le but.

Les infirmiers occupés aux grosses besognes du réveil avaient-ils besoin d'un coup de main, Simon se proposait et savait même se faire agréer. La défiance qu'il pouvait, malgré les ordres de Bachir, inspirer naturellement aux employés indigènes, ne tarda point à céder. Simon fut bientôt considéré comme un personnage étrange, peut-être un peu fou, mais, de ce fait même, respectable et d'ailleurs utile. Un jour, un gros marchand infirme que Simon aidait à se mouvoir lui glissa dans la main une pièce de deux francs. Simon surmonta vite son embarras et, passant la pièce à l'infirmier le plus proche, il dit : « Moi, je n'ai pas le droit. » Parole et geste qui furent commentés avec faveur par toute la plèbe du service.

Dès l'arrivée du chef, Simon prenait son gros registre et gagnait la salle. Il écrivait, sous la dictée, des notes et des rapports. Il se tenait dans son coin, l'œil mobile, à l'affût de la moindre besogne. Un jour, pour exécuter un ordre qui semblait tombé dans le vide, Simon ouvrit une boîte de compresses mais il l'ouvrit maladroitement et en souilla le contenu. Le docteur qui, jusque-là, trépignait, dit soudain, d'une voix glacée :

— Pas de zèle intempestif, je vous prie!

Cette parole, somme toute bénigne et justifiée, produisit grand effet. Chavegrand se prit à trembler, si fort que tout le monde s'en aperçut. Déjà le chirurgien versait du baume sur la plaie.

— On vous apprendra tout ça, petit à petit.

En fait, chaque jour, Chavegrand apprenait quelque détail de ce métier périlleux où le cœur ne suffit point.

Avant a fin de la matinée, il s'envolait comme une ombre. Qui l'aurait suivi l'aurait vu, le front plissé d'inquiétude, dévalant à toute vitesse l'étroite rue de la Kasba. Arrivé, encore haletant, à l'entrée de l'impasse, il s'assurait d'un coup d'œil que tout allait bien dans le magasin. Il y pénétrait par la porte dérobée, l'air furtif de quelqu'un qui vient non d'accomplir un noble devoir, mais de se livrer à quelque passion secrète. Ses traits enfin reposés, il interrogeait Moktar sur ce qui s'était passé pendant le début de la matinée, sur les visites et les requêtes des clients.

Parfois, à l'arrivée de Simon, Moktar dissimulait une cigarette.

— Moktar, — dit un matin Simon, — je ne vous interdis pas de fumer; mais je vous prie de ne pas fumer dans le magasin.

Moktar mit la main sur sa poitrine et promit. Le lendemain, à l'arrivée de Chavegrand, la maison sentait encore le tabac. Un odorat délié pouvait même discerner, sous cette senteur bénigne, une autre exhalaison plus âcre et plus grossière.

Simon fit deux ou trois fois le tour du magasin, l'air sévère et préoccupé. Moktar, à l'ordinaire presque farouche, suivait son maître d'un œil hardi, trop brillant.

— Qu'avez-vous bu, Moktar? fit soudain Chavegrand.

Le regard de l'Arabe vacilla légèrement. Il eut un geste de protestation trop grand, trop dramatique.

— De l'eau, de l'eau!

Et, comme Simon faisait un pas, le jeune garçon recula très vite, le bras devant le visage. Puis il écarta ce bras, regarda son maître de nouveau et se prit à rire.

C'était un rire bas, gloussant, accompagné d'une mimique telle de l'œil et de la bouche que Simon recula, cachant mal

son dégoût. Moktar fit encore une fois ce rire odieux, comme pour en vérifier le pouvoir et, prenant une loque de laine, il se mit avec nonchalance à frotter les appareils posés sur les tablettes.

Simon s'assit au bureau. Des clients entrèrent. Des juifs riches. On apercevait, dans la rue, leur auto, dont le radiateur avait pour bouchon une luisante main de Fatma. Moktar s'empressa de les faire asseoir et leur présenta les disques demandés. Le magasin s'emplit de chants et de tourbillonnante musique. Moktar se montrait soumis, empressé. Chavegrand s'efforçait d'espérer une erreur et de se composer un système d'indulgence.

Les chalands pourvus, Simon sortit par la porte dérobée. Les potiers attachaient sur leurs arabas des chapelets de cruches. Les ânons donnaient des coups de nez dans leur musette pour faire remonter le maigre picotin. Deux ouvriers indolents creusaient un trou, près de la rue, mettant à jour le sous-sol vingt fois pioché de la vieille ville, une terre verte et fétide. Un souffle passa, car Tunis est ville de grandes brises. Un souffle passa hanté d'azur. Simon respirait avec force. Il fit quelques pas dans la cour et contempla longuement, d'un œil absent, l'étalage du brocanteur italien.

C'était un homme grisonnant, presque un vieillard. On ne le voyait jamais vendre son étrange marchandise. Les fidèles de la mosquée, leurs prières dites, leurs sandales à l'orteil, s'en allaient sans un coup d'œil pour cet éventaire misérable. Le bonhomme fumait presque tout le jour. Ses yeux enflammés se plissaient sur un perpétuel sourire. Jamais il ne prononçait un mot pour attirer les passants.

Simon tendit la main et saisit quelque chose au milieu des débris. C'était une canne de bois peint, une mauvaise canne à pomme de corne.

— Quatre francs, — dit le brocanteur en retirant sa pipe.

Simon haussa les épaules et prit les quatre francs dans son gousset. Alors, l'homme posa sa pipe, leva les mains et se prit à parler avec volubilité. Un discours incohérent, mêlé de français, d'italien et d'un jargon farouche, dans lequel revenait sans cesse une prière balbutiante : « Achetez tout, achetez donc tout, que je puisse m'en aller, m'en aller »...

Il répétait aussitôt, en faisant chanter les syllabes : « Andar-mene, signor, andar-mene »...

— Pourquoi, — demanda Simon, — voulez-vous donc vous en aller?

L'homme se mit à rire et dit encore deux ou trois fois « andar-mene », en dessinant, dans l'espace, un geste extraordinaire, un geste de rêve et d'aventure.

— Restez ici, — dit Simon tout bas. — Restez, vous ne serez pas plus heureux ailleurs.

Il vit que l'homme n'avait pas entendu, balança sur l'opportunité de répéter ce propos inutile et tourna le dos en agitant la canne. Comme il regagnait la maison, il aperçut Moktar qui l'épiait à travers les vitres de l'arrière-magasin. Sitôt la porte close, Moktar s'avança d'un air agité.

— Méchant homme! — souffla-t-il avec un sourire fielleux. — Lui, méchant homme!

Sous le regard étonné de Chavegrand, Moktar se ressaisit, cligna de l'œil et cracha par terre avec mépris.

— Lui, pas marchand, bien sûr. Seulement police. Voit tout. Entend tout. Police!

Chavegrand haussa les épaules et monta dans sa chambre. Il ouvrit la fenêtre et, pendant quelques minutes, contempla le mouvement de la rue, les vendeurs ambulants qui passaient, une grappe de poulets à l'épaule, ou, sur la pointe des ongles, un plateau chargé de sucreries aux couleurs chimiques, le traiteur qui fabriquait des saucisses en refoulant, avec le pouce, du hachis dans un boyau opalin, toute cette petite vie ingénue et misérable. Enfin, Chavegrand eut un frisson et referma la fenêtre. Il aperçut, au mur, un calendrier et le mit à jour en déchirant les feuillets. Le 7 janvier. Simon rêva devant le gros chiffre noir. Puis il ouvrit une malle, chercha longuement, enfin trouva, dans le linge et les papiers, un petit étui de buis qu'il glissa dans sa poche.

Ce jour-là, vers deux heures, Chavegrand se fit annoncer chez les Dargoult.

— Vous, du moins, — s'écria Gertrude en le voyant entrer, — vous, cher monsieur Simon, vous n'êtes pas encore gagné par la coutume de la sieste.

— Il ne faut pas médire de la sieste, — dit Louis. — Elle est nécessaire en été. Vous verrez, Chavegrand.

— Il n'y a pas de saison qui tienne, — répondit le visiteur en fronçant les sourcils. — J'ai horreur de la sieste, des divans, des canapés... Enfin, parlons d'autre chose. Je suis venu...

Son front se détendit. Il eut un sourire voilé.

— J'ai laissé, — dit-il, — passer les fêtes. J'avais beaucoup de travail.

— Je sais, — répliqua Louis. — J'ai vu le docteur. Je sais tout, mon cher ami.

— Ce tout n'est pas grand'chose. Mais il ne s'agit pas de cela. Je voulais, depuis quelques jours, faire un présent à votre petite Christine. Alors, j'ai songé...

— Mon cher, — s'écria Louis, — vous avez fait à Christine le plus grand, le plus beau présent que l'on puisse faire à un être.

— Je vous assure, — murmura le visiteur, — que ce que je lui ai donné, s'il faut reprendre votre pensée, ne vaut pas ce que je lui dois. Et puis, qu'importe! J'ai trouvé quelque chose qui n'a presque aucune valeur, mais à quoi je tiens un peu.

— Je ne sais ce que ce peut être, — fit Louis, — mais il est inadmissible que vous le donniez, surtout si vous y tenez.

— Laisse, — dit Gertrude en étendant le bras. — Laisse-le, Louis. Nous ne pouvons pas savoir. C'est parce qu'il tient à cette chose qu'il a besoin de la donner.

Il y eut un profond silence et Chavegrand ouvrit le petit étui de buis. Il contenait un médaillon d'or comme on en faisait encore au siècle dernier. L'une des faces portait des initiales enlacées, usées, indéchiffrables. L'autre face montrait, sous verre, une photographie presque indistincte, représentant un visage de femme.

Gertrude reçut l'objet dans sa main ouverte et le silence dura quelques instants encore.

— C'est un objet sans valeur, — dit Chavegrand d'une voix faible. — Mais c'est le seul objet qui me reste d'un autre temps.

— Nous ne pouvons pas... — fit Louis tout bas.

— Si, si, — souffla Gertrude. — Soyez sûr que Christine portera ce médaillon toujours, en souvenir de vous. Merci.

Chavegrand venait de se lever et il s'inclinait pour sortir.

## X

On était aux premiers jours de février. La clarté du couchant, entre deux averses, était riche, ardente, chargée de souvenirs pathétiques et de promesses fabuleuses. Elle déclinait, elle allait mourir, mais elle versait, une fois encore, sur les murailles, des lueurs pourprées, magiciennes, de ces lueurs qui, chaque soir, rejettent l'Orient dans la légende et les chimères.

Louis Dargoult, à travers les quartiers déserts de la Medina, descendait vers sa maison. Il n'était pas pressé. Il avançait, l'œil au ciel, abandonné sans retour aux sortilèges des lumières. Songeant soudain qu'il n'avait pas vu Chavegrand depuis deux ou trois jours, il changea de route et pressa quelque peu le pas.

Comme il arrivait à l'impasse, il aperçut Moktar en train de fermer les volets. L'Arabe hocha les épaules, d'un air embarrassé :

— Patron parti, — fit-il.

— Parti? Mais où donc?

— Sais pas.

— Pour combien de temps?

— Sais pas.

Louis marquait une grande surprise. Moktar ajouta qu'il y avait, dans la maison, une lettre pour M. Dargoult et que lui, Moktar, dès le magasin fermé, se proposait de porter cette lettre rue de l'Alfa.

Dargoult prit la lettre et s'éloigna.

La nuit venait de tomber. Les feux de la rue s'allumaient. Louis ouvrit l'enveloppe, fit halte devant une boutique et lut la lettre de Chavegrand. Cette lecture achevée, le jeune homme réfléchit un instant puis revint sur ses pas et, bien vite, atteignit l'entrée de l'impasse. Comme Louis s'y engageait, il croisa Moktar qui, la cigarette aux lèvres, une fleur à l'oreille, sortait en société d'un autre adolescent vêtu à

l'européenne : complet clair, souliers bouton d'or, cravate cerise, chéchia neuve à gland de soie.

— Moktar, — fit Dargoult, — ton maître t'a prié, je pense, de demeurer à la maison.

— Non. Rien dit, — répliqua l'Arabe, l'air soupçonneux et mécontent.

— Eh bien, puisqu'il ne t'a rien dit, c'est moi qu'il a chargé de t'en donner l'ordre. Je repasserai dès ce soir et, bien entendu, demain matin.

Moktar fit, des épaules, un geste de déplaisir, puis il rebroussa chemin, cependant que son compagnon éclatait de rire.

Louis s'éloignait en hâte. Il gagna, presque au pas de course, la rue de l'Alfa et s'engagea dans l'escalier, sans même un regard pour la chère boîte aux lettres, posée là comme le sémaphore de l'Europe natale.

Gertrude n'était pas rentrée. « C'est vrai, pensa-t-il, mercredi soir : le cours supplémentaire ». Cette remarque n'était pas une consolation et Louis, incapable de calme, se mit à parcourir l'appartement, les mains aux poches. Gertrude parut enfin. Elle avait dû faire des courses. Elle commença de raconter sa journée.

— Gerty, — fit Dargoult, — je voudrais te donner à lire une lettre de Chavegrand.

— De Chavegrand?

— Ce n'est pas grave, sois tranquille. C'est étrange, seulement étrange, comme tout ce qui vient de Simon.

— Donne cette lettre.

Elle se mit à lire avec attention, pendant que Louis, pardessus l'épaule de sa femme, pesait de nouveau chaque ligne.

*Mon ami,* — disait Chavegrand, — *je n'écrirais pas cette lettre si je ne pouvais la commencer par ces mots : mon ami. Je viens vous demander un service. Des affaires personnelles m'obligent à quitter Tunis pour quelques jours, peut-être une semaine, peut-être plus. Ces affaires ne concernent pas la compagnie que je représente ici. Le traité qui me lie à cette compagnie ne m'interdit pas une telle absence; toutefois, ce n'est pas sans*

*inquiétude que je confie la maison aux soins de Moktar, un enfant. Ayez la bonté de passer le voir chaque jour. Ne craignez pas de lui donner des conseils et des ordres. Je vous prie aussi d'ouvrir le courrier qui pourrait parvenir à mon adresse. Merci pour tout cela.*

*Mon ami, je dois vous adresser une autre prière, car il faut penser à tout. S'il m'arrivait de ne pas revenir de ce petit voyage, ce que vous apprendriez finalement de façon ou d'autre, sachez que je laisse, dans la grande malle qui est au premier étage, une lettre à votre adresse. Vous trouverez la clef de cette malle sous un carreau de ma chambre qui semble un peu descellé. Il y en a plusieurs. Celui dont je vous parle est devant la fenêtre de l'impasse. Il est moitié blanc, moitié bleu. On peut le soulever avec un canif.*

*Pour vous et ceux que vous avez le bonheur de chérir, une fidèle, une affectueuse pensée de*

SIMON

— Eh bien? — fit Louis.

— Ah! — répondit Gertrude, — l'air pensif, combien de fois déjà, songeant à Chavegrand, m'as-tu lancé pareil « eh bien? »

— C'est, Gerty, que j'ai confiance en ton jugement.

— Tout jugement est impossible, Louis. Nous ne pouvons pas juger un homme comme Chavegrand : nous le connaissons à peine. Laisse-moi parler encore un peu, Louis. Je devine ce que tu voulais dire. Ne crains pas que je sois injuste. De Chavegrand nous ne savons rien que de bon. Oui, tout ce que nous connaissons de lui est admirable et c'est peut-être ce qui m'inquiète. Je te répète que nous ne pouvons pas le juger. L'aimer seulement.

— Oui! L'aimer, le respecter. Il n'est pas nécessaire de comprendre pour aimer. Gerty, je trouve cette lettre inquiétante. L'as-tu bien lue? Simon envisage la possibilité de ne pas revenir. Tu sens bien ce que cela signifie?

— Mais oui, je le sens.

— Il y a, chez Simon, — poursuivit Dargoult, — une tristesse très profonde, même quand il semble content. Une tristesse que nous ne pouvons ni comprendre, ni soulager.

— Écoute, — fit Gertrude avec lenteur. — Nous aimons et nous honorons Chavegrand. Je me sens envers lui une dette de gratitude que rien ne pourrait diminuer. Ne m'interromps pas et, surtout ne me blâme pas, car je vais peut-être te blesser. Mais comment ne pas le faire? Il y a, en Simon, bien des choses qui m'étonnent. Je ne les lui reproche pas : je dis seulement que je les vois et que je ne parviens pas à les expliquer.

— Continue. Continue donc, — murmura le jeune homme.

— Pardonne-moi, Louis, une clairvoyance dont je ne suis pas fière. Elle est. Je ne peux pas ne pas remarquer que Chavegrand... que Chavegrand ment. Oui, il a menti plusieurs fois. Ne rougis pas, Louis. Ce n'est pas un blâme. Une question que je pose. Tu sais l'estime que l'on avait à la maison pour Jaume l'aîné, le docteur? Eh bien, il mentait continuellement, sans le vouloir, sans même le savoir, peut-être. Nous avions beaucoup d'amitié pour lui, mais on l'appelait, entre jeunes filles, Jaume-le-Menteur, pour le distinguer de son frère.

— Mais Chavegrand! Voyons, Gerty! Mentir, c'est essayer de tromper autrui.

— Ou de se tromper soi-même, Louis.

— Simon n'a vraiment aucun intérêt à nous tromper ou bien à se tromper soi-même.

— Je ne sais pas, l'homme le meilleur a parfois intérêt à se tromper soi-même.

— Qu'as-tu remarqué?

— Rien, presque rien, rassure-toi. Comment ne pas le voir et ne pas te l'avouer? Nous rencontrons un homme extraordinaire, un homme qui, dès la première heure, risque sa vie pour notre enfant, un homme qui se comporte en tout, depuis que nous le connaissons, comme un juste des Écritures. Et c'est bien pourquoi j'éprouve une espèce d'angoisse à découvrir que cet homme fait des mensonges.

— Quels mensonges?

— Très petits, presque puérils. Il nous a dit, par exemple, un jour, que sa mère était de Beauvais et, un autre jour, qu'elle était bourguignonne.

— Oh! ça ne signifie rien. Ce n'est pas un mensonge. Sa

mère pouvait être à demi bourguignonne à demi beauvaisienne.

— Il nous a raconté que son père était mort de pneumonie, rappelle-toi, de pneumonie double, après toutes sortes d'aventures. Il m'en a parlé, la semaine dernière, et il m'a dit qu'il n'avait jamais connu son père et que c'était un grand malheur pour un homme. Oh! Tout cela n'a pas d'importance. Seules, peut-être, les femmes retiennent ces broutilles. Il t'a dit, à toi, qu'il n'était pas parisien et qu'il ne connaissait presque pas Paris. Oui. Et il m'a parlé, l'autre jour, de certains quartiers de Paris comme on parle de lieux où l'on a longtemps vécu et même longtemps souffert. Mille autres petits détails, Louis. Il dit le Havre! Je n'ai passé que deux mois au Havre, chez les Ferdinand Monod. Mais je suis tout à fait sûre que Simon Chavegrand n'a jamais mis les pieds au Havre. Quelle chose étrange! Chavegrand, notre Chavegrand, ne parle presque jamais de soi, et s'il en parle, c'est pour commettre d'incompréhensibles erreurs.

Louis tournoyait dans la chambre, tête basse, désemparé.

— Oh! — dit-il, — ce ne sont pas de vrais mensonges. Peut-être, sans le vouloir, en faisons-nous de tels, par distraction, par négligence.

— Voilà que tu me blâmes, — soupira Gertrude. — Eh bien, je le mérite, Louis, car je ne me pardonne pas de remarquer ces vétilles chez un homme que je vénère. Je ne me pardonne surtout pas de te les faire remarquer. Mais serais-tu mon mari si je te cachais cette inquiétude?

Louis saisit Gertrude aux épaules et dit avec émotion :

— J'ai bien vu certaines choses aussi. Je ne suis pas aveugle. Que veux-tu? Chavegrand ne doit être comparé à aucun de nos amis. Il ne faut pas le ramener à la commune mesure.

— Qu'as-tu remarqué, Louis?

— Des détails sans importance.

— Peut-être qu'il se teint les cheveux, car il se teint les cheveux, ce qui est bien surprenant chez un homme si simple.

— Non, — dit Louis, — je n'avais pas vu ça. Mais, ça aussi, c'est un détail sans importance. Chavegrand a l'air instruit, éprouvé, chargé d'expérience et de lecture. Pourtant, parfois, on aperçoit un vide, une absence, presque un abîme.

Ce que je dis là, c'est peut-être une observation de professeur. Je te le répète, des détails sans importance.

— Et tous ces détails sans importance forment un ensemble obscur devant lequel, naturellement, l'amitié s'interroge. Louis, Louis, je vais peut-être dire une chose impie.

— Oh! Gerty ne la dis pas!

— Je veux bien ne pas te la dire, mais, mon Dieu! tu ne peux faire que je ne l'aie pensée.

— Alors, dis-la, Gerty.

— Il m'est arrivé parfois, comme à toutes les âmes romanesques, je pense, d'imaginer ce que pourrait être le visage d'un honnête homme qui aurait une grande faute à se faire pardonner, ou, plutôt, je veux dire une grande faute à se pardonner.

— Et alors?

— C'est tout, Louis. Une fois encore, pardonne-moi.

Louis semblait en proie à une vive émotion.

— Quand cela serait! — dit-il d'une voix étranglée.

— Ce n'est peut-être même pas, — murmura Gertrude.

— Quand cela serait, — reprit le jeune homme, — il me semble que je n'en aurais, pour lui, que plus d'admiration.

— Mais, Louis, nous sommes d'accord. Mon oncle Corbier disait, dans les cas graves : « C'est la faute qui fait la vertu. »

## XI

Pendant les jours qui suivirent cet entretien, Gertrude et Louis firent effort pour ne point parler de Chavegrand. Gertrude épiait à la dérobée le visage de son mari. Devinant qu'il ne savait rien de nouveau, elle se réservait et cachait son inquiétude.

Matin et soir, Dargoult passait rue des Maltais. Il s'acquittait soigneusement de sa tâche ouvrait, chaque matin, trois ou quatre lettres qui, toutes, concernaient des affaires commerciales peu pressantes et qu'il classait avec soin. Moktar, se voyant pris sous un regard attentif, restait sagement à la besogne. Un jour, Louis le trouva dévissant et revissant les pièces d'un revolver. Le garçon avait l'œil brillant, l'haleine acide.

— A qui donc appartient cette arme? — fit Louis étonné.

— Pistolet de mon patron, — répondit l'Arabe avec assurance.

— Il est impossible que monsieur Chavegrand te l'ait confié.

— M'a dit de le nettoyer.

— Allons, remets ce revolver à sa place et donne-moi les cartouches.

Louis rafla les cartouches et les glissa dans sa poche pendant que le garçon, ébahi, se prenait à ricaner.

— En l'absence de monsieur Chavegrand, — dit Louis, — je te défends, Moktar, de manier ce revolver. Fais bien attention, Moktar : je suis moins bon que ton maître.

L'Arabe se retira dans un silence grognon.

Ce soir-là, comme Louis pénétrait chez un libraire du centre, il aperçut le docteur Arnauld.

C'est, entre toutes les figures de la Régence, la plus illustre et la plus noble. Un de ces savants que Montaigne eût dit « à la vieille marque ». Louis le rencontrait parfois, dans les réunions de lettrés et, comme tous les Tunisiens, le traitait avec honneur. Le docteur vint à la rencontre du jeune homme.

— Monsieur Dargoult, — dit-il, — si vous pouvez m'accorder quelques instants d'entretien et m'accompagner tout à l'heure sur le chemin de l'Institut, je me permettrai de vous parler d'une affaire au sujet de laquelle vous me donnerez, je l'espère, un renseignement précis.

— Docteur, — dit Louis, — je vous suis.

Les deux hommes sortirent ensemble.

— Gagnons quelque voie paisible, — dit le savant, — je vous y entendrai mieux.

Parvenu sur la longue avenue de Paris, le docteur ralentit le pas.

— Je vais, — dit-il, — je vais, pour en venir où je veux, vous introduire, monsieur Dargoult, dans les secrets de l'État.

— N'ayez crainte, docteur, je n'en abuserai pas.

— Je le sais, — fit le docteur en souriant. — Vous êtes, monsieur Dargoult, un Tunisien de fraîche date, et je ne

voudrais pas vous effrayer. Savez-vous que la peste, oui, la vieille peste des légendes, est encore endémique dans le bassin de la Méditerranée?

— Je l'ignorais, docteur. Nous autres, profanes, nous vivons heureusement à l'abri de notre ignorance et nous vous laissons sans remords tous les soucis du savoir.

— Monsieur Dargoult, la peste est tenue en respect, mais elle n'est pas morte. Chaque année, dans tel port, dans telle bourgade, on en signale un cas ou plusieurs cas. Aussitôt, les services spéciaux se mettent en branle et, ma foi, les choses s'arrangent. En général, le reste du monde n'en sait rien. Vous me regardez, monsieur Dargoult, et vous vous demandez peut-être où je veux en venir.

— Docteur, j'ai confiance, — dit Dargoult en riant, — et j'imagine que si vous me parlez de la peste, à moi, humble professeur de français, vous avez quelque dessein.

— Eh bien, monsieur Dargoult, nous avons — non! nous avons eu, rassurez-vous — quatre cas de peste à Tunis. C'est fini, depuis avant-hier. Personne n'en a rien su, personne n'en saura rien, car vous ne le direz pas. L'affaire a commencé mardi dernier. Des nomades, campés sous les murs, près de Bab Sidi Kassem. Par bonheur, on est venu chercher le docteur Conseil. Vous n'avez jamais vu Conseil, monsieur Dargoult? C'est le meilleur de nous tous, l'honneur de la France, qui ne le connaît même pas. Si la Tunisie est capable de gratitude, après avoir tué Conseil, ce qui ne saurait tarder, elle lui dédiera quelque jour une statue de diamant. Enfin, passons. Conseil est venu tout droit me trouver, avec ces messieurs de l'hygiène. C'était mardi matin. J'étais à Sadiki, dans le service de Sylvain Rude. Nous avons, d'accord, pris tout de suite la seule mesure convenable : enfermer le malade — il n'y en avait qu'un, alors — et ses trois compagnons, dans un pavillon de la Rabta. Il fallait un médecin pour s'enfermer avec eux. Naturellement, Conseil s'est proposé. Je vous le dis, la scène a duré cinq minutes. Elle se passait dans le cabinet de Sylvain Rude. Conseil a parlé d'un infirmier volontaire. Le directeur de l'Hygiène a fait observer que si l'on demandait un volontaire, toute la ville allait être instruite et affolée, ce qui pouvait devenir

tragique. Là-dessus, un infirmier de Rude, un infirmier français qui se trouvait dans le cabinet et, je ne sais par quel hasard, présent à l'entretien, a dit qu'il était libre, tout prêt et sans famille. Le temps d'écrire deux lettres, et nos gens sont partis. Qu'avez-vous, monsieur Dargoult?

— Rien, docteur, — fit Louis. — Continuez, je vous en prie.

— J'arrive au bout de l'histoire. C'est fini. Les quatre bonshommes sont morts. Je veux dire les quatre nomades. Ils étaient tous contaminés. La forme pneumonique! Conseil et son aide sont hors de cause. Ils ont vécu sous le masque, on leur a fait des piqûres. Nous les libérerons bientôt. Et j'en viens au fin mot de l'affaire. Sylvain Rude m'a dit que vous connaissiez l'infirmier en question, qui, paraît-il, n'est pas même un infirmier de métier.

Louis venait de s'arrêter. Un instant, l'émotion l'empêcha de parler, puis il murmura :

— Si c'est la personne à laquelle je pense, il s'agit bien d'un de mes amis.

— Chavegrand, quelque chose comme ça.

— Oui, Chavegrand, c'est exact.

— Un marchand de phonographes, — paraît-il, — installé à Tunis depuis quelques mois à peine. Comme c'est étrange! Allons, monsieur Dargoult, il ne faut pas désespérer de l'humanité.

— Non, il ne faut pas.

— Conseil est notre marabout. Il nous étonne encore, mais nous le connaissons. Pour l'autre, c'est un homme de mérite, assurément, ou quelqu'un qui n'aime plus la vie. N'importe! Pensez-vous que l'on pourrait, sans faux pas, bien sûr, parler en sa faveur pour une récompense quelconque, ce qu'on appelle une distinction?

Louis releva la tête :

— Je crois qu'il vaut mieux que ça.

— Bien, bien! Tant mieux pour lui et même pour nous tous. Enfin, cher Monsieur, nous y reviendrons.

Le docteur quitté, Dargoult se prit à courir. Il n'était pas moins de six heures. Gertrude serait à la maison. « Oh! pensait Louis, qu'elle soit à la maison! Qu'elle apprenne tout de suite la grande nouvelle! »

Gertrude était à la maison, mais ne s'y trouvait pas seule. Il y avait une dame en visite et l'on prenait du thé. Louis fut sur le point de se trahir. Il était au comble de l'exaltation et, ne pouvant pleurer de joie, il n'était pas bien sûr de ne pas pleurer de rage. Gertrude s'en aperçut et fit en sorte d'abréger l'entretien. Avec des ruses courtoises, elle mit la dame à la porte et Louis, aussitôt, de bondir.

— Viens, Gertrude, viens, que je te dise, que tu saches! Non! Pas toi, Christine. Non, mon enfant, pas toi!

Il entraîna sa femme jusqu'au bout de l'appartement, verrouillant toutes les portes derrière soi. Il bredouillait, tremblait, confondait les idées et les mots.

— Je ne douterai jamais de lui. Si tu savais ce qu'il a fait! La peste est une maladie mortelle, surtout cette forme des poumons. La preuve en est que tous les quatre sont morts.

— Oh! — dit Gertrude, toute blanche, — oh! Louis, qui donc est mort? Ressaisis-toi, je t'en supplie, et fais que je te comprenne.

Alors, tout bas, comme s'il trahissait un secret merveilleux, Louis, tant bien que mal, refit le récit du docteur. Et, de temps en temps, il s'arrêtait pour une exclamation contenue :

— Mais, dis, dis, Gerty, que c'est beau!

La jeune femme leva des yeux pleins de larmes.

— Oui, oui, c'est beau. Tu sais, Louis, que je n'ai jamais douté de Simon. Je cherche à le comprendre, et, Seigneur! c'est difficile.

Comme le jeune homme reprenait son récit, l'enrichissant de menus détails, Gertrude murmura :

— La certitude que de pareilles choses sont possibles, et l'on en est fier comme si l'on y avait pris part.

GEORGES DUHAMEL

(*A suivre.*)

# PENSEURS ET HOMMES D'ACTION

## (SOUVENIRS)

« Il y a peu de gens qui soient en même temps intelligents et capables d'agir. L'intelligence élargit, mais paralyse; l'action vivifie, mais limite. »

GŒTHE

L'étroit sentier, semé de gravier, qui serpentait entre les prairies en fleurs était parsemé de touffes vertes; on entendait à peine les pas, et la femme qui nous conduisait avait une démarche légère. Elle marchait aussi gracieusement qu'elle écrivait, et ses petits pieds semblaient appartenir à une jeune fille de vingt ans. Connue à Londres sous le nom de Lady Oxford, dans le monde sous celui de Margot Asquith, elle se vantait, dès cette époque, d'être déjà grand'mère, et quand on parlait physionomies, elle disait :

— Je n'ai pas de visage; ce ne sont que deux profils collés l'un contre l'autre sur feuilles de carton.

Tout le monde la qualifiait d'indiscrète, et je croyais faire la connaissance d'une femme curieuse et brouillonne, qui tend l'oreille et qui bavarde. Au vrai, je trouvai une femme de grand tact et de beaucoup plus de bonté que ne lui en reconnaissait la technique banalisante de l'adversaire. C'est précisément à ce moment-là que je pus m'en rendre compte : en effet, tandis que, sur cet étroit sentier de sa résidence d'été, nous nous dirigions vers la Tamise, si peu large en cet endroit qu'on ne la croirait pas capable d'avoir les hanches maternelles

qu'on lui voit à Londres, notre hôtesse, près de la rive, fit un crochet à gauche à travers les buissons, du côté d'une vaste et vieille grange entièrement recouverte de végétation, et calme, dans cette matinée de juin, comme si elle n'était posée là qu'à la façon d'un décor. Les portes étaient largement ouvertes et lorsque, sur le signe qu'elle fit, nous nous approchâmes tout doucement, nous vîmes, sur une table rustique placée près du porche, émerger une tête blanche, aux longs cheveux, à la chair rose, légèrement penchée sur une feuille de papier et, à côté, une main en train d'écrire. Pour ne point gêner le scripteur, nous nous éloignâmes sur la pointe des pieds : il avait cependant remarqué notre présence; il se retourna et nous salua du geste.

C'est dans ce bien-être campagnard, tel qu'on ne le trouve sans doute chez les hommes d'État qu'en Angleterre, qu'était installé, six mois avant sa mort, le vieil Asquith, et il écrivait ses mémoires. Il avait l'air, à présent, d'un ecclésiastique anglais, aimable, ayant tiré un trait sous sa vie, ne désirant rien; les quelques pas qui nous séparaient de lui, il ne les fit que péniblement et parut heureux lorsqu'il put se rasseoir avec nous. Dans cette grange, il n'y avait rien d'autre que des livres et, haut perché, un crâne humain.

Plus tard, quand il nous fit visiter Oxford, dont sa propriété était voisine, il s'anima, et, bien que s'appuyant sur sa canne, il marchait d'un pas parfaitement ferme; mais, lorsqu'il revit les vieilles salles dans lesquelles il avait été élevé, passant d'un collège à un autre à travers les couloirs ombreux tapissés de lierre, il se fit plus silencieux, et je sentis qu'il prenait congé de tout cela, car il venait rarement en ces lieux et n'y est jamais retourné. Il parut particulièrement ému à la vue d'une longue salle dans laquelle, si j'ai bien compris, les étudiants de tous les collèges ont l'habitude, depuis un siècle, d'organiser des débats contradictoires. Cette salle était remplie de portraits; il n'y manquait pour ainsi dire aucun des grands hommes politiques britanniques; trois d'entre eux y figuraient en bustes de marbre; je crois que c'étaient Gladstone, Lord Curzon et — cela du moins j'en suis sûr — Asquith lui-même. D'un bref regard, un peu timide, il frôla son propre buste et en détourna notre attention. Le

lendemain, il me fut donné d'observer le tact de sa femme; une parente à moitié paralysée et son mari, qui se mouvait difficilement, étaient assis à table, et elle était infatigable pour les aider du geste et en même temps pour diriger et harmoniser la conversation générale.

Au cours d'un long dialogue que j'eus seul à seul, après le repas, avec le maître de la maison, son visage si doux dans le soleil matinal se transforma : les traits se tirèrent et s'accentuèrent, la lampe creusa davantage les ombres, et il se mit à ressembler à un Romain, comme son buste que nous avions regardé la veille. Il me confirma alors, avec beaucoup de détails personnels, ce que nous savions de la façon dont la guerre avait éclaté, notamment la terreur qu'il avait ressentie, lui qui était alors à la tête du gouvernement, tandis que l'orage s'amoncelait; un fou seul, écoutant ce vieillard qui dressait un bilan, aurait pu croire à une comédie jouée pour les besoins de la cause. A quel point, à cette époque, tout dépendait de quelques personnes, avec quelle sûreté la catastrophe aurait pu être arrêtée par des mains adroites, je le reconnus une fois de plus à une très grave parole du vieil Asquith sur Lichnowsky. Précisément parce qu'il avait été lié avec lui et qu'il en faisait de nouveau l'éloge, comme de l'homme qui avait apprécié la situation d'une façon exacte, je trouvai significatif qu'Asquith se plaignît du manque d'influence de Lichnowsky à la Wilhelmstrasse et me dit textuellement :

— Aussi sûr que je me trouve sur cette chaise, aussi sûr je suis que Marschall von Biberstein (le prédécesseur de Lichnowsky), aurait empêché la guerre au moyen de quelques avertissements résolus, voire de quelques menaces envers son ministère!

C'est à peu près textuellement de la même façon que Lloyd George m'en parla plus tard, en ajoutant :

— Le 31 juillet encore, le Gouverneur de la Banque d'Angleterre est venu me trouver pour me transmettre les vœux ardents que formait la Cité pour qu'il n'y eût pas de guerre.

Le Roi, lui aussi, du fait de la guerre, se trouva en proie à des conflits de conscience. Lorsque, dans les premiers jours des hostilités, les amis de Mrs. Asquith lui demandèrent de rompre tous rapports avec ses amis d'origine allemande habi-

tant Londres, par exemple Sir Ernest Cassel, elle alla en premier lieu trouver le Roi, pour lui demander ce qu'il ferait lui-même dans une pareille situation. Il répondit :

— D'abord, je n'ai encore jamais rompu une amitié de ma vie, *and then, I am German too.* Et ensuite, je suis Allemand aussi.

En cet été de 1927 où je fis la connaissance de la haute société anglaise, Lord Haldane m'avait invité à faire une conférence à la *Royal Society of International Affairs.* J'avais passé l'après-midi aux courses d'Ascot, je m'étais changé en toute hâte et, pour cette raison, j'étais arrivé à la dernière minute. Lord Haldane, qui portait l'habit, me considéra en silence, mit ses mains derrière son dos, prit le chemin de la salle de conférences et, la tête légèrement penchée en avant, à son habitude, dit d'une voix sombre : « Suivez-moi. » Bien qu'il n'eût rien du juge, je me faisais l'effet d'un délinquant. Une fois sur l'estrade, il fut transformé : jamais je n'ai été présenté de façon plus bienveillante que par Lord Haldane, qui, notamment, avait lu mon *Gœthe* en allemand, longtemps avant qu'il fût traduit.

Lorsque, par la suite, je le vis en veston sombre dans la maison d'humaniste qu'il habitait à Hyde-Park, il me fit plutôt l'effet, assis à contre-jour dans la large fenêtre, d'un cardinal romain; il suffisait, en esprit, de le revêtir de la pourpre. Moi qui avais vu partout des gravures représentant de grands savants et de grands hommes d'État, je ne trouvai dans son cabinet de travail, rempli de livres, que trois portraits; sa mère, nonagénaire, véritable figure d'héroïne, une grande photographie de son chien défunt, et, sur la cheminée, un portrait d'Einstein. Lui aussi parla avec une sérénité historique de juillet 1914, époque à laquelle il était ministre de la Guerre; pourtant, il me parut qu'il portait sur l'ancien régime allemand un jugement plus amer encore qu'Asquith. Il avait trop misé sur l'Allemagne : non seulement comme étudiant, mais encore dans un âge déjà avancé, il avait étudié Gœthe et la philosophie allemande dans le pays même et avait visité, chez nous, de vieilles bourgades qui m'étaient inconnues. Et puis, il sentait qu'il avait été en quelque sorte dupé dans ces fameuses négociations de 1912 avec Tirpitz, car, à ce

moment, — je le sais de façon certaine — il était revenu de Berlin plein d'espoir, croyant à tout ce qu'on lui avait accordé.

Le vicomte Grey, un des plus beaux Anglais que j'aie connus, se laissa lui aussi interroger deux heures durant sur cette époque. Presque aveugle, il arrivait cependant à se mouvoir sans guide et sans appui parmi les meubles de sa maison de Londres. Dehors, dans un petit jardin, sa seconde femme, qu'il a perdue par la suite d'une façon aussi soudaine qu'il avait perdu la première, nous montra, dans une vaste cage, toutes sortes d'oiseaux, et lorsqu'il vint nous rejoindre, il décrivit chacun d'eux dans les couleurs qui lui étaient propres, bien qu'il ne parût les reconnaître que d'après leurs voix. Je ne le trouvai nullement misanthrope, comme on me l'avait représenté, encore qu'il préférât les animaux aux hommes.

Ce que j'admirai en Grey, ce fut la sûreté avec laquelle il réfuta mes objections à l'égard de son attitude d'alors : je ne les répète pas ici, car je les ai exposées dans *Juillet 1914*. A sa propre table, il se laissa dire que, tel un second Hamlet, il avait été indécis à l'instant décisif, et s'il se défendit oralement, et plus tard aussi par écrit, dans une belle lettre qu'il m'envoya, ce fut avec une correction et un recul tout historiques, et sans aucune irritation personnelle. Il s'était trop souvent et d'une façon trop pressante posé à lui-même ce problème crucial de son existence, et il y avait trouvé, à sa manière, une solution.

***

Lloyd George se comporta d'une façon toute différente. Lorsque je le rencontrai pour la première fois chez Lord Reading, il secoua tout de suite ses boucles blanches et me dit, — il se trouvait que nous étions restés les deux derniers à passer dans la salle à manger :

— Alors, nous formons l'arrière-garde!

— C'est votre tactique? demandai-je.

Il me jeta un regard de côté, s'aperçut que j'étais chargé d'opposition comme un fusil est chargé de poudre et se tut

pendant un quart d'heure. Mais à peine le grand sujet fut-il abordé qu'il laissa se précipiter le torrent de son éloquence; il parla sans arrêt de neuf heures à minuit, interrompu seulement par mes brèves questions. Il parlait avec un tel feu qu'il arriva cette chose inimaginable en Angleterre : après le dîner, les femmes ne se levèrent point. Tout le monde resta assis et, pour la première fois dans une maison anglaise, depuis la jeunesse de la reine Victoria, on ne passa pas au *drawing-room*.

A ce moment-là, je n'avais l'histoire de la paix de Versailles présente à l'esprit que dans ses grandes lignes. Mais lorsque je demandai à Lloyd George pourquoi, au début d'avril 1919, il n'avait pas mieux aimé se retirer que céder à ceux qui le poussaient à une paix sévère, le maître de la maison, à l'autre bout de la table, jeta des regards assez inquiets, car c'était en vérité une question impossible de la part d'un étranger. C'est là que Lloyd George déploya toute son adresse. Dans une tempête d'arguments, il chercha à me désarmer et démontra de nouveau, comme il l'avait déjà fait toute la soirée, que lui-même, dès le début, s'était efforcé de faire pour le mieux à la Conférence de Paris, et que c'étaient seulement le méchant Wilson et Clemenceau, plus méchant encore, qui étaient responsables de tout. Je vis bien qu'il était impossible, surtout dans une langue étrangère, de s'opposer comme *debater* à cette force de la nature, et, en conséquence, je me bornai à goûter la fin de la soirée comme un simple spectacle esthétique.

Deux ans plus tard, je le revis sur la Riviera, dans la baie de Portofino. Il avait loué un petit yacht afin de visiter l'Italie par voie de mer plutôt que par voie de terre, pour des raisons politiques, bien que l'on fût en janvier et qu'il fît déplorablement froid. Il était assis avec les siens dans le rouf étroit et parlait avec animation de la situation en Angleterre, car on était à la veille des élections. Quand j'entendis les matelots parler français, bien que l'Union Jack flottât à la poupe, il répondit à ma question sceptique : « Bateau anglais, commandement français : tout à fait comme pendant la guerre! », ce qui était d'autant plus drôle que, comme on sait, c'est lui-même qui avait fait donner le comman-

dement suprême au maréchal Foch vers la fin de la guerre.

A l'automne de 1930, je le vis une troisième fois dans sa belle maison de campagne, à deux heures de Londres. Il y travaillait, avec une demi-douzaine des meilleurs experts britanniques, à un projet contre le chômage. Bien que ne participant pas au gouvernement, ces hommes et ces femmes se réunissaient en vue d'élaborer un plan à l'usage de la concurrence socialiste : entreprise privée qui, par la suite, a servi de plate-forme au gouvernement. Chacun avait son bureau à lui, plein de documents et de papiers, chacun élaborait une partie du plan, pour la comparer ensuite aux suggestions des autres, tout cela dans cette maison large, commode, basse, de style ancien, sans aucune prétention, où l'on travaillait beaucoup et où l'on riait beaucoup. Je me demandai si des improvisations de ce genre étaient possibles chez d'autres peuples, et je ne trouvai que l'Amérique.

— Et cette pièce, c'est la pièce Poincaré, — dit-il en me montrant une pièce aux murs revêtus de belles boiseries. — J'ai écrit un article sur lui et j'ai été si bien payé que j'ai pu faire mettre des boiseries aux murs : d'où ce nom.

Cette manière anglaise de toujours se faire passer de préférence pour moins que ce que l'on est ou ce que l'on possède en réalité, je l'ai rencontrée à plusieurs reprises chez les grands savants et les grands hommes politiques de ce pays. En Angleterre, je n'ai jamais vu personne simuler la richesse, la puissance, le rang; tout cela, on préfère le voiler d'ironie. Cette fois-là, trois ans après le premier entretien sur Versailles dont j'ai parlé plus haut, je trouvai Lloyd George devenu encore beaucoup plus sceptique sur sa propre paix et, en ce qui concerne les réparations, animé d'un esprit de conciliation allant si loin qu'il m'est impossible de citer publiquement, jusqu'à nouvel ordre, les paroles décisives qu'il a prononcées.

La passion avec laquelle Lloyd George est combattu à Londres, malgré les services qu'il a rendus pendant la guerre, permet de conclure à la force de sa nature, et en vérité ce Gallois, dont on dit là-bas, en manière de raillerie, qu'il n'est Anglais ni d'esprit, ni d'origine, ne paraît avoir aucune vocation ni aucune inclination à finir sa vie dans une opposition

constante, ni même dans le calme d'une existence campagnarde. Cependant, naguère et maintenant, je n'ai pour ainsi dire entendu que des critiques contre lui. Je n'ai vu se prononcer résolument en sa faveur que Churchill et Philippe Kerr.

Garvin, lui aussi, qui l'attaque si souvent, parle de Lloyd George avec sympathie. Cet homme, le plus étrange de tous les journalistes anglais, l'éditeur du grand journal du dimanche l'*Observer*, est entièrement isolé, et peut-être est-il le seul homme politique anglais qui n'ait pas de véritable ennemi. Le simple fait qu'il ose n'appartenir à aucun des trois partis prouve de l'assurance et de l'originalité. Quand on le voit, en même temps, faire œuvre d'historien et éditer l'*Encyclopédie Britannique*, on s'étonne encore davantage.

— Voyez-vous, — me dit son chauffeur tandis que nous allions le voir à la campagne, — mon patron regarde derrière lui, du dimanche au mercredi, et alors il écrit la vie de Chamberlain. Du jeudi au samedi, il regarde devant lui, et alors il fait l'*Observer*.

Quand, dans sa vieille maison couverte de vigne vierge et de lierre, on est assis avec lui devant une table longue et très étroite, recouverte seulement d'une nappe mince de fine toile et de pots en vieille argile rustique, tout prend un air vaguement monacal, et jusqu'à lui-même : moitié moine, moitié savant, intellectuel en tout, et poète aussi à coup sûr. Il transmute contamment une vaste connaissance de l'histoire d'Angleterre en articles de presse sur un présent qu'il a étudié à fond, et des années d'études germaniques le mettent en mesure, aujourd'hui encore, de citer de mémoire des vers de Freiligrath et de Heine, mais aussi de Gœthe. Garvin a été en 1919, avec son ami Scott du *Manchester Guardian*, le plus vigoureux champion d'une paix du droit, et, en cette journée de mai où furent communiquées à la fois aux Allemands et au monde les conditions du traité, il a publié un article vraiment prophétique, intitulé : « La paix qui sème les dents du dragon », et dans lequel étaient prédites toutes les conséquences de la paix de violence qui se sont produites depuis.

Parmi les hommes politiques de la jeune génération britan-

nique, c'est surtout Sir Oswald Mosley qui m'intéressa, d'abord parce qu'il a autant d'ennemis que Lloyd George, ensuite parce qu'il a conquis pour épouse la plus belle, ou tout au moins la seconde plus belle femme d'Angleterre.

***

A Paris, il est plus difficile qu'à Londres de s'accorder avec les hommes qui ont joué un rôle dirigeant pendant la guerre. J'ai trouvé Jules Cambon, le vieil ambassadeur, très courtois et très ouvert, et cependant peu enclin à croire à un changement dans la mentalité allemande; or, c'est précisément cette croyance qui unit les hommes d'État britanniques de toutes nuances. Si, en Angleterre, j'avais partout rencontré le désir de chercher et de trouver en Allemagne une nouvelle génération indépendante et intellectuelle, à Paris, chez les hommes qui avaient tenu les leviers de commande pendant la guerre, je me heurtai plutôt à de la défiance. Leur politesse n'en était pas affectée, mais le ton et le regard, à l'occasion, disent amplement ce qu'ils dissimulent. Comme toutefois je ne voulais pas me borner à voir les cénacles assez limités qui sont entièrement d'accord avec nous, j'allai chez le président Poincaré.

Sa maison est située au bout d'une impasse. Il n'y a pas moyen d'aller plus loin : un passage en dessous et une voie ferrée coupent cet endroit du reste de la terre : il habite ainsi seul dans son coin, et cela, bien qu'il soit très répandu dans le monde, cadre en quelque sorte avec son caractère. Au bout du large corridor, je vis se dresser une Victoire de bronze, avant d'être conduit dans un salon de réception meublé dans le goût français. J'avais un peu peur, n'ayant pas traité très gentiment Raymond Poincaré dans mon livre sur les origines de la guerre; je l'avais même comparé à une vierge qui, en juillet 1914, aurait été heureuse d'être violée. Puis lorsque, au bout de quelques minutes, une porte à glissière s'ouvrit, je ne reconnus pas, tout d'abord, le président Poincaré dans le vieux monsieur qui se trouvait en face de moi : nulle part, je n'avais vu rapporter ce fait important qu'il est remarquablement petit. Il ne dit pas un mot, me

fit passer, repoussa la porte qui glissa avec un léger bruit — un bruit inquiétant de lointain tonnerre. Bien qu'il fît encore jour au dehors, il avait tiré les rideaux : aussitôt, j'eus l'impression d'être prisonnier, d'autant plus qu'il gardait le silence et ne m'avait pas tendu la main. J'avais pourtant serré plus de mains françaises que mes ennemis d'Allemagne ne le trouvaient bon, je m'étais risqué à écouter un maréchal de France — le pâle et intéressant maréchal Pétain — donner son opinion sur mes livres, et j'avais parlé à l'Institut de France et à la Sorbonne.

Je me trouvais donc, cette fois, en présence d'un homme qui, tout de suite, soulignait la grande distance qui nous séparait. Son premier mot ne fut pas non plus pour me mettre à l'aise :

— Oui, — dit-il lorsque je lui demandai des nouvelles de sa santé après la grave maladie qu'il venait de traverser, — oui, j'ai reçu d'Allemagne des invitations à me faire opérer là-bas. J'ai quand même préféré me confier à des mains françaises.

« Ça promet », me dis-je, et je répondis :

— Dans ces choses-là, c'est surtout le résultat qui importe, comme dans la guerre, et je vois avec plaisir que vous avez surmonté la crise.

— « La guerre », — dit-il, et à partir de ce moment le branle fut donné. — Il était parfaitement naturel qu'il se défendît contre la façon dont j'avais représenté son attitude en juillet 1914. Et, pendant ce plaidoyer, je commençai par me borner au rôle d'auditeur. La crainte d'une agression allemande l'avait torturé comme un poids étouffant, dans les dernières années qui avaient précédé la guerre : tel était le contenu de son exposé. « Cette crainte était telle que, dans les derniers temps, nous ne construisions plus de lignes de chemin de fer, afin de ne pas les préparer pour les Allemands. » Puis il chercha à démontrer qu'il était dans des dispositions d'esprit pacifiques lors de sa visite à Saint-Pétersbourg, dans les jours qui avaient immédiatement précédé la guerre, qu'il avait été totalement surpris par l'ultimatum à la Serbie, que le moment était inopportun pour la France, qui n'était pas préparée.

Lorsque, finalement, je me mis en devoir, à mon tour,

de lui poser quelques questions, je me justifiai d'abord, par politesse, en disant que moi-même, en Allemagne, j'étais violemment attaqué à cause de mon objectivité.

— Je le sais, — dit-il. — Sinon, je ne vous aurais pas accordé cette audience.

A ce mot nouveau pour moi, je le regardai sans doute d'un air horrifié, car il s'empressa d'ajouter une phrase conventionnellement polie.

Profitant de cet instant, j'opposai à ses déclarations précédentes ses propres paroles, lui rappelant qu'en sa qualité de Lorrain, il avait dit « ne voir de raison de vivre que dans l'espérance de reconquérir les provinces perdues ».

— Mais, — répondit-il avec agitation, — je n'ai jamais dit que cela dût se faire par les armes.

A ces propos, je reconnus l'avocat, et je protestai qu'il était loin de ma pensée de vouloir lui reprocher un désir de revanche que je comprenais fort bien. Il reprit alors son air supérieur :

— Un de vos compatriotes m'a infiniment mieux compris : Harden a écrit qu'en ma qualité de Lorrain, je devais aimer la paix d'un amour spécial, puisque ma petite patrie avait le pire à craindre d'une guerre.

— Je pensais pourtant, — dis-je, — que vous étiez plus patriote que Lorrain. — Ces mots, qui m'avaient été soufflés par Dieu ou par le diable, eurent un effet inattendu. Un escrimeur est sensible à un joli coup, même quand il vient d'un adversaire; le président se fit soudain plus accessible.

— Vous vous trompez, — s'écria-t-il. — Il ne s'agit pas du jardin et de la maison de ma famille. J'avais le devoir de songer à mes concitoyens lorrains.

Le voyant dans cet état d'esprit, je le ramenai sur certaines phrases de ses premières déclarations, et j'arrivai à ce qu'il me donnât raison sur une de mes thèses principales, à savoir que l'Autriche est infiniment plus responsable de la guerre que l'Allemagne.

Après que nous eûmes ainsi découvert une sorte de base commune, le duel se transforma en conversation. Le président Poincaré se fit plus chaud, aimable même par moments, et je me trouvai dans la funeste situation d'un homme qui est

obligé de réfuter certaines choses, bien qu'elles soient exactes; comme je n'étais pas venu pour défendre la réaction allemande, je pris, à cet égard, le parti de me taire. Lorsque j'eus par exemple indiqué que nous avions chassé nos monarques comme la France avait chassé les siens en 70, il répondit avec justesse :

— Je ne puis admettre la validité de cette comparaison. D'une part, chez nous, la plupart des princes se sont enfuis de leur propre mouvement, et en second lieu le peuple allemand, au lieu de proclamer leur culpabilité comme a fait le nôtre et de leur interdire l'accès du territoire, les a constamment protégés, leur a donné de l'argent et leur a ouvert les portes du pays. Je sais que le peuple allemand, considéré en soi, a un bon naturel; mais comment est-il possible qu'il ne se sépare pas résolument de l'ancien régime?

Il était temps pour moi d'abandonner ce terrain semé d'embûches, et je dis :

— Si vous êtes tellement persuadé de l'innocence du peuple allemand, pourquoi, alors, l'occupation de la Ruhr?

— Si l'homme qui me doit de l'argent ne me paie pas, il me faut bien prendre une hypothèque sur sa maison.

Il me fut aisé d'ôter sa force à cette comparaison; après quoi je déclarai :

— Le souvenir de ces mois-là reste vivant et rend l'entente plus difficile.

— Et nous? — s'écria-t-il. Nous avons eu douze départements anéantis. Je sais qu'il faut oublier, je m'y efforce. Mais, si vous voulez bien, ne parlons pas de souvenirs. Sinon, je serai forcé de songer à nos quinze cent mille morts.

— Il y en a deux millions chez nous. Il s'agit des vivants.

— Eh bien! je vous assure que le général Dawes, qui est venu me voir de Berlin à ce moment-là, m'a dit que sans occupation, nous ne toucherions pas un sou.

Cette déclaration fit sur moi un effet doublement singulier, parce que je sais avec certitude que le président Poincaré lui-même, quinze jours avant l'entrée dans la Ruhr, était hostile à cette entreprise. Mais comme je ne pouvais lui en administrer la preuve sans commettre une grosse indiscrétion, je glissai et demandai :

— Recommenceriez-vous une pareille occupation?

— Je ne mettrais pas fin à l'occupation, — répondit-il prudemment, — avant que le compte des réparations fût adopté.

— Vous pensez donc que nous en sommes toujours à l'époque où l'on peut punir un créancier à l'aide de sanctions effectives?

— Je pense que nous en sommes toujours à une époque où l'on doit payer ses dettes.

— Croyez-vous que nous ne voulions pas ou que nous ne puissions pas?

— Personne ne paie volontiers, — dit le président. — C'est une expérience que je n'ai pas faite seulement avec les Allemands. Je connais encore d'autres peuples qui ne paient pas volontiers, par exemple les Français. J'ai combattu pendant ces deux dernières années pour demander le paiement de nos dettes à l'Angleterre, et j'y ai laissé ma santé de la même façon que Stresemann, chez vous, y a laissé la sienne. Stresemann, qui m'a paru parfaitement sincère, est resté sur le champ de bataille.

— Raison de plus pour qu'il nous paraisse, — dis-je, — que la France devrait tout faire en vue de renforcer chez nous, par la bienveillance, les forces républicaines. Bismarck n'a-t-il pas soutenu votre jeune République?

— Si, mais pas dans notre intérêt, — répliqua-t-il avec la rapidité de l'éclair.

— Eh bien! vous, — dis-je, — c'est également dans votre intérêt que vous devriez le faire.

— Il nous faut avant tout assurer les résultats de la guerre.

Comme il n'avait jamais parlé de la victoire elle-même, mais seulement des conséquences de la victoire et de sujets analogues, et comme il avait pris un ton très franc, je dis :

— On peut parler comme vous faites, quand on a la Victoire chez soi.

— Savez-vous qui me l'a donnée? — demanda-t-il, semblant se réjouir du trait qu'il préparait. Mais je le prévins en répondant :

— Le roi Albert de Belgique : j'ai vu sa signature.

Une heure un quart s'était écoulée; je partis, il me tendit

la main, m'invita à revenir et m'accompagna jusqu'à la porte de la maison.

***

Ce qu'il y a d'étonnant dans la Maison Blanche de Washington, c'est qu'elle est ouverte et libre d'accès, sans murs d'enceinte, ni sentinelles : ce n'est qu'une grande villa sur une colline. Le cabinet d'où gouverne le Président est petit et dépourvu d'ornements; sa singularité consiste en un grand drapeau fixé à droite du bureau, et qui, faute de vent, est toujours condamné à pendre d'une façon lamentable. Je ne vis dans cette pièce qu'une effigie : c'était une médaille d'argent représentant Lindbergh.

Coolidge, que j'avais trouvé mal à l'aise dans un discours officiel et sur qui j'avais entendu, moi étranger, prononcer, dans la meilleure société de sa capitale, les jugements les plus durs, me plut beaucoup mieux dans son bureau. Comme il me parlait de mon *Lincoln*, qui était alors à l'état de projet, je lui posai une question :

— Lincoln jouirait-il du même culte en Amérique, s'il n'avait pas été assassiné à l'instant décisif?

Il garda le silence un moment, puis répondit à mi-voix, selon son habitude :

— Difficile à dire. Je ne crois pas. Imaginez que Wilson ait été assassiné dans ce fauteuil en novembre 1918, immédiatement avant son départ pour Paris : ne serait-il pas devenu un héros national?

Cette intelligente réponse me donna à réfléchir aussi bien sur le passé que sur l'avenir de ces deux hommes dont je voulais m'occuper.

Le sénateur Borah était assis devant une grande carte d'Europe — c'est le seul endroit où j'ai vu ce portrait d'ancêtre au sein de la jeune famille américaine — et il était assis de telle sorte que sa tête cachait précisément l'Allemagne. Il ressemble à tel point à Beethoven, même par l'expression, qu'on l'aimerait rien que pour cela. En outre, il est silencieux comme Beethoven, solitaire et idéaliste comme lui, et quand il lui arrive de parler, on entend une voix de violon-

celle, harmonieuse et pleine. La complète sincérité de son puritanisme se reconnaît à ceci qu'après avoir voté contre une motion tendant à relever les indemnités des sénateurs, il n'a jamais accepté de toucher plus que ce qu'il recevait auparavant et ne délivre pas de reçu pour un montant supérieur, depuis que cette augmentation a été décidée malgré lui.

Son pendant est le général Dawes, à cette époque vice-président, et, en cette qualité, recevant lui-même au Congrès. Sa tête aiguë d'oiseau paraît appartenir plutôt à un chasseur ou à un sportsman qu'à un militaire; d'ailleurs, il n'a du général que le titre, qui évoque toujours en nous, Allemands, un type d'homme déterminé. Cependant, il me fit, somme toute, une réception militaire : le déjeuner eut l'air d'être pris dans la tente d'un chef d'armée pendant la bataille. Le couvert était mis sur son immense table-bureau, de telle sorte qu'on se cognait les genoux; deux portes étaient presque toujours ouvertes, des messagers entraient et sortaient, apportaient des dépêches, des papiers à signer, des messages téléphoniques, et tout cela à un moment qui n'avait rien de critique, pour autant qu'il y ait encore à notre époque des moments qui ne soient pas critiques. Il me montra une dédicace d'un musicien allemand qui lui avait envoyé une nouvelle marche et qui, en même temps, lui avait écrit une lettre touchante sur les charges du plan Dawes. Par ailleurs, au cours de l'entretien, il me donna une quasi-définition de la tyrannie antique :

— L'homme — dit-il de sa parole au débit rapide — a toujours moins de courage que l'on ne serait tenté de conclure d'après la situation qu'il occupe; il est poussé à bout par la résistance de ses ennemis, de sorte que finalement, il devient de plus en plus rigoureux, par simple instinct de conservation.

Je revois devant moi un des plus beaux et des plus dangereux parmi les Américains : Mellon, le Secrétaire d'État au Trésor, bien portant, le teint bronzé, les cheveux d'argent, le caractère méditatif comme un joueur d'échecs, laissant errer le regard mélancolique de ses yeux nobles, et sceptique jusqu'au cynisme. Seul, le nez d'aigle trahit l'énergie qui a

fait de lui un des hommes les plus riches du monde; le regard et la voix semblent plutôt appartenir à un artiste, et c'est aussi en artiste qu'il parle de la fortune :

— Un vaste jeu, l'occasion de mener ses talents à la victoire : la vie est-elle autre chose? Au début de la guerre, lorsque le prix du fret monta, quelqu'un, à l'assemblée générale de la société que je présidais, voulut m'acheter à tout prix mes bateaux. « Que ferais-je de votre argent? » dis-je. Quand j'ai mes bateaux, au contraire, je suis heureux et, la nuit, il m'arrive de penser : que fait celui qui est en route pour l'Afrique occidentale? Et celui qui est en Polynésie, où se trouve-t-il?

— Savez-vous, — interrogeai-je en retour, — que vous parlez comme le Marchand de Venise?

Il ne sembla pas très sûr que ce fût un compliment, et lorsque je l'amenai sur la question des grandes grèves de Pittsburgh, Mellon, principal propriétaire de ces aciéries, regarda sa montre.

Hoover est peut-être l'homme le plus grave que j'aie jamais rencontré, ou tout au moins il s'en donnait l'air. La pièce dans laquelle il recevait — il dirigeait alors la Chambre de Commerce — était complètement nue, extrêmement claire, avec de minces tentures puritaines, des chaises dures, une table nette et dégagée : ordre, propreté, ponctualité. Personne en Amérique ne m'a parlé de l'avenir de l'Allemagne avec plus d'espoir; comme sa manière d'être exclut de sa part quoi que ce soit d'irréfléchi, et plus encore une amabilité quelconque, cela me parut important, car il commençait précisément à faire acte de candidat à la présidence. Une demi-heure durant, il parla chiffres, principalement pourcentages, et il m'aurait pardonné de n'y rien comprendre si, par la suite, lorsque la conversation s'anima, je n'avais pas commis le crime, dans un mouvement inconscient de fronde contre ce monde formaliste, de m'asseoir sur le bord, aussi poli qu'une glace, de son bureau — oh! tout à fait à l'extrême bord. Le regard qu'il jeta vers cet endroit fut tellement médusant que je me laissai rapidement retomber sur ma chaise, qui n'était pas moins dure que sa table.

Car Hoover est un homme qui n'écrit certainement jamais sur la table de sa salle à manger, tandis que Dawes est capable de manger même sur son bureau : il y a entre eux la différence d'un quaker à un artiste, d'un homme de devoir à un homme mû par l'inspiration du moment, Hoover donnera certainement à chacun exactement ce qui lui revient, et même plutôt plus en cas de besoin; Dawes couvrira les gens de présents dans la vie quotidienne, il les aidera une fois, s'il le faut, puis les écartera de lui. Si je les avais tous deux pour amis, je demanderais conseil à Dawes en affaires, mais je ferais de Hoover mon exécuteur testamentaire.

Mrs. Woodrow Wilson est plus belle que ses portraits. En Europe, on a tissé toutes sortes de légendes autour d'elle, mais même les documents parisiens les plus hostiles n'en fournissent aucune confirmation. Comme les meilleurs esprits non seulement tolèrent l'influence de la femme sur leurs décisions, mais la recherchent, j'étais curieux de connaître l'épouse de cet homme complexe, d'autant plus qu'il ne l'avait épousée que pendant la guerre. Sa beauté est du genre méridional, son intelligence réside en un certain feu, toute sa nature apparaît dans un rire mystérieux et léger que je ne songe nullement à entreprendre de décrire. Dans ses récits, Wilson devient à vue d'œil plus simple, plus vrai, mais en aucune façon plus fort. Si je compare cependant ce que Lloyd George m'a dit du rôle de Wilson à Paris à ce que madame Wilson m'a dit de Lloyd George, je vois de nouveau que, pour écrire l'histoire d'une époque, on ne peut guère se fier qu'à sa propre perception.

Toutefois, aucun de ceux que j'ai vus à Washington n'égale le juge Holmes, qui a maintenant quatre-vingt-onze ans, et qui est l'homme le plus vieux et en même temps le meilleur que j'aie connu aux États-Unis, exception faite pour Edison. Il était assis dans un fauteuil de cuir, au coin de son feu; il exprimait, d'une voix ferme, des pensées mobiles; la liberté, la bonté et l'humour tressaient une couronne invisible autour de son crâne encore chevelu, et c'est seulement quand il se levait que son dos courbé montrait le poids des années dont il était chargé. Comme il ne lit pas de journaux, il est supérieur, par sa connaissance du monde, à n'importe lequel de

ses contemporains; toutefois, les plus intéressants livres de Mémoires récemment parus étaient sur sa table et il était au courant de tout. Toutes les semaines, il siège à la Cour suprême et étudie lui-même, chez lui, ses dossiers. La façon dont il défendait la jeunesse, dont il paraissait enclin à en oublier les faiblesses avec ironie, à en exagérer les capacités, la façon dont ce philosophe riant disait que sa science juridique n'était qu'une porte ouvrant sur la sagesse de la vie, les étincelles constantes qui, tandis qu'il parlait, jaillissaient encore de ses yeux malgré les années : admirable image d'un être humain accompli.

Du passé, il parlait comme si ce fût hier; il semblait qu'il eût déjeuné dimanche dernier avec Lincoln, et il racontait la guerre civile de 1862 : il était alors jeune marié et avait trois blessures dans le corps.

— *My dear boy*, le mieux est d'être enthousiaste là — et il me touchait le front — et d'être sceptique ici — et il me touchait la partie postérieure du crâne.

***

La tête d'un musicien — mais nullement d'un musicien de la classe de Mahler ou de Toscanini — dont les traits témoignent de l'affinité entre la musique et les mathématiques; rien de nettement découpé; les contours plutôt rêveurs d'un de ces visages comme cœur de Schumann, de Busoni, de Chopin. Dans ce visage d'une douceur un peu molle, deux yeux grands ouverts regardent rarement le visiteur, et ne paraissent même pas apercevoir les objets d'alentour; les sourcils, haut relevés, semblent marquer l'étonnement de voir le monde. Une couronne de rayons, faite de longs cheveux gris, auréole cette tête, et deux lèvres pleines et sensuelles attendent tranquillement le moment propice pour se mouvoir et parler. Tout cela, et surtout le regard mouillé qui paraît interroger d'une façon enfantine, est d'un artiste; mais au-dessus se dresse, comme taillée dans l'ivoire, la pure coupole du front, qui paraît contredire la plénitude sensuelle du bas du visage.

Quand Einstein, qui est d'assez petite taille, se tient dans

l'étroit et modeste bureau de l'appartement qu'il occupe au troisième étage d'un immeuble et vous écoute, adossé au mur, dans la pose qui lui est familière, le haut du corps pris dans un veston d'intérieur, on voit à son côté émerger d'un cadre la tête d'un chevalier coiffé d'une perruque aux plis savants, plein d'assurance dans l'apparat de son armure et de ses décorations. Ainsi deux époques, mais aussi deux tempéraments s'offrent à la comparaison, deux époques et deux tempéraments qui doivent ou se compléter, ou se combattre. Cette fois, ils se complètent et se combattent en même temps, car ce portrait est celui d'Isaac Newton, dont son grand adversaire a suspendu l'effigie en ce lieu, à côté de sa table de travail, comme pour lui servir de perpétuel avertissement.

Que la gloire est bizarrement agencée pour le physicien! Ce que font les hommes d'État et les artistes, les inventeurs ou les prophètes, cela passionne l'univers, et, de chacun de ces hommes, le journaliste, le professeur, l'historien sait raconter des choses précises et tangibles; mais Galilée ou Newton ne pouvaient guère être enseignés aux profanes de leur époque. De même, la théorie d'Einstein n'est comprise aujourd'hui, dans le monde, que par quelques centaines de personnes, ce qui n'empêche pas son nom d'être connu par autant de centaines de millions de gens. Il nous faut accepter comme constituant la vérité le compte rendu des spécialistes, et nous sommes pleinement justifiés à le faire : nous avons entendu parler des chiffres mystérieux qui, sortis de ce cerveau, ont ébranlé les grandes lois sur lesquelles reposait jusqu'à présent la physique. Ainsi, tandis que le penseur isolé ne donne rien au monde que le monde puisse utiliser, apprécier ou même seulement comprendre, un cercle d'admiration se forme cependant autour de lui, parce que, d'après le témoignage des hommes les plus qualifiés, il a trouvé une nouvelle équation assez puissante pour ébranler la foi dans les équations anciennes. Il ressemble à un sorcier; il paraît environné de magie.

C'était le 29 mai 1919. A Versailles, les juges infernaux de l'Ancien Continent étaient réunis pour décider du sort de l'Allemagne. Le nom allemand subissait une éclipse dans le monde. Alors retentit à travers l'univers ce message : « Aujour-

d'hui, un Allemand isolé, qui n'a rien à voir avec la Belgique ni avec la guerre sous-marine, va être traduit devant le tribunal suprême, pour avoir eu l'audace d'ébranler la théorie de Newton. Le soleil lui-même s'obscurcira pour favoriser la solution de ce problème. » L'Angleterre fut la première à mettre la théorie d'Einstein à l'épreuve; la Royal Society envoya deux expéditions pour passer au crible les assertions du savant berlinois. Pendant une éclipse de soleil de huit minutes, on devait, par temps favorable, prendre des clichés : de leur résultat dépendait la nouvelle image que l'on se ferait de l'univers. Le monde, même le monde scientifique, était à cette époque anti-allemand. L'examen fut objectif, pour ne pas dire froid; les amis d'Einstein, pour autant qu'ils ne comprenaient pas ses chiffres, étaient fondés à trembler. C'est seulement en septembre que les difficiles résultats furent publiés : les dires d'Einstein se trouvaient confirmés jusqu'aux décimales exclusivement.

Lui-même était resté calme. Le ciel pouvait-il réfuter la majesté de ses chiffres? Je l'interrogeai par la suite.

— Tout, — répondit-il, — dépend de la concordance complète et absolue d'une nouvelle méthode avec une loi scientifique. Si l'expédition de la Royal Society n'avait pas constaté la déviation de l'orbite stellaire observée, la théorie était fausse. Faites inventer par quelqu'un un nouveau bouton de pantalon qui, grâce à certaines qualités, serait plus solide que d'autres : disons inarrachable. L'État ne l'emploierait que s'il allait sur toutes les étoffes. Mais si quelqu'un invente une étoffe d'où ce bouton s'arrache, il devient sans valeur et on le jette.

Ce calme est la marque de son caractère; c'est seulement lorsque les premières idées lui vinrent — il avait à peine dépassé la vingtième année — que les nouveaux horizons qu'il découvrait, avoue-t-il, l'empêchèrent maintes fois de dormir. A son calme se joint une absolue simplicité.

Sa tolérance s'exerce en faveur des opprimés. Rathenau m'a raconté la façon dont Einstein, fatigué par des conversations sans fin sur les problèmes de l'Entente et de la paix, lui avait répondu avec un sourire, alors qu'il lui demandait ce qui l'intéressait le plus au monde : « Les Juifs. » Il a été leur rendre

visite en Palestine. Sa mentalité pacifiste, entièrement dirigée vers l'union des peuples et pas du tout vers la prépondérance d'un seul peuple, a causé tant d'étonnement à nos nationalistes qu'ils ont fondé une organisation spéciale, en vue de « démasquer » Einstein.

La nature d'Einstein, telle qu'elle se reflète dans sa physionomie, tend vers la musique. Violoniste de première force, et aussi, quand personne ne l'écoute, pianiste qui a besoin pour se détendre de laisser courir son imagination sur le clavier, il a forcément plus de goût pour Bach et Mozart que pour la musique lyrique. « Le plus grand bonheur, dit-il, je l'éprouve en présence des grandes œuvres d'art, et non point dans les mathématiques. »

Aussi Einstein n'est-il pas un homme ayant des habitudes de travail régulières et souligne-t-il que c'est par étapes successives et pas à pas, et non point par fulgurante révélation, qu'il est arrivé à ses découvertes; mais il semble que ce soit une contradiction quand il déclare :

— L'essentiel est de se créer une méthode de pensée et de raisonnement, afin d'aboutir à un système logique coordonné. L'élément véritablement précieux, dans ce processus, c'est l'intuition.

En parlant ainsi, il semble vouloir dire la même chose que Newton, qui niait l'acte créateur et cependant partait d'une intuition momentanée. Lui aussi parle volontiers de trouver et d'inventer et se dresse contre l'idée de la découverte dans le domaine de la physique mathématique. C'est pourquoi il nie que ses travaux aient eu pour point de départ un pressentiment quelconque et me dit un jour, au cours d'une promenade :

— Vous demandez les conséquences philosophiques de cette théorie? Ce sont des sous-produits, et l'on se trompe si l'on présume qu'il y a derrière quelque chose qui ressemble à des états d'esprits philosophiques. Rien ne s'est passé comme si un sentiment relativiste de l'ordre universel m'avait guidé. Tout, bien plutôt, a été mathématique pure. Le philosophe et le physicien, en pareille matière, sont d'ailleurs adversaires. Bien mieux, ils ne se comprennent pas. On dit que les vêtements sont faits pour les gens : sans l'aspect de

deux jambes humaines, personne n'aurait inventé le caleçon. Non, disent les métaphysiciens : qui donc pourrait empêcher la couturière de composer des oripeaux issus de son imagination et inutilisables? Quand le premier géomètre découvrit le dé à jouer, qu'il joua avec et que, de huit dés, il en fit un grand, il raillait la nature qui n'avait jamais inventé de forme de ce genre.

Ses jugements sont souvent sceptiques.

— Une loi, — me dit-il, — ne saurait être définitive, ne fut-ce que parce que les concepts à l'aide desquels nous la formulons continuent d'évoluer et se montrent par la suite insuffisants. A la base de toute démonstration et de toute preuve, il y a un reste de dogme, et dans l'ensemble des démonstrations et des preuves, il y a le dogme, toujours impossible à prouver, de l'infaillibilité. Dans des temps très éloignés, les cerveaux moyens arriveront peut-être à dépasser un Galilée d'aussi loin que Galilée dépasse un Papou.

Et pourtant, il croit que tous ceux qui recherchent les lois de la nature devraient avoir une sorte de sentiment religieux; car il ne saurait concevoir que les enchaînements subtils qu'il découvre aient été imaginés par lui le premier.

D'autre part, cependant, avec la maturité toujours mélancolique du génie, il se rend compte des limites qui lui sont imposées, puisqu'il m'a dit :

— Chacun de nous est enfermé dans la prison de ses idées; cette prison, il nous faut en enfoncer la porte, dès la jeunesse, et nous cherchons ensuite par tous les moyens à confronter nos idées avec la réalité, aux dépens de la réalité. Et puis, au bout d'un certain nombre de siècles, un autre viendra et nous réfutera peut-être. Cela ne peut pas arriver à l'artiste, qui dit une fois pour toutes ce qu'il a à dire. Mais cela procède de la nature même de la recherche scientifique, et ce n'est pas triste du tout.

Il prononça ces mots d'une voix redevenue enjouée, mais avec le regard d'un marin qui n'est plus jeune, qui considère la mer et qui se demande s'il doit se risquer à entreprendre une nouvelle navigation.

***

Grâce à l'amabilité de Painlevé, j'ai eu la chance, à Paris, d'avoir en face de moi, réunis dans la même pièce, trois des plus grands savants de France : Perrin, Langevin et Émile Borel. Et, comme je ne comprends rien, en définitive, à la physique ni aux mathématiques, je profitai de leur conversation pour me donner loisir d'étudier leurs beaux visages. Mais, au bout de quelques minutes, entra une dame d'un certain âge, et la façon dont on se leva, le silence qui se produisit, bien qu'elle connût tout le monde, montra aussitôt que c'était une reine.

J'ai vu madame Curie, par la suite, dans son Institut du radium, où, comme tous les êtres créateurs, elle m'apparut plus à son aise et laissa tomber une partie de sa hautaine fierté. Alors, son visage plissé s'anime, et ses mobiles yeux noirs trouvent des points où ils peuvent se concentrer. Cette Polonaise, qui vivait je ne sais où comme pauvre professeur, jusqu'à ce que la soif de la science la poussât vers Paris pour faire ses études, y rencontra Pierre Curie, médecin français aussi pauvre qu'elle, et leur mariage fut totalement fondé sur le travail commun. Elle me parlait maintenant, restant longtemps debout sur le palier, se mettant soudain à converser en allemand, et elle me racontait, à grands traits, des choses de son passé, d'une façon purement intellectuelle, laissant de côté tout ce qui était hasard. Elle ne nia pas non plus la part qu'elle avait prise à la découverte du radium.

Mais ce qui était nouveau pour moi, et qui m'expliqua beaucoup de choses, ce fut la façon évidente dont se trouvaient départagés son travail et celui de son mari, en rôles qui paraissaient intervertis : elle, avec son visage de mathématicien, semble avoir plutôt calculé; lui, Curie, avec son visage de poète, semble avoir plutôt regardé, deviné. S'en étonneront ceux-là seuls qui ne comprennent pas que l'être créateur a toujours un tempérament féminin. En vérité, dans cette collaboration des deux sexes, apparaît seulement, d'une façon plus nette que d'habitude, que leurs fonctions, transposées sur le plan intellectuel, peuvent s'interchanger.

Ce mariage n'a pas seulement fait naître un minerai qui guérit des milliers d'êtres humains, mais il a aussi donné le jour à deux filles. Tout d'abord, à côté de madame Curie, dans la froide antichambre de son laboratoire, je vis à côté d'elle une aimable petite fille qui se balançait sur une chaise, une chanson fredonnée aux lèvres, et lorsqu'elle se trompait sur une donnée quelconque au sujet de son père, elle soutenait sans contrainte le sévère regard de sa mère. Soudain, à pas d'éphèbe, un archange entra dans la pièce : c'était une jeune femme vêtue d'une robe d'un gris indécis, levant furtivement vers l'étranger son œil scrutateur, mécontente d'être dérangée, consciente et pure, et ayant ce mutisme impitoyable de certains anges primitifs florentins. En même temps, elle est la disciple directe, voire le successeur de son père et de sa mère à la fois et ce n'est pas seulement au laboratoire, mais aussi dans la vie, qu'elle continue la tradition, car elle travaille à son tour avec son mari, et il y a une petite-fille qui continuera, un jour, la dynastie.

— Quel dommage, — dit la mère, — que son père n'ait pas assez vécu pour voir cela!

Si l'on imaginait le portrait de jeunesse de madame Curie à côté du portrait de son mari, qui était accroché au mur, on avait devant les yeux la plus belle symphonie qu'un musicien puisse tirer de deux thèmes : le sérieux, la clarté, l'ordre dans la vie et la pensée, tels que la mère les incarne, mais tout cela brodé de part en part avec le fil d'or de l'imagination paternelle.

Lorsque la fille, silhouette magique, nous fit, dans le cabinet noir, la démonstration d'un minerai irradiant, je n'y compris rien. Je vis seulement s'illuminer, dans la lumière phosphorescente, la tête bouclée de l'archange.

EMIL LUDWIG

(Traduction RAYMOND HENRY.)

# GEORGES CUVIER

## SECOND FONDATEUR DE L'UNIVERSITÉ

Le 11 juillet prochain, à Montbéliard, sa ville natale, on célébrera, par des fêtes qui, dit-on, dureront trois jours, le Centenaire de Georges Cuvier. Ces fêtes auraient dû se dérouler le 13 mai dernier, et à Paris. Ce retard, cet éloignement sont significatifs, et témoignent de l'étonnante indifférence qui recouvre la mémoire d'un des génies les plus complets que la France ait connus, — comme si sympathies et curiosités continuaient d'être rebutées par son air hautain et distant, cette « nuance de raideur et de préoccupation » qu'il avait en gagnant sa place à l'Académie des Sciences, et qu'Arago, dans son discours funèbre, ne put s'empêcher de relever; — comme s'il devait expier ainsi la domination qu'il exerça sur le monde scientifique, et les décisions qu'il prit sur tant d'affaires, au Conseil d'État comme dans l'Université. Lui qui vivait tourné vers l'avenir, vers tant de travaux à terminer, tant de réformes à mener à bien, est relégué dans le coin le plus charmant, mais le plus vieillot du Jardin des Plantes; sa maison, délabrée et comme honteuse, sert de logement, de dépôt; elle abrite le laboratoire de physique; des bocaux s'entrevoient à travers les vitres du rez-de-chaussée; des buissons cachent à demi son buste poussiéreux, niché dans la muraille. Marc-Aurèle, Stendhal, Tamerlan, Moïse ont eu leur vie romancée — et même son contemporain et rival

Lamarck. Lui n'a intéressé véritablement aucun éditeur. On se contente de retenir que son cerveau pesait plus de dix-huit cents grammes, qu'on lui doit la zoologie moderne, l'anatomie comparée, la géologie, mais que son édifice scientifique a été ruiné par l'hypothèse transformiste, et que sa chronologie du monde, calquée sur celle de la Bible, est abandonnée.

Des spécialistes diront ce qui subsiste — une fois déblayés les restes de ses hypothèses — de tant de notes, de descriptions, d'ouvrages volumineux, où aux faits connus, d'autres, considérables, s'ajoutent et où une masse immense de matériaux est analysée, classée, ordonnée et groupée, avec une aisance souveraine. Voici les *Leçons d'anatomie comparée*, deux volumes en 1800, 3 volumes en 1805; en 1795, ses mémoires sur la *Classification des animaux*, avec Geoffroy Saint-Hilaire; en 1798, 1800 et 1802, ses *Tableaux d'Histoire naturelle des animaux*, améliorés en 1812; en 1817, son *Règne animal distribué d'après son organisation*, 5 volumes réédités en 1829 et 1830; en 1796, son *Mémoire sur les éléphants vivants et fossiles*, ses *Recherches sur les ossements fossiles*, en 1812 et en 1821-1824, où il décrit 120 espèces reconstituées au cours de ses voyages en France, en Allemagne, en Hollande, en Italie, en Angleterre, — et d'où il tire son fameux *Discours sur les révolutions du globe*; voici enfin son *Histoire naturelle des poissons*, commencée de 1782 à 1813, reprise de 1828 à 1831.

Si considérables qu'aient été ces travaux, auxquels s'ajoutaient ses cours si brillants du Muséum et du Collège de France, ils ne représentent que la moitié de son activité; — à côté de Cuvier naturaliste, il y eut Cuvier administrateur, celui-ci assurément aussi grand que celui-là, puisqu'il apportait dans cette autre existence les mêmes facultés d'observation et de systématisation, — et pourtant presque ignoré.

Georges Cuvier est nommé dès 1795 professeur à l'École Centrale du Panthéon, en 1801 au Collège de France, en 1802, titulaire de la chaire d'anatomie comparée au Muséum; dès 1795, il est membre de l'Institut. Mais il devient en 1813 maître des requêtes au Conseil d'État; en 1814, conseiller d'État; en 1819, président, dans ce Conseil, du Comité de l'Intérieur, poste qu'il occupera sans interruption

jusqu'à sa mort; en 1827, il est chargé, au ministère de l'Intérieur, de l'administration des cultes non catholiques. Dans l'administration de l'instruction publique, il est nommé en 1802 inspecteur général; en 1808, conseiller; en avril 1815, l'un des cinq membres de la Commission d'instruction publique, puis du Conseil royal, qu'il préside à deux reprises; en 1823, il devient chancelier de l'Université faisant fonction de grand maître pour les facultés de théologie protestante. Enfin Louis-Philippe le nomme pair de France, président du Conseil d'État. Toutes ces fonctions, les accepte-t-il simplement comme un témoignage d'honneur à un grand savant et qui ne comporterait aucune obligation? Les curieux renseignements qui nous ont été laissés sur sa vie intime nous permettent d'emblée, et avant toute autre recherche, d'affirmer le contraire. Deux de ses disciples ont en effet voulu, peu de temps après sa mort, laisser du grand homme qu'ils avaient connu une peinture minutieuse, poussée jusqu'aux derniers détails matériels et physiques, une vraie description de naturaliste, — l'un, G.-L. Duvernoy, professeur à la Faculté des sciences de Strasbourg, dans une notice lue comme introduction à son cours de zoologie à la rentrée de 1832, l'autre, le Dr Quoy, un médecin de marine qui prit part aux expéditions scientifiques de l'*Uranie* et de l'*Astrolabe*, sous forme d'une lettre écrite à la Noël de 1836, à l'un de ses amis, un naturaliste de l'île Maurice. Leurs souvenirs sont confirmés par ceux d'une Anglaise, Mrs. Lee, très liée avec la famille Cuvier.

Ils sont d'accord tous deux pour relever en lui un développement exceptionnel des facultés intellectuelles, et surtout une mémoire telle qu'il ne prenait jamais de notes, sauf, en matière de classification, sur un exemplaire interfolié de son *Règne animal*; il n'avait rien oublié de ce qu'il avait lu, et se vantait de savoir mieux l'histoire, et jusqu'aux détails de la chronologie et de la généalogie, que l'histoire naturelle. Ayant ainsi en permanence à sa disposition toutes les richesses qu'une vie cérébrale intense avait pu accumuler, il pouvait reprendre un travail au point où il l'avait laissé, le continuer comme s'il s'en était toujours occupé, utilisant les moindres instants, écrivant dans sa voiture, où une petite lanterne

était installée, ou en marchant dans ses appartements. Ouvrages scientifiques ou rapports, il écrivait tout de sa main, et, une fois qu'il avait réfléchi à l'ordre de son développement, d'un jet et à toute vitesse, sur ces feuillets aisément reconnaissables, aux caractères bien tracés, aux ratures nombreuses, et dont les marges contiennent, encadrées de ronds et d'ovales à longues queues, de judicieuses additions. — Et nous le suivons au cours de ces journées si chargées, dans cette maison qu'il aimait, parce qu'elle était attenante à ses chères galeries d'anatomie comparée, mais qui, formée d'une suite nombreuse de petits appartements, dont sa bibliothèque occupait cinq ou six, « manquait de l'imposante grandeur qui aurait convenu à un tel maître ». C'était dans la dernière pièce, une espèce de mansarde recevant le jour d'en haut, qu'il se tenait de préférence : on l'appelait *la tente*, à cause de sa forme, et « de la tapisserie en façon de coutil » qui la recouvrait. Il y travaillait debout, au milieu de ses pupitres, de ses bocaux, des livres, des dessins et des crayons, rangés avec ordre et sous sa main. Il s'y tenait le matin, et surtout le dimanche, seule journée dont il pouvait disposer pour lui-même et à sa guise; on nous le montre là, en grosse lévite, car il était devenu très frileux malgré flanelles et fourrures, coiffé d'une casquette en forme de melon et à côtes, ou fourrée l'hiver, au cou une grosse cravate roulée largement, où son menton s'enfonçait. Levé vers huit heures, il travaillait, recevait, puis il déjeunait, tenant d'une main un journal politique; aussitôt après, passant l'habit et les manchettes fines qui étaient de mode, les mains souvent encore imprégnées de l'odeur des préparations et du laboratoire, il sortait en voiture. Alors commençait sa vie d'administrateur, qui le prenait jusqu'au soir, sauf le lundi, qu'il consacrait à l'Institut; le mardi, le jeudi et le samedi, il siégeait au Conseil d'État; le mercredi et le vendredi, au conseil royal de l'Instruction publique. Il dînait de six à sept heures, et se remettait aussitôt au travail jusqu'à dix ou onze heures. De onze heures à minuit, il se faisait lire par sa belle-fille[1] de l'histoire ou de la littérature. Il n'avait de détente que le samedi soir, dans ces

1. Il avait épousé la veuve d'un fermier général exécuté en 1794, madame Duvaucel. Elle avait eu de son premier mariage deux fils (l'un mourut

réceptions qu'il donnait dans le grand salon tapissé de livres, orné de bustes, que présidait au fond le buste colossal de Schiller, son prédécesseur à l'académie *Carolina* de Stuttgart, et où l'on pouvait rencontrer les principaux représentants de l'élite européenne; alors une politesse exquise adoucissait ce visage d'aigle.

Une personnalité pareille a dû marquer de son génie tous ses travaux, ceux du Conseil d'État et du Conseil royal comme les autres, et, ainsi que le disait M. de Jouy au nom de l'Académie française, « y apporter cette force de conception, cette profondeur de vues, ces recherches lumineuses qui lui avaient révélé quelques-uns des mystères de la nature ». Mais comment retrouver sa trace? Nous avons le texte de ses discours aux Chambres comme commissaire du gouvernement, la liste des affaires qui furent soumises au Conseil d'État. Mais comment démêler ici son action personnelle, puisque les archives ont été brûlées en mai 1871? Sans doute le Conseil a été rebâti. On a su redonner à ses salles austères, grâce aux lambris sombres, aux velours verts et rouges un peu fatigués, aux fauteuils et aux peintures excessivement officielles une solennité Second Empire. Mais si l'on a su, pour l'ornement des séances et l'édification des jeunes auditeurs, retrouver les portraits majestueux de personnages haut-cravatés, dorés, empanachés ou de noir vêtus, il faut aller à la Bibliothèque, et lire les noms gravés sous quatre bustes semblables placés devant les deux colonnes et les deux pilastres de la grande salle, — et l'on découvre, entre Allen, Maillard et le comte Siméon, l'image de celui qui honora avec tant d'éclat cette cour souveraine. Qu'il suffise de rappeler ce que dit de lui le baron Pasquier à la chambre des Pairs : « Durant les treize dernières années de sa vie, le nombre des affaires qui ont passé sous ses yeux dans ce comité (de l'intérieur qu'il présidait), qui ont été examinées, débattues, expédiées par ses soins, effraient l'imagination. »

Par contre, les archives de l'instruction publique sont

au Portugal sous Junot, l'autre au cours d'un voyage dans l'Inde) et une fille. C'est à cette dernière que Prosper Mérimée adressa les lettres que la *Revue* publiera prochainement. De son mariage avec Cuvier elle eut quatre enfants : deux fils et une fille qui moururent très jeunes, et une autre fille qui mourut à 22 ans, la veille de son mariage, en 1827.

intactes, mais, comme l'écrivait son collaborateur Laurillard, « les travaux accomplis par Cuvier dans les fonctions publiques se composant en grande partie d'actes administratifs, de rapports, de projets enfermés dans les archives ministérielles, ne sont pas susceptibles de la même appréciation que son œuvre scientifique ». Il est en effet toujours délicat de saisir les origines d'une loi, d'un décret, d'un arrêté : des corrections, des concessions ont été nécessaires pour obtenir le vote des Chambres, la signature du ministre, du chef responsable, Lainé ou Decazes, Fontanes ou Royer-Collard. Dans la préparation même, le fond des choses est peu discernable; à cent ans de distance, qui pourra reconstituer la vie intérieure d'une administration? D'après les tableaux officiels et les annuaires, plusieurs fonctionnaires ont dû assurer collectivement la vie et le rendement d'un service public; en fait, il y a eu parmi eux des médiocres, des paresseux, des fatigués, et tout le travail effectif a été réalisé par une forte personnalité, un « grand commis ». L'obscurité est plus grande encore pendant le premier tiers du XIXe siècle, puisque les changements de régime surviennent brusquement, — Empire, Première Restauration, Cent Jours, Deuxième Restauration avec ses successions de ministères ultras et modérés, — coupant d'apparents contrastes la continuité réelle de la vie de l'État, comme, pendant la guerre, ces camouflages aux couleurs opposées qui rendaient invisibles la ligne d'un bateau et les dimensions de sa coque.

En fait, jusqu'à nos jours, les historiens de l'Université s'en sont tenus aux apparences : Le *Dictionnaire de pédagogie* publié sous la direction de F. Buisson (1882), précieux répertoire, se contente de mentionner les titres de Cuvier et les trois grands rapports publiés sous son nom pendant l'Empire. Louis Liard, dans son excellente *Histoire de l'enseignement supérieur en France* (1894), écrite alors qu'il préparait la création des Universités, ne nomme Cuvier qu'incidemment; la rédaction de plusieurs des chapitres de ce livre lumineux et profond eût été différente si l'auteur avait eu connaissance des textes analysés en ces pages. A. Aulard enfin, dans sa monographie de l'Université Impériale (1911), met Cuvier exactement au même plan que les plus insignifiants de

ses collègues, le définissant en ces termes singuliers : « Cuvier, l'illustre savant, d'opinions très conservatrices quoique protestant. »

C'est M. S. Charléty, dans son *Histoire de la Restauration* qui forme le tome *IV* de l'*Histoire de France contemporaine* d'Ernest Lavisse (1921), qui a signalé l'intérêt des papiers Cuvier conservés par l'Institut. Ces papiers contiennent entre autres richesses, les projets, les rapports et les notes qu'il rédigea comme membre de l'Université. Ils donnent la clef du problème que nous posions; grâce à eux, à condition de les replacer dans la trame de l'histoire générale, on découvre un aspect jusqu'alors inconnu de l'activité du grand savant : Cuvier homme d'État. Ils font apparaître dans un jour nouveau l'administration de l'instruction publique sous l'Empire et la Restauration; dans la période de reconstruction qui suit la Révolution, ils établissent que Cuvier eut un rôle de premier plan[1].

***

M. Lavisse, quand il recevait, en novembre de chaque année, la nouvelle promotion, aimait à répéter, de cette voix martelée et si nette que n'ont pas oubliée ceux qui l'ont une fois entendue, cette phrase alors proverbiale rue d'Ulm : « Lorsque j'entrais à l'École Normale supérieure, en 1862..., » et il évoquait ses années d'École, et, remontant en arrière, ses études au collège de Laon. Et lui qui, formé au contact de Victor Duruy, avait des vues si hardies en matière d'éducation nationale, qui contribua pour une si large part à restaurer en France les études supérieures, puisait dans son expérience d'enfant et d'adolescent, dans ces classes sans histoire, ni sciences naturelles, dans cette discipline lourde et dure, des raisons de rompre avec le passé, et de fonder l'instruction publique sur des principes diamétralement opposés à ceux d'autrefois.

Le souvenir de ses années d'études exerça aussi sur Georges

1. On trouvera le détail des indications bibliographiques dans une étude faite en partie avec ces documents : J. Poirier, *l'Université provisoire* (1814-1821), *Revue d'histoire moderne*, 1926-1927, nos 4, 7 et 10.

Cuvier une profonde influence, mais, lorsqu'il s'y reportait, c'était, au contraire d'Ernest Lavisse, comme vers un modèle et un idéal.

Cuvier n'a pas été élevé dans les collèges d'oratoriens ou de doctrinaires qui ont formé la plupart des personnages notables de la Révolution et de l'Empire. On sait que Montbéliard, où il naquit en 1769, appartenait aux ducs de Wurtemberg. Là, dans cette ville protestante, il put voir des écoles primaires, prospères et nombreuses, contrôlées par un corps pastoral docile au pouvoir civil. Au gymnase, où il resta jusqu'à quinze ans, on le destinait aux études théologiques; il devait les commencer, grâce à une bourse ducale, au Séminaire de Tubingue. Mais il fut recommandé entre temps à une princesse royale, petite-nièce du Grand Frédéric, qui résidait au château de Montbéliard. Il fut présenté par elle à son beau-frère, le duc régnant Charles, et obtint ainsi d'entrer comme boursier dans la 15e *Lehrabteilung* de l'Académie *Carolina* de Stuttgart.

L'Académie Carolina, qui avait obtenu en 1781 de l'Empereur Joseph II le rang et les privilèges des autres Universités allemandes, comprenait un collège préparatoire, et plusieurs sections, qui constituaient des sortes d'écoles supérieures, commerciale, des eaux et forêts, financière, et surtout des sciences administratives (*Cameralwissenschaft*). Ce fut celle où, après deux années de philosophie, entra Cuvier. Elle offrait à l'étudiant, comme toutes les universités allemandes, une multiplicité d'enseignements; il put y suivre simultanément des cours de droit financier, de police, d'économie théorétique et pratique, et même de zoologie, de botanique et de chimie. Et il nouait là des relations précieuses parmi les savants et futurs savants d'Allemagne; il fondait parmi ses camarades une société d'histoire naturelle, et commençait un *diarium zoologicum primum*. C'est en raison de cette longue période fructueuse qu'Alexandre de Humboldt, lui présentant plus tard un naturaliste de Tubingue, l'appelait « son cher compatriote ». — On ne peut bien apprécier les idées maîtresses de Cuvier, si l'on néglige les années passées à la Carolina : bien des traits du système qu'il a rêvé d'appliquer à la France lui ont été inspirés par le séjour à Stuttgart.

En 1802, au moment où Cuvier va s'appliquer aux problèmes d'instruction publique, la situation est la suivante : des institutions de l'ancien régime il ne reste rien; — collèges et universités ont été supprimés, leurs dotations et leurs revenus nationalisés, les corporations enseignantes dissoutes. D'autre part, la Convention, qui avait élaboré des projets grandioses, n'avait pu organiser que les écoles centrales, à raison d'une par département, et dans ces écoles, seulement les parties touchant à l'enseignement supérieur; elles n'avaient aucun lien administratif entre elles, ne dépendaient chacune que des autorités départementales; dans l'enseignement supérieur, il n'y avait que des écoles spéciales, dont trois de médecine; par contre, la liberté d'enseignement étant entière, un pullulement d'écoles de toute nature, pensionnats, externats, où les idées pédagogiques les plus nouvelles comme les plus archaïques étaient en application.

Le Premier Consul, qui voulait, dans ce domaine comme dans les autres, tout subordonner au pouvoir exécutif, et qui voyait dans l'instruction un moyen d'agir sur l'esprit public, décida d'aller au plus pressé, à la partie secondaire de l'instruction, pour se constituer des cadres de fonctionnaires et d'officiers; ainsi naquirent, par la loi du 11 floréal an X (1er mai 1802) les lycées, par la segmentation du Prytanée français, et en en gardant les traits essentiels, l'internat, le militarisme, les études latines restaurées, la religion. D'octobre 1802 à octobre 1803, quarante-cinq lycées furent créés, et les dernières écoles centrales se fermèrent peu après. Celui qui dirigea ces créations fut le chef de l'instruction publique, et qui devait en garder la direction jusqu'en 1808, le chimiste Fourcroy. Professeur de chimie au Muséum, membre de l'Institut, quand il fit appel à Cuvier, et qu'il le fit nommer inspecteur général, c'est à un confrère qu'il eut recours, non à un subordonné, et le ton de ses lettres le prouve.

Il lui confia d'emblée la création des lycées de Marseille et de Bordeaux. Ce n'était pas travail facile : avec des éléments hétérogènes il fallait constituer un personnel d'administrateurs et de professeurs, anciens professeurs d'École centrale, religieux sécularisés, anciens membres de corporations enseignantes. Et il fallait choisir les élèves, boursiers du Prytanée

et élèves de l'École centrale du département pour les grandes classes, et pour le reste enfants intelligents sélectionnés dans les collèges et pensions de la région. Il fallait enfin traiter avec les administrations locales pour obtenir d'elles l'aménagement et l'entretien des bâtiments. Cuvier est à Marseille en frimaire an XI. Le 3 ventôse, Fourcroy tient au courant son « cher camarade » des créations prévues, et le presse de faire vite :

« Notre affaire sera plus longue que je ne le croyais, et surtout que ne le voulait le Premier Consul. Des trois premiers lycées, il n'y a encore que Bruxelles de prêt; j'ai donné l'ordre aux enfants de s'y rendre... Je vous souhaite bonne route et succès accoutumés. J'aurais grand plaisir à vous revoir parmi nous, et à nous entretenir de nos études chéries, qui valent mieux que ce que nous faisons. »

En germinal, Cuvier est à Bordeaux. En fait, le travail de création est l'occasion d'une étude générale de l'instruction dans les régions qu'il traverse; avec les réponses que lui font les élèves, il note les détails d'administration, et, comme à Villeneuve, jusqu'au menu d'un pensionnat. Il commence à se familiariser « avec l'immense personnel des lycées et des collèges, corps très difficile à bien connaître », comme il écrira plus tard. Il voit aussi combien est désirable une unité de formation du personnel, qui ne pourra être obtenue qu'au bout de vingt ans, et par l'École normale.

En 1804, douze écoles de droit avaient été créées : ainsi se constituait par fragments une instruction publique d'État, mais aucun lien n'unissait ces fragments, et une concurrence redoublée menaçait les Lycées, pour la plupart aussitôt tombés en décadence. C'est alors que l'Empereur conçut le projet d'absorber toutes les formes d'enseignement dans l'université, vaste corps tenant à la fois de la congrégation, par les obligations imposées à ses fonctionnaires, et de l'administration des douanes, par les taxes qu'elle devait prélever sur les établissements privés, et qui devait lui servir de « moyen de diriger les opinions politiques et morales ». Annoncée par la loi du 10 mai 1806, l'Université fut établie par le décret du 17 mars 1808. Cuvier, qui n'était pas encore membre du Conseil d'État, ne prit pas part à la discussion, mais il fut certainement tenu au courant par Fourcroy, rapporteur au fond hostile à cette réforme, des multiples rédactions du

projet; il se rendit compte des préjugés révolutionnaires que gardait malgré lui Fourcroy, de son ignorance des institutions anciennes, que lui, Cuvier, connaissait, de la volonté contraire de l'Empereur, des modifications demandées par le cardinal Fesch, et il jugea en connaissance de cause ce décret plein de désordres, d'obscurités et de contradictions.

Cuvier était nommé conseiller de l'Université, mais Fourcroy, disgracié, voyait la place de grand maître attribuée au néo-catholique Fontanes. Cuvier perdait un chef qui était un ami, de culture semblable à la sienne. Il aurait pu cependant prendre part à la haute administration universitaire, si le Conseil et cette lourde et onéreuse constitution décrite comme une réalité par A. Aulard avait fonctionné autrement que sur le papier. Mais, — et c'est une des révélations des papiers conservés à l'Institut, révélation que confirme l'étude des pièces d'archives, — ces dignitaires n'existaient que pour la forme. Fontanes, pur littérateur, artiste, paresseux, considérait la grande maîtrise « comme une retraite agréable et lucrative », et il se confia uniquement à deux jeunes gens de ses amis, juristes et littéraires, qui n'avaient jamais, à aucun titre, fait partie de l'enseignement, Amboise Rendu et Guéneau de Mussy; tout passa exclusivement par leurs mains, et leurs « opérations restèrent un secret pour les grands fonctionnaires, et même le gouvernement ».

Il y a donc hostilité nette de Cuvier contre l'administration de l'Université, pendant les cinq dernières années de l'Empire. A Paris même, il ne fut guère employé qu'à rédiger un décret intégrant dans l'Université les écoles de droit et de médecine, qui relevaient encore d'autres administrations, et à constituer la faculté des sciences de Paris. Son activité s'employa ailleurs et dans des occupations singulièrement vastes et fécondes.

Lorsqu'on ouvre un atlas historique, l'atlas Vidal-Lablache par exemple, l'on voit — et il faudrait ne pas appartenir à ce que les Allemands s'obstinent à appeler, comme en 1801, la « grande nation » pour ne pas en éprouver, contre toute raison d'ailleurs, joie et regret — l'on voit, teinté de rose pâle, le territoire français après le traité de Lunéville, avec

Anvers, Clèves, Cologne, Coblence, Mayence, Worms, — et, teinté de rouge, le territoire de 1812, et il comprend la Haye, Amsterdam, Munster, Osnabruck, Brème, Hambourg, Altona, Lubeck, Turin, Gênes, Florence, Rome. Tous ces territoires avaient été, par suite de la politique du blocus continental, convertis en départements, et il s'agissait d'y introduire, entre autres institutions, le régime de l'Université Impériale. Ce fut Cuvier, flanqué de subalternes, qui fut chargé de faire à ce sujet les enquêtes préparatoires. En 1809 et 1810, il inspecte et étudie les établissements d'instruction des départements d'au delà des Alpes; en 1811, il visite les établissements des départements de Basse-Allemagne, en 1811 et 1812, les établissements de Hollande; enfin en 1813, il inspecte l'académie de Rome, et intervient contre l'administration des domaines, qui, par suite du conflit avec le pape, avait saisi tous les biens des illustres établissements d'instruction romains.

Sa première inspection en Italie dura six mois; il parcourut 1 200 lieues, vit vingt-cinq facultés, prépara la création de trois lycées, inspecta près de vingt séminaires, de quinze à vingt collèges, vit cette université de Turin, qui aurait suggéré à l'Empereur l'idée de l'Université de France. Il conclut « qu'il n'était pas nécessaire d'appliquer à ces pays où l'instruction fleurit depuis des siècles, et n'a jamais été interrompue, la même uniformité de mesures qui pouvaient être tenue en France, où la Révolution a fait en quelque sorte table rase ». Et il garda une impression magnifique des ressources qu'offrait l'Italie intellectuellement, en hommes, en institutions et en matériel.

Mais ce furent surtout les inspections d'Allemagne et de Hollande qui furent pour lui suggestives. — En Allemagne, il poussa jusqu'à Lubeck. L'introduction de son rapport mérite d'être citée, car elle est à la fois un programme et une critique indirecte du système de Fontanes et de ses adjoints. Après avoir décrit le caractère de l'Allemand du Nord, réservé, silencieux, qui fait son plaisir de la lecture et de l'étude, il ajoute :

« C'est donc pour apprendre qu'ils étudient, plutôt que pour se préparer à une profession lucrative...; il leur faut donc un enseigne-

ment étendu plutôt qu'un enseignement détaillé et restreint... Le théologien, par exemple, scrutera jusque dans leurs racines toutes les vérités de la morale et de la théologie naturelles. Quant à la religion positive, il en voudra connaître l'histoire; il étudiera la langue originale des livres sacrés, et toutes les langues qui s'y rapportent et qui peuvent aider à l'éclaircir; il voudra posséder les détails de l'histoire de l'Église, connaître les usages qu'on y a suivis en différents siècles, et les motifs des variations qui s'y sont introduites. Le jurisconsulte ne se contentera point de posséder le code qui prévaut dans son pays; dans ses études tout devra se rapporter aux principes généraux du droit naturel et de la politique; il voudra savoir l'histoire du droit à toutes ses époques, et par conséquent il aura besoin de l'histoire politique des nations; il faudra qu'il connaisse et qu'il apprécie les diverses constitutions de l'Europe, qu'il sache lire les diplômes et les chartes de tous les âges; la législation compliquée de l'Allemagne lui a fait et lui fera longtemps un besoin de l'étude des droits canoniques des deux religions, du droit féodal et du droit public autant que des codes civils et criminels, et si on ne lui donne pas les moyens de vérifier dans les sources tout ce qu'on lui enseigne, il regardera l'enseignement comme étranglé et insuffisant. — La médecine même, dont l'étude se ressemble davantage dans tous les pays, parce que son objet n'a rien qui dépende de la volonté humaine, s'enseigne cependant en Allemagne d'une manière plus étendue... Mais c'est surtout dans les études préliminaires et philosophiques que se fait remarquer cette tendance des Allemands vers les généralités... Ils veulent connaître les nations étrangères et l'histoire de l'Univers, et un nouveau système de métaphysique intéresse toute la nation. »

En administrateur, il montre les avantages d'un tel système :

« ... Ils aiment cette grande masse de lumières répandues sur toute leur nation, et pensent que celui dont l'esprit a été ainsi éclairé se procure avec une grande facilité les connaissances de détail nécessaires à une profession spéciale, et comme la multiplicité des souverainetés donnait à presque tout le monde la possibilité d'arriver aux postes supérieurs du gouvernement, ils trouvaient dans cette étendue de l'institution l'avantage précieux de donner aux grands fonctionnaires des idées justes de toutes choses, de leur faire considérer tout de haut, et de ne point les laisser dans l'ornière de leur profession primitive... »

Et il analyse le programme des établissements secondaires, — essentiellement différent de celui des lycées de l'an X :

« Le français y est de rigueur autant que le latin et le grec, les sciences historiques autant et plus que les mathématiques, et dès la

première jeunesse, on habitue les enfants à se pénétrer de la raison des choses autant qu'à en meubler leur mémoire. »

Il prône donc, à l'exemple de ce qu'il a vu, l'enseignement de l'histoire, de la philosophie, des langues modernes. Dans l'enseignement supérieur, il voit que

« les chaires publiques sont multipliées, et que l'on accorde facilement à des particuliers le pouvoir d'enseigner. L'on a pour principe et pour objet que dans chaque université il puisse être fait des leçons sur toutes les connaissances humaines s'il se trouve des élèves qui en désirent. En conséquence, à l'exception des cours principaux qui sont de rigueur, les professeurs ont liberté entière de choisir des sujets d'enseignement d'après leurs goûts et leurs connaissances. Aucun d'eux ne peut empêcher son collègue de traiter les mêmes sujets que lui. La plus grande partie de leurs revenus dépend des rétributions des élèves, ce qui excite en eux la plus vive émulation pour le travail. »

Et il vante chez les étudiants la liberté du choix des cours, la vie dans les petites villes, au milieu de leurs professeurs et de leurs camarades, dans une atmosphère de travail et d'étude. Il revit là ses années de la *Carolina*, et il donne à l'Université française un programme d'études supérieures, que, malgré les récits de voyage de Cousin, les évocations de Renan, les efforts des Liard, des Lavisse, des Albert Dumont, elle n'a peut-être pas encore tout à fait atteint.

En Hollande, il eut une révélation, celle d'un pays où l'enseignement primaire, bien organisé, prospère pour le plus grand bien du pays. Lui et ses collègues (il était accompagné de son collaborateur du Muséum Laurillard, car il menait du même pas ses recherches scientifiques) visitèrent la Zélande, Middlebourg, Breda, Bois-le-Duc, — puis Dordrecht, Rotterdam et Delft, la Haye, et de là, par Leyde, Amsterdam, Harlem, Nimègue, et, poussant vers le Nord-Est, Groningne, la Frise et la Frise Orientale.

Les observations qui servirent à rédiger son volumineux rapport à l'Empereur remplissent un petit carnet à l'écriture serrée, et sont riches, précises, avec des croquis et des plans d'écoles, des listes de livres de classe, des analyses de méthodes pédagogiques, — et toujours le schéma du fonctionnement administratif, financier, budgétaire de chaque œuvre; du

reste, même dans le rapport, il sait évoquer les beaux villages du Nord de la Hollande, les paysages de marécages et de polders, — la propreté et l'ampleur des bâtiments consacrés à l'instruction.

« Nous eussions voulu en étudier encore plus profondément toutes les circonstances, bien persuadés qu'il en est une foule qu'il faudrait répandre dans toutes les écoles de l'Empire, et qui finiraient par avoir les effets les plus marqués sur les mœurs des classes inférieures. »

Et voici ses conclusions : il y a trente ans, « les petites écoles hollandaises ressemblaient à celles de tous les pays ». C'est l'initiative d'un ministre mennonite qui transforme du tout au tout la situation; il fonde en 1784 la *Société du bien public*, qui compte en 1809 plus de sept mille membres. La société édite d'abord des livres de vulgarisation populaire, remplaçant « les soi-disant almanachs du berger, puérils et superstitieux », puis des livres et commentaires pour les classes; recherchant les meilleures méthodes pédagogiques, elle fonde enfin des écoles, qui servent temporairement de modèles aux autres. Cette initiative met en branle l'action officielle : une loi, en 1806, contrôle et soutient les écoles privées, fonde des écoles publiques, règle les conditions exigées de tous les maîtres, et institue quatre certificats progressifs de capacité; — organise l'inspection; veille à la fois au bien-être du personnel et au perfectionnement des méthodes.

Cuvier fait adopter, le 9 novembre 1811, un projet de décret qui charge le Conseil de l'Université d'étendre l'essentiel du système hollandais à l'Empire. Mais le Conseil, mis en sommeil par Fontanes, n'aboutit à rien.

Du reste, sous la direction indolente de Fontanes, l'Université allait se décomposant et s'écartant du plan qui était sa raison d'être. Ses trop nombreuses facultés de sciences et de lettres n'étaient que les annexes des classes supérieures des lycées; mais en approuvant, le 4 août 1810, les Statuts des Frères, le grand maître introduisait dans l'Université un corps parasite. Les institutions et pensions étaient subordonnées aux lycées, mais une concurrence nouvelle apparaissait, celle du clergé. Fondée dans ces années de détente

qui suivirent le concordat, l'Université se donnait comme catholique; ses grands chefs l'étaient; les boursiers, le petit personnel des surveillants, bien des professeurs, étaient restés à la fois militaristes et antireligieux. Le clergé imagina, disposant librement des grands séminaires, écoles spéciales de formation cléricale, de constituer des écoles soi-disant préparatoires, les petits séminaires, bénéficiant des mêmes immunités. Les familles hostiles à l'Empire, ou simplement hostiles aux lycées, y envoyèrent en masse leurs enfants, sans du reste avoir la moindre intention d'en faire des prêtres. L'Empereur pressentit alors que Fontanes, qui ne réagissait pas, le trahissait, et il chargea d'une enquête son ministre de la police, puis il imposa le décret du 15 novembre 1811, qui subordonnait étroitement, brutalement, les petits séminaires aux Lycées.

Aussi lorsque l'Empire tomba, ce fut une ruée, un assaut, un concert de clameurs contre l'Université, qui, cléricale et antibonapartiste avec Fontanes, paya ainsi sa marche louvoyante. Dès le 5 octobre 1814, les évêques reprenaient le contrôle des petits séminaires, qui restaient des collèges libres; ils se taillaient ainsi, dans le domaine universitaire, un vaste domaine autonome. Fontanes et son entourage, fuyant sous le vent, préparaient une révision, coordination et amélioration du décret constitutif de l'Université, mais ils furent devancés et ne purent éviter la catastrophe. Le 17 février 1815, paraissait une ordonnance émanant du ministère de l'Intérieur; le ministre, l'abbé de Montesquiou, avait voulu détruire l'Université; mais son chef de cabinet, le protestant et universitaire Guizot, d'accord avec son ancien collègue à la Faculté des lettres de Paris Royer-Collard, et sans doute suivant les conseils de son coreligionnaire Cuvier, aménageant le projet, la réorganisait en la décentralisant. Il n'eut pas le temps de vérifier que sa réforme était inexécutable, puisque moins d'un mois après sa promulgation, il s'enfuyait à la suite du Roi à Gand. Elle n'avait eu qu'un résultat et considérable : en supprimant la grande maîtrise, le Conseil et ses dignitaires, elle éliminait Fontanes de l'instruction publique; il ne devait jamais y revenir.

Désormais, l'action personnelle de Cuvier va apparaître de plus en plus. Dès le retour de l'Empereur, qui rétablit aussitôt l'Université, — à la suite d'un long entretien avec l'ancien consul Lebrun, duc de Plaisance, chargé de la grande maîtrise, il présente un plan personnel, un plan d'ensemble, et où se marquent déjà les grandes lignes du programme qu'il voudra réaliser pendant la seconde Restauration.

Mais voici Waterloo; voici les ultras au pouvoir, et l'Université, qui pendant les Cent Jours s'est affirmée impériale et jacobine, plus suspecte que jamais. On peut prévoir qu'elle sera la première des institutions napoléoniennes que balaiera la Chambre introuvable dans sa passion de régénération. Elle est d'autant plus menacée que l'on découvre qu'en fait elle est illégale : la loi de 1806 avait spécifié, en son article 3, que l'organisation du corps enseignant serait présentée, mais *sous forme de loi*, et au corps législatif, à la session de 1810; n'existant que par un décret du gouvernement renversé, ses prescriptions restèrent sans sanction, ainsi que l'établirent les jugements de nombreux tribunaux; elle n'était plus que provisoire.

Ce ne fut que comme un organisme provisoire chargé des affaires courantes en matière d'enseignement qu'elle fut maintenue par Louis XVIII restauré, le 15 août 1815, et la promesse était faite d'une loi prochaine, qui établirait un système définitif. Or, si l'Université de provisoire devint définitive, ce fut essentiellement l'œuvre de Cuvier; et cette loi d'ensemble, ce statut organique, dont on discutait encore à la fin du règne de Louis-Philippe, et qui ne fut jamais adopté, Cuvier, qui le rédigea, faillit en faire une réalité en 1818; un an avant sa mort, il venait de l'adapter aux nouvelles conditions politiques.

***

L'ordonnance du 15 août 1815 remplaçait toute l'ancienne administration par une commission de cinq membres : Royer-Collard la présidait; il avait comme collègues l'orientaliste Sylvestre de Sacy, Georges Cuvier, Guéneau de Mussy et l'abbé Frayssinous. Tous étaient partisans de l'institution

universitaire, mais ils ne la concevaient pas tous semblablement. La minorité, Guéneau de Mussy et Frayssinous, représentait la tradition de Fontanes. Frayssinous, fort occupé par ailleurs, se choisit bientôt pour remplaçant un autre ecclésiastique, l'abbé Eliçagarai, émigré fanatique, qui rapidement fut en assez mauvais termes avec ses collègues. Il disait que la commission incarnait cinq des sept péchés capitaux, et que lui représentait la colère; c'est lui qui, dans une inspection à Marseille, devait prononcer la parole fameuse : « le Roi n'a pas besoin de savants ». — Des trois membres de la majorité, Sylvestre de Sacy, janséniste et libéral, ne semble pas avoir eu une activité administrative remarquable. Royer-Collard, comme président et homme politique, était tourné vers le dehors, vers le ministère de l'Intérieur et vers les chambres; ce rôle de protecteur est bien précisé dans la lettre d'adieu que lui adressèrent ses collègues, lors de sa démission, en 1819. Mais l'animateur technique de la commission, le grand moteur, qui conçut résistances et réformes, fut Cuvier; il le fut au suprême degré, et son rôle prépondérant s'explique non seulement par les particularités propres à ses collègues, mais par sa prodigieuse activité, sa surprenante supériorité intellectuelle.

Les attaques dans la presse ou à la Chambre devenaient dangereuses. Ces fonctionnaires décidèrent d'y répondre : par un subalterne notamment, ils firent réfuter le discours d'un député de la majorité. Imagine-t-on, en 1932, le directeur de l'enseignement supérieur faisant répondre par brochures anonymes à un discours de M. Léon Blum ou de M. Louis Marin? Puis, pour lancer après les escarmouches un coup décisif, une œuvre maîtresse, documentée, philosophique, Royer-Collard demanda à Guizot d'écrire un *Essai sur l'histoire et l'état actuel de l'instruction publique en France.* Or de cet écrit remarquable les quatre premiers chapitres, sur les six qui le composent, sont de Cuvier; le manuscrit autographe forme quarante-cinq petites pages; il traite excellemment de l'histoire de l'instruction de la Révolution à la fin de l'Empire. Le reste, c'est-à-dire l'œuvre de la commission en dix mois, est le démarquage d'une note adressée au ministère de l'Intérieur, sans doute aussi de Cuvier.

Et, dans cette période exceptionnellement difficile qui va d'août 1815 à 1817, malgré un ministère et une Chambre d'abord hostiles, des réformes considérables et heureuses ressuscitent l'Université. Elles ne sont pas le fait des circonstances, le produit d'une politique au jour le jour; elles constituent des parties d'un programme qui se mûrit : celui qui médite ce programme est G. Cuvier.

Pour les mener à bien, et s'assurer tout au moins la neutralité dédaigneuse des pouvoirs publics, il fallait d'abord procéder à une épuration politique du personnel. Cuvier était très loyaliste, et, lui qui avait servi et devait servir tous les régimes, il estimait qu'ils devaient être servis chacun en leur temps, de façon à ne pas troubler par des manifestations intempestives la bonne marche de l'administration : neuf recteurs, cinq inspecteurs d'Académie, trois proviseurs, un censeur, trente-six professeurs, trois économes, un très grand nombre de maîtres d'études, treize principaux, soixante-dix-sept régents furent destitués, un bon nombre d'autres furent suspendus ou déplacés; trois cents boursiers renvoyés.

Et l'on put passer ainsi à l'essentiel. Dans l'enseignement supérieur, Cuvier, par économie et pour dégager le terrain, fit supprimer dix-huit facultés des lettres, trois de sciences, facultés qui n'avaient aucune vie scientifique, ni utilité, puisque les grades qu'elles auraient pu conférer n'étaient pas encore exigés comme condition préalable à certains emplois, et il renvoya à leurs chaires de lycée ou mit à la retraite tels ou tels qu'il dépeint d'un trait dans ses carnets : Montjoye, de Bourges, « un vieux radoteur », Chalumeau, le professeur d'histoire, « espèce de fou, sans éloquence », Mathieu, de Dijon, « jacobin qui a cassé les vitres », Caurey, le doyen des lettres de Montpellier, « octogénaire et sourd », le professeur de chimie Jocquot, « homme ridicule, tête à l'envers », le doyen des sciences de Toulouse, Romieu, « prêtre défroqué allant aux spectacles et aux maisons de jeu », Dispans, le professeur de chimie, « sujet à des attaques de folie », et tant d'autres.

Dans l'ordre secondaire, il sentait depuis longtemps que l'organisation financière des lycées, devenus collèges royaux, était défectueuse. Les circonstances en avaient terriblement aggravé les inconvénients. Dès qu'il put avoir

l'appui du ministère de l'Intérieur, dès que le modéré Lainé eut remplacé l'ultra Vaublanc, il fit entreprendre une réforme trop aride pour être exposée ici, mais qui permit de payer régulièrement les professeurs, et de relever du même coup leur moral, de sauver les collèges de la faillite, et de les mettre en mesure de renouveler leur matériel, d'acheter des bibliothèques, des cabinets de physique, des maisons de campagne; les internes eurent des draps neufs, et les lits de fer remplacèrent les vieux lits en bois infestés de vermine.

Mais sa réussite la plus remarquable fut d'obtenir en février 1816, en pleine terreur blanche, l'ordonnance qui fondait en France l'instruction primaire, et qui est l'origine de toute notre législation en cette matière. Lui et ses amis étaient au Conseil d'État, le frère aîné d'Ambroise Rendu était secrétaire général du préfet de la Seine. On amena le ministère de l'Intérieur à demander à la Commission un rapport sur une école fondé rue Jean-de-Beauvais par la *Société pour l'instruction élémentaire*. Cuvier le rédigea, conclut qu'il ne fallait pas se borner à encourager une école de quartier, lorsque quatre mille enfants illettrés vagabondaient dans Paris, et qu'en bien des départements la majorité des paysans ne savait pas lire, et annexa à son rapport le projet d'ordonnance. Ce projet fut amendé par de prudentes concessions aux amis des Frères, inquiets, et au grand aumônier. Et voici qu'enfin des mesures d'ensemble sur les petites écoles deviennent exécutoires dans toute la France, que l'Université, sans que ses ennemis s'en rendent encore bien compte, s'annexe une immense province. L'ordonnance s'inspire de l'exemple hollandais : toutes les initiatives privées encouragées, mais surtout la méthode anglaise de Lancaster, que prône la *Société pour l'instruction élémentaire*; des comités cantonaux de notables, pour choisir les instituteurs, coordonner et surveiller, — les instituteurs obligés, après un examen subi devant le recteur, de se pourvoir de l'un des trois brevets de capacité. — L'organe était économique, d'application immédiate. Du reste, Cuvier, pénétré de ce fait que toute institution, pour s'enraciner, a besoin de temps, et pour porter des fruits, doit évoluer selon son principe, suggérait d'attendre, avant de faire de l'ordonnance une loi, que

l'expérience ait fait connaître « ce qui manquait encore à sa perfection ».

Cependant le gouvernement avait promis une réorganisation de l'instruction publique. Des projets s'élaboraient, et ce qui filtrait des milieux informés jetait la panique, d'un bout de la France à l'autre, chez les universitaires; car il semblait bien que les réformes esquissées se feraient contre l'institution impériale et amèneraient sa subversion totale. Ou bien l'instruction serait assurée par les petits séminaires et les pensionnats que contrôleraient évêques et municipalités; — ou bien l'on créerait, comme le suggérait de Bonald, deux grandes congrégations enseignantes; la Chambre introuvable n'avait pas encore choisi lorsqu'elle se sépara en avril 1816. — Laîné, le nouveau ministre de l'Intérieur, après de longues et minutieuses consultations de préfets et de techniciens, créa une commission de réforme, formée de deux évêques, du rancuneux Fontanes et de son ami Chateaubriand; Royer-Collard y représentait l'opposition. Elle conçut le plan d'une Université où des congrégations formeraient l'élite du personnel secondaire et du personnel primaire, où l'École normale serait en même temps grand séminaire, et qui aurait comme protecteur un ecclésiastique éminent.

La dissolution de la Chambre introuvable (5 septembre 1816) et les élections d'octobre anéantirent ces plans, et ce furent les universitaires qui furent chargés de préparer le projet de loi sur l'Université. Cuvier le rédigea. Il fut discuté à plusieurs reprises devant le ministre, et soumis au Conseil d'État en décembre 1817. On affirme généralement que la période qui va de 1808 à 1814 est la période idéale de l'Université, que la grande maîtrise de Fontanes résume tout ce que l'on pouvait espérer de cette institution, et qu'après il n'y a plus que décadence. En réalité, c'est le projet de Cuvier qui dégage l'essence et la philosophie du système universitaire, qui s'épanouit non pas sous l'Empire, mais de 1815 à 1822.

Et tout d'abord, qu'est-ce que l'Université? C'est une institution nouvelle, dont aucun peuple n'a bénéficié jusqu'à présent, et dans un de ces magnifiques développements historiques qui sont comme la signature de ses écrits, Cuvier

dépeint à larges traits les peuples du Nord avec leurs Universités, les peuples catholiques avec leurs associations enseignantes, celles de la France d'avant 1789 surtout, qui distribuaient gratuitement leurs leçons au hasard et ne préparaient en aucune façon les jeunes gens à vivre dans un état moderne.

L'objet de l'Université est avant tout politique; c'est un moyen de stabiliser l'État et d'empêcher une nouvelle révolution. Mais est-ce en pétrissant les cerveaux, et en imposant brutalement une direction à l'esprit public, comme le rêvait Napoléon? Non, c'est par la possibilité de donner à tous les esprits un lien commun, l'unité de formation, d'établir ainsi « l'accord le plus parfait entre l'ordre public et les opinions individuelles », et, en même temps, « de fournir à la nation ce *développement énergique des facultés*, nécessaire pour lui conserver le rang qu'elle occupe depuis tant de siècles et avec tant de gloire parmi les peuples civilisés ». Elle sera « une sorte de congrégation royale et nationale », guidée par trois principes : la religion, ce qui ôtera à l'Église tout prétexte d'intervention dans les choses d'enseignement, le loyalisme politique, et surtout la science, « parce que dans l'état actuel de la civilisation, nul peuple ne peut demeurer stationnaire dans ses connaissances sans se voir bientôt déchoir de sa force et de son rang ». Mais elle n'offrira pas le danger des anciennes congrégations, milieux clos où un secret pouvait se garder, puisque à côté de chaque établissement, des petites écoles aux facultés, il y aura des comités de surveillance, des conseils d'administration, composés de magistrats, préfets, juges, et de pères de famille, ou, comme nous dirions, d'usagers.

Formés de plus en plus par l'École normale, élevés en commun au « centre des lumières », ayant bénéficié d'une forte culture supérieure, d'ailleurs liés par des engagements temporaires analogues aux vœux simples des congrégations (l'engagement décennal qui subsiste toujours), garantis par des règles fixes dans leur carrière et leur avancement, les universitaires sont assurés de ne dépendre jamais que de leurs pairs, et non de bureaux ou de chefs étrangers : c'est le seul moyen de conserver les « ressorts moraux », principe

de vie de l'institution. Aussi à leur tête se trouve un conseil de neuf membres, tous universitaires, le conseil supérieur, qui, pour observer la règle constitutionnelle, s'insère dans le rouage de l'État par le ministère de l'Intérieur. Il doit donc y avoir un esprit de corps. Cuvier qui, à sa façon, l'avait à un haut degré, y tenait essentiellement. On lit dans un de ses carnets, lors, je crois, de la préparation du « mouvement » pour 1821, cette mention, sur le recteur de Pau : « Recteur honnête, juste, *aimant l'université* », et sur celui de Poitiers : « Recteur laborieux, intègre, *universitaire* ».

On ne saurait concevoir, dans un corps aussi fortement constitué, l'existence de congrégations particulières qui viendraient rompre son unité. Cuvier repousse formellement tout plan de cette nature; dans l'instruction primaire elle-même, il ne veut connaître que des instituteurs; il ignore les Frères comme congréganistes, il ignore plus encore leur institut.

A la question des congrégations, se lie celle des petits séminaires, puisque la Société de Jésus, non autorisée, a pris la direction de quelques établissements très prospères. Sur ce point aussi Cuvier est formel, car ici est menacée l'unité morale du pays, unité morale qui ne peut subsister que par l'unité d'éducation; il ne doit pas y avoir deux France. C'est pour cela que l'Université, qui est une, doit être universelle, et que l'obligation pour les pensions de conduire leurs élèves aux classes des collèges est maintenue. Cuvier va même plus loin. Il voudrait qu'il n'y eût pas d'établissements réservés aux futurs ecclésiastiques.

Peut-être même ne trouvera-t-on pas avantageux que les futurs ecclésiastiques soient, dès l'enfance, sequestrés du reste de la jeunesse, qu'ils deviennent étrangers à leurs frères, à leurs camarades, pour être dressés en quelque sorte avant l'âge de raison à un certain ordre d'idées dont le gouvernement ne prendrait pas connaissance. Il n'en était pas ainsi autrefois, et ces prélats illustres, qui ont honoré l'Église de France, ces curés, dont les mœurs et la charité sont encore en si grande vénération, avaient étudié les lettres avec les guerriers, avec les magistrats, avec les jurisconsultes et les négociants qu'ils devaient retrouver dans le monde. C'est ainsi que l'Église Gallicane a toujours été liée à l'État...

Les candidats au sacerdoce feraient leurs études secondaires dans les collèges, et leurs études supérieures non pas dans les grands séminaires, où l'enseignement est restreint, mais dans les facultés de théologie, de façon scientifique, historique et critique.

Mais ceci nous conduit à son programme en matière d'enseignement supérieur. Avant tout il combat l'idée de disperser les facultés, et surtout cette solution extrême qui date du Consulat, de faire dépendre les facultés de droit du ministère de la Justice, celles de médecine de l'Intérieur, de renfermer celles de théologie dans les grands séminaires, et celles des sciences et des lettres dans les collèges. Il faut que les diverses branches du savoir soient en contact. « C'est ainsi que se sont formées en Allemagne et en Italie ces espèces de républiques savantes, que les voyageurs instruits visitent avec tant de plaisir. » Il veut des facultés de théologie catholiques dotées d'une *chaire de libertés gallicanes*, et pour allumer les foyers de haute culture, pour les entretenir, et d'autre part pour donner une formation savante à l'élite de la nation, il envisage d'exiger, pour accéder aux diverses fonctions ecclésiastiques et civiles, la production de grades obtenus devant les facultés.

Qui bénéficiera de cette instruction? Il admet que les bourses secondaires, encore données par faveur, et qu'il faudrait répartir après concours, soient prolongées pour la durée des études supérieures. Mais en dehors de cette disposition propre à mettre les « talents pauvres » à la disposition de la société, il ne veut pas que l'instruction secondaire soit à la disposition de tous; il voit dans la gratuité des collèges du XVIII^e^, une des causes principales de la Révolution : « Il faut se garder de la prodiguer sans discernement aux hommes qui ne pourraient en faire usage sans s'exposer au besoin d'interrompre plus ou moins l'ordre de la société. »

Par contre il faut prodiguer l'instruction primaire. L'article 11 du projet décide que :

L'instruction primaire est universelle en ce qui concerne la lecture, l'écriture et l'arithmétique. Les enfants des indigents la reçoivent gratuitement.

Et il voit dans cette instruction un puissant moyen de conservation sociale :

Fournir à la partie pauvre du peuple tout ce qui peut l'aider dans son industrie, tout ce qui peut lui inspirer le sentiment du devoir, lui faire goûter le bonheur de l'ordre, la consoler de sa position souvent si triste, et empêcher qu'elle ne se rende un instrument docile pour chaque factieux qui voudra lui faire des promesses, est non seulement un devoir étroit pour la société, c'est encore le garant le plus sûr qu'elle puisse lui donner, et, après la religion, l'instruction primaire est le seul moyen dont elle dispose pour cela... Du reste sans elle... la religion dégénère en pratiques superstitieuses.

L'instruction est moralisante; elle habitue les enfants à l'ordre, et les fait échapper « à la contagion de la conduite ignoble des gens de leur classe ».

Cette conception de l'instruction « opium du peuple » est assez éloignée de la conception de l'école unique. Elle représente pourtant un progrès considérable. Le projet, grâce aux observations faites après vingt mois d'application de l'ordonnance de février 1816, donne les moyens de fonder effectivement l'école primaire. Il trace ainsi les lignes essentielles de la loi de 1833. Cuvier a remarqué qu'il n'y a pas à espérer beaucoup, en France, au rebours des pays protestants et de la Hollande, de l'initiative individuelle, ou de la perspicacité des communes; l'instituteur n'étant pas payé, il est impossible que l'école vive. Le projet charge donc le préfet de déterminer le traitement de l'instituteur, et de le prélever au besoin sur les revenus réguliers de la commune, ou par l'imposition de centimes additionnels. Ainsi s'étend l'intervention de l'État enseignant en un domaine où les communes étaient restées libres.

***

La discussion du projet était si avancée, son adoption par les Chambres si probable, que déjà les Jésuites délibéraient de la façon dont ils sauveraient leurs collèges en leur donnant une apparence de légalité. Pourtant la loi ne fut jamais présentée. Toute l'année 1818 fut marquée par la résistance des Frères qui, forts de la reconnaissance de leurs statuts

en 1810 par Fontanes, exigèrent d'être traités par l'Université comme congrégation. Au début de 1818, Decazes remplaça Lainé à l'Intérieur; il était fort attaqué par les Droites; le Roi soutenait les Frères. Il ne se soucia pas d'engager une bataille qui pouvait être désastreuse. Il découragea l'Université et Royer-Collard démissionna. Les frères avaient tué le projet de loi.

Cuvier devient président de la Commission, qui, le 1er novembre, est transformée en conseil royal; il n'est plus le premier parmi ses collègues, mais une sorte de sous-secrétaire d'État. De décembre 1820 à juillet 1821, cette présidence renforcée est donnée à Corbière, un député de droite, qui, sans consulter les universitaires, use de ses pouvoirs en faveur du clergé. De juillet 1821 au 1er juin 1822, Cuvier revient à la présidence, mais comme un intérimaire, avant de faire place au grand maître rétabli, à Mgr Frayssinous. — Tant qu'il préside, il suit sa nouvelle tactique : réaliser par morceaux ce qui n'a pu être voté en bloc; plusieurs mémoires qu'il écrivit pendant cette période, s'intitulent : *Notes sur les mesures à adopter pour porter l'Université au degré de perfection qu'elle peut atteindre.* Et le succès fut obtenu sur bien des points importants : les comités cantonaux chargés de l'instruction primaire furent réorganisés; dans les collèges la répartition des bourses communales fut soustraite à l'arbitraire des conseils municipaux; pour frapper indirectement les établissements ecclésiastiques, le grade de bachelier ne put être conféré qu'aux candidats ayant suivi la rhétorique et la philosophie dans un collège de l'Université; dans l'ordre supérieur, des chaires de droit naturel, de droit des gens, de droit public et administratif français, d'économie politique (cette dernière non pourvue) furent créées à la faculté de droit de Paris; la juridiction de l'Université fut étendue sur les étudiants, ce qui l'affermissait vis-à-vis des administrations préfectorale et judiciaire; les petites écoles de médecine furent réunies à l'Université.

En outre, il s'attachait au détail des affaires, aux nominations, attentif à bien placer les élèves de l'École normale, averti des faiblesses du personnel, surtout, semble-t-il, lorsqu'il n'était pas universitaire de formation. Le censeur

de Metz, lit-on dans les petits carnets rouges, l'abbé Camus, « ne fait pas ses fonctions; il a soixante ans, il est sourd, on le croit ivrogne; lui donner sa retraite »; à Clermont, le proviseur, l'abbé Borie, « trop confiant, trop mou, ancien sulpicien, ... suspect pour ses mœurs quoique très âgé; sort tard, dans les rues suspectes; a cependant l'extérieur édifiant, et voit très bonne compagnie ». A Bourges, le proviseur, l'abbé Mougin, « ancien directeur de petit séminaire, jeune, soutenu par l'esprit de parti, a besoin d'être surveillé pour l'administration pécuniaire »; et ce croquis du collège de Besançon, où « tout va comme dans un séminaire, pas de discipline, mais les études sont meilleures; l'abbé d'Aubonne, proviseur, est partisan de Lamennais, l'abbé Astin, professeur de philosophie, est contre; le censeur, abbé Perruche, est neutre ». A Dijon « l'abbé Thomas, censeur, ancien aumônier du régiment de M. de Coëffier à l'armée de Condé, est vieux et sourd, incapable d'une première place ». Il s'arrêtait même au professeur de 6e, « amoureux de sa blanchisseuse. Il faut tâcher de l'ôter de là, mais il faudrait lui éviter cette sottise ». Conscient des difficultés du moment, avec une prudence, un opportunisme, que le baron Pasquier et d'autres trouvèrent excessifs, il s'étend dans ses instructions sur la nécessité de ménager le clergé et d'éviter toute affaire.

Les circonstances étaient telles, en effet, qu'il ne put arriver à un résultat sur les trois points essentiels qui lui tenaient à cœur. Il ne put faire obliger les communes à payer les instituteurs; il y avait chez les hommes de droite des préventions contre l'éducation populaire, ou une préférence exclusive pour les frères, généralement subventionnés par les conseils généraux. — Il ne put rien obtenir d'efficace contre les petits séminaires, et l'enquête qu'il provoqua en 1819 ne donna aucun résultat. — Il ne put faire réserver les hautes fonctions ecclésiastiques aux bacheliers et aux licenciés des facultés de théologie. Il ne put non plus obtenir la création de cette faculté d'administration qu'il voyait, fort de son expérience de Stuttgart, placée à côté de la faculté de droit. On y aurait enseigné l'économie politique, les finances et la comptabilité budgétaire, mais aussi l'agriculture, la technologie, la technique forestière et minière et l'hygiène.

Elle aurait été réservée aux bacheliers ès sciences ayant fait une année de droit. Son diplôme aurait seul permis l'accès aux fonctions administratives, sous-préfectures et préfectures, maîtrise des requêtes. Une telle institution aurait donné à la France une administration incomparable, mais tous les régimes ont préféré se réserver le droit de nommer leurs hommes de confiance, même illettrés, aux grands postes de l'État.

***

Le grand maître, créé par l'ordonnance du 1er juin 1822, avait des pouvoirs considérables, toutes les nominations, et l'élaboration des règlements et statuts : le Conseil royal les discutait, mais comme une réunion d'experts. Le nombre des conseillers était porté à neuf, ce qui diminuait d'autant l'influence de chacun. Par-dessus le grand maître, qui ne devint qu'en 1824 ministre indépendant, et le ministre de l'Intérieur agissait pour son compte, suspendant, supprimant, révoquant, mais obligé d'accepter l'institution universitaire désormais solide.

Dans cette organisation, le rôle de Cuvier, en dehors de ce qui touche aux facultés protestantes, s'efface. Les désaveux les plus retentissants avaient été donnés à sa politique : ainsi le 27 juillet 1822, un des derniers jours de sa présidence, il proclamait à la Chambre le caractère indispensable de l'École normale : « Supprimer l'École normale serait supprimer l'Université ». Le 6 septembre, l'École normale, sur l'initiative de Corbière, était supprimée par ordonnance. Il resta en place cependant. En mai 1826, il intervint, comme commissaire du roi, pour défendre devant la Chambre des pairs le projet sur les écoles secondaires de médecine; ce fut sa seule intervention importante.

Il n'en jugeait pas moins le régime, mais comme particulier et comme savant. Au secrétaire de l'Université de Londres en voie de fondation, qui le consultait en mars 1827, il exposait sa conception de la véritable Université :

Des maîtres nombreux, et entre lesquels les élèves puissent choisir, un enseignement oral, improvisé, sur des traités abrégés, imprimés,

des examens sévères..., des collections matérielles riches, méthodiques, et d'un usage aussi facile que leur conservation peut le permettre, point d'inscriptions ni d'assiduité forcées, voilà ce qui me paraît devoir élever une Université au-dessus de toutes les autres.

Il rappelait avec une pointe de mélancolie que, depuis vingt ans, il avait été « l'un des principaux chefs de cette Université de France qui embrasse toutes les écoles du royaume », qu'il avait « inspecté officiellement pendant quelque temps toutes celles de Hollande, de la Basse-Allemagne, de Piémont, de Toscane, même des États romains » et qu'il avait « toujours cherché à introduire en France, autant que cela lui avait été possible, ces différents moyens de succès ». Il n'avait pas réussi à instaurer son programme, « mais par des raisons étrangères au fond des choses, et dont il est aisé de connaître la nature ».

Dès août 1830, des journaux universitaires libéraux raillèrent, par antiphrase, la « vigoureuse résistance qu'il avait opposée aux actes vexatoires de l'administration de MM. l'abbé Frayssinous et de Guernon-Ranville » l'on notait avec ironie qu'il se retrouvait, à son retour de Londres où il était resté exactement un mois, — le mois de la Révolution — conseiller d'État et membre du Conseil royal de l'instruction publique, comme devant.

Pourtant il commençait une vigoureuse action pour réparer et refaire ce qui avait été détruit depuis 1822, pour perfectionner ce qui avait subsisté, et pour maintenir l'essentiel d'un système reposant sur l'unité de l'éducation, le monopole et le contrôle, malgré l'article de la nouvelle charte, qui, par la conjonction des catholiques et des libéraux, fondait la liberté d'enseignement.

Il défendit brillamment à la Chambre le système universitaire. Il présenta un projet d'ordonnance pour la création de nouvelles chaires à la faculté de droit de Paris, et dans son exposé de motifs, il notait le caractère purement pratique, bassement terre à terre et antiscientifique, du régime consulaire et impérial ainsi que de l'administration de Frayssinous; il demandait le rétablissement des chaires qu'il avait fait créer en 1819, et qui avaient été supprimées après

1822 et surtout la chaire d'histoire du droit français et de la législation européenne.

Enfin il élabora un nouveau projet de loi sur l'ensemble de l'instruction publique, faisant une place — aussi petite que possible — à la liberté d'enseignement. Il y établissait d'abord la suprématie de l'enseignement officiel soutenu par l'État, les départements et les communes. Il laissait en blanc le titre relatif à l'instruction primaire, avec cette mention, grosse de signification : « le projet de loi déjà préparé », — le projet qui deviendra la loi Guizot en 1833. Quant aux établissements libres, qui ne pourront être dirigés par des membres de congrégations non autorisées conformément aux ordonnances du 16 juin 1828, il les soumettait à l'inspection non seulement, comme aujourd'hui selon la loi Falloux, sous le rapport de l'hygiène et de la moralité, mais sous le rapport du matériel et de l'état des études. Les infractions relevaient exclusivement de la juridiction universitaire. Dans l'enseignement supérieur, il soulignait, toujours tenace et attaché à son idée maîtresse, que « les grades nécessaires pour les emplois de l'ordre civil et ecclésiastiques seraient déterminés par une loi ». Ainsi, si l'enseignement privé bénéficiait d'un certain relâchement de surveillance, il se retrouvait soumis, d'une autre manière, à l'Université, par l'obligation des grades à conquérir, donc des examens à préparer, donc des programmes officiels à suivre.

L'unité de la pensée de Cuvier reste entière malgré les fluctuations de la politique de 1802 à la fin de sa vie.

S'il n'avait été emporté en pleine vigueur au moment où il entreprenait une action nouvelle, si cette force n'avait brusquement disparu, que serait-il advenu de l'instruction publique sous la Monarchie de Juillet? Des universitaires étaient au pouvoir, Guizot, son collaborateur de 1815-16, V. Cousin, qui avait vu les Universités allemandes. Que n'eût-il pas réalisé avec eux, lui qui avait à la fois l'aptitude à connaître et à analyser les détails, la puissance de synthèse, qui groupe, classe, hiérarchise, et la souplesse qui sait attendre et biaiser?

Renforçant Guizot, Dubois, V. Cousin, il eût obtenu la

création des Universités; il eût vaincu la tendance des Villemain et des Salvandy à multiplier les facultés isolées, machines à fabriquer des grades déconsidérés : or cette tendance, qui triompha, abaissa les études jusqu'en 1896. — L'enseignement supérieur était la raison d'être de son système; il ne l'avait pas conçu pour servir et glorifier un régime ou un culte; chez lui, ni mystique politique, ni mystique religieuse. A ses yeux, sous le régime, qui passe, il y a l'État, émanation de la nation; et l'État ne peut prospérer matériellement, s'il ne dispose d'une élite intelligente et de solide culture. — L'opposition que l'on aime à créer aujourd'hui entre la nécessité des examens, qui absorbent la vie universitaire, et la culture désintéressée, n'existe pas chez Cuvier; l'obligation des grades amène à l'Université l'élite déjà préparée par de fortes études secondaires, et l'Université elle-même se trouve portée à une telle température intellectuelle, que même les études à fins pratiques en sont transformées, et que ceux qui les poursuivent sont gagnés à des habitudes d'esprit philosophiques et critiques.

Bien des parties du programme de cet homme que l'on dit un « réactionnaire » représentent encore, pour nous, un progrès à atteindre. Et les maximes qui l'ont inspiré restent plus vivantes que jamais, surtout pour un régime démocratique, notamment celle qui lie la prospérité et la gloire d'une nation au « développement énergique de ses facultés ».

JEAN POIRIER

# LES IDÉES POLITIQUES DE LA FRANCE

La politique, ce sont des idées. Et les courants d'idées politiques, les familles politiques d'esprits, sont loin de coïncider avec les partis officiels et les groupes parlementaires. Il y a là deux systèmes de morcelage assez différents. Cependant les partis et les groupes doivent, dans leurs divisions et leurs articulations, révéler quelque chose de ces familles d'idées politiques, qui elles aussi naissent, meurent, évoluent. Les familles d'idées politiques n'apparaissent à peu près formées qu'après 1815, lorsque quelques données fondamentales, à savoir l'opposition d'une ancienne France et d'une nouvelle, de grands partis opposés en politique, en religion, en littérature, émergent dans la conscience générale, forment un dialogue animé, suivi, et presque, à l'intérieur de la France, un diminutif d'Europe divisée. Elles ont certes changé depuis cette époque, mais en gardant, le long de ce changement, une ligne intelligible. Leurs figures anciennes demeurent aujourd'hui reconnaissables; chacune relève d'une tradition qui l'enracine en pleine histoire.

A ces familles d'idées correspondent plus ou moins des systèmes d'intérêts, ceux-ci donnant à celles-là un corps et une matérialité. Mais cette matière et cet esprit n'importent pas toujours également, et, comme dans les individus, l'esprit peut transcender le corps ou la matérialité commander l'esprit. Quand un parti a réalisé la plus grande partie de son programme

d'idées, il retombe et s'enlise dans des intérêts, une crise s'ouvre pour lui, et son triomphe matériel est, comme la santé pour le médecin, un état précaire qui ne présage rien de bon. Ce fut le cas du Juste Milieu sous la monarchie de Juillet, quand le libéralisme bourgeois eut donné tout son fruit. Ce serait le cas du communisme prolétarien lui-même, s'il accomplissait la révolution matérialiste.

Une *Grandeur et Décadence des familles politiques d'esprits en France au XIXe et au XXe siècle* ferait un grand livre. Nous nous bornerons à opérer une coupe sommaire dans le temps présent. Sans doute eût-elle été différente prise il y a un demi-siècle et le sera-t-elle encore plus dans un demi-siècle. Je crois cependant que les pentes de notre spirituel politique comportent une géographie : si les crues et les sécheresses de leurs cours d'eau dépendent du climat saisonnier, s'ils paraissent tantôt lacs et tantôt filets, ces cours d'eau subsistent, et le visage du pays ne change que lentement.

On distinguerait dans la carte générale actuelle des idées politiques françaises six familles d'esprits, que j'appellerais la famille traditionaliste, la famille libérale, la famille industrialiste, la famille chrétienne sociale, la famille jacobine, la famille socialiste. En d'autres termes, on discernerait six idéologies politiques françaises, lesquelles s'arrangent tant bien que mal, souvent plus mal que bien, avec des systèmes d'intérêts, et ne coïncident parfois que d'assez loin avec des groupes parlementaires, avec une représentation politique. C'est ainsi que la première n'est représentée au Parlement qu'avec une mauvaise conscience, qu'elle y est un amour (du passé) qui n'ose pas dire son nom, tandis que la dernière puise une partie de sa force, même spirituelle, dans sa puissance et son allure parlementaires. Du Parlement qui siège au Luxembourg et au Palais-Bourbon on pourrait dire à peu près ce que le platonicien Mallarmé dit de l'Académie française. C'est un dieu tombé qui se souvient des cieux. Il représente sous une enveloppe grossière un Parlement des Idées, comme l'Académie représente par sa forme, le Concile des Lettres françaises. Il y a autour du Parlement comme autour de l'Académie une disponibilité de foi, un crédit, qui font qu'on peut espérer à tout instant que le dieu tombé remontera, que là-bas

l'idéologie politique resplendira, qu'ici les lettres pures seront honorées. La pureté du droit n'est pas entamée par la misère du fait. Cette misère du fait elle-même, c'est misère d'un droit dépossédé. Il y a en somme un Parlement idéologique que nous voyons plus ou moins divisé en six travées. Concevons-le comme un plafond du Parlement réel, un plafond posé là-haut par le peintre immanent au génie de la France. Lamartine parlait avec justesse quand il disait que sa place à la Chambre était le plafond. Il n'y a plus de place de Lamartine. Nous pouvons du moins en repérer le lieu logique ou possible, évoquer, à défaut du plafond vivant du poète, un plafond abstrait du critique.

## LE TRADITIONALISME

Le trait le plus remarquable de la famille traditionaliste, c'est son importance dans le monde qui écrit, et sa faiblesse dans le monde politique. Ses frontières sont vagues. Il irait de soi, à un certain point de vue, que tous les catholiques fussent traditionalistes, puisqu'ils se relient à une tradition, et même que la principale différence de l'Église catholique avec les Églises protestantes, c'est qu'elle admet comme source d'autorité, sur un pied d'égalité avec l'Écriture, la tradition : nous avons donc là un véritable archétype de tout traditionalisme. Mais ne considérant les familles spirituelles qu'au seul point de vue politique, nous ne retiendrons l'esprit traditionaliste qu'en tant qu'il s'applique à des idées politiques, et qu'il recherche la liaison du présent politique avec des formes et des conceptions anciennes de la société, du gouvernement, de l'État.

Le traditionalisme monarchiste et clérical (ce dernier terme signifiant contrôle du clergé sur la vie intellectuelle, la vie publique, la vie domestique et la vie scolaire) retenait encore, il y a cinquante ans, une grande part de puissance politique, puisqu'en 1885, aux élections législatives, le premier tour de scrutin lui donnait la majorité. Le boulangisme, surtout l'affaire Dreyfus, c'est-à-dire des manques graves de flair et d'intelligence, l'ont réduit peu à peu à une expres-

sion politique qui, si l'on en croyait le langage parlementaire, serait à la limite de zéro. En effet, à la Chambre des Députés, l'extrême droite est représentée par les « indépendants », nom qui désigne aujourd'hui les anciens royalistes. Or on conviendra que le terme d'indépendant exprime l'idée absolument contraire au système de dépendances qu'implique le traditionalisme. A droite, après les indépendants, on trouve les « républicains de gauche ». Il n'existe pas plus de « conservateurs » ou de droite officiellement inscrite qu'il n'existe dans l'épicerie de petits pois « gros ». Encore la hiérarchie de ce légume de conserve commence-t-elle aux pois « moyens » et « mi-fins », tandis qu'est banni de la terminologie parlementaire tout vocable intermédiaire, toute épithète modératrice qui risquerait de ralentir la frénésie avec laquelle le vocabulaire de la maison se met, comme Kanut, à marcher vers la gauche sinistre. L'épithète péjorative de « moyen » est réservée à l'électeur. Il y a le Français moyen, mais il n'y a pas de député « républicain moyen ». Le terme « modéré », qui s'emploie pour désigner un état d'esprit politique, n'est pas accueilli dans la terminologie officielle des groupes. Il faut une acrobatie d'esprit pour comprendre que le groupe qui est à droite des radicaux ne peut pas s'appeler autrement que gauche radicale. Ce terme de gauche disparaît à partir des radicaux tout court. De sorte que la vraie gauche parlementaire commence à la limite exacte où, pour que l'électeur croie qu'on en est, il devient inutile de lui conter qu'on en est. Il est vrai qu'il n'y a pas de groupe radical tout court, mais le groupe radical-socialiste, précédant les groupes socialiste français, socialiste indépendant, socialiste. On appelle radical-socialiste un parlementaire moins radicalement socialiste qu'un socialiste tout court. De sorte que la même comédie qui se jouait, à droite de la césure, avec le mot gauche, reprend symétriquement à gauche de la césure sur le mot socialiste.

Comédie, guignol parlementaire, c'est bien vite dit, mais c'est pensé encore plus vite. La langue du parlementaire, de l'homme dans l'hémicycle, est après tout aussi spontanée, aussi logique que la langue de l'homme dans la rue. Les modifications de langue suivent les modifications de choses.

Mi-gros et mi-fin sont aussi identiques que 2 + 1 et 1 + 2. Mais si le commerce applique aux pois uniquement le terme mi-fin et jamais le terme mi-gros, c'est que le client recherche dans ce produit la finesse, fuit la grosseur, et qu'une demi-finesse lui paraîtra plus fine qu'une demi-grosseur. Le langage du marchand de « petits » pois se meut nécessairement vers le fin, et le plus tôt possible, c'est-à-dire en niant d'abord le non-fin. Si le langage parlementaire se meut pareillement vers la gauche, s'il commence en niant le non-gauche, soit la droite (terme pourtant aussi corrélatif de gauche que gros l'est de fin) cela tient à ce que le Parlement est l'image, le délégué d'un pays politique où l'évolution vers la gauche répond à une sorte de mouvement pur, de racine schématique, où il est entendu qu'on va à gauche, d'une marche irrésistible et nécessaire de glacier, et où le langage politique voit dans l'homme qui dit la conservation et arrêt l'homme qui pense marche arrière, le *réactionnaire*.

Il est probable que la marche vers la gauche s'explique, qu'il y a une cause générale de ce mouvement sinistrogyre. Il remonte aux années qui suivent 1830, quand se forment les deux partis nommés partis de la résistance et parti du mouvement. La résistance apparaît bientôt comme le point de vue des intérêts, ceux de la bourgeoisie, tandis que le mouvement, avec les réformateurs de toutes écoles, avec l'opposition constitutionnelle d'Odilon Barrot, avec le radicalisme de Ledru-Rollin, et surtout, à partir de 1840, avec le prestige de Lamartine, s'identifie avec un parti des idées, ce parti des idées au nom duquel Lamartine, au banquet de Mâcon, déclare la guerre aux « vils intérêts matériels ». Poète et politique, Lamartine était comme l'homme du mouvement pur; âme même du fluide, il reste dans notre pays politique l'homme drapeau de la marche à gauche.

*Marchez! L'humanité ne vit pas d'une idée.*
*Elle éteint chaque jour celle qui l'a guidée.*
*Elle en allume une autre à l'immortel flambeau.*

Les réactions n'ont jamais été depuis 1848 que des arrêts momentanés du mouvement, et l'ancien carbonaro Napoléon III lui-même ne présente pas sous une autre figure

celle du 2 décembre. Le mouvement porte d'ailleurs un nom religieux, un nom à majuscule : c'est le Progrès. Et le Progrès, ce sont les progrès, ce sont essentiellement deux progrès : le progrès des lumières, pour parler comme le XVIIIe siècle, et le progrès des conditions. L'un et l'autre ont formé et forment encore tout l'élément moteur de l'idéologie républicaine.

Par le progrès des lumières, il faut entendre ceci : l'institution d'enseignement devenue autre chose que l'instruction élémentaire assurée par la loi Guizot, à savoir un instrument de propagande pour des idées et un moyen d'émanciper les esprits. Le grand problème républicain, le point de contact de la mystique et de la politique, sera le problème de l'école : notons même dans l'usage et dans l'opposition de ces termes de mystique et de politique, au sens péguyste, une réaction du grand écolier, du fils du peuple devant ses maîtres, que fut Péguy, une interpellation venue des bancs de bois de la laïque, un acte et une crise de l'école. République des écoliers, République des professeurs, ne revenons pas sur un terrain déjà bêché.

Le progrès des conditions pris pour idée animatrice de la République, cela a été formulé par le théoricien même du progrès, Condorcet, en une phrase connue : la tâche essentielle de l'État consistant dans un effort continuel pour améliorer le sort de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. Les Saint-Simoniens l'ont repris dans les mêmes termes. On dira que cet effort n'a rien au XIXe siècle de particulièrement républicain, et qu'en général la législation ouvrière de la troisième République n'a fait que suivre, avec du retard, les exemples donnés par l'Angleterre et par l'Allemagne. C'est qu'il faut distinguer, ici, de la législation ouvrière, de la protection du travail, de l'amélioration pratique des conditions par la sollicitude du gouvernement, toutes choses où les monarchies et les dictatures ne le cèdent en rien aux Républiques, ce sont ces idées religieuses du progrès sur terre, du bonheur pour tous, de la condition humaine transfigurée, qui sont devenues une sorte de substitut laïque et d'idéal concurrent du catéchisme.

Cet idéal et ce mouvement répondent à un sentiment humain profond, facilement communicable. Le *Marchez* des

vers de Lamartine pourrait se ramener à un truisme, celui-ci : Dieu, en formant l'humanité de générations qui se renouvellent, et où le fil de l'expérience est constamment rompu, en y éteignant, chaque soir de vie, des yeux dans des tombes, pour en ranimer d'autres au matin triomphant qui suit, lui défend de vivre d'une idée, l'oblige à renouveler ses pensées avec ses êtres, avec ses peuples, avec ses empires. Réduite au dénominateur électoral, l'idée de Lamartine reviendrait à dire que le progrès se fait par la génération nouvelle, et que les enfants sont à gauche des pères. La fonction même de l'école laïque consiste à maintenir ce *sinistrisme* immanent.

A le maintenir, au contraire de l'école confessionnelle, dont la fonction est de réagir contre lui. Dans cette école, ce n'est pas la déviation des enfants par rapport aux pères, c'est la tradition des pères aux enfants qui représente le bien, et qui sert de gage de durée. Honorer ses parents, afin de vivre longuement sur la terre, n'est pas une promesse faite aux individus, mais aux familles, aux groupes humains, qui durent par la tradition, par la lutte pour la tradition, par le maintien, eût dit Quinton, de leur température originelle. L'école confessionnelle est l'instrument de la tradition, comme l'Église catholique reste en France la catégorie de la tradition. C'est moins pour leur donner la foi que pour les attacher à une tradition, que beaucoup de pères incroyants envoient leurs enfants à l'école confessionnelle.

Il y avait une singulière illusion dans cette réponse de Jules Ferry à un député qui lui demandait quelle morale enseignerait l'école laïque : « Mais elle enseignera la vieille morale de nos pères! » Ferry mettait sous la catégorie de la tradition ce qui était né et ne pouvait se développer que sous celle du changement. La morale que l'école laïque enseigne n'a pas seulement échappé au contrôle des pères, mais au contrôle de l'État. Elle est aujourd'hui syndicaliste, socialiste et pacifiste. Expression même de la République, elle a évolué avec la République et selon les mêmes rythmes. Comme spirituel de la République, elle est à la gauche de la République. Le gouvernement de la République, lorsque les Intérêts le dirigent, devient un temporel pur. Mais il l'est alors avec une

conscience craintive. Il se garde de toucher au spirituel, et s'il y touche, il est brisé en dépit des Intérêts. Le groupe délégué particulièrement au spirituel républicain, la Gauche Démocratique du Sénat, Faculté de Théologie de la laïcité, veille, et veillent comme lui, derrière lui, de vieilles et d'invincibles phalanges.

La République est un mouvement, et la fonction de l'école laïque est de placer presque automatiquement à gauche de la génération qui s'en va la génération qui vient. L'école est donc la principale ouvrière du mouvement vers la gauche. Chaque fois que la République a lutté pour son principe, elle a fait de la politique scolaire. Il y eut une exception apparente au temps du boulangisme, où les opinions de l'école étaient très divisées, pour et contre le Général, et où, dans l'Est au moins, elle était généralement pour lui. Il s'agissait alors d'une crise de la mystique républicaine, laquelle, depuis 1871 et Gambetta, était patriotique et nationale. L'année de service militaire des instituteurs à partir de 1889, puis, à partir de 1898, l'affaire Dreyfus, changèrent tout cela : la férule se dressa contre le sabre, le bâton de craie contre le goupillon. Et une nouvelle phase du spirituel républicain commença, le passage dans d'autres signes du zodiaque : aujourd'hui la constellation de l'École Unique!

Si la tradition a été éliminée de plus en plus de la vie politique, si les étiquettes parlementaires qui attestaient des traditions, comme *conservateur* et *monarchiste*, se sont peu à peu décollées, si la faveur est allée à ce mot de *radical*, qui signifie anti-tradition, on le doit donc en partie à l'opération lente et régulière du spirituel républicain matérialisé par l'école. L'école pierre angulaire de la République, ce n'est pas un vain mot. Et pourtant la tradition est là, elle coule à pleins bords, et en nous, et autour de nous. Mais elle ne circule plus dans les cadres de la politique, elle a été captée par un autre réseau, elle est entrée dans une autre hydrographie : la littérature. Le quartier général de la tradition, la vie active et inventive des traditions françaises, sont littéraires.

Cette vie active et inventive tiendrait, si l'on voulait, entre Chateaubriand et Proust, entre le traditionalisme religieux du *Génie du Christianisme* et le traditionalisme céré-

moniel de la *Recherche du temps perdu*, c'est-à-dire entre la mise en valeur, par le génie littéraire, d'un fruit plein et celle d'un fruit creux.

Les lettres ne vivent que par les découvertes et l'originalité de la forme, elles ne sont donc pas, du moins depuis la fin du système classique, traditionnelles, mais elles sont volontiers traditionalistes. Le romantisme issu de Chateaubriand l'était. Le traditionalisme barrésien, le traditionalisme maurrasien, le traditionalisme académique (*magna turba*...) ont exercé ou exercent une influence sur les couches tantôt profondes, tantôt superficielles de l'esprit. Ils comptent puissamment auprès du public qui lit. Ils occupent les positions stratégiques de la presse. Ils ne touchent que peu l'école et la politique.

Les lettres, la presse, les académies, les salons, Paris en somme, vont à droite par un mouvement d'ensemble, par une poussée intérieure comme celle qui oblige les groupes politiques à se déclarer et à se classer à gauche. S'il n'y a plus de députés dits officiellement de droite, si le mot a disparu du vocabulaire parlementaire (ce qui ne signifie pas, évidemment, que la chose ait disparu de l'hémicycle!), la classification des écrivains en écrivains de droite et écrivains de gauche est courante depuis l'affaire Dreyfus. Et, dans l'état actuel des lettres et du journalisme, le *dextrisme* de façade y est presque aussi normal, ou va presque autant de soi, que le *sinistrisme* verbal au Parlement.

Il y a pourtant, dans la France politique, particulièrement dans l'Ouest, un bloc traditionaliste. Au point de vue du nombre des votes qu'il apporte et qui le traduisent dans les urnes, il représente un poids politique beaucoup plus considérable que le libéralisme ou le christianisme social. Il a eu autrefois de grands théoriciens avec Bonald et Le Play, de grands chefs avec Montalembert et de Mun, de grands journalistes avec Veuillot. Il a pour corps et pour appui l'Église catholique. Il a surtout pour cadre l'aristocratie de naissance, restée forte, saine, riche, régulatrice de la vie mondaine, liée à toute la vie militaire, agricole, économique, littéraire du pays, et, comme les cadres de l'Église, traditionaliste par position. L'Académie française représente une autre puissance traditionaliste. Les traditionalistes comprennent

sans doute plus de gens instruits et cultivés que les autres secteurs politiques. Seulement ils portent un nom infamant : la réaction!

Le lecteur se sera peut-être étonné que nous ayons commencé notre chapitre sur le traditionalisme par un exposé qui concernait son contraire, cet anti-traditionalisme, ce mouvement vers la gauche, ce sinistrisme immanent de la vie politique française. N'était-ce pas mettre la charrue devant les bœufs que de faire passer l'anti-traditionalisme avant le traditionalisme? Oui certes, si nous avions écrit il y a cent ans, mais non aujourd'hui. Aujourd'hui le traditionalisme est la réaction. Ce nom et la chose qu'il désigne nous obligeaient à faire passer l'action avant la réaction, à dire contre quoi le traditionalisme, qui est la réaction, réagit, ou ne réagit pas. Qu'est-ce qu'un protestant qui ne proteste pas? dit un personnage d'Augier. Qu'est-ce qu'un réactionnaire qui ne réagit pas? Or la réaction est devenue, tant à Paris qu'en province, une sorte d'émigration ironique et distante à l'intérieur, une opposition malicieuse, impuissante et stérile, une élégante démission politique. L'affaire Dreyfus a été mortelle aux idées de droite, au traditionalisme politique, comme le grand hiver aux oliviers. Il y aurait lieu d'esquisser ici une *Physiologie de la Réaction*, à l'imitation des petites brochures jaunes d'il y a un siècle. La réaction est une formation politique (ou une déformation) spéciale à la France; M. Siegfried dit qu'il est très difficile de faire comprendre le mot à un Anglais, ou à un Américain. Rien de pareil non plus dans les républiques suisses où les anciennes aristocraties sont entrées généralement (les exceptions sont négligeables) de plain-pied et sans réserve dans le jeu de la démocratie. Quant à la République allemande, il ne semble pas qu'elle doive évoluer ici comme la République française. On définirait en somme la réaction en France comme une résistance d'abord active, puis devenue passive, contre un régime politique qui est né beaucoup moins de la volonté générale que de la carence, de l'absence et des malheurs des anciens régimes. La troisième République n'est pas apparue en France comme un état de droit, mais comme un état de fait, dans un pays qui n'était pas républicain, qui ne l'avait jamais été, et qui le devint peu à

peu comme il était devenu orléaniste après 1830, par crainte d'un cléricalisme militant. Ce cléricalisme ne fit rien pour calmer ces craintes, au contraire! Par Henri V, le spectre dont on avait cru être débarrassé en 1830, l'alliance du trône et de l'autel, revint entier, accru, et donna pendant quelques années une figure matérielle, un contenu plein et précis au mot de réaction. Dès lors on pourra définir la réaction : d'une part la conscience d'un écart entre le droit et le fait du pouvoir, idée d'un malaise, d'un tort, d'une créance, protestation d'un droit et refus d'un fait, résistance naturelle contre un mouvement accidentel; d'autre part la liaison avec un parti, la fidélité à des traditions non seulement familiales, comme il en existe aussi bien chez les républicains, mais historiques, et cela dans un monde politique où elles se dévalorisent automatiquement, où le mot conservation a été rayé du langage des partis, comme, après la révolution de 1830, le costume ecclésiastique avait dû disparaître des rues de Paris. Sans doute aussi, dans un pays de peuplement et de régime aussi divers que la France, faut-il faire intervenir des questions de race, de climat, et même, comme le montrent certaines cartes de M. Siegfried dans le *Tableau politique de la France de l'Ouest*, de géologie. J'ai vu dans la même région, à quelques mois de distance, un congrès de la Fédération catholique et un Congrès radical. Il semblait, d'après les têtes, qu'ils fussent ceux de deux races différentes : les premières évoquaient la sculpture sur bois du XIIIe siècle, les portraits du XIVe et du XVe, tandis que les secondes allaient du XVIIIe siècle à Daumier.

La place du traditionalisme dans les idées depuis un demi-siècle est considérable. Mais dans les idées politiques? Il a eu deux célèbres doctrinaires politiques, Barrès et Maurras. Tous deux ont connu un grand public de lecteurs. Le jour où nous écrirons un *Politiques et Moralistes au XXe siècle*, qui ferait plus ou moins suite aux trois volumes de Faguet, il nous faudrait leur consacrer sans doute les deux principaux chapitres. Mais, du point de vue des idées politiques actives, influentes, à suites et à cadres électoraux et parlementaires, où nous sommes placés ici, ils ont peu d'importance. Barrès est le fondateur et le théoricien du nationalisme français : or, sous la poussée de gauche, le mot a presque contracté le sens

péjoratif de réactionnaire, et il ne paraît plus sur les affiches électorales sinon comme une injure, ainsi que clérical.

Il y a là, d'ailleurs, un fait européen. On parle couramment, et avec raison, du danger actuel des nationalismes. Malgré ou pour cela, dans aucun pays un parti ne se proclame formellement *nationaliste*. Ce suffixe ne se porte plus. Il y a les républicains nationaux, en France; les socialistes nationaux en Allemagne. Quelle étude curieuse on écrirait sur la grandeur et la décadence du terme créé en France par Barrès et son entourage boulangiste!

Le déclassement politique des étiquettes traditionalistes a pu être compensé par la faveur momentanée qu'ont obtenue, dans les partis d'ordre, d'abord, après le combisme, celle du libéralisme, puis après la guerre, un industrialisme nouveau. Passons donc à ces deux systèmes d'idées.

## LE LIBÉRALISME

L'opposition entre les idées traditionalistes et les idées libérales a été très nette sous la monarchie de Juillet. Elle a passé depuis par des fortunes diverses, elle s'est atténuée au temps de la fusion, et, au temps de M. Piou, libéral a été l'un des prénoms parlementaires de la « réaction ». Comme Chateaubriand, de Maistre et Bonald avaient marqué l'âge d'or des idées traditionalistes, les Royer-Collard, les Guizot, les Tocqueville, surtout la famille intellectuelle Staël-Constant-Broglie, toute cette riche dynastie politique de Juillet, ont créé un quartier général du libéralisme. Il faut distinguer le parti libéral et les idées libérales. Il n'y a plus de parti dit officiellement libéral. La dernière forme qu'il ait prise est celle d'une ligne de repli des catholiques après l'affaire Dreyfus. En tant que parti il n'a guère survécu à la Séparation. Mais il y a toujours un problème des idées libérales, un système et un lieu de ces idées.

Faguet a intitulé en 1903 *le Libéralisme* un livre où il déclare ne rencontrer en France le libéralisme nulle part et dans nul parti : « Le Français est homme de parti avant tout, et homme de parti très passionné, et il ne souhaite rien au monde, après le succès de ses affaires particulières, que le

triomphe de son parti et l'écrasement des autres. » Faguet passe alors en revue les quatre partis qui en ce temps se partageaient la Chambre, socialistes, radicaux, progressistes, nationalistes (notons ici que, depuis 1903, les deux partis de droite ont été réduits à chercher d'autres étiquettes, tandis que les noms des deux partis de gauche sont bon teint et défient le temps) et il explique qu'un seul est libéral, c'est-à-dire se dit libéral, parce qu'il est dans l'opposition. « Le nationalisme est le seul parti libéral qui existe... Seulement il est composé uniquement, à très peu près, de bonapartistes, de royalistes et de cléricaux. Et, s'ils étaient au pouvoir, leur libéralisme ne ferait pas long feu. » Le très peu qui est près, ce sont quelques républicains, qu'ils disent, dont Faguet, membre de la Ligue de la Patrie Française, qui écrit les trois cents pages de son livre sans rappeler un instant qu'en ce temps de l'Affaire, le libéralisme des bonapartistes, des royalistes et des cléricaux était inscrit en ecchymoses à la gorge de la Gueuse, qui se défendit, étant réduite à se défendre. Mais les lois de défense républicaine ne sont pas toute la République. L'heure présente, et les trente dernières années que cette heure a derrière elle, nous permettent-elles de discerner en France ces éléments libéraux, que Faguet y déclarait, après l'Affaire, introuvables et impossibles?

Or voici une remarque importante et curieuse. Dans ce parti national ou nationaliste qui était celui de Faguet, comme il n'y a pas de règle sans exception, il déclare avoir trouvé « quelques royalistes franchement et intelligemment libéraux. J'en connais qui le sont dans une mesure très appréciable. J'en connais qui sont pour la séparation de l'Église et de l'État. Or ce n'est pas mon seul *criterium*, mais c'est un de mes critères. Comme pour le radical, la pierre de touche à connaître le bon, le vrai républicain, c'est l'anticléricalisme : « Êtes-vous anticlérical? — Oui. — Vous êtes républicain! » De même une de mes pierres de touche à reconnaître le libéral, c'est le fait d'accepter la séparation de l'Église et de l'État; aucun républicain n'en veut, ni aucun bonapartiste, ni aucun clérical, ni quasi aucun royaliste. »

Je noterai que Faguet, quand il écrivit ce livre, au début du siècle, venait d'entrer à l'Académie ou allait y entrer; ces

royalistes libéraux, probablement un, doivent être le comte d'Haussonville, grosse personnalité du quai Conti, et figure d'ailleurs fort sympathique.

Le pluriel s'entend pourtant très bien, car, derrière le comte Othenin, il faut comprendre Coppet, et sa séculaire famille franco-suisse, catholico-protestante, qui est en effet pour nous la maison-mère du libéralisme. On conçoit que la question religieuse, vue du château vaudois des Necker, comporte une idée de la séparation des Églises et de l'État. Et un républicain, un bonapartiste, un clérical, un royaliste traditionnel, auraient fait observer à Faguet que ce libéralisme lui venait par une « échancrure », celle de Genève et de Coppet, alors dénoncée par ce douanier anti-Rousseau du nationalisme, qui s'appelle Maurras.

L'hypothèse d'après laquelle le fait d'accepter la séparation constitue une pierre de touche du libéralisme n'en porte d'ailleurs que mieux. Elle est d'autant plus intelligente, d'autant plus digne du Coppet staëlien, que depuis 1902, et sous les yeux de Faguet lui-même, elle s'est réalisée, que la séparation a été acceptée par le pays, et, après une résistance, par l'Église, et qu'elle a coïncidé en effet avec un progrès du vrai libéralisme. Œuvre de défense républicaine, dogme des radicaux qui l'avaient toujours inscrite dans leur programme (en 1902 il était excessif de dire qu'aucun républicain n'en voulait), la séparation a singulièrement atténué l'anti-cléricalisme, et c'est elle en grande partie qui a ouvert la voie à un courant libéral.

La séparation a sinon supprimé, tout au moins fort affaibli et le cléricalisme et l'anticléricalisme. En 1893, le libéralisme avait reçu de Spuller le nom d'esprit nouveau, et jusqu'à l'affaire Dreyfus le temps de Méline peut être compris sous ce titre à la Ramuz : *le Règne de l'esprit nouveau*. Esprit nouveau de la part de la République, ralliement, préconisé par Léon XIII, de la part de l'Église, ce climat de libéralisme excluait toute séparation de l'Église et de l'État, laquelle n'était brandie que par les anticléricaux traditionnels, les radicaux, faisait partie du programme de l'*esprit ancien* et de la vieille barbe. L'expérience libérale de l'esprit nouveau échoua, avec l'Affaire Dreyfus, non du fait de la République,

mais du fait de l'Église, qui, entraînée moins encore par les évêques que par les congrégations enseignantes et les trente mille prêtres abonnés de *la Libre Parole*, ressuscita les temps de la Ligue, et prit place, dans les conditions les plus absurdes, parmi les troupes d'assaut de la dernière bataille des vieux partis contre la République. Dès lors la séparation dut être tout le contraire d'une mesure de libéralisme, tout le contraire de l'esprit de Coppet, elle fut une mesure de défense républicaine, la défense républicaine contre les séculiers, comme les lois contre les congrégations avaient procédé de la défense républicaine contre les réguliers. Les libéraux passèrent un mauvais quart d'heure : la presse de gauche ne les appelait que les libérâtres, et les vacances du libéralisme furent marquées par les excès sectaires du combisme, les expulsions de religieux, la guerre civile des inventaires, la foire d'empoigne des liquidations, tout ce qui excita, sur l'Aventin des dreyfusiens restés libéraux, la verveuse colère des Bernard Lazare et des Péguy.

Et cependant Coppet et Faguet avaient raison. L'esprit nouveau, mort avec l'affaire Dreyfus, est revenu avec la séparation, ou après la séparation. Le libéralisme à la Chambre, ce n'est rien! Mais la séparation a introduit le libéralisme au village. Elle a éteint le cléricalisme. Qu'est-ce que le cléricalisme? La solidarité de la puissance publique avec le clerc, et la séparation a rompu entre eux les derniers liens. Elle a pareillement réduit l'anticléricalisme. Le parti radical se trouva fort dépourvu quand la séparation fut venue. Les catholiques gardaient leurs curés. C'étaient les radicaux qui n'avaient plus les leurs, leurs nourritures terrestres. Quand le parti radical tenta de ressusciter la défense laïque, aux élections de 1924, en sonnant la cloche d'alarme contre les congréganistes rentrés pendant la guerre, et en réclamant la dénonciation du Concordat pour l'Alsace, ces fonds de tiroirs combistes et comitards laissèrent la province indifférente, et attirèrent en rafale sur les vainqueurs du 11 mai les quolibets de Paris. L'anticléricalisme, qui émouvait les passions, a fait place à la laïcité, mot de passe ésotérique ou technique, de comité à comité.

Sur cette idée de la séparation de l'Église et de l'État,

conçue par Faguet (et par l'éventuel d'Haussonville que j'ai supposé) comme une pierre de touche du libéralisme, on ferait cette autre remarque. C'est par la loi de séparation, dont il fut le rapporteur, que Briand commença à devenir un homme consulaire. Non son rapport, qu'il s'était contenté de signer, mais la discussion qu'il avait menée à la Chambre, firent de ce socialiste nullement sectaire, volontiers accessible aux arguments de la minorité, le représentant de la loi de séparation. Quand elle fut votée, trois ans après le *libéralisme*, Faguet lui-même écrivait : « Elle est beaucoup plus libérale qu'on n'aurait pu l'attendre de la majorité qui l'a votée, ce qui fait honneur, et à M. Briand lui-même, qui a dû la défendre contre les atta-attaques de ses propres amis, et à M. Ribot... » Bien que la loi, rejetée par Rome, eût momentanément échoué, l'esprit libéral dont Briand s'était, en somme, dans une majorité de combat, fait le représentant, semble avoir marqué sa carrière politique. Quel que soit le jugement qu'on porte sur celle-ci et sur la personnalité de Briand, et bien qu'il appartienne à un monde diamétralement opposé à celui de Coppet, il relèverait donc volontiers de la pierre de touche de Faguet. D'ailleurs, si le libéralisme des d'Haussonville nous vient de l'échancrure de Genève et de Coppet, le libéralisme de Briand a trouvé, en sens inverse son dernier chemin dans la même échancrure. Genève, toutes les Genève, demeurent, pour les adversaires du libéralisme, le point à surveiller.

Il y a en France un courant de libéralisme et d'idées libérales beaucoup plus fort qu'on ne le croit souvent. Le libéralisme est le système d'une société des idées, établie sur des bases de tolérance active et de coopération analogues à celles d'une vraie Société des Nations. Depuis l'époque où écrivait Faguet, tous les partis ont perdu ou atténué leur venin anti-libéral. L'Église même est devenue libérale. De l'autre côté il n'y a plus, si ce n'est chez les instituteurs, anti-curés par position, et chez les « plus de soixante ans » de la Maçonnerie, d'anticléricalisme militant. Les socialistes font les élections sur la question de la paix, sur un libéralisme intégral entre nations. L'antisémitisme, qui, en 1902, trublionait à tour de bras et de matraques, a disparu. Les nationalistes s'appellent aujourd'hui républicains nationaux : Ils ont passé du suffixe fort

au suffixe faible. L'ultracisme truculent, couleur *Action Française*, appartient, disions-nous, à la littérature plus qu'à la politique : sa conservation en parc national importe d'ailleurs aux lettres, à qui les nourritures libérales, un peu trop pâtes et eau claire, risqueraient de ne pas donner les belles couleurs auxquelles elles ont droit.

Reste en somme ceci, qu'en 1932, trente ans après l'année où Faguet consacrait le livre annuel de ses deux mois de Dinard, à démontrer que la France est un des pays les moins libéraux de l'univers, que le libéralisme n'est pas français, et que lui Faguet n'avait jamais rencontré un Français qui fût libéral, si ce n'est quelques royalistes; la France nous apparaît comme le seul grand pays de l'Europe continentale (je laisse de côté les petits États) où le libéralisme des idées et des mœurs ait survécu : même au point de vue des institutions, entourée qu'elle est de révolutions et de dictatures, elle demeure sur le continent le seul grand asile des libertés parlementaires, lesquelles sont après tout des libertés, et, au moins en temps de disette, suffisent encore à fonder une liberté générale sortable. C'est ce que l'auteur de ces lignes s'efforçait récemment d'expliquer, contre son ami Halévy, à propos de la *Décadence de la Liberté*. Il ne reviendra pas ici sur cette polémique.

Avec cela, il est très remarquable que le libéralisme ait disparu à peu près, et presque en même temps, de toute l'Europe comme parti politique, comme nuance d'opinion et d'attitude parlementaires. Au Parlement anglais, il est réduit à des îlots désorganisés et précaires, et il ne se porte pas mieux dans les pays germaniques et scandinaves. Cette classe moyenne de la politique est en voie d'extinction. Les raisons, pour la France, en paraîtront différentes, selon que l'on considérera le libéralisme dans l'un ou l'autre des trois domaines où il avait pris autrefois position : religieux, politique, économique.

Une somme considérable de libéralisme religieux est passée, avons-nous dit, dans les mœurs, avec la séparation de l'Église et de l'État. L'activisme jacobin est d'ailleurs en sommeil, et, dans le cas d'un réveil que n'aurait pas motivé une agression, l'opinion ne le suivrait pas. On l'a vu en 1924. Il est vrai que la liberté d'enseignement reste exposée au mouvement à longue échéance de l'école unique, actuellement la plus grave

menace contre le libéralisme. Le point final des vieilles luttes n'est pas encore certainement bien mis.

Quant au libéralisme politique, c'est-à-dire à la forme de liberté politique compatible avec l'État centralisé et la tradition de la monarchie administrative, qui ne sont pas libéraux, une des raisons de son silence, c'est que la République ne lui a presque plus rien laissé à demander. L'influence électorale des préfets, toute puissante sous le second Empire, n'a plus qu'une valeur d'appoint. Si l'on demandait quelle est la loi essentielle et utile de la République, celle qui mieux que toute autre a assuré son triomphe et sa durée, il nous faudrait nommer la loi sur l'élection des maires, la plus hardiment libérale que le pouvoir central ait jamais donnée aux trente-six mille communes de France. Dans toute la France, sauf à Paris, qui connaît des compensations et qui a cessé de se plaindre, la République est le régime du maire élu. Aucun gouvernement ne s'était dessaisi d'une pareille part de pouvoir électoral. Les deux banquets des maires, celui de Carnot et celui de Loubet, après le boulangisme et après l'Affaire Dreyfus, ont pu être abondamment chansonnés par Montmartre : ils n'en étaient pas moins pour la République ce que la revue de la garde nationale était pour Louis-Philippe; ils plaçaient le régime au milieu des phalanges qui lui devaient l'être. Évidemment c'est là un libéralisme un peu différent du libéralisme du temps de Tocqueville, à l'anglaise ou à la normande, qui n'allait guère sans le patronage éclairé et bienveillant des tuteurs locaux, était lié à l'influence et solidaire de l'indépendance des notables. Mais enfin, il a réussi, et si le libéralisme politique s'est éteint, c'est un peu faute de cahiers à dresser, de revendications majeures à proclamer, d'abus criants à dénoncer : aux abus murmurants, l'influence des *defensores civitatis* que sont les députés, la presse, apportent des remèdes jugés suffisants. Au temps de la Ruhr, occupation invisible était une formule bien française : car la République a réalisé en France avec un art étonnant le despotisme invisible, donc supportable. Tocqueville l'avait d'ailleurs prévu dans les dernières pages de la *Démocratie en Amérique*. Le libéralisme politique, traité comme M. Dimanche par Don Juan, se montre satisfait : le citoyen libéral d'au-

jourd'hui, c'est le *Citoyen contre les pouvoirs*, mais qui traverse entre leurs clous.

Il est cependant une troisième forme de libéralisme, à laquelle l'évolution sociale a reservé ses coups les plus durs, et qui est aujourd'hui hors de combat. C'est le libéralisme économique, substrat et raison d'être des autres au temps des Bastiat, des Say, des Leroy-Beaulieu. A l'intérieur les lois sociales, à l'extérieur le protectionnisme, l'ont exterminé. Le rôle d'une Cassandre libérale continue, et par habitude et par discipline, d'être tenu dans les éditoriaux de journaux importants et chez les économistes éminents d'Institut. Mais comme inspirateur d'idées politiques, le libéralisme économique a fait place à d'autres conceptions économiques, ou plutôt à l'autre, celle-ci.

## L'INDUSTRIALISME

Nous entendrons par industrialisme le système politique où le point de vue de la politique est subordonné à celui de la production. Et sans doute nous arrêtera-t-on d'abord. Il ne s'agit pas là, nous dira-t-on, d'idées, mais d'intérêts, des Intérêts, en tant que, comme aux temps de Lamartine et Guizot, ils s'opposent aux Idées. L'organisation électorale qui a groupé les chefs de la production s'est appelée, au lendemain de la guerre, les Intérêts Économiques. Ne confondons pas une carte des idées avec une carte des intérêts, qui est tout autre chose, et où les Comités industriels devraient être groupés avec les autres systèmes d'intérêts, syndicats ouvriers, confédérations générales du travail ou des vignerons.

C'est juste en principe. Il faut cependant, de notre point de vue, distinguer deux sortes d'Intérêts : d'une part ceux qui se présentent à l'état brut, d'autre part ceux qui ont tenté une alliance avec l'intelligence, se sont enveloppés d'un système d'idées. Les associations de commerçants ou de producteurs, même quand elles exercent une influence électorale puissante, n'entendent défendre réellement que des intérêts personnels et collectifs, et (sans attribuer au mot le moindre sens péjoratif, puisque nous en avons tous) alimentaires. Il n'en va pas tout à fait de même des Syndicats ouvriers, les-

quels ont pu fonctionner, surtout au début du xx^e siècle, comme instruments d'éducation de la classe ouvrière. Les théories syndicalistes sont prises dans un mouvement d'idées doctrinales, et, malgré certaines oppositions superficielles, on est en droit d'y voir des modalités de l'idée socialiste, et de les reporter dans le courant plus général des idées socialistes. Les Intérêts généraux et supérieurs de la grande industrie ont tenté, eux, dès l'après-guerre, une entente avec l'intelligence, dont on ne peut dire qu'elle ait puissamment réussi, mais enfin qui existe, et qui a une géographie et une histoire.

D'abord une géographie. L'industrialisme est maintenant un fait planétaire, et les plus importants problèmes planétaires d'aujourd'hui se posent en fonction de la vie industrielle, de la technique et de la production. La flambée économique que la guerre européenne a provoquée en Amérique y a été accompagnée et éclairée d'une théorie concomitante, d'un activisme doctrinal, auquel peut-être le terrain avait été préparé par le pragmatisme. La production étendue et organisée, la mise en valeur des richesses naturelles, les standards, les hauts salaires, les écluses ouvertes à la puissance d'achat, les destinées promises par là à des rois de l'industrie et des affaires, succédant aux empires détruits, aux princes romantiques des lettres et de l'esprit, voilà qui a aimanté dix ans un vaste champ d'idées. Dès le lendemain de la guerre, l'Allemagne se jetait dans les bras de l'Amérique, optant d'ailleurs en masse pour un américanisme théorique, qui lui a apporté les mêmes désillusions qu'à l'Amérique elle-même, mais qui y a laissé des traces profondes. L'exemple le plus saisissant et le plus actuel nous serait fourni par l'U. R. S. S., qui, du communisme absolu de la consommation et de la répartition, est passée à un absolu de la production, à un impératif catégorique du rendement. Enfin toute la civilisation est suspendue aujourd'hui à un problème, peut-être insoluble, d'équilibre entre la production et la consommation.

Nous appelons point de vue géographique cette histoire contemporaine, décadaire, comprise entre 1920 et 1930, parce qu'elle nous oblige à tenir dans le champ de notre vision un espace, celui de la planète entière. Mais l'industrialisme a d'abord une histoire proprement dite, une histoire centenaire,

qui remonte au saint-simonisme. Le génie de Saint-Simon avait déclenché, à partir de 1820, sinon à partir des *Lettres d'un habitant de Genève*, qui sont de 1802, un mouvement d'idées autour de ce problème : la force sociale nouvelle, née, à la fin du XVIIIe siècle, de la Révolution industrielle, se développerait-elle et réussirait-elle par le libéralisme économique, celui de Smith et de Say, ou par une organisation de la société, opérée du point de vue des producteurs, *l'industrialisme*? Évidemment les titres du périodique de 1816, *l'Industrie*, celui du journal de 1819, *l'Organisateur*, celui du *Système des Industriels* de 1821, du *Catéchisme des Industriels* de 1823, de la revue *le Producteur* de 1825, seraient mal compris si on leur donnait un sens exclusivement patronal, puisque d'autre part le saint-simonisme apparaît comme un socialisme, dénonce l'exploitation de l'homme par l'homme, préconise la suppression de l'héritage (je dis le saint-simonisme et non Saint-Simon lui-même) et que l'industriel est pour lui le travailleur de l'industrie, quelles que soient sa partie ou sa fonction. Mais il établit et maintient avec force ces deux idées : que la politique est subordonnée à l'économique, — que l'économie organisée et dirigée de la production constitue le grand intérêt humain. Cependant, quels que soient les rapports étroits de la doctrine de Saint-Simon, Enfantin et Bazard, avec la mystique socialiste, l'influence et le développement du saint-simonisme jusqu'à la fin du XIXe siècle n'ont à peu près aucun caractère ouvrier. Le saint-simonisme fournit un élan et un idéal à l'esprit de la grande industrie et à l'exécution des grands travaux. Les saint-simoniens Pereire gouvernent les entreprises ferroviaires, bancaires et immobilières de la monarchie de Juillet et du second Empire. Le canal de Suez, dont Enfantin et Lambert-Bey allèrent étudier les plans et organiser l'idée à un moment où Ferdinand de Lesseps était consul au Caire, est resté le type de l'entreprise planétaire saint-simonienne. On opposerait volontiers l'entreprise grande-bourgeoise du saint-simonisme, qui est de production et d'action, à l'entreprise petite-bourgoise du phalanstère fouriériste qui est de consommation et de jouissance. Le saint-simonisme est une mystique de la production et de l'amour de l'humanité. Ce serait donc un contre-sens que de ranger le saint-simonisme sous

l'étiquette de ce qu'on appelait au temps de Louis-Philippe les Intérêts. En évoquant ici la tradition saint-simonienne, nous entendons indiquer que l'industrialisme ne consiste pas nécessairement et uniquement dans un matérialisme d'intérêts.

La question de ce qu'on pourrait appeler un industrialisme doctrinaire et politique, sinon un néo-saint-simonisme, se posa en France au début de l'après-guerre. Les organes de la production fédérée, les grands comités industriels, qui dirigeaient la réfection de l'outillage, ne se sont pas contentés de jouer, en dehors de leur rôle économique, un rôle politique, ce qui est de tous les temps. Composés en grande partie d'hommes jeunes, cultivés, ils ont tenté, sur une assez grande échelle, une alliance avec l'intelligence, recruté une jeunesse à l'École Normale, organisé et contrôlé une presse, fourni des suggestions en vue d'une société des producteurs, des chefs d'entreprise et des professions libérales. Des normaliens comme François-Poncet, des élèves romains de Mgr Duchesne, comme Romier et Serruys, ont tenu dans ce système une place de chefs de file.

Cet industrialisme a trouvé un milieu favorable dans l'industrie de guerre, dans les grandes fortunes qu'elle a rapidement créées, dans les cartels et les groupements qui ont été présents à une partie du traité de Versailles et au partage des dépouilles ennemies, dans les reconstructions en bloc des régions dévastées, dans l'euphorie de production fraîche et joyeuse qui a suivi la victoire. Ses idées sociales n'ont pas manqué de largeur. Vis à vis de la législation ouvrière l'industrialisme s'est départi de l'opposition tâtillonne des vieux patronats, et il a collaboré (quitte à éprouver des désillusions rapides) à la fondation du Bureau International du Travail, de qui il espérait peut-être plus une fonction de frein qu'un rôle de moteur.

On discerne d'ailleurs sur ce point une pensée et un élan qui vont de mieux en mieux sur la ligne du saint-simonisme. La création du *Bureau International du Travail* est une œuvre profondément saint-simonienne. Dans le langage saint-simonien on pourrait appeler le B. I. T. le *Parlement des Industriels*, de même que la Société des Nations a réalisé sur un

plan œcuménique ce *Parlement Général* réclamé par Saint-Simon dans le mémoire de 1814 sur la *Réorganisation de la Société Européenne*. Mais l'esprit de la Société des Nations, depuis 1920, n'a rien de commun avec celui du saint-simonisme, tandis que les deux animateurs du B. I. T. ont été deux Français non à vrai dire saint-simoniens (il n'y en a plus), mais d'esprit nettement saint-simonien, Arthur Fontaine et Albert Thomas.

Le cas de Fontaine, moins mêlé à l'action politique que Thomas, et plus près des sources spirituelles, est ici le plus intéressant. Comme les saint-simoniens Michel Chevalier, Fournel, Lambert-Bey, comme Le Play, Fontaine était un polytechnicien entré dans les Mines, devenu un des grands « commis » de la République, ainsi que Chevalier et Le Play l'avaient été de Napoléon III, Lambert du Khédive. Comme directeur du Travail, il mit sur pied la législation ouvrière de la République radicale qui suivit l'Affaire Dreyfus. Très cultivé, très artiste, aussi familier avec le monde des lettres qu'avec le monde des affaires, l'un des fondateurs, avec Desjardins, de l'*Union pour l'Action Morale*, puis *pour la Vérité*, président des Conseils d'Administration des Chemins de Fer de l'État, des Mines de la Sarre, du Bureau International du Travail, engagé de tout son être dans les œuvres de rapprochement international, également écouté des intellectuels, des industriels, des ouvriers et des politiques, Fontaine a figuré pour nous, pendant dix ans, l'idée même de ce que pourrait être dans l'Europe d'aujourd'hui un saint-simonisme purifié, continué, rajeuni, un industrialisme éclairé, social, rationnel, bienfaisant.

La vertu de Fontaine, c'était, dans la lucidité paisible d'un technicien et l'intellectualisme méthodique d'un cartésien, un souci moral, une idée, une pratique du bien, et une sorte de religion sans dogme, mettons celle de la rue Visconti. Et nous touchons ici au besoin fondamental et à la grande difficulté de l'industrialisme, à la raison aussi de son échec actuel.

L'industrialisme est trop fort sur le terrain des intérêts pour paraître avec autorité sur le terrain des idées. Il éclate trop de chair pour éclater aux esprits. Il y a là un fossé qui ne peut être franchi que par le coup d'aile et le coup de génie. C'est ce qu'avait compris le saint-simonisme.

Mais d'un siècle à l'autre, entre le saint-simonisme de 1821, celui du *Système des Industriels*, et l'industrialisme de 1921, celui des comités d'industriels, il y a cette différence absolue, cette différence dans la durée, que Saint-Simon et ses disciples avaient le capitalisme devant eux, dans le siècle qui venait, et que les industriels d'aujourd'hui ont le capitalisme derrière eux, dans le siècle écoulé, comme une chose faite, dont la tradition est établie, dont le poids est imposé, dont les nécessités commandent. Ce sont des héritiers, alors que les saint-simoniens étaient des pionniers : en supprimant l'héritage ceux-ci prenaient acte de leur propre table rase. Moins encore que l'héritage du capital, des capitalistes ne peuvent méconnaître l'héritage du capitalisme. Saint-Simon voyait un capitalisme tel qu'il pouvait être, ou, si on veut, tel qu'il ne pouvait pas être, c'était la chose à acquérir. Nous, nous devons prendre aujourd'hui le capitalisme tel qu'il est, c'est-à-dire comme la chose acquise, la forme acquise, un système d'intérêts, une doctrine d'intérêts, une volonté d'intérêts à défendre. Pour le couvrir d'une idéologie, pour le munir et l'embellir d'un idéal, n'est-il pas trop tard?

On en put douter, peut-être, quand le nouvel industrialisme fut pris, aidé, soulevé par cet hymne à la production dont nous parlions, et devint un productivisme. Il y eut l'évangile de la prospérité américaine, l'euphorie de la production s'accompagna d'une phosphorescence d'idées, prétendit même à une philosophie, celle d'un monde en mouvement, en action, en création. Nous sommes entrés dans l'après-guerre le 11 novembre, à la Saint-Martin. Les dix années d'après-guerre font ici un été de la Saint-Martin capitaliste avant le rude hiver d'aujourd'hui.

A défaut d'un nouvel industrialisme, les Intérêts n'ont pu organiser qu'un nouvel opportunisme, ou plutôt s'organiser dans un nouvel opportunisme, qui, sauf l'intermède du 11 mai, et avec des tempéraments habiles, est demeuré à peu près au pouvoir depuis la fin de la guerre jusqu'aux dernières élections. Je n'en méconnais pas les services. Un chapitre *De l'opportunité d'un opportunisme* serait peut-être indiqué au cours de nos propos, si on les voulait plus complets. Le vieil opportunisme des Étienne, des Ferry, des Rouvier,

des Dupuy a sa place dans l'histoire de la République, et un néo-opportunisme, soutenu par le monde des affaires, comme l'ancien l'a été en France sous Grévy, et jusqu'au Panama, put trouver pendant quelques années un climat favorable. Comme l'ancien opportunisme, et plus que lui peut-être, le néo-opportunisme parut avisé et prudent. M. Tardieu, qui, avec un tempérament de chef, en est la personnalité la plus éminente, lui a trouvé une formule : celle de l'enfant sur les bras. Formule anglaise, en somme, celle que l'ancien opportunisme avait toujours considérée comme souhaitable, mais qu'il n'avait pas appliquée : le programme du parti avancé réalisé, le moment opportun venu, par le parti conservateur. Ni avancé, ni conservateur, termes pour théoriciens, mais praticien, Auvergnat (voyez MM. Doumer et Laval...).

Ce n'est pas là une mauvaise formule de gouvernement. Il n'est pas souhaitable que le pouvoir soit trop longtemps exercé en son nom, mais, dans l'alternance des partis au pouvoir, elle trouve sa place et retrouve toujours son heure. Elle aura de l'écho dans un pays, où, comme on l'a dit, si le cœur est à gauche le porte-monnaie est à droite. Sa limite (je ne dis pas son danger et encore moins son avantage) c'est qu'automatiquement elle laisse au parti adverse l'élément spirituel, la catégorie de l'idéal. Si la politique, en France, ce sont les idées, le néo-opportunisme des Intérêts, avec ses cadres industriels, ne risque-t-il pas de traverser les zones dangereuses qu'a rencontrées Guizot en 1848, et où lui-même a été blessé les 11 mai 1924 et 8 mai 1932?

Notons cependant que les partis radical et socialiste ne sont des partis d'idées que dans une certaine mesure, que, s'ils ont une âme, ils ont aussi un corps, et que cette guenille leur est volontiers très chère. Les méchants ont fort insisté sur l'imprudence, au 11 mai, avec laquelle, dans un mot célèbre, un journaliste mangea le morceau. On attachera plus d'importance à ceci, que si le néo-opportunisme est censé représenter les intérêts des « gros » (et il ne ne nourrit point en effet l'intention de leur nuire), les partis de gauche se glorifient de représenter les intérêts des « petits », lesquels sont tout de même des intérêts.

Remarquons également que si, pour la province, qui vit de la politique, qui pense politique, qui est la politique, qui n'a

pas d'autres idées que les idées politiques, c'est pour les partis de gauche un avantage que de représenter les idées, il n'en va pas de même à Paris. Paris ne demande pas ses idées au gouvernement, au régime, aux partis au pouvoir. Il les fait lui-même. Son élite littéraire et intellectuelle n'en reçoit pas des politiques, mais en fournit aux politiques. Un parti politique chargé, comme les partis de gauche, d'un spirituel à figure provinciale, peut se trouver, à Paris, en état d'infériorité et de gaucherie (en province la gauche est la gauche, à Paris la gauche est gauche) devant un parti qui ne se soucie pas des idées, les laisse à d'autres, et se contente d'administrer des intérêts.

Ce qui serait grave, ce serait que ces intérêts fussent administrés contre les idées, et qu'un plan préconçu empêchât Paris de remplir définitivement sa fonction historique de fournisseur d'idées politiques et autres. Or c'est un péril actuel. Depuis le début du XXe siècle il s'est produit à Paris deux mouvements importants et concomitants des Intérêts contre les idées : d'une part, la disparition de la tradition révolutionnaire, la substitution d'un conseil municipal d'affaires à ce conseil municipal politique, qui, en 1887, en se déclarant en permanence, empêcha Versailles d'élire Jules Ferry; d'autre part, la crise de la presse d'opinion et le règne d'une presse contrôlée, jusque dans ses caricatures, par les Intérêts, la presse dont M. Berl écrit : « Elle inculque peu à peu au pays l'idée que les idées ne comptent pas, que seuls comptent les faits et les personnes. Elle voudrait une opinion fabriquée en série. » Le directeur d'un grand journal d'informations reprenait vivement un interlocuteur qui lui parlait de ses journalistes : « Je n'ai que des employés! » L'opinion en série, les employés, ce que le *Canard* appelle le *journalisme* (*sic*), si chaque ordre d'idées a ses parties honteuses, voilà celles de l'industrialisme et du néo-opportunisme.

Mais enfin le journal n'est pas tout, la liberté de la presse subsiste pour qui ne tient à être lu que de quelques-uns, et il y a encore un plan où les intérêts ne se justifient que par l'idée qu'ils représentent.

Or l'idée qui justifie politiquement les intérêts particuliers ne peut être que celle de l'intérêt général, non seulement de l'intérêt général actuel, coupe faite par la génération présente,

mais de l'intérêt général durable, héréditaire, l'intérêt de la richesse plus que l'intérêt des riches, l'intérêt du fonds plus que l'intérêt du revenu. L'héritage seul met une mystique et une foi sous l'écorce peu avenante des Intérêts. Qu'est-ce que le capitalisme, sinon la transformation de la richesse en moyens de production, en moyens d'action future, alors que le prolétaire, qui vit en dehors de la catégorie d'héritage, la voit seulement chez les riches, la voit seulement chez lui comme un moyen de jouissance présente?

L'industrialisme d'après-guerre suscite simplement l'un des visages passagers du capitalisme, en tant que le capitalisme fonctionne comme système général de valeurs. Or le capitalisme d'après 1815, qui a fait la grandeur du XIXe siècle, passe aujourd'hui par une crise telle que si elle ne marque pas sa fin, elle annonce au moins des transformations profondes. La critique du capitalisme est déchaînée, coule à pleins bords. Cette crise et cette critique se nouent dans le problème tragique de l'héritage.

Le Play n'en serait pas surpris, lui qui attribuait la décadence de son temps, l'état révolutionnaire de la société où il vivait (et qui était pourtant cette société du second Empire où tous les intérêts semblaient satisfaits) à l'article du code Napoléon sur le partage égal. Du haut en bas de la société, partout, aujourd'hui, le principe héréditaire, l'avantage héréditaire, l'économie héréditaire, s'affaiblissent : assaut de l'État par le prélèvement sur les fortunes et par la liquidation des fortunes, assaut de l'économie socialiste par la ruine et le discrédit de l'épargne qui en revient à la thésaurisation comme le commerce tend à revenir au troc, assaut de la politique par l'École Unique, triomphe du boursier, on pourrait même dire du *bursisme* intégral : le malheureux lapin héritier, fils de Simon et petit-fils de Pierre, dont la peau est employée par les partis politiques à des comparaisons insultantes, et qui a, comme on sait, commencé, se voit sur toute la ligne sacrifié à dame Belette (dont les caricaturistes donnent les traits à Léon Blum), la discoureuse, qui, un beau matin (et la journée n'est pas finie) s'est logée dans son terrier. Et c'est encore en France que Jeannot se voit le moins maltraité!

Mais aux yeux de l'esprit l'héritage n'apparaît pas par son aspect matériel, soit la transmission des capitaux dans les familles. Il faut y voir, en même temps qu'une réalité économique et légale, une idée organisatrice et vivante, une vitamine qui se communique à toutes les parties du corps social. L'héréditaire s'oppose au viager. Un pays vit d'autant plus dans l'héréditaire qu'il est plus ancien, qu'il repose sur une tradition plus épaisse. Et l'on montrerait sans peine que la France est le pays de l'Europe le plus héréditaire qui soit. Si les Français perdent leur héritage, la France reste un héritage, et le Français figure, en Europe, le grand héritier. Héritier de la plus longue durée politique, héritier d'une France indivisible dont il ne peut supporter aucun démembrement, héritier de la terre la plus patiemment et la plus heureusement aménagée par l'effort humain, héritier comblé qui ne demande rien de plus, exige que le livre des mutations soit clos, appelle modération et désir de paix la satisfaction légitime que lui donne un héritage parfaitement arrondi, où il n'a même plus à envier un moulin de Sans-Souci. Cette conscience de l'héritage a fourni toute leur philosophie sociale à deux Français, aussi immodérément français que Barrès et Maurras. Je ne veux pas revenir sur une question à laquelle j'ai consacré toute une partie d'un livre, la *République des Professeurs*. Notre vie française, et peut-être la vie du monde, sont attirés, happés, plus ou moins déséquilibrés par ce cyclone : la crise des valeurs, des biens et des fonctions héréditaires.

L'industrialisme rejoint par là le traditionalisme. Comme lui, il est mal à l'aise dans le viager. Pour le moment du moins. Et dans notre pays du moins. Mais en Amérique nous l'avons vu parfaitement non seulement se résigner à ce rôle viager, mais anticiper allègrement sur lui, comme c'est le cas de Rockfeller. Et l'Allemagne d'aujourd'hui entrerait volontiers dans ce viager, dans cette discontinuité des générations, qu'elle baptiserait sans doute dynamisme, le goût français de l'héritage lui fournissant l'antithèse statique. Peut-être, en Europe comme en Amérique, le capitalisme est-il en train de dénouer la solidarité qui le lie à l'héritage, d'admettre résolument le précaire et le viager, de se satisfaire d'un monde dont l'avenir est imprévisible et impensable. Bonald

l'avait déjà montré, par un mémoire célèbre, dans ce début du XIXe siècle, où, en trente ans, les directions maîtresses dont a vécu notre politique et notre économique ont été formulées : le principe héréditaire est lié à l'ordre agricole, non à l'ordre industriel. Autant l'agriculteur est tenu et soutenu par l'attention à la tradition, autant l'industriel doit prêter d'attention à l'innovation, au renouvellement de l'outillage, des procédés, de la clientèle. L'un travaille dans un monde fait, où il trouve des lois. L'autre travaille dans un monde à faire, où il tourne des lois. Une vraie et complète philosophie de la tradition est toujours agrarienne, et la liaison entre le traditionalisme chinois et le culte de l'agriculture aurait son équivalent chez ces Chinois de l'Europe, nous-mêmes. Sous la Restauration et au temps de l'Assemblée nationale, les vrais partis conservateurs ont été agrariens. Les économistes libéraux ont tenu dans l'industrialisme la place qu'occupaient les théoriciens doctrinaires comme Bonald et Le Play dans l'agrarisme. Le champ, le terrier de Jean Lapin, voilà la forteresse du principe héréditaire. Or l'agrarisme, comme doctrine, subsiste. Il a une bonne conscience. Son suc nourrit encore nos théoriciens nationalistes. Il est actif, vivant, dans les conseils généraux. Il jouit de la considération des préfets. Les électeurs de notre canton de Mâcon, qui envoient au Parlement, depuis soixante-dix ans, d'abord un radical, puis un socialiste — la marche à gauche — nomment non moins immuablement au conseil général un excellent agrarien conservateur, le baron du Teil. Rien de plus lamartinien d'ailleurs : on vote aux élections législatives pour l'ode des *Révolutions*, et les *Girondins*, aux élections cantonales pour *Milly* et la *Vigne et la Maison*; on est bilatéral.

Concluons qu'entre : 1° l'économie politique qui lui a fourni une théorie jusqu'à la guerre; 2° un individualisme à tendances moitié saint-simoniennes, moitié américanistes; 3° un traditionalisme agrarien de tendance nationaliste, le capitalisme, si fort par la politique et surtout par la presse, n'a pas creusé nettement son courant d'idées, n'aboutit pas à une doctrine, n'arrive pas à dépasser le cercle où il est bien chez lui : un opportunisme d'intérêts.

ALBERT THIBAUDET

(*A suivre.*)

# DÉSASTRE

ET

# RENAISSANCE DU SUD

## LES ÉTATS-UNIS AU LENDEMAIN DE LA GUERRE DE SÉCESSION

En 1861, la guerre éclatait entre les États de l'Union américaine, Nord contre Sud.

Le Sud s'était formé en Confédération séparée, et se battait pour l'indépendance de la nouvelle nation ainsi constituée. Le Nord cherchait à détruire cette indépendance et à rétablir l'Union indivisible.

Après quatre ans de batailles, la guerre de Sécession s'acheva par l'écrasement du Sud, sous les forces numériquement très supérieures, les vastes réserves et les ressources industrielles et financières du Nord.

Les suites politiques de cette guerre sont peu connues en Europe. La période de 1865 à 1875, dite de la « reconstruction », période étrange et dramatique, explique cependant bien des traits de l'Amérique d'aujourd'hui.

Les États-Unis ne se peuvent comprendre si l'on néglige de s'informer sur cette disparition presque totale du Sud, d'abord ravagé par la guerre, puis effacé de l'histoire américaine par le jeu d'une politique mi-fanatique, mi-corrompue. Le Sud qui avait donné George Washington, Thomas Jefferson, Monroe, la plupart des grands fondateurs des États-Unis, ne fut plus qu'un pays conquis, et opprimé jusqu'à la ruine complète.

De nos jours seulement, relevé de ses longues épreuves, il se retrouve, pour la première fois depuis 1861, prêt à jouer son rôle dans les destinées du Nouveau Monde. Le résultat sera peut-être une réaction de l'Amérique de demain contre celle d'hier, au nom d'une grande tradition individualiste et agrarienne, dont le secret semblait perdu dans le bruit que faisait l'industrialisme triomphant.

Or l'Amérique — le monde entier peut-être — assiste à une faillite de ces valeurs nées de l'industrialisme accéléré — valeurs qui avaient fini par dévorer tout sens de la vocation, de l'équilibre, de la vie même.

Ce n'est pas un simple renversement de l'autorité, ni une redistribution du pouvoir ou de l'argent, qui apporteront le remède. Il s'agit d'une révolution bien plus profonde, qui met en question l'usage même que font les hommes du temps qu'ils ont à vivre, et les fait révoquer en doute la réalité des « conquêtes », auxquelles on se vouait naguère, corps et âme.

La renaissance du Sud s'achève en même temps qu'apparaît cette confuse et violente aspiration vers une vie réconciliée avec la nature de l'homme. L'Amérique de 1929 est déjà loin, et ne reviendra pas. Si j'évoque celle des années 60, c'est pour mieux nous préparer à connaître celle qui demain, à notre surprise — à sa surprise — se révélera toute proche de nous, *semblable à nous.*

## I

### LA CAUSE PERDUE

Après la capitulation du général Lee à Appomattox, le 9 avril 1865, la fin ne pouvait tarder pour les autres armées de la Confédération. Johnson, Taylor, et en mai Kirby Smith, se rendirent à leur tour. Le corsaire *Shenandoah* tint la mer jusqu'en août.

Les survivants de la guerre, au sud, furent licenciés. Dans leurs uniformes gris, ils s'en retournèrent à la maison, — lorsqu'il restait une maison.

Il y a des guerres qui s'achèvent sur un bon traité de paix, d'autres sur un mauvais. La guerre entre les États s'acheva sans traité aucun. La Confédération était réabsorbée de force

par l'Union. Le statut politique des États sécessionnistes allait dépendre du bon plaisir des vainqueurs. Après deux ans de discussion, les vainqueurs décidèrent que les États du Sud n'auraient pas de statut du tout.

En avril 1865, ni le Nord, ni le Sud ne se doutaient du beau travail auquel allaient se livrer ces « messieurs du Congrès », à qui incombait la responsabilité des mesures de « reconstruction ». Les misères de la guerre étaient assez visibles, et il paraissait évident que, si les Confédérés acceptaient leur défaite — et ils l'acceptaient, — si la tentative de sécession ne se renouvelait pas — et elle ne se renouvela pas, — la restauration de la vie normale et de la prospérité du Sud devait s'effectuer au plus tôt.

Abraham Lincoln savait ces choses. Pour lui, il n'y avait eu que trop de souffrances déjà, trop de ressentiments. Il désirait ardemment que l'Union redevînt une réalité, et il était prêt à accueillir la coopération des chefs les plus expérimentés du Sud, s'ils la lui offraient loyalement. Et ils étaient prêts à l'offrir. Mais Lincoln fut assassiné le 15 avril par un fanatique.

Andrew Johnson, vice-président, qui lui succéda à la Maison-Blanche, n'était pas un grand homme. Cependant, après une brève période de radicalisme intense, il se rendit compte de la gravité de sa tâche, et tenta de suivre la politique de Lincoln. Entêté, dépourvu de tact, méfiant à l'égard des meilleures classes sociales du Sud (lui-même un « pauvre blanc » de là-bas), il avait du moins le sens des responsabilités de sa charge.

C'est là un sens indispensable à l'homme d'État, et que le politicien possède rarement. C'est pourquoi si souvent les présidents des États-Unis durent batailler, seuls ou presque, contre le Congrès où la basse démagogie, la corruption, et la vulgarité des fins jouent parfois un rôle dominant. Dans le cas de Johnson, la bataille prit des proportions extraordinaires. Et le Sud en fit les frais.

***

Le Sud, au printemps de 1865, était dans un état de dévastation dont l'équivalent ne se retrouve après aucune autre

guerre du XIXe siècle. Le XXe siècle a fait mieux, mais sur des surfaces plus réduites.

Sur une population totale de 9 millions en 1860, les onze États qui se joignirent effectivement à la Confédération comptaient un peu plus de 5 millions de blancs; ce sont eux qui fournirent tout l'élément combattant. Il en mourut probablement 260 000, c'est-à-dire 10 p. 100 de la population blanche mâle. La France, en 1914-18, perdit 8 p. 100.

La guerre avait coûté 3 milliards de dollars; et une valeur de 2 milliards avait disparu du fait de l'émancipation des esclaves, sans compensation accordée à leurs propriétaires. Le papier-monnaie de la Confédération était sans valeur, répudié par l'Union.

Beaucoup de villes ont brûlé. Richmond, la capitale, est pour moitié en ruines. A Columbia, capitale de la Caroline du Sud, 1 386 maisons sont détruites. Il en est de même pour tout le quartier des affaires à Atlanta, en Géorgie. Cinq mois après le bombardement, Charleston est encore un lieu dévasté, où l'herbe pousse dans les rues, servant de pâturage aux mules de l'armée fédérale. Les quais de bois pourrissent, les célèbres jardins sont envahis par le chiendent et l'ortie, le champ de courses a été transformé, partie en camp de prisonniers, partie en cimetière, l'admirable église de Saint-Michel a été frappée six fois par les obus, et les anciennes résidences, les maisons des grandes familles : Ashley Hall, Porcher House, Middleton Place, confisquées ou brûlées.

Les bibliothèques sont vidées, et souvent les portraits de famille ont émigré vers de nouvelles demeures, où sans doute le besoin s'en faisait sentir davantage...

La Nouvelle-Orléans a moins souffert de la destruction que de la démoralisation. Les affairistes du coton, les aventuriers de partout, se sont abattus sur la ville. L'hôtel Saint-Charles, lieu de réunion des grands planteurs du Mississipi, n'est plus qu'une maison dégradée, fréquentée par la cohue la plus mêlée.

Autour de Peterburg, on ne peut plus labourer à cause des éclats de fer dont le sol est semé. Après le passage des incendiaires conduits par Sheridan, la riche vallée de la Shenandoah n'est plus qu'un désert : « Un corbeau n'aurait

pu la traverser sans emporter avec lui ses provisions », *Sheridan dixit.*

Les voies ferrées sont détruites, les rails arrachés, enroulés aux poteaux de télégraphe. Sur la route de Sherman, — huit cents kilomètres, sur cent de large — les fermes sont des tas de décombres noircis, dont il ne reste que les solitaires cheminées de briques, les arbres sont abattus, les vergers brûlés, transformés en terrains vagues. Entre Augusta et Atlanta, des centaines de wagons échoués le long de la voie servent d'habitation aux blancs comme aux noirs. Partout où la guerre a fait rage, l'un ou l'autre parti a fait sauter les ponts, les moulins, les fabriques. Les transports sont désorganisés; la poste n'existe plus, même plusieurs mois après l'armistice. Voici ce que rapporte le général Boynton :

« Les vitres ont fait place à des planchettes de bois. Les meubles sont boiteux, aucun n'a été remplacé depuis quatre ans. Un service de table avec des fourchettes pourvues de toutes leurs dents est une rareté. La plupart des horloges et des montres sont arrêtées. Les brosses à cheveux, les brosses à dents sont finies; les peignes sont hors d'usage. Les épingles, les aiguilles, le fil, et mille autres articles indispensables au ménage, sont extrêmement difficiles à trouver. Peu de gens possèdent un canif. A la table de ceux qui naguère donnaient de luxueux dîners, on ne trouve plus ni thé, ni café, ni sucre, ni épices. Les chandelles souvent sont remplacées par une tasse de suif où plonge, en guise de mèche, un bout de drap. »

Un fonctionnaire fédéral écrit : « Chaque jour, dans le comté de Randolph, on voit des femmes et des enfants dont la plupart étaient de condition aisée, et qui s'en vont en mendiant par les rues. »

Le coton n'avait donné au total que 300 000 balles, au lieu de cinq millions en 1860. Le rendement du sucre était dans la même proportion. Il y avait, çà et là, des réserves de tabac, de coton et de riz, qui eussent pu atteindre un bon prix. Mais, outre les difficultés du transport, les ordonnances du gouvernement fédéral rendaient la vente impossible. Si la marchandise était considérée comme propriété de la Confédération, elle était saisie sans indemnité. Si propriété privée, elle était frappée d'une taxe de 25 p. 100, plus une taxe

d'enlèvement, plus une autre taxe. Le gouvernement fédéral gagna plus d'argent par ces seules taxes, qu'il n'en dépensa pour toutes les entreprises d'assistance et de reconstruction.

Le métier de percepteur, et celui d'agent chargé de revendre les marchandises confisquées, tournèrent rapidement au brigandage. Le secrétaire de l'Intérieur Mac Culloch dit : « J'ai envoyé au sud des agents, dont certains étaient sûrement honnêtes. Mais je doute s'il en est qui le soient demeurés bien longtemps. » Et plus tard : « Les entrepreneurs, avides de gain, s'emparèrent souvent de coton qu'ils vendirent comme ayant été saisi ou abandonné, alors qu'il n'en était rien, et que rien ne les autorisait à y toucher... Des hommes sans principes, soit seuls, soit par groupes organisés, se livrèrent à un pillage général. On eut recours à toute espèce d'intrigue et de volerie. » En certains cas, le pillage étant si flagrant qu'il fallait bien poursuivre, on s'arrêtait net, cependant, dès que la piste conduisait vers quelque politicien d'importance[1].

Le Sud, naturellement, perdit confiance et respect à l'égard du gouvernement fédéral. D'autre part, les déserteurs et les traînards des deux armées infestaient les campagnes. Ils étaient nombreux, et beaucoup s'étaient faits bandits. A une certaine époque, 5 000 d'entre eux vivaient ainsi au Texas. Il y eut 450 assassinats, et seulement six exécutions légales. (Ce sont à peu près les chiffres d'aujourd'hui pour Chicago, mais la population du Texas était bien moins nombreuse.) A cause des brigands et des vagabonds, les routes n'étaient plus sûres en Louisiane, en Arkansas, en Missouri.

Il y avait des garnisons noires dans beaucoup de villes, et, sans transition, les anciens esclaves se trouvaient chargés de la police, alors que leurs anciens maîtres étaient dépossédés de leurs biens et privés de leurs droits civiques. Pendant la guerre, les États-Unis avaient enrôlé 186 000 noirs, et à l'automne de 1865 il s'en trouvait encore 85 000 sous les armes (20 000 rien qu'en Louisiane). Mais personne alors ne s'indigna, comme on fit plus tard au sujet des troupes noires en Rhénanie.

Comme il fallait s'y attendre, on vit se multiplier toutes

1. Claude Bowers, *The Tragic Era.*

les mesquines persécutions qui accompagnent une occupation étrangère. Le soldat du Sud, démobilisé, qui n'avait pour se vêtir que son uniforme gris, dut en arracher les boutons, les galons et autres insignes. Parfois les soldats de l'Union, blancs ou noirs, se chargeaient d'enlever ces insignes. Whitelaw Reid rapporte l'impression pénible qu'il ressentit en voyant un sergent nordiste, pris de boisson, « insister pour couper les boutons de l'uniforme d'un général à cheveux gris, à peine rentré du front ».

On défendit aux enfants de chanter les chants confédérés. Le journal *Richmond Whig* fut suspendu pour avoir critiqué la politique de confiscation. L'inimitable général Halleck, à Richmond, commanda que tout mariage, pour être valable, fût précédé par un serment de fidélité à l'Union de la part des deux futurs époux et du ministre officiant. L'idée brillante du général était d'obtenir automatiquement que tout enfant élevé dans des sentiments sudistes fût ou bâtard, ou fils de parjures...

Entre temps, les agents concussionnaires, s'il leur arrivait d'être arrêtés, se faisaient relâcher par ordre de l'autorité militaire. Les meilleures habitations étaient réquisitionnées par les officiers nordistes. Autour des camps et des villes, l'ivrognerie et la débauche sévissaient, et les filles « immorales et abandonnées », blanches ou de couleur, arrivaient en grand nombre.

L'hostilité des habitants, et surtout des femmes, allait en croissant. Le général Sherman, le général Butler, « la brute qui louche », étaient les moins aimés. La réconciliation ne faisait aucun progrès.

Rien d'étonnant si beaucoup d'anciens Confédérés songèrent sérieusement à organiser l'émigration vers quelque terre nouvelle où l'on pût vivre en liberté, et prospérer, hors d'atteinte de l'ennemi victorieux. Un projet d'émigration vers les provinces septentrionales du Mexique eut pour parrains le sénateur Gwin de Californie, et Pierre Soulé, de Louisiane. Le général Magruder devint directeur d'un bureau pour l'achat de terrains au Mexique. Maury, de Virginie, devint sous Maximilien « Commissaire impérial de la colonisation », et fut suivi par de nombreux Virginiens. Il était en

faveur auprès de Maximilien et de l'impératrice Charlotte, et comptait sur la venue de 3 ou 4 000 personnes appartenant aux meilleures familles. « Depuis la Révocation de l'Édit de Nantes, écrit un historien, on n'avait point vu de telles gens prêts à s'expatrier volontairement. » Des colonies s'établirent à Chihuahua, Jalisco et Carlotta. Mais le règne de Maximilien s'acheva en désastre, les colons furent déçus dans leurs espérances, et la plupart s'embarquèrent pour l'Angleterre. D'autres s'en furent au Brésil, à Para, d'autres jusqu'à la Plata, et s'engagèrent dans les armées de l'empereur Don Pedro, contre le Paraguay...

D'ailleurs, les chefs les plus respectés du Sud repoussaient l'idée d'abandonner le pays à l'heure de sa plus grande détresse. Le général Wade Hampton disait de la Caroline : « Il faut donc s'attacher à elle d'autant plus. » Robert E. Lee disait que le Sud « réclamait le secours de ses enfants, plus qu'à aucune autre époque de son histoire ». Ce fut son influence qui empêcha les généraux Longstreet et Jubal Early d'émigrer : ensemble ils consacrèrent leurs forces au sauvetage matériel et moral du Sud, en se tenant à l'écart du jeu stérile de la politique intérieure.

Après quelque hésitation, et voulant « donner à la jeunesse un exemple de soumission », Lee accepta de devenir président de Washington College, à Lexington — plus tard l'université Washington et Lee. Vers le même temps, Wade Hampton écrivit à Andrew Johnson : « Le Sud accepte, sans équivoque possible, la situation qui lui est faite. Tout ce qu'il fit, ce fut de bonne foi, et, au sens le plus vrai et le plus élevé du terme, le Sud est loyal. J'entends par là qu'il a l'intention d'obéir aux lois du pays, de remplir ses obligations et de respecter la parole donnée, et j'affirme que le Nord n'a pas le droit d'exiger davantage. Vous n'avez pas le droit de demander au Sud de professer tout de suite un amour sans bornes pour cette Union, dont il a cherché pendant quatre ans à se délivrer, au prix du meilleur de son sang, et de toute sa richesse. »

Entre temps, au Nord, les démagogues influents continuaient à vociférer, exigeant que Lee fût fusillé, et Jefferson Davis pendu.

***

La condition des noirs n'était pas moins déplorable que celle des blancs. Le monde s'imagine encore que l'émancipation, conséquence de la victoire nordiste, amena aussitôt une amélioration du sort des gens de couleur. Les faits sont différents.

Un demi-million de noirs, déjà libres en 1861, ainsi que les noirs enrôlés dans l'armée, étaient plus ou moins préparés à leurs nouvelles responsabilités, et capables de se tirer d'affaire. Les 3 millions demeurant, libérés soudain, furent moins heureux. Le problème de leur subsistance matérielle était le même que pour les blancs. Les sociétés bénévoles furent d'un secours précieux. Mais en bien des cas, le « Bureau des Affranchis » s'occupa de politique, plutôt que de l'éducation des noirs ou de leur assurer des moyens d'existence.

On oublie souvent que, sous l'ancien régime, le maître faisait vivre en moyenne seize personnes pour neuf travailleurs employés. Il y avait les bébés noirs, et les infirmes, et les grands-pères, et les « cousines », et tout cela faisait partie de la maison. Qu'allaient-ils devenir? Pendant la guerre, beaucoup de noirs « avaient gardé le domaine familial du maître absent, avec une noble fidélité. Beaucoup avaient amassé de petites épargnes, qu'ils offrirent à leurs maîtres ruinés[1]... » Quand on vint leur dire qu'ils étaient libres, qu'ils pouvaient partir s'ils le désiraient, et qu'il ne fallait plus dire « maître », ils répondirent : « Oui, maître », et ils restèrent.

On pratiqua divers arrangements, la vie ancienne reprit en maint endroit, le noir recevant quelques dollars chaque mois, continuant d'être vêtu et nourri, et demeurant librement à la maison ou dans la plantation. Si l'on eût suivi le conseil des mieux avertis, de telles dispositions transitoires eussent sauvé beaucoup d'existences, maintenu de bons rapports entre les deux races, et le relèvement du Sud eût été accompli en deux ans peut-être. Cette espérance fut compromise par les agitateurs politiques, les militaires irresponsables et les fanatiques.

De grosses plaisanteries, parfois cruelles, furent pratiquées

1. Oberholtzer.

aux dépens de la crédulité des noirs. Les soldats yankees les envoyaient à cinquante milles de distance, chercher un billet gratuit pour voir le Président, ou un cadeau de la reine d'Angleterre. De nombreuses filles de couleur étaient attirées vers les camps et les cantonnements, et mettaient leur liberté à profit plus radicalement que n'avaient prévu les puritains abolitionnistes. Bientôt des émissaires politiques, des réformateurs pleins de zèle, et des profiteurs, commencèrent d'exciter les noirs contre les blancs du Sud, leur disant qu'ils avaient tous les droits, et que leurs anciens maîtres n'en avaient plus aucun, n'étant que des rebelles.

Il est merveilleux — et c'est une nouvelle preuve de la nature facile, heureuse et généreuse de la race noire — qu'il ne se soit pas produit plus de crimes et de violences. Dans la plupart des cas, il fallait l'ivresse pour qu'un affranchi se montrât brutal ou insultant. Avec une race différente, des massacres sans doute eussent suivi de telles prédications de haine. Pour les aigrefins, le noir était une proie facile. On vendit aux noirs de faux certificats, en leur faisant croire qu'un paiement de cinq dollars donnait droit à une plantation. Des jalons et piquets, peints aux couleurs nationales, furent vendus comme marques de possession, valables pour quarante acres de terrain et une mule. On vendait aussi des produits pour blanchir la peau et pour aplatir les cheveux, comme compléments indispensables des nouveaux droits civiques.

Bientôt les noirs se mirent à quitter les plantations, où du moins la subsistance était assurée, pour encombrer les villes et les camps, où ils se faisaient nourrir par l'intendance militaire. Trop de gens leur avaient dit qu'ils n'avaient plus à travailler. Beaucoup se firent voleurs ou vagabonds, se nourrissant de baies cueillies aux buissons, et mendiant sur les routes. A Macon, en Géorgie, quinze moururent de faim. En juin, devant Richmond, il y avait plus de trente mille noirs sans moyens d'existence, arrivés de partout, et à qui il fallait barrer l'entrée de la ville. La misère, la maladie firent des ravages effrayants. En deux ans, les noirs perdirent autant de monde que les blancs en avaient perdu en quatre ans de guerre.

Les soldats du Nord n'étaient pas toujours bienveillants.

Cette hostilité et cette cruauté manifestées à New York pendant les émeutes de 1863 contre la conscription, reparurent. A Norfolk, les émeutes se succédèrent, des noirs furent pendus, et à Lynchburg torturés. Souvent « les anciens maîtres intervinrent pour protéger les noirs contre la cruauté de leurs libérateurs[1] ». Des noirs furent battus ou tués par des malandrins portant l'uniforme fédéral, qui n'appartenaient pas à l'armée ou l'avaient quittée. Par ailleurs, les patrons venus du Nord en grand nombre, pour s'enrichir en peu de temps, étaient exaspérés de l'indolence et du peu de rendement de leurs employés noirs.

A cette époque, il existait encore des rapports amicaux entre noirs et blancs du Sud. Ceux-ci, bien qu' « humiliés et offensés », savaient comprendre les gens de couleur et leur tempérament. De précieux exemples de tolérance et de tact furent donnés. « Dans une église de Richmond, un noir entra pendant le service, joua des coudes jusqu'au premier rang et alla s'agenouiller devant l'autel. Il y eut un moment de surprise; puis le général Robert E. Lee s'avança et s'agenouilla auprès du noir. Et le reste de l'assistance suivit son exemple[2] ».

***

Désormais tout dépendait du gouvernement fédéral. Nous allons voir comment il s'acquitta de sa tâche.

Il existait, assurément, des gens qui comprenaient la nature du problème. Le gouverneur John Andrew, de Massachusetts, homme d'État aux idées claires, conseilla de procéder à la reconstruction « avec l'aide de ceux, qui par leur intelligence et leur caractère, sont les guides naturels de leur peuple, et qui, tôt ou tard, le guideront en effet... ».

Lincoln, et après lui Andrew Johnson, était d'avis que les États du Sud existaient toujours en tant qu'États. Pour les radicaux nordistes, les États du Sud avaient renoncé à leur droit à l'existence, et il fallait les traiter en territoire conquis. La première méthode prévalut d'abord. On exigea des Confédérés un serment de fidélité, après quoi ils purent

1. Wallace, cité par Bowers.
2. Fleming.

voter, et des législatures et gouvernements d'État furent établis partout où l'on put réunir ainsi 10 p. 100 de l'ancien corps électoral. Le président considéra ces élections comme valides. On n'excepta des électeurs rendus à la vie civique que certaines catégories de chefs confédérés, et toutes les institutions locales — sauf l'esclavage aboli — furent laissées à la décision des États.

Dès 1864, cependant, le Congrès avait désapprouvé Lincoln, et s'était préparé à affirmer ses droits — c'est-à-dire à rejeter tout le problème en plein chaos.

Les radicaux n'entendaient pas se déclarer satisfaits d'une restauration rapide et paisible du Sud. En partie par fanatisme nordiste, mais surtout pour ne point laisser échapper l'occasion d'énormes profits aux dépens de l'ennemi battu, les radicaux s'attachèrent à paralyser la tâche des Gouvernements locaux provisoires érigés par Lincoln et Johnson. Peu importait que ces gouvernements fussent loyaux envers l'Union; c'étaient d'anciens rebelles qui les avaient élus, et tôt ou tard il fallait craindre une opposition politique de la part du Sud régénéré.

Après l'armistice, le général Grant avait visité le pays vaincu et fourni un rapport aussi bref que véridique, disant que « la masse de ceux qui réfléchissent, dans le Sud, accepte de bonne foi la situation présente. Les citoyens des États du Sud sont impatients de retrouver leur « self-government » à l'intérieur de l'Union ».

Avant mai 1865, des gouvernements avaient été reconnus en Louisiane, Tennessee, Arkansas et Virginie. Les sept États restants furent invités à convoquer des conventions constituantes, le Président n'insistant que sur la répudiation formelle de la sécession, des dettes confédérées et de l'esclavage. Il n'y eut pas de résistance. (Johnson eût désiré, en outre, voir octroyer le droit de vote aux noirs possédant des biens fonciers, ou sachant lire et écrire; mais, comme il arrive, en politique, dans le cas de propositions modérées et raisonnables, celle-ci ne satisfit presque personne).

En décembre 1865, les nouveaux gouvernements et législatures d'État se trouvaient installés. Mais le Sénat des États-Unis refusa d'admettre les sénateurs régulièrement élus par

les États du Sud, et lorsqu'on fit l'appel, les noms de ces États furent passés sous silence.

Pour que le treizième amendement, abolissant l'esclavage, devînt constitutionnel, il fallait la ratification des trois quarts des États. Seize États du Nord, et onze du Sud — les anciens États esclavagistes pourvus de leurs nouveaux Gouvernements « loyaux » — ratifièrent. Le quorum nécessaire se trouvait atteint. « D'où un dilemme inévitable, dit G. Carleton Lee[1] : ou les anciens États confédérés possédaient maintenant des Gouvernements valides et réguliers, ou l'amendement n'était point régulièrement ratifié. » Mais le Sénat de Washington n'éprouvait aucun embarras devant ce dilemme. Il continua d'exclure les États du Sud, tout en considérant l'amendement comme ratifié.

Les chefs radicaux étaient deux hommes extrêmement habiles, dont l'esprit n'était point remarquable, mais supérieur cependant à celui du sénateur moyen. C'étaient Charles Sumner et Thaddeus Stevens.

Dans son livre *The Tragic Era*, M. Claude Bowers donne une importance méritée au caractère de Thaddeus Stevens. Ce politicien eut une influence profonde sur les destinées du Sud.

Si le Président eût été doué de quelques-unes des vertus de Lincoln — la patience, la souplesse, par exemple, — si quelque homme de première grandeur avait dominé la politique du Nord à cette époque, Thaddeus Stevens serait demeuré une figure secondaire de chef d'opposition; il eût réussi à retarder certaines décisions, à paralyser pour un temps l'exécutif, mais non pas à modeler pour dix ans les destins de la moitié du pays. Il faut se rappeler qu'en Amérique la politique est presque une activité parasite, que la grandeur de la nation est le produit des efforts de ses citoyens, en dépit, pourrait-on dire, de l'influence destructive des politiciens, et du fait que le métier de politicien est considéré comme inférieur. C'est la profession facile, et point toujours respectée, ni respectable, de ceux qui ne savent réussir ailleurs. C'est pourquoi l'Amérique, bien qu'elle n'ait jamais été pauvre de grands individus ni de puissantes personnalités, voit souvent ses destinées influencées par de petits hommes, chargés de responsabilités

1. *The true history of the Civil war.*

trop lourdes pour eux. (Le monde entier put le constater, et en souffrir, lorsque le Sénat de 1919 se livra aux jeux que l'on connaît.) Thaddeus Stevens, sardonique et vindicatif, n'était pas un homme d'État, sans quoi il eût aperçu ce que le gouverneur Andrew exprimait clairement : que la domination du Sud par le moyen du vote des noirs était une entreprise sans avenir. Le fonctionnaire franchement malhonnête, qui partait pour le Sud avec l'intention de remplir ses poches, était plus logique. En peu d'années, il avait de fortes chances de s'enrichir. La politique de Stevens était condamnée à bref délai.

Les chefs du Nord, sans connaissance ni compréhension des conditions sociales du Sud, ne cherchaient qu'à anéantir ce qui pouvait demeurer de l'armature de la Confédération. Au lieu d'éduquer peu à peu les noirs, avec l'aide d'hommes tels que Wade Hampton et Lee, ils ne virent que la possibilité d'une récolte magique de plusieurs centaines de milliers de voix dociles, à utiliser contre l'ancienne classe dominante. Ainsi, tandis que les meilleurs éléments du Nord, les vaillants, les durs travailleurs, les créateurs, les bâtisseurs d'États, regardaient vers l'Ouest, la cohue des affamés, paresseux, politiciens véreux et hommes d'affaires marrons que l'Histoire connaît sous le nom de « carpet baggers »[1], s'abattit sur le Sud comme une armée de sauterelles.

Après Grant, Tarbell et Benjamin Truman, qui avaient rédigé des rapports aux conclusions modérées, on envoya Carl Schurz, qui produisit des conclusions incendiaires, sur le mauvais esprit du Sud et sur la nécessité d'une politique de répression sans merci.

Puis le Chief Justice Chase. Un seul problème semblait intéresser Chase : comment introduire les noirs dans la politique? Ce fut une surprise pour lui et pour ses compagnons, de s'apercevoir, en causant avec le frère de Wade Hampton par exemple, que les plus éclairés parmi les ex-Confédérés n'étaient nullement opposés au suffrage des noirs. « Il n'y voyait pas grand obstacle, en ce qui concernait les blancs; pour lui, tout Carolinien et sécessionniste qu'il fût, il était

1. On sait que ce nom leur vint du fait que beaucoup ne possédaient, en arrivant, qu'un sac à couverture (carpetbag).

prêt à accepter l'idée. Le droit de vote accordé aux noirs ne comportait en soi rien de nuisible pour le Sud... Mais si les gens du Nord espéraient, par ce moyen, construire dans le sud un parti nordiste, ils commettaient une grande faute... Pour lui, Hampton, il n'élèverait point d'objection, si le vote des noirs devait être une des conditions de la réorganisation, et il ne croyait point que le Sud dût avoir à regretter cette mesure[1] ». Le général Beauregard, en 1867, exprima la même opinion.

Les éléments du Sud les plus violemment opposés aux noirs, c'étaient les « blancs pauvres » de l'arrière-pays, que la guerre avait laissés dans une condition absolument misérable. 99 p. 100 étaient illettrés, et leur sort était souvent pire que celui des noirs. S'il existait alors une haine de race, c'était seulement dans cette classe. Mais cette haine fut sans doute pour quelque chose dans les premières mesures décrétées par les nouveaux gouvernements des États. Les législatures des États, en 1865-66, votèrent nombre de lois qui, modérées cependant, furent accusées par le Nord de manifester l'esprit « rebelle » et de chercher à réintroduire l'esclavage. Peu importait que telle de ces lois (celle sur l'adultère notamment) fût plus sévère pour les blancs que pour les noirs. Peu importait que les règlements imposés par l'armée d'occupation fédérale fussent infiniment plus rigoureux que ces lois. Pour le démagogue du Nord, toute mesure tendant à contenir les instincts les moins louables de l'affranchi, révélait une recrudescence de l'esprit de sécession.

En 1866, il y avait trois autorités distinctes, et toutes trois souveraines, dans le Sud : les législatures des États, reconnues par le Président des États-Unis, mais non reconnues par le Congrès; le Bureau des Affranchis; l'armée d'occupation. La situation cependant s'améliorait, avec lenteur.

Mais, comme dit Claude Bowers, « tel n'était pas le jeu qu'on voulait jouer ».

1. Whitelaw Reid.

## II

### LES « CHATS-PUANTS »

*Who elected these polecats rulers of men?*
VACHEL LINDSAY

Tandis que le Sud s'engageait dans sa tâche difficile, rebâtissant l'édifice social et économique bouleversé par la guerre, par la dévastation, et par l'émancipation des esclaves, les maîtres de la nation, à Washington, s'occupaient à des choses bien différentes.

Au Congrès, le parti de l'Union — les anciens républicains — avaient la majorité. Les démocrates étaient faibles, et le Sud n'était pas représenté. A l'intérieur du parti de l'Union, les radicaux détenaient le pouvoir. Le pays dans son ensemble s'intéressait peu aux affaires du Sud, et c'est ainsi qu'une minorité de fanatiques, soit haineux, soit corrompus, eut en mains les destinées d'une moitié des États-Unis. La civilisation américaine le paya cher.

En décembre 1865, un Comité mixte, formé par les deux Chambres, fut chargé de la Reconstruction. Il comprenait huit radicaux, quatre modérés et trois démocrates. Il commença par recueillir des témoignages relatifs à l'esprit de rébellion dans le Sud, et au danger d'un retour à l'esclavage. Au Congrès comme dans le pays, les radicaux étaient bien moins nombreux que les partisans du programme modéré du président Johnson. Mais ceux-ci étaient divisés, et son programme était sans grand prestige démagogique.

Par ses discours, par l'usage qu'il fit de son droit de veto, le Président joua le jeu de ses ennemis, que vinrent aider également les nouvelles d'émeutes à Memphis et à la Nouvelle-Orléans. Les élections d'automne, en 1866, furent favorables aux radicaux. Ils en éprouvèrent un regain de passion antisudiste. Les États du Sud, par réciprocité, et encouragés par le Président, témoignèrent leur hostilité au quatorzième amendement. La brèche s'élargissait.

Le 2 mars, le Congrès lança la bordée décisive, en promulguant trois « Actes » significatifs. Les deux premiers empêchaient le Président de révoquer les fonctionnaires à ten-

dances radicales, et d'exercer sur l'armée l'autorité que la Constitution lui confère. Le troisième, le « Reconstruction Act », déclarait illégaux les gouvernements établis dans les États du Sud, et divisait le territoire « rebelle » en cinq districts militaires, placés sous l'autorité absolue de cinq généraux, relevant du général Grant, celui-ci rendu à peu près indépendant de l'autorité présidentielle.

Le Congrès avait à peu près perdu de vue les intérêts de la nation et les besoins du Sud. Une seule chose l'occupait : la lutte contre le Président, et l'affirmation de sa propre suprématie, avec ou sans égard pour la Constitution même. La bataille se prolongea. Andrew Johnson renvoya Stanton, ministre de la Guerre, qui avait manœuvré pour les radicaux. Le Congrès défendit à Stanton de se démettre, et en février 1868, la Chambre des Représentants vota la mise en accusation (impeachment) du Président. Pour que la mesure fût effective, l'assentiment des deux tiers du Sénat était nécessaire. Il s'en fallut d'une voix. Comme on l'a remarqué depuis, le Président fut sur le point d'être mis en jugement pour avoir déclaré que les États du Sud faisaient partie de l'Union, alors que Jefferson Davis, dans le même temps, était en prison pour avoir dit que ces mêmes États ne faisaient plus partie de l'Union.

Avec la même franchise que certains sénateurs combattant Wilson en 1919, Stevens admit qu'il agissait pour des raisons de parti. A l'appui de l' « Acte » relatif à l'armée, il disait qu' « une bonne raison pour l'adopter est que la suprématie du parti s'en trouverait assurée ». C'était admettre avec candeur que les radicaux ne possédaient pas l'appui de la majorité de la race blanche aux États-Unis. Et comme il leur fallait une majorité à tout prix, ils avaient recours au vote des noirs contrôlé par l'autorité militaire...

C'est ainsi que triompha une conception nouvelle de la République. Je ne sais si les historiens ont reconnu toute l'importance de ce fait. Ce fut la grande victoire de l'expédient sur les principes. Deux principes fondamentaux, établis par les « Pères révolutionnaires », étaient le respect pour l'autonomie, sinon la souveraineté des États, et le droit des citoyens de chaque État à s'administrer selon les lois votées

par eux-mêmes. Les États du Sud avaient perdu leurs droits d'unités libres dans la Communauté fédérale. Maintenant ils allaient perdre leur droit à s'administrer eux-mêmes.

L'Amérique de Jefferson et de Washington, basée sur une doctrine de liberté, reculait vers l'arrière-plan historique. Une nouvelle Union faisait son apparition. Elle allait être basée sur la notion que tout ce qui est profitable est légitime, ou peut le devenir rapidement par des voies et des moyens politiques. On révère toujours, bien entendu, « l'esprit de 1776 ». Mais, aujourd'hui même, certaines villes et communautés américaines tolèrent un esprit d'opportunisme et d'empirisme politique, qui constitue la plus grave des menaces pour les institutions des États-Unis.

***

Prendre les noirs pour en faire les instruments d'une opposition destructrice n'était pas chose facile. Les révoltes d'esclaves, sous l'ancien régime, avaient été extrêmement rares. Après l'émancipation, le premier désir des noirs était d'obtenir de la terre et de l'éducation, et leurs sentiments à l'égard des anciens maîtres étaient faits surtout de confiance et d'amitié.

Deux organisations s'employèrent à effectuer les transformations nécessaires. Le Bureau des Affranchis (Freedmen's Bureau) fit la besogne officielle, et ses fonctionnaires, couverts par l'autorité fédérale, servirent la politique radicale. L'*Union League*, fondée en 1862 par les jusqu'au boutistes du Nord, recruta ses membres d'abord parmi les blancs unionistes, puis, en 1867, devint l'instrument principal de persuasion et de coercition pour l'enrôlement des noirs dans les rangs du parti républicain.

On mit en œuvre tous les accessoires classiques des sociétés secrètes : assemblées de minuit, serments, intimidation, violence. Les récalcitrants étaient fouettés, et parfois assassinés.

Des foules d'orateurs et d'agents politiques descendirent du Nord. Aux membres de l'Union League, on enseigna un véritable catéchisme de haine contre les blancs du Sud. Dans un comté de la Caroline du Nord, 28 granges furent incendiées par des nègres à qui l'on avait fait croire que tel

était l'ordre du Gouverneur. Dans une ville d'Alabama, on excita les noirs à préparer un incendie général. Toutefois un noir, puis un autre, insistèrent pour qu'on épargnât la maison de tel ou tel blanc « parce que c'était un brave homme ». En fin de compte, aucune habitation ne fut brûlée, et l'on effectua un heureux compromis en mettant le feu à une école inoccupée[1].

En même temps, en vertu du quatorzième amendement, tous les blancs influents étaient exclus de la vie civique. Dans certains États, l'autorité militaire (sous Sheridan et Pope en particulier) interpréta si largement cette disposition que nul ancien soldat confédéré, ou presque, ne fut admis à voter, non plus que les citoyens ayant prêté aide ou assistance aux combattants. Cela équivalait à exclure tout le monde. En Louisiane, certains furent privés des droits civiques pour avoir contribué aux œuvres de secours pour les Confédérés mourant de faim. On cite souvent l'exemple d'un dîner en Caroline du Nord, auquel prenaient part trois anciens Gouverneurs, un ancien juge à la Cour Suprême, et plusieurs anciens députés, et où le seul qui fût en possession de ses droits civiques était le domestique noir servant à table.

En avril 1867, les noirs admis à l'inscription électorale furent par rapport aux blancs dans la proportion de deux à un en Caroline du Nord, trois à un à Charleston, quatre à un à la Nouvelle-Orléans (où le recensement de 1860 indiquait 150 000 blancs pour 25 000 noirs), et de dix à un en Floride. Beaucoup de ces noirs, certains nés en Afrique, non seulement ne pouvaient donner leur nom ni leur âge, mais croyaient que l'inscription était quelque chose à manger, et s'étaient munis de paniers en conséquence. Cependant, alors qu'à New-York l'on comptait un électeur pour sept habitants de race blanche, en Louisiane on fit voter un noir sur quatre habitants.

Lorsque les Assemblées constituantes furent convoquées, les « carpet-baggers » commencèrent à récolter le fruit de leurs efforts.

Sur quarante-cinq délégués, en Virginie, quatorze seulement étaient Virginiens de naissance.

En Floride et au Texas, il y eut du désordre. Selon la

1. W. Fleming, *The Sequel of Appomattox.*

*Tribune* de Mobile, certains délégués avaient un aspect « à faire rire une girafe ou un hippopotame ». Les aménités échangées durant la période électorale comprenaient les épithètes de « brutes, incendiaires, babouins, prostitués de la politique, lie de la société, canailles, gibier de potence », et quelques autres.

Vers l'été de 1868, la plupart des constitutions étaient adoptées, et en plusieurs endroits les militaires cédèrent la place aux nouveaux gouvernements. Les militaires valaient beaucoup mieux.

Six États furent réadmis dans l'Union, à temps pour que leurs élus radicaux pussent siéger à la législature fédérale de 1868. Sur les douze sénateurs, dix étaient des « carpet-baggers » venus du Nord. En trois ans, la dette de la Caroline du Sud s'éleva de 5 millions et demi à 18 millions et demi. Les législateurs entretenaient : 475 scribes, 212 messagers, 74 pages ou chasseurs, 23 portiers, 16 concierges, 14 chapelains, 27 hommes de loi et 7 huissiers, pour le seul service du Parlement local.

En Caroline du Nord, la dette fut doublée. En Alabama, quadruplée. En Louisiane, le gouverneur Warmoth, sans le sou en 1865, « valait » un million de dollars en 1872. Il disait avec candeur : « La corruption est à la mode. Je n'ai pas la prétention d'être honnête, mais je prétends l'être autant que quiconque en politique. »

Bientôt on regretta le gouvernement des généraux, même les moins intelligents. Ils avaient, il est vrai, aidé les carpet-baggers. Mais ils avaient maintenu une certaine dignité, et un certain degré de sécurité. Ils modéraient le zèle des nouveaux élus pour les dépenses et les profits illégaux. Ils avaient même rétabli dans leurs droits plusieurs milliers de citoyens qui en avaient été privés irrégulièrement.

Il devint à peu près impossible à un noir de voter démocrate. Les femmes de couleur, guidées par l'Union League, le traitaient en réprouvé, et souvent il était battu ou voyait sa maison incendiée. Les églises jouaient aussi leur rôle, qui n'était pas toujours de réconciliation. De même les écoles.

Certains États souffrirent plus longtemps que d'autres. Partout, la domination incompétente et corrompue, mais

non point cruelle, de noirs dont l'ambition n'allait guère au delà d'une bombance prolongée aux frais de l'État. Partout, des voleurs de race blanche et nordique, remplissant leurs poches aussi rapidement que possible. Et, au-dessus, l'inspiration vindicative, étroite, fanatique et haineuse des politiciens de Washington.

En 1870, il y avait plus de 900 000 électeurs noirs, et 200 000 blancs étaient encore inéligibles comme « rebelles ». Quatre États n'avaient pas été réadmis à envoyer des sénateurs à Washington (Virginie, Géorgie, Mississipi et Texas).

Nous n'entrerons pas dans les détails de l'administration des vingt gouverneurs qui eurent charge des divers États du Sud pendant la « Reconstruction ». Douze étaient « carpet-baggers ». Les plus célèbres pour leur corruption sont Warmoth et Kellogg en Louisiane, Moses et Scott en Caroline du Sud, Stearns en Floride. Les huit autres étaient des « scalawags » ou renégats du Sud : Holden en Caroline du Nord, Brownlow en Tennessee; Smith en Alabama. Ils étaient plus honnêtes, mais encore plus détestables aux anciens Confédérés.

On cite un fonctionnaire en Géorgie, qui mit de côté 20 000 dollars avec un traitement de 3 000 par an, et affirma que c'était là « le résultat d'une stricte économie ». En Caroline un sénateur noir, comptant l'argent après avoir accepté un pot-de-vin, remarqua avec jubilation : « Moi vendu onze fois dans ma vie, mais ça c'est la première fois que *moi* touche le prix. »

Le plus souvent, toutefois, les noirs se voyaient privés de la meilleure part du butin par les habiles carpet-baggers. Pour maintenir une distribution plus équitable, les législateurs noirs nommèrent (en Floride par exemple) des comités chargés d'enquêter sur les profits illégaux des carpet-baggers, et d'obtenir une plus forte proportion des dépouilles. Ces Comités, chargés de « flairer » le butin, portaient le nom expressif de « smelling committees ».

Les voix des législateurs étaient à vendre, et souvent à prix fixe. Avec six cents dollars, on pouvait acheter un sénateur en Louisiane. J. S. Pike décrit dans *The Prostrate State* la législature de Caroline du Sud. Sur 124 députés, il n'en restait que 23 pour représenter la vieille civilisation du Sud.

Les noirs n'y mettaient point de méchanceté, et s'amusaient énormément. Ils étaient fort doués pour les longs débats sur les points de procédure, et déployaient d'extravagantes qualités oratoires. Riant, mangeant des cacahuètes, jetant leurs pieds déchaussés sur les pupitres, s'interrompant mutuellement sans cesse, ils devaient offrir un joyeux spectacle. Si nulle semence de haine n'avait été lancée parmi eux par les doctrinaires du Nord, toute l'affaire eût pu passer pour une farce colossale, coûteuse il est vrai : après quelques mois de malversations et de scandale, l'ordre fût revenu et l'harmonie entre les deux races eût été rétablie. Mais les radicaux veillaient. Dans les Carolines, la Louisiane et le Mississipi, on leva des milices noires. Et le spectacle de policiers noirs empoignant des filles blanches pour les conduire au poste, est, encore aujourd'hui et dans toutes les parties du monde, plus qu'un Anglo-Saxon ne peut supporter.

Bientôt il n'allait plus rien rester à voler, et les États allaient faire faillite. Quelques-uns des meilleurs journaux du Nord, à de rares intervalles, protestaient. Le *New York Herald* écrivit : « Les dix États du Sud, à l'exception d'un ou deux peut-être, sont gouvernés par des noirs, guidés eux-mêmes par des blancs bien pires que ces noirs, par des misérables qui n'oseraient montrer leur visage en aucune société respectable. C'est la forme la plus abominable que la barbarie ait revêtue depuis qu'il existe une civilisation. Il était juste de réprimer la rébellion. Il était juste peut-être d'émanciper les esclaves. Mais il n'est pas juste de réduire des blancs à l'esclavage. »

Mrs Harriet Beecher Stowe, l'auteur de *la Case de l'Oncle Tom*, écrivait à son frère : « Les politiciens ont déjà commencé de spéculer sur les noirs... et de remplir leurs pauvres têtes avec toutes sortes d'extravagances. » Elle considérait comme « déraisonnable et impolitique d'imposer le suffrage noir au Sud par la force des baïonnettes ».

La plus éloquente protestation du Sud s'exprima par la voix de Benjamin Hill de Géorgie, auteur de *Notes sur la situation*, dont les accusations étaient précises, irréfutables, et concluaient ainsi : « Ils annulent la Constitution au nom du loyalisme; exterminent la race noire sous prétexte de philanthropie; ôtent les droits civiques aux blancs au nom de l'éga-

lité; suppriment toute sécurité et toute prospérité au nom de la liberté; et tout en poussant des hosannas pour l'Union, ils précipitent les États et les races dans l'anarchie ». Le Sud reprit quelque espoir en lisant ces choses, dussent-elles rester ignorées du reste du monde.

Si paradoxal que cela puisse paraître, les années de la « Reconstruction » sont loin de prouver quoi que ce soit à l'encontre de la race noire. Rappelons-nous que la plupart des nouveaux législateurs, trois ans auparavant, étaient des esclaves; que rien, dans l'intervalle, ne les avait préparés à leur rôle; et que tout ce qui pouvait envenimer ou plutôt créer la haine des races, ne vint pas du noir mais lui fut suggéré. Toute la responsabilité, pour le mal qui fut commis et qui se commet encore aujourd'hui, remonte aux politiciens blancs, et en premier lieu à ceux qui gouvernaient alors le Congrès. Deux sénateurs noirs (l'un deux occupant le siège de Jefferson Davis) et treize représentants furent envoyés à Washington. Certains d'entre eux étaient de réelle valeur. Il est extrêmement intéressant d'étudier les efforts des noirs pour s'adapter à leurs nouvelles responsabilités, et cette étude montre que l'obstacle fut souvent non pas l'ancien maître, mais le nouveau bénéficiaire et exploitant du suffrage noir.

***

Le résultat de cette « prostitution continue de tout gouvernement », comme dit un écrivain du temps, fut que les blancs n'ayant pas abandonné tout espoir de survivre, durent inventer des moyens de défense. Les moyens légaux leur étaient refusés. Il fallait aviser. Les femmes étaient sans protection. Des brigands de toute sorte foisonnaient. Les gens de l'Union League avaient recours aux intimidations, aux déguisements, pour soumettre les noirs à la discipline radicale. Les blancs du Sud s'emparèrent de l'idée, d'où sortirent les vastes organisations du Ku Klux Klan et du Camélia Blanc.

Le Klan fut conçu à Pulaski (Tennessee) dès 1865. Ce fut d'abord un club de jeunes gens, dont les réunions donnaient prétexte à des mascarades et autres amusements. Quand on vit l'effet produit sur les noirs par les costumes étranges et les cavalcades nocturnes, des hommes sérieux songèrent à

faire du Klan un instrument de protection pour leur classe et leur race. Une convention se tint à Nashville en mai 1867. Le but était de protéger les faibles, en particulier les veuves et orphelins des Confédérés morts à la guerre, et de « défendre la Constitution ». Le général N. B. Forrest, le fameux cavalier du Tennessee, homme d'un caractère solide et respecté, fut élu « Grand Sorcier ». Les « Génies », les « Dragons » et les « Hydres », les « Titans » et les « Furies », les « Géants » et les « Farfadets », les « Cyclopes », les « Orfraies » et les « Goules » formaient l'*Invisible Empire*. Ils s'assemblaient dans les bois ou au bord des marais, à minuit, et leur aspect suffisait à faire naître une impression profonde dans toute âme douée d'imagination.

L'ordre du « Camélia Blanc », né plus au sud, avait son foyer à la Nouvelle-Orléans, et s'opposait plus vigoureusement encore au nouveau régime politique.

Tout le monde connaît la robe blanche, le casque et le masque, les tours humoristiques ou terrifiants joués aux noirs par les hommes du Klan. Ces fantaisies, d'abord innocentes, produisaient l'effet voulu en semant la crainte salutaire des représailles dans l'esprit des gens enclins aux excès. Évidemment, l'effet était moindre — ou nul — sur le carpet-bagger ou le renégat. Ici le Klan fit peser son bras plus lourdement. Il y eut des châtiments corporels pour ceux qui avaient échappé aux conséquences de leurs méfaits par quelque protection politique ou militaire. Ces violences n'étaient qu'un des aspects de la régression générale des États du Sud vers une condition inférieure, une organisation sociale instable, brutale, primitive — celle des communautés arriérées. On effrayait les incendiaires, on rappelait les agitateurs à la prudence. Le Klan eut un tel succès qu'en 1868 le nombre de ses adhérents s'élevait probablement à 550 000.

Mais il ne pouvait durer ainsi. Dès 1868, des hommes de rapine ou de désordre se glissèrent dans l'Ordre secret. Les vengeances personnelles, le vol, la diffamation, s'introduisirent dans les pratiques du Klan, ou plutôt s'accomplirent sous le couvert d'une affiliation au Klan.

La plupart des membres respectables se retirèrent dès 1869, et le général Forrest licencia le Klan solennellement. Toute

organisation qui prit ultérieurement le nom de Ku Klux Klan est donc chose différente, placée sous l'ancien nom pour des buts nouveaux.

Les modérés, au Sud, eurent bientôt aperçu le tort que le Klan pouvait faire à leur cause : les campagnes électorales de 1870 et 1872, au Nord, firent grand usage, en effet, des crimes réels ou imaginaires du Klan. Certains de ces crimes étaient particulièrement cruels ou crapuleux. Mais il faut remarquer que, plus d'une fois, des radicaux furent saisis en costume du Klan, soit que leur intention fût de piller plus commodément, soit qu'ils voulussent jeter l'opprobre sur la « rébellion ». Enfin beaucoup de « pauvres blancs » se joignirent au Klan, et s'en servirent pour brutaliser les noirs, espérant ainsi provoquer leur émigration et obtenir des salaires plus élevés.

***

Le Nord, dans les années 60, n'était certes pas à l'abri de la corruption politique. Mais après une longue tolérance de la part du grand public, il arrivait toujours un moment où les « combines » devenaient trop coûteuses, et provoquaient la réaction du citoyen moyen. Le Sud, bâillonné, ne pouvait réagir.

Dans le Nord, les États pouvaient refuser le suffrage aux noirs. Avant 1869, ceux-ci en étaient privés au Connecticut, au Kansas, au Michigan, au Minnesota, au Missouri, en Ohio et au Wisconsin. Pourtant, il n'existait point, en ces États, de menace créée par un vaste nombre de gens de couleur. Donc les mesures de reconstruction n'eurent pas pour but d'unifier la nation, ni d'élever la race noire, ni d'appliquer quelque principe élevé que ce fût. Il s'agissait d'expédients politiques et de mesures de répression contre une nation supposée hostile. Cette nation, lorsque la commodité politique l'exigeait, était partie intégrante de l'Union; et cette même nation était tenue à l'écart de l'Union, lorsqu'il était plus avantageux qu'il en fût ainsi. Le Sud votait lorsque, en 1868, le vote des noirs faisait pencher la balance en faveur de Grant, élu Président par trois cent mille voix de majorité seulement. Le Sud n'était point admis à l'existence politique, lorsque ses votes

pouvaient mettre en danger l'hégémonie des radicaux, ou alléger l'oppression qui pesait sur les dix « États prostrés ».

***

Vers 1870, la situation était aussi sombre que possible, et la guerre civile seule, ou un massacre général, eussent été pires. Laissons de côté les épreuves subies par la plupart des États, et bornons-nous à deux exemples : la Caroline du Sud et la Louisiane.

Sous le gouverneur Scott, la Caroline, le vieil État jadis si orgueilleux, subissait un régime d'enfer. Joseph Crews, ancien marchand d'esclaves, ancien sécessionniste, qui s'était soustrait au service militaire et s'était fait ensuite républicain, était le mauvais génie de l'État. Il excitait la milice noire contre les blancs. Scott avait licencié toutes les compagnies blanches, enrôlé quatre-vingt-seize mille noirs, fait distribuer des fusils, et les hommes, gais et turbulents, tiraient sur les chiens et bousculaient les civils. Il y eut de nombreuses rixes, et une émeute grave le 20 octobre 1870. Le dernier jour de l'année, un vétéran confédéré fut assassiné, et des noirs lynchés en représailles. Les noirs paisibles et honnêtes sont terrorisés, et certains s'enfuient dans les bois.

En octobre 1871, le président Grant proclame la loi martiale, les patriotes de Caroline doivent s'y soumettre, et les temps sont plus durs que jamais.

En 72, Franklin Moses remplace Scott, et le dépasse encore en fraude et corruption. Au cours d'une session législative, la buvette du Capitole à Columbia coûte cent vingt-cinq mille dollars. Les élus ne se contentent plus de remplir leurs poches de cigares et de bouteilles. Ils se font livrer des provisions à domicile, ou chez leurs amies. Des vêtements et des meubles, considérés comme « fournitures législatives », figurent sur les registres de dépenses d'État, ainsi que des parfums, des jarretières, des corsets, du whisky, de la literie et des bas de soie.

La Caroline, ayant commencé le mouvement de sécession en 1860, ne méritait évidemment point de sympathie de la part des bons citoyens du Nord. Aussi n'en recevait-elle pas.

***

La Louisiane maintenant.

A la Nouvelle-Orléans, non seulement la dette publique, mais le prix des revolvers a augmenté de façon merveilleuse. Une seule bande de sacripants, les « Innocents », compte deux mille membres. Il y a aussi les « Tigres » et les « Chevaliers de Seymour », bandes rivales. La guerre entre sociétés secrètes des radicaux et des sudistes est devenue sanglante. En quelques mois de 1868, on compte neuf cents meurtres.

La discorde apparaît dans les rangs des républicains. En face de la « combine » de Warmoth, se dresse une combine de la Douane, qui enrôle un grand nombre de fonctionnaires fédéraux.

Tandis que Warmoth fait usage de la milice d'État, et notamment de la « Garde métropolitaine » composée de noirs, J. F. Casey, surintendant du port et beau-frère du président Grant, prête à la combine rivale un garde-côte fédéral, qui va croiser sur le Mississipi — aux frais du peuple bien entendu. Entre temps, Carter, président de la Chambre, reçoit un pot-de-vin pour chaque loi relative aux chemins de fer. Plus tard, un témoin établira qu'une seule charte de compagnie de transports aura coûté quatre-vingt mille dollars, la signature du Gouverneur à elle seule exigeant plus d'argent que l'approbation de tout le parlement...

Or l'autorité suprême de l'État, c'est le général Sheridan, et au-dessus de lui, le général Grant à Washington. Si honorable qu'ait été le passé guerrier de ces hommes, ils firent preuve d'une totale incompréhension des choses du Sud. Ils étaient honnêtes, entêtés, dépourvus d'imagination. Aux États-Unis, on trouve partout des statues de Grant et de Sheridan. Et pourtant, les États-Unis ne manquent point d'hommes de talent, de vertu et d'intelligence à glorifier. Pourquoi cette indulgence publique, cette absence de valeurs solides qui rend si facile à tout homme un peu mieux que médiocre, s'il est honnête, la conquête de la gloire par la politique américaine, et s'il est malhonnête, la conquête de la fortune?

## III

### LES TEMPS NOUVEAUX

L'oppression dont souffrait le Sud, vers 1870, atteignit à son comble. Quatre ans de guerre et cinq ans de pillage avaient réduit le pays à une condition telle que le reste des États-Unis, et le reste du monde, pouvaient regarder le Sud comme effacé de la carte. Le rêve des radicaux du Sénat se trouvait pleinement réalisé : la prospérité du Sud n'était plus qu'un souvenir, la concurrence du Sud était supprimée, l'hégémonie des hommes d'État du Sud n'était plus à redouter, le Sud était aussi complètement battu qu'aucune nation le fut jamais dans l'Histoire, et par conséquent l'âme du Sud, en bonne logique, devait être brisée.

Seulement, elle ne l'était pas.

La terre même résista. Et puis les femmes. Les fondations du corps social résistèrent. Et puis des choses profondes, inexprimées, organiques, des choses qui demeurent quand tout ce qui est visible et tangible a disparu par le feu ou le pillage ou la politique. La volonté de survivre, c'est moins du cerveau des hommes qu'elle resurgit, que des sources obscures, intarissables, qui persistent dans un pays ayant une fois connu la liberté et la santé.

La misère et les outrages peuvent se prolonger, et il faudra bien trente ans pour que les cicatrices de la guerre et les ruines de la « reconstruction » deviennent des souvenirs. Mais peu à peu, voici que le désespoir change de camp. En 1870, c'est la politique d'oppression qui va devenir politique sans avenir. Il faut déjà de l'optimisme à un « carpet-bagger » pour dire : « Nous pouvons compter encore sur cinq ans de bonne volerie en Caroline. »

En peu d'années, ces gouvernements vont tomber, comme tombent des sangsues gorgées. La politique du Congrès ne trouvera plus personne pour la défendre, lorsque les États-Unis enfin s'en détourneront avec colère, dégoût ou indifférence.

***

La cause suffisante de la série de révolutions locales qui rendirent les États du Sud à eux-mêmes entre 1870 et 1877,

ce fut sans doute la volonté même des citoyens. Et chaque année apportait un contingent de jeunes électeurs qu'on ne pouvait priver de leurs droits.

La volonté de vivre est, à longue échéance, plus puissante que la volonté d'opprimer. En fin de compte, c'est la vie qui l'emporte. Presque tout l'ancien système social reparut peu à peu, non pas comme résultat d'un plan froidement conçu, mais comme produit des conditions permanentes de climat, de race, de culture, et d'économie, où ce système trouvait ses racines. Les facteurs qui l'avaient déterminé n'avaient point disparu.

L'esclavage n'était plus. Il eût été aboli de toute manière, avec les ruines et les tueries en moins. Mais les rapports entre race blanche et race noire avaient été empoisonnés. La peur avait été introduite, une peur réciproque qui n'existait pas auparavant. Et si « le mal est ce dont on a peur », les maux d'aujourd'hui sont bien le résultat de la politique de reconstruction.

***

Entre 1870 et 1877, tous les États du Sud ont chassé les politiciens du Nord et repris la direction de leurs affaires locales. Voici ce que P. A. Bruce écrivait en 1905, à la fin de son ouvrage *Rise of the new South* :

« Ils commencèrent leur nouvelle carrière avec des communautés désorganisées par le plus terrible conflit des temps modernes... Sans moyens pour payer leurs dettes, ni capital pour inaugurer de nouvelles entreprises, dans un pays où tout avait été pillé, sauf la végétation...

» Le peuple s'est adapté aux nouvelles conditions avec une application et une rapidité qui ont commandé le respect du monde... Et leur lutte s'est livrée cette fois contre des maux d'une nature toute prosaïque et où tout prétexte à enthousiasme faisait défaut. »

Les épisodes dramatiques seront désormais l'excepotin. C'est par des courbes et des diagrammes que l'on montrerait le mieux l'ascension patiente et continue de la prospérité du nouveau Sud.

L'aristocratie terrienne, classe dirigeante, avait disparu.

La terre était divisée. Les noirs étaient affranchis. Enfin, le développement de l'industrie avait transformé l'aspect des communautés du Sud.

Le vieux Sud produisait quelques matières premières, qu'il fournissait aux manufactures du Nord. Le nouveau Sud construisit ses manufactures à proximité des ressources naturelles. Le système ferroviaire se développa en même temps que l'exploitation des mines, du pétrole et des autres richesses du sol. Le commerce grandit. En 1900 — mais pas avant — trois États seulement, dans le Sud, avaient à peu près retrouvé leur richesse de 1861.

La distribution en était toute différente. Les fondations quasi-féodales du vieux Sud étaient détruites. On pouvait croire que le pays allait se trouver décapité, privé de ses patriciens, et c'eût été vrai si l'argent seul avait déterminé le rang social. En fait, les anciens dirigeants conservaient leur influence, une influence acceptée généralement, sollicitée même, mais s'exprimant sous des formes nouvelles. Délaissant la politique, jadis carrière préférée des meilleurs citoyens, ceux-ci se tournèrent vers les affaires, comme dans le Nord, ou bien vers l'éducation. L'exemple avait été donné par Robert E. Lee, acceptant la présidence de Washington University. Il fut suivi par de nombreux patriotes. Les États firent d'énormes sacrifices pour l'instruction publique, sachant qu'il s'agissait là d'un placement efficace, dans un pays où il s'agissait « de rétablir les États du Sud dans la possession de leur ancienne influence ». Il s'ensuit que l'autorité morale et sociale des éducateurs, dans le Sud, est plus marquée que dans le Nord, et plus comparable à ce qu'elle est en France ou en Allemagne. Aujourd'hui, le Sud à lui seul dépense pour l'instruction publique le double des 215 millions de dollars que lui consacrait en 1900 le pays entier.

***

Autant qu'on en peut juger, il semble qu'il y ait infiniment moins de corruption politique au Sud que dans le Nord et le Middle-West, où le fait d'avoir volé l'argent public, dans certaines villes, n'est même pas un obstacle à la réélection. Il reste quelque chose de la vieille habitude de considérer la

politique comme une carrière désirable et respectable pour un jeune homme de bonne naissance.

Les dix années de mauvais gouvernement avaient laissé une longue trace de haine entre les races. La vie politique du Sud s'en trouva empoisonnée pour bien des années — et le poison n'est pas encore éliminé. L'hostilité rampant sous la cendre éclata en épisodes meurtriers, d'abord très fréquents, puis plus rares. Il n'en demeura plus que des manifestations isolées, brutales et soudaines, comme le lynchage d'un nègre, presque toujours pour attentat vrai ou supposé contre une femme blanche[1]. Le Sud, d'ailleurs, est loin d'avoir le monopole de ces excès.

Le problème des races n'est pas résolu aujourd'hui. Mais il a perdu certains de ses pires aspects, et noirs comme blancs sont mieux capables qu'il y a un quart de siècle[2] de l'approcher dans un esprit raisonnable. Et peut-être les hommes d'aujourd'hui sauront-ils s'inspirer des paroles du gouverneur Wade Hampton, paroles de chrétien et d'homme d'État : « Noirs et blancs, ce sont tous mes enfants. »

***

L'an dernier, un livre est venu concentrer, pour les étudiants à venir, le plus riche matériel qui se puisse réunir. Le professeur Howard Odum, de la Caroline du Nord, s'est livré à une fort intelligente compilation de faits, de chiffres, de traits de caractère, d'épisodes et de vocabulaire, sous le tire d'*Une Époque Américaine*, avec le sous-titre : « Portrait du Sud dans le tableau de la Nation ». Il campe, avec exactitude et non sans fierté, la silhouette de ces paysans athlétiques, grands faiseurs d'enfants, et dont la race a pris possession du sol américain depuis trois cents ans. (Avant l'arrivée

1. Il fut un temps où ces attentats étaient presque journaliers, conséquence de la démoralisation et de l'ignorance de toute loi chez les jeunes noirs, dans la période qui suivit la guerre et l'émancipation. Aujourd'hui, ces attentats sont extrêmement rares, et les lynchages, dont la lâcheté nous révolte encore plus que l'arbitraire et la cruauté, ont perdu ce qui put, à certaines époques, leur servir d'excuse.

2. En ces cinq dernières années, le nombre des étudiants noirs a augmenté de 150 p. 100, et leurs « high schools », en dix ans, sont passées de quarante-quatre à huit cents.

du *Mayflower* et des Puritains au Nord, l'Assemblée de Virginie légiférait déjà.) L'élément celtique est dominant, et l'ancien immigrant est encore chez lui. Aujourd'hui même, le Sud contient moins de 1 p. 100 de citoyens nés à l'étranger, sauf en Texas, Floride et Louisiane où leur proportion atteint à peine 5 p. 100. Alors que moins de la moitié de la population américaine s'occupe d'agriculture, le Sud est cultivateur pour plus des trois quarts de ses habitants. Enfin, outre les quelque 40 millions de gens qui vivent au Sud, plus de 2 millions, nés au Sud, sont allés vers le Nord et vers l'Ouest, alors que le Sud n'a pas 200 000 immigrants des autres régions. Comme on le voit, quels que soient les changements apportés çà et là, en Caroline du Nord et en Alabama surtout, par la naissance récente de la grande industrie, le Sud, ethniquement parlant, reste à peu près inchangé.

Sa fortune n'est qu'un cinquième de la fortune nationale. Mais les millionnaires n'y sont qu'un quinzième du chiffre total. Comme le chômage, d'autre part, n'y atteint pas les proportions redoutables qu'on observe aujourd'hui dans les agglomérations industrielles du Nord, on voit que la richesse est beaucoup moins inégalement distribuée dans le Sud — ce qui n'est pas l'un des moindres traits de ressemblance entre ce pays et le nôtre.

Il ne faut pas s'étonner si les critiques, souvent fort dures, que les Yankees ont fait subir au Sud, ressemblent fort aux critiques dont la France est l'objet de la part du nordique moyen. Depuis la crise économique récente, ces critiques se font entendre avec moins d'assurance.

Le Sud contemporain fait connaissance à son tour avec les problèmes ouvriers. Éprouvé par la mévente du coton, les inondations, la sécheresse, la raréfaction de la main-d'œuvre noire, il devra faire de grands efforts d'adaptation. Mais j'aimerais mieux posséder une plantation en Louisiane ou une ferme en Virginie, qu'une usine à Detroit ou une boutique à Chicago, pour bien des raisons.

Les temps peuvent être durs. Mais le Sud est le pays de la ressource profonde. Hoover, se plaçant au point de vue matériel, déclare qu' « avec un tiers de la superficie de la nation, trois cinquièmes de ses côtes, de vastes avantages

de sol, de sous-sol, de climat, on ne saurait fixer de limite au progrès et à la prospérité croissante du sud ».

***

Le Sud fait maintenant partie intégrante et consentante des États-Unis, comme de la France le Languedoc et la Bretagne, malgré leur histoire passionnément dissidente. Mais le génie du Sud, loin de disparaître, s'est conservé dans ses éléments essentiels.

Seule demeure une amertume que le temps n'efface pas : celle de gens que leur propre histoire nationale calomnie, et dont le monde ignore à peu près totalement la tragédie. Tout ce que demande ce peuple de plusieurs dizaines de millions de citoyens, c'est que l'histoire de sa cause perdue soit écrite à nouveau, et connue sous son jour véritable, avec ses luttes, sa grande espérance, sa débâcle, son martyre et la lente renaissance de ce pays, l'un des plus beaux qui soient au monde. L'argent y compte moins qu'ailleurs, dans les rapports sociaux, car toutes les grandes familles ont passé naguère par la ruine. Mais l'on y sait vivre. Pays moins riche que le Nord, mais plus heureux. Moins informé mais souvent plus cultivé. Moins puritain, mais plus sage.

Le génie du Sud est si puissant — alliance de la race, du climat et de l'Histoire — qu'il absorbe et conquiert beaucoup d'éléments venus du Nord. C'est ainsi que le monde méditerranéen attira et transforma les éléments nordiques barbares descendus vers le sud de l'Europe.

L'Américain, dans le Sud, aujourd'hui, demeure à la fois conservateur et pénétré d'un ancien idéal démocratique. Il s'attache aux formes permanentes de culture et de vie sociale, et sait s'intéresser aux idées plus qu'aux faits. Au Nord, en plus d'un lieu, j'ai rencontré des gens loin d'être stupides, mais plongés jusqu'à l'âme dans l'entreprise matérielle, qui ne pouvaient absolument pas comprendre ce qu'un Grec, un Juif, un Français, un Allemand, un Russe ou un Oriental entendent par *une idée*. Il est moins difficile aux hommes du Sud de comprendre le monde, qu'à certains esprits américains qui absorbent, sans la digérer, trop d'information soi-disant

utile, en trop peu de temps, et à qui trop de mauvais journaux ont fait croire trop de bourdes.

Il y a des petites villes du Sud où l'on se croirait encore au temps de Napoléon III. Mais mieux vaut retarder de soixante ans, en convenir, et s'appliquer aux problèmes en tâchant de raisonner juste, que retarder de dix ans, lire des sottises et se croire en possession de la vérité.

Le Sud fut aristocrate avec Lee, Davis, Stuart, Page — et c'était une aristocratie authentique, avec ses responsabilités, et reconnue par tout un peuple. Il fut démocrate avec Jefferson — mais quelle intelligente démocratie, exigeante de soi-même, éclairée de la plus diverse recherche, nuancée de tolérance et de culture!

Un paradoxe qui ne saurait se prolonger, c'est que ce Sud demeure presque inconnu de nous, masqué par une Histoire calomnieuse, isolé par sa longue pauvreté, alors que c'est précisément la part des États-Unis la plus proche de nous, par l'âme. Les épreuves traversées là-bas après 1860, et en France après 1870, sont parallèles, presque simultanées. La défaite du Sud et de la France laissa le monde occidental en proie à plus de vulgarité qu'il n'eût fallu. Leur exemple, nul n'en voulait plus, puisqu'on n'en tirait plus le moyen de faire de l'or ou du pouvoir visible. Mais ces pays refusèrent d'accepter que leur défaite fût un verdict de décadence, et ne se laissèrent point persuader qu'Appomattox et Sedan fussent la preuve finale que leur civilisation était inférieure. Et maintenant la roue a tourné, et la victoire change de camp...

On souhaite que ces pays reconnaissent la similitude de leurs destinées. S'il existe une affinité certaine, c'est entre notre vieille France et ce vieux Sud, tous deux si jeunes devant l'avenir. Ce n'est pas la moindre tâche du Sud, ni la nôtre, que de sauver et d'entretenir la grande amitié de France et d'Amérique, que politiciens, mauvaise presse, et écrivains trop habiles mettraient volontiers en danger.

PIERRE DE LANUX

# ANNA[1]

## V

*Au Petit Alcazar*, les consommations coûtaient cinq sous jusqu'à dix heures du soir et quinze sous aussitôt après, parce qu'alors commençait la séance artistique : on écartait un peu les tables de zinc, les chaises de paille. Cinq grosses lampes à réflecteur s'alignaient par terre sous une plate-forme de planches où il restait toujours de la poussière, des perles de strass et des brins de plume rose. C'était le jeune Aron qui surveillait ce luminaire, accroupi derrière la batterie, à la place du souffleur. Aron avait douze ans, il était borgne, sordide, sans souliers, sans chemise, mais gracieux et frisé, doré comme une prune; dans la journée, il vendait des journaux oranais sur la place Saint-Michel, il faisait des commissions à l'heure où ces messieurs, affalés aux terrasses, la veste ouverte, et des lunettes bleues glissant sur leur nez en sueur, n'ont la force ni d'aller acheter des cigarettes, ni de retenir leur tour chez le coiffeur. Aron était le personnage le plus célèbre de Tlemcen, et, comme les sous-officiers de zouaves aimaient à rire, ils lui avaient donné une vieille chéchia qu'il portait le jour du sabbat, pour honorer le Seigneur, le dimanche pour flatter les chrétiens et le vendredi pour plaire aux arabes; car il venait des bicots comme clients au Petit Alcazar, emmitouflés et silencieux, à qui leur dignité défendait seulement de cligner de l'œil aux danseuses.

Aron fut le premier habitant civil qu'on présenta à Édouard

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 avril, 1er, 15 mai, 1er et 15 juin.

Chantiran. Il lui fit, comme à tout le monde, un sourire souffreteux. Et Édouard lui donna dix centimes, parce que c'était l'usage des nouveau-venus. Le garçon lui baisa la main. Du côté gauche, avec son œil blanc, il avait l'air d'un mouton crevé. Entouré de ses collègues, Chantiran abreuvé d'absinthe, abasourdi par la chaleur qui n'avait pas cédé à la nuit, s'endormait peu à peu. La salle était couverte de tôle, le sol battu; de temps en temps, un consommateur l'arrosait avec sa carafe, en imitant le cri des marchands d'eau. Le patron, Alsacien, accourait, gémissait, levait les mains au ciel :

— De la si bonne eau! filtrée, première marque, et contrôlée par l'Hôpital militaire! Tu paieras, monsieur! ou je vais sur la police!

Cependant, la carafe, à neuf heures quarante-cinq, fut versée dans le cou du sergent Chantiran. Il suffoqua, il crut se fâcher, mais il dut rire comme ses voisins; on lui assura que c'était l'usage à Tlemcen, le baptême n'a jamais fait de mal à personne par une telle température.

Aron regarda Chantiran en prononçant des mots bizarres :

— Qu'est-ce qu'il dit, ce morveux-là?

— Il dit que le nouveau, il a le mauvais œil, — s'écria le sergent Brouche en se tapant sur les cuisses. — Du reste il a raison; un fantassin, encore en tenue de marsupiau, ça fait tache au milieu des zouaves... Allez, une tournée pour conjurer le mauvais œil, sidi Chantiran. Ça n'est pas tous les jours fête.

Édouard, assis dans l'humidité, ne savait plus très bien où il était. Il tenait bien le vin, mais la liqueur verte avec son odeur l'entêtait; il aurait voulu croiser les bras, se jeter le front sur la table, et dormir. De temps en temps il y pensait si avidement qu'il s'imaginait goûter déjà ce repos, mais il s'apercevait au bout de quelques secondes que sa dignité avait triomphé et qu'il était encore assis au milieu de l'*Alcazar*, suçant une cigarette de Bastos éteinte (pas cher, vraiment, le tabac, ici!) et tenu à gauche et à droite par deux camarades en veste soutachée... Il tirait machinalement sur la barbiche brune qu'il laissait pousser depuis un mois, et qui faisait déjà son orgueil, son souci.

La patron alla fermer la porte qui donnait sur un jardin

poudreux; dans les branches du figuier, sur le petit mur, des gamins avaient grimpé déjà pour jouir du spectacle. Il les insulta et revint. Une affiche roulée se déplia sur le grand mur. On vit paraître l'image d'une dame en jaune, avec des gants noirs et un énorme chapeau à plumes de corbillard : « Tournée exceptionnelle, pour quelques semaines seulement : Mademoiselle Jenny. »

Et l'on n'entendit plus que le bruit des éventails de papier ou quelques crachements sonores sur la terre, suivis de râclements de souliers; parce que la divette sortit d'une porte vitrée et salua. Elle monta sur le plateau, secoua ses jupes à bouillons et commença de se balancer en cadence tandis que le piano jouait sa ritournelle. Elle était mince, plâtrée, avec un nez retroussé et une lèvre courte.

*Ils sont maigres comme une asperge,*
*Jaunes comme un antique cierge,*
*Tristes comme un bonnet de nuit,*
*Les petits crevés d'aujourd'hui...*

Elle chantait avec application, roulant les *r* comme une cantatrice d'opéra, ne faisant grâce d'aucun geste, des doigts, du torse, du pied, à chaque syllabe, comme si ce texte avait eu besoin d'illustration.

— Elle est pimbêche, celle-là! — dit un sergent.

— Non, elle fait très femme du monde, — remarqua un caporal-fourrier.

Le public ne versait pas dans les discussions. C'était un excellent public, habitué à applaudir, à crier d'enthousiasme, pour faire du bruit. Il martelait déjà l'air sur le sol, sur le bord des tables, et enfin sur le bord des verres avec les cuillers ajourées. Le patron chevauchait une chaise face à sa clientèle qu'il regardait d'un œil sévère, puis adouci, puis émerillonné. Il finit par dire au pianiste en enlevant sa pipe : « Gros succès! il faudra garder cette dame le plus longtemps possible. Mais est-ce qu'elle a un répertoire conséquent? »

— Tout le grand répertoire de Paris, — assura le pianiste sans cesser de tapoter. — Elle a cinq kilos de partitions dans sa malle.

— Et sérieuse?

— Oh! oui, elle a un cousin ici, qui est coiffeur devant le marché couvert, place des Victoires. Un nommé Titin, et il la surveille.

— J'aime ça, — dit le patron. — Mais on va voir comment elle fera sa collecte.

*... Ils ont derrière un rond de verre,*
*Un œil prêt à tomber par terre,*
*Comme celui d'un merlan frit,*
*Les petits crevés d'aujourd'hui!*

Mademoiselle Jenny feignait de se promener de long en large, en piaffant, secouant de ses mollets noirs la mousse de sa robe jaune. Et, comble de mise en scène, elle tira de sa poitrine un gros cordon, s'ajusta un monocle dans l'œil, et, sans le faire tomber, salua. Dans le tonnerre des bravos, elle s'assit en faisant le grand écart, comme une poupée brisée. Sa main en sueur envoya un baiser :

— Elle ressemble tout à fait au lieutenant de Sainte-Claire, avec son carreau dans l'œil, — dit le sergent Brouche. — Moi, décidément, je n'aimerais pas une femme qui travaille dans la distinction.

Les civils présents la regardaient venir d'un œil sombre, avec les coudes sur la table. Quelques-uns avaient gardé leur chapeau. La plupart étaient olivâtres, gras, ornés de bagues de cuivre, en bons Espagnols; l'un, même, avait un anneau à l'oreille. « *Es de primera!* » dit une voix sourde... Elle apportait un plateau de cuivre, article arabe fabriqué à Marseille, où les sous glissaient, sonnaient contre le rebord. Elle avait du mal à se faufiler entre les tables, et quand elle avait dépassé un groupe, elle tapotait sur ses jupes, en souriant de ce même sourire crispé qu'elle avait sur scène, et qui, de près, lui faisait un masque craquelé de fard et de farine. Dans une galerie s'entassaient les simples soldats et la canaille, des chasseurs d'Afrique surtout avec leur grand sabre entre les jambes, mêlés à des voyous en chemise rose à cordelière. Ils se penchaient pour voir mademoiselle Jenny, et lançaient sur son plateau des boutons, des noyaux de dattes, des fleurs pourpres de bougainvilliers.

Quand elle arriva près des gradés de zouaves, elle avait si chaud qu'elle enleva son chapeau de gommeuse, et le lança sur la scène. Elle apparut avec une chevelure merveilleusement teinte en auburn, des rouleaux et des coques savantes. Le patron qui la suivait de l'œil dit gravement :

— On voit qu'il y a un coiffeur là-dessous... C'est du travail de luxe.

Elle souriait toujours, mais regardait discrètement les pièces qu'elle récoltait.

— Allez, Chantiran, distinguez-vous!

Il avait si peu la tête à lui, qu'il tira une thune qui sonna lourd sur le cuivre. On siffla d'admiration. Elle regarda le mécène, et, chose étrange, ses yeux maquillés se plissèrent comme si elle avait peur. C'est qu'il la contemplait fixement avec son air cruel et jaloux. Elle eut une hésitation et l'embrassa sur une joue, en tendant le cou, en serrant les lèvres. Il avait à peine senti ce baiser de petite fille; elle cria : « *Vive la ligne!* »

Sa voix était si lasse et si éraillée, à présent, qu'on entendit mal. Mais quelqu'un dit : « Ça va faire un mariage! » Et on commença de ne guère aimer Chantiran.

On décida alors d'inviter la dame, tous ensemble. Elle repassa la rampe et continua son répertoire : *L'Hôtel du numéro* 3... *La Grande Roue*... et un numéro patriotique où il s'agissait d'un Alsacien qui s'engageait à *Nancy, au bureau de recrutement... à qui l'on dit* : « — *Choisis ton régiment.* — *Pour la Légion. C'est encore un sal' Boche!* » Les applaudissements ne cessaient plus, bien qu'au parterre on exécrât les légionnaires, tandis que le balcon détestait les spahis. Le patron lui-même avait autant de larmes aux yeux que de bière dans la moustache. Et la rumeur du Petit-Alcazar débordait jusque dans la nuit pure, où la lune éblouissante commençait d'éclairer les maisons peintes à la chaux, les palmeraies sous le rempart et jusqu'aux montagnes.

Aron fut chargé d'aller chercher mademoiselle Jenny dans les coulisses, c'est-à-dire dans le réduit des bouteilles vides, où les artistes avaient une chaise, une cuvette et un tréteau pour leurs malles. Les zouaves tenaient à accaparer ce soir la vedette, pour illustrer leur corps et faire enrager les autres spectateurs. Elle arriva aussi fardée qu'avant, mais couverte

d'un manteau à carreaux que fermaient sur la gorge deux cabochons de fausse améthyste. Elle consentit à s'asseoir parmi ses hôtes. Elle ne buvait que de la limonade. On lui demandait :

— Vous connaissez déjà ce beau pays?

— Oh! — dit-elle, — j'ai fait toute l'Algérie autrefois, et la Tunisie, et même Malte.

— C'est chez les Turcs? — dit un sous-officier.

Une discussion s'engagea. La preuve que l'île était terre chrétienne, c'est qu'on y avait inventé la Croix de Malte. Jenny trancha la querelle et dit seulement : « Les danseuses sont obligées d'y porter une médaille avec un numéro, mais il y a beaucoup de marins qui sont très galants et très convenables. »

— Où est-ce que vous habitez, ici? on va vous raccompagner à votre hôtel.

— J'ai une chambre chez une vieille dame; Gusman, elle s'appelle, tout en haut de la ville. De ma fenêtre on peut aller sur une terrasse, et on découvre d'autres maisons, plus bas, une petite place avec des bourricots à la corde, on voit même jusqu'à ces grands bâtiments anciens, vous savez, la citadelle...

— Le Méchouar? c'est là qu'on reste, nous autres. On est presque vos voisins. Alors, en route. Qui voulez-vous qui vous donne le bras?

Il y avait là Hofer, le plus ancien; Boudon, Decotigny et bien d'autres. Elle aperçut Chantiran qui ne disait mot, et elle dit :

— Celui-là, puisqu'il est en uniforme du pays, et qu'il doit avoir le cafard. » Il la prit donc gauchement, puis changea de côté à cause de son épée. Il sentait contre son poignet le busc du corset. Il fit sa cour comme il put :

— Vous sentez bon, mademoiselle.

— Je n'ai que des pommades à l'axonge. Il faut ça dans les climats chauds, parce que la peau se dessèche...

Et, comme il était taciturne, au milieu de la bande qui marchait à grand bruit, elle reprit :

— D'où êtes-vous, mon sergent?

— Du Limousin.

— Ah! mince! une espèce d'Auvergnat! Moi, je suis des Charentes, ça n'est pas si loin, comme vous voyez.

Elle prenait grand soin de ne pas tourner la tête vers lui.

— Jenny, c'est votre vrai nom? — demanda-t-il.

— Pensez-vous! Mais vous ne saurez pas l'autre. On n'est tout de même pas cousins, tous les deux?

On traversait des rues étroites, où des indigènes dormaient le long des murs, allongés, pareils à des cadavres dans des linceuls, puis des placettes, où, au pied des platanes, la poussière formait des tas épais comme de la neige. De temps en temps l'air sentait le graillon et la viande pourrie; parfois aussi un peu de vent arrivait chargé d'aromates, mais un peu frais, et il donnait envie de respirer largement.

— Il n'y a pas longtemps que vous êtes dans cette garnison?

— Je suis arrivé hier soir. J'ai couché deux nuits à Oran, on m'a envoyé ici. Ça n'a pas l'air mal et le militaire est considéré.

— Peuh! comme les femmes, — dit-elle. — Parce qu'ils ont aussi le courage d'y venir. Enfin, il faut avoir vu ça, mais, de près, ces bâtisses arabes, elles n'ont rien de rare; et puis les moustiques, les scorpions, sans parler d'un tas de gouapes qui ne sont pas toujours corrects avec les dames!

Les voisins entendirent un mot, et s'écrièrent :

— On vous protégera, si vous voulez. Vous n'avez qu'à alerter les zouaves.

— Pas besoin, — dit-elle. — On s'occupe déjà de moi. Mais merci tout de même, messieurs; je me le pensais déjà en chantant, vous avez tous l'air bien aimables... Pas vous, — ajouta-t-elle pour Chantiran. — Vous devez être méchant avec le monde.

— On me l'a déjà dit, — fit Édouard très flatté.

Alors, elle quitta son bras et marcha toute seule, en relevant sa jupe avec majesté. Les camarades commençaient à trouver l'affaire drôle. Ils disaient à Chantiran : « Elle t'a fait affront. Tu ne vas pas la laisser comme ça. Fais voir que tu es un homme. »

On avait monté quelques rues caillouteuses. On était arrivé chez madame Gusman; la lune permettait de lire sur un mur ces mots au goudron, « Chambres meublées, cuisine de famille. *Bonita vista.* Défense de jeter les ordures. »

Une main de Fatma et une espèce de croix potencée étaient peintes de chaque côté de la porte. Deux chiens efflanqués rongeaient une tête de mouton près d'un enfant accroupi, dont les yeux brillaient dans l'ombre comme les leurs.

— Mademoiselle Jenny, — dit un des sous-officiers, — on vous dit adieu, malgré qu'on ira vous applaudir tous les soirs. Mais il faut que vous nous embrassiez tous, pour la bonne nuit. Pas de jaloux, dans le métier.

— Ah! si vous voulez, — dit-elle avec indifférence.

Ils se mirent en rang, immobiles et graves comme pour une revue; elle passa devant tous et les effleura correctement. Le dernier eut un baiser sonore, à la bonne franquette, et, la prenant dans ses bras, la fit sauter en l'air. On ne remarqua pas qu'elle avait frustré un seul homme : c'était Chantiran. Elle avait esquissé le geste devant lui, et s'était retirée avec un air de défi.

Puis elle fit une grande révérence, en tenant les pans de son manteau, et disparut derrière la porte cloutée qui bâillait. La forteresse de la mère Gusman était entr'ouverte toute la nuit.

Il ne restait plus qu'à rentrer en corps à la caserne, en chantant à mi-voix à cause de la patrouille, à se traiter mutuellement de conquérant, d'heureux gaillard et de fin salaud... Chacun était heureux, croyait sentir encore la poudre de riz de la chanteuse, chacun se promettait des merveilles. Seul, le nouveau-venu était en rage. Quelqu'un disait :

— Jenny, c'est un beau nom.

Il répliqua :

— Elle s'appelle autrement, mais elle ne nous le dira seulement pas!

— Eh bien! je m'en balance, — observa un des sergents. — J'ai connu une femme mariée, à Toulon, qui s'appelait Céleste, la femme d'un cordonnier; elle avait tellement honte de son nom que, même par son mari, elle se faisait dire Irma. Moi, je l'appelais Coucou, dans l'intimité. Ce qu'on peut inventer, tout de même!

Ils passèrent sur la place Saint-Michel, où une horloge leur apprit qu'il était deux heures du matin. Ils s'amusèrent

à bâiller en rugissant. Ils appelaient cela faire le roi du désert. Et l'un d'eux eut beaucoup de succès en répétant une scie qui courait alors :

— Y a de quoi se mettre dans la douane!

Lorsque Chantiran fut dans sa chambre, peinte à la chaux et au coaltar, il ne se sentit plus aucune envie de dormir. Ses camarades discutaient encore pour savoir s'il plaisait aux femmes ou s'il leur faisait horreur. Les deux thèses avaient des partisans. On s'accorda qu'il avait une tête agréable, mais des yeux de brute, et qu'il ne devait pas être commode à vivre. Un ambitieux, puisqu'il était venu là exprès, un futur adjudant, ou bien un qui avait eu des histoires dans sa garnison...

Le suspect, pendant ce temps, calculait les dépenses qu'il avait faites ce soir-là, et il en était terrifié. Il faudrait encore arroser le lendemain, et donner au tailleur quelques avances, vu qu'il avait besoin d'une tenue de toile, et d'une tenue de drap, culottes à jambières et pantalon en drap officier, d'une veste à crevés et à boutons dorés, de tout l'appareil du héros. Depuis deux jours il sentait, même à jeun, la terre remuer sous lui, car il avait encore le roulis du bateau dans la tête. Il voyait encore le fort de Marseille où on l'avait gardé si longtemps, les rochers roux, la mer étincelante et les mâts emmêlés dans le port, comme des roseaux sur un étang; les marchands de vin, avec les accordéons, les ruelles tendues de loques qui séchaient; les ruisseaux, pleins d'écailles puantes; le bruit des pianos mécaniques et des disputes, l'air chargé d'une odeur de goudron et de marée, une fille qui lui avait volé son képi et s'était réfugiée dans un débit peinturluré où les murs suintaient le salpêtre comme une cave. Il l'avait suivie, et d'un froncement de sourcil, avait récupéré sa coiffure (« c'est qu'il n'a pas l'air mignon, ce petit », disait la voix d'une grosse femme derrière un comptoir). Et puis le clairon sur les falaises, la balustrade du Dépôt, formée de vieux affûts en bronze, d'où on voyait les étoiles se noyer dans la brume chaude du large. Après, ç'avait été l'entrepont du bateau, tous les passagers, civils ou militaires, couchés pêle-mêle sur un parquet qui sentait l'aigre, chacun avec son baluchon comme oreiller; les femmes

avec des couvertures, serrées les unes contre les autres; les spahis, si contents de leur costume, qui, le matin, s'étaient lavés et rasés à l'heure où toute cette fosse d'émigrants offrait encore l'aspect d'un champ de bataille; les mouettes, avec leur long bec féroce, dont on dit qu'elles crèvent les yeux aux naufragés; les marins qui jettent des seaux d'eau dans les jambes du passager authentiquement galonné, les gosses qui pleurent, qui verdissent, qu'on calme avec une orange; les familles encombrées de pliants, de petites charrettes, de cages à serins, de mandolines, et surtout ces copains d'un jour qui, dès qu'Oran est en vue, avec ses quais noirs de charbon, ses hautes collines tristes, et les fumées qui montent dans le ciel pâle, ne vous regardent plus, tendus vers la terre qui s'approche du bateau clapotant...

Il avait eu bonne impression au débarqué, car de petits indigènes l'avaient salué; l'un d'eux avait tenu à porter sa valise, à le mener jusqu'aux casernes de zouaves. Au moins, dans ce pays, il y avait des chefs et des subordonnés! Il est vrai que l'enfant avait craché par terre en l'injuriant, ne trouvant pas le pourboire digne d'un si brillant soldat. Il est vrai aussi que le sergent Chantiran avait été reçu plutôt mal dans son quartier. Un commandant lui avait dit : « Vous avez demandé à venir ici. C'est apparemment pour faire du service, et non pour rester dans les cafés. Je pourrais vous envoyer tout de suite dans le Sud, à Sébou, où nous avons une compagnie depuis trois mois qui fournit des postes avec haute paye de séjour et service en campagne (car c'est sérieux, là-bas. Il y a des coups de fusil la nuit) mais vous n'êtes pas acclimaté. Alors, vous me ferez le plaisir de prendre le train demain pour Tlemcen, et de rejoindre le 3e bataillon. Voici votre feuille de route. Au revoir mon ami. Claquez un peu les talons. Vous n'êtes plus à Limoges, voyons! » Cet officier était allé ensuite au cercle en marmonnant : « Ces lascars-là s'habillent en zouaves pour faire le fantassin. A-t-on jamais vu ça? Encore un qui a l'air de tout bouffer et qui ne ferait pas de mal à une mouche. Triste époque, triste armée... » (Et comme le refrain courait du haut en bas de l'échelle) : « Ah! il y a de quoi se mettre dans la douane... »

Chantiran avait pris un train aussi sale que ceux de la

Corrèze, et plus poussif encore; ce convoi se traînait péniblement, dans des montagnes, passant des vallées rocailleuses, tournant sur lui-même, comme pour se mordre la queue, montant et descendant à perte de vue, s'arrêtant des heures dans des gares minuscules, où une carriole de colons basanés stationnait seule, entre des oliviers misérables; un wagon sans vitres contenait des indigènes assoupis, posés comme des sacs dans un grenier, et leurs femmes qui laissaient pendre un bras par la lucarne; il y avait des voyageurs jusque sur les tampons, et soudain plus personne, que les mouches. De petits bergers quittaient leur feu solitaire pour saluer le train, et leurs chevreaux bondissaient après eux. A Tlemcen, il vit d'abord une place blanche de poussière, des ânes qu'on piquait férocement et qui couraient comme pour fuir le soleil, et, au beau milieu de l'esplanade, une corvée de soldats arabes, en treillis, derrière une voiture grise qui promenait un adjudant de riz-pain-sel, une dame en satin noir, sans doute une cantinière, et un moine espagnol vêtu de bure, abrité d'un chapeau de paille comme en portent les chevaux.

Ces images roulaient un peu au hasard dans sa tête, il avait encore plus chaud que jamais dans sa chambre qui sentait les cuirs et la graisse d'armes, et ressemblait beaucoup à celle où il avait pris jadis les arrêts. Il se coucha presque nu sur la couverture râpeuse de son lit, puis voulut sentir les draps sous sa peau et jeta tout le couchage pêle-mêle sur le sol. Il avait soudain devant les yeux l'image de Jenny. Chose étrange, elle paraissait éclairée par-dessous, comme devant la rampe du *Petit Alcazar*, les yeux caves, les pommettes marquées, blanche de fard, et en somme funèbre. Il n'avait aucune inclination pour elle, sinon d'amour-propre; il sentait bien qu'il avait étonné cette fille maigre par sa brutalité; il pensait aussi vaguement que, puisqu'il la reverrait à coup sûr, il fallait la traiter plus durement encore, la faire souffrir, et il avait du plaisir à cette idée, mais sans comprendre pourquoi. Quand il fut presque endormi, il vit clair. Cette brutalité, c'était comme pour se défendre contre Jenny. Ah! il la détestait. Il dit à mi-voix : « Les garces!... elles ne me font pas peur, tout de même! » Mais c'était tout le contraire

et Jenny n'était pas seule. Elle se confondait avec une autre à qui il ne voulait plus penser, et dont le malheur troublait son repos à lui. « Est-ce qu'on ne devrait pas oublier facilement, quand on est un homme. Ah! les garces... »

Il s'enfonça les poings sur les yeux, il se donna l'ordre de dormir. Mais tout son être désobéissait. Et il y avait, au dehors, un ciel trop clair, un bourdonnement de moustiques.

Et quand il eut cédé à la torpeur, un vaste murmure le réveilla encore. C'étaient les crieurs sacrés sur les minarets de la ville, qui hurlaient comme des sirènes d'usine, modulant une plainte rauque et interminable; leur aboiement cessait et reprenait un peu partout. Mais ils ne perçaient pas toute la nuit, devenue sombre et lourde; on aurait dit que seuls ils voyaient au-delà de l'horizon l'aurore approcher comme une catastrophe fatale, et qu'ils criaient de peur à la place des hommes endormis.

## VI

Un homme de garde, en clignant des yeux, fit le tour des bâtiments pour rester dans la bande mince de l'ombre, et, hésitant à traverser la cour, interpella Chantiran :

— Sergent, s'il vous plaît, un type qui vous espère à la grille!... Il m'a donné sa carte.

— Apportez-moi ça!

Il se décida, se lança en courant dans le soleil comme dans une rivière furieuse, et arriva :

— Boudiou! qué chaudière! Le petit monsieur, il doit être du pays, parce qu'il se promène là-bas tranquillement. Moi, je l'avais jamais tant vu. Mais voilà son carton.

— Taïeb? connais pas, — dit Édouard. — Mais il doit savoir ce qu'il me veut.

Il parvint, après des détours prudents, dans l'ombre du corps de garde, et là il trouva un jeune homme qui lui fit un grand salut.

— Taïeb Eugène, — affirma-t-il. — Et vous savez, je ne suis pas juif, moi... Je vous dis cela à cause de mon nom... Je suis d'Alger, électeur, baptisé et tout. Je voulais vous dire le bonjour d'abord et puis après vous rendre un grand

service. On vous a remarqué avec votre képi et on a dit : en voilà un qui vient de France. Il a besoin de petites choses pour sa tenue. Qui est-ce qui peut lui céder à meilleur compte que la maison Taïeb, soutaches, glands dorés, boutons et drap d'uniforme ou de fantaisie? Je vous prie de venir voir ma collection de fournitures, et je m'accorde avec vous pour reprendre vos habits métropolitains. Rien à débourser, ou presque. Je rhabille les ceux qui repartent en France et les ceux qui viennent par ici. Service d'échange amical, pour faire plaisir, naturellement. Et je vous invite à prendre un verre, si vous voulez sortir avec moi.

Il avait débité tout cela d'une petite voix niaise et monotone, où chantonnait son accent algérois; c'était un blond cuit par le soleil, tout ridé de près, malgré son air de jeunesse.

— C'est votre métier, tout ça? — demanda le sergent.

— Oui, parce que je voyage pour les objets, tissus et accessoires de toilette. Et parce que j'ai fait mon temps aux zouaves; alors je veux rendre service aux gradés. Et puis je viens ici tous les six mois parce que j'y ai ma famille.

C'était l'heure de la sieste. Chantiran passa la porte et le visiteur remit son chapeau, un grand canotier à ruban rose.

— Vous m'êtes très sympathique, — dit-il. — Est-ce que vous êtes marié?

— Je suis veuf, — répondit Édouard.

— Ah! tant mieux, — fit l'autre avec candeur. — Voyez-vous, amener ici de la famille, c'est pénible, et puis, les femmes, elles crient de la chaleur, et on ne s'acclimate pas. Ici il faut boire.

Ils échouèrent sur la place d'Armes, dans un café désert où des grappes de mouches dormaient dans une obscurité de cave. La salle était fermée par une toile sur laquelle un garçon hérissé entretenait la fraîcheur : il soufflait de l'eau avec sa bouche, après avoir bu dans un bol et il gardait les joues gonflées de cet exercice. L'air était parfumé d'absinthe, la molesquine poissait sur les doigts.

— Vous aimez notre beau soleil? — demanda Taïeb en maniant le sucre et la carafe.

— Oh! mais oui!

Chantiran, fils d'une terre humide, étouffée sous la verdure,

pétrie de tourbes et gorgée de ruisseaux, ne pouvait avouer son dépaysement.

— Est-ce que vous partirez dans le Sud?

— Peut-être bien, si on m'y envoie. A cause de l'avancement.

— Alors, vous seriez mieux avec les tirailleurs. Mais si je vous conseillais, moi, je vous dirais de vous faire une belle petite vie à Tlemcen, de connaître des civils, et vous verrez que vous n'en voudriez plus quitter, même à la fin de votre rengagement. Il n'y a pas de plus beau pays au monde.

Ils trinquèrent, et demeurèrent en silence. Taïeb attira un jeu de cartes qui moisissait sur une table et étala une réussite :

— Mince alors! — s'écria-t-il. — C'est pour vous que je la faisais! Vous avez un avenir incroyable, merveilleux, pire qu'un officier.

Il embrassa bizarrement sa paume droite, puis le jeu rassemblé, et dit :

— Je vais vous montrer mon petit commerce.

Sous la banquette, il y avait une caisse noire; le couvercle s'en abattit et Chantiran vit un assortiment de savonnettes, de peignes en celluloïd, de boutons d'uniforme, toutes tailles, tous modèles, plus des cravates aux teintes vives, et, dans un papier de soie, des fleurs artificielles pour les chapeaux de dames.

— Çà, ce n'est que la pacotille, mais j'ai un magasin en ville. Je vous invite à y venir ce soir, après la soupe, si vous décidez de faire affaire avec moi. Et dites, avez-vous un peu de galette?

Édouard ne répondit pas. Il gardait contre cet individu une vague méfiance, car il n'aimait pas le commerce en général. Du temps d'Anna, il n'achetait rien pour lui-même, en dehors du strict nécessaire; il n'avait non plus jamais eu un sou d'avance. A présent, il avait les six cents francs de son ménage, et quelques primes touchées, sur sa masse, en tout mille douze francs, malgré les dépenses de ces derniers soirs... Mais Eugène Taïeb ajouta :

— ... Parce que si vous vouliez, je vous ferais acheter un petit coin de terre, et ici, à trois francs le mètre, vous êtes

sûr de le revendre quarante dans deux ans, à votre libération. A moins que vous ne préfériez demeurer gros propriétaire. Il y en a d'autres dans votre cas! Des anciens rengagés qui ont maintenant une exploitation, avec cheval et voiture, dix Bicots pour les servir, cueillir l'olive, faire monter l'eau... Enfin, nous reparlerons de ça plus tard.

Et il se leva le premier, serra la main de Chantiran avec énergie et dit :

— Venez ce soir alors? je vous enverrai un gamin pour vous montrer le chemin. A sept heures juste.

Comment refuser? C'était une distraction, une compagnie, et, somme toute, une sortie qui ne coûterait pas si cher que les tournées aux camarades.

Le guide se présenta fort exactement à la grille. C'était Aron, coiffé de sa chéchia et, quoique en guenilles, traînant les pieds dans ses grosses sandales roses, brodées d'or.

— C'est M. Taïeb qui me les a données, — dit-il. — Elles sont belles, elles ressemblent aux bâtons de sucre de pomme : travail marocain qu'il a dit.

Ils suivirent des ruelles bizarres, encombrées de mendiants affalés, d'ânes et de marmaille. Aux carrefours, on pouvait à peine passer sans écraser les marchands vautrés sur leurs éventaires, balançant leur chasse-mouches; des femmes empaquetées jusqu'aux yeux qui veillaient sur un bol de semoule, trois brochettes d'agneaux ou une purée de dattes sèches dont leur ongle rouge arrachait de temps en temps un insecte. Des spahis gigantesques marchaient par troupes, en mordant un quartier de melon, en grapillant un raisin. Des échoppes, çà et là, ouvraient leur noire caverne dans les maisons passées à la chaux. L'une d'elles, assez propre, avait l'air d'un placard, mais portait une banderole blanche : *Aux Elégants*. Et, sur sa chaise, à califourchon, le maître du lieu, M. Eugène Taïeb fumait des cigarettes.

Il ne vendait pas seulement l'élégance, mais l'art et la littérature. Il avait, pendus à ses portes, des images de toute sorte, religieuses, patriotiques, libertines, des photographies de dames Kabyles avec des tatouages sur le front, des belles juives ornées de sequins, des Parisiennes tenant leur ombrelle et levant le petit doigt, des piles d'étoffes,

laine, coton, percale, zéphir, des livres enfin, qui coûtaient de deux à treize sous et montraient des couvertures magnifiques, illustrées.

Chantiran songeait déjà avec amertume qu'il faudrait donner la pièce au jeune Aron, mais Taïeb ouvrit une boîte de cuivre guilloché et en tira des bonbons. « Ouvre la gueule! » dit-il. L'enfant tira sa langue avide. « On dirait qu'il va faire sa communion », s'écria Eugène. Et il lui donna une petite gifle, pour le confirmer, disait-il. M. Taïeb tenait de plus en plus à se montrer chrétien, et savant chrétien. Il appela Chantiran cher ami, comme si cette seconde rencontre eût mis le sceau à leur camaraderie. Il avait préparé un petit compte, lui offrit quarante-deux francs de ses deux tenues de fantassin et lui en demanda trente-cinq pour fournitures de zouave. Le marché parut si simple et si avantageux que l'autre accepta. Il signa. Dans huit jours il n'aurait plus rien sur la peau qui rappelât l'ancien temps. Au fond, c'est à quoi il était le plus sensible.

Il voulut traiter Eugène à son tour et tous deux revinrent dans les beaux quartiers où un tonneau percé, attelé d'un bourricot, servait d'arrosoir pour abattre la poussière. Il y avait une place avec des platanes, des soldats, des civils avec leurs dames; on apercevait au loin, au-delà de ruines crénelées, les palmiers et une ligne pure comme un nuage, qui était celle des montagnes. Des oiseaux tournaient dans le ciel. On se sentait disposé à être heureux.

Il fallut que Chantiran racontât bien des choses sur lui-même à M. Taïeb, qui entra le premier dans les confidences. Lui, il était le fils d'une Espagnole, et d'un père qui venait de Tunis. Il avait deux sœurs nommées Rosa et Julie, une tante qui aidait à faire marcher la maison, et aussi un petit frère. Tout ce monde habitait à une lieue de la ville, et comptait parmi les plus enviables agriculteurs. Mais Eugène n'avait jamais eu la vocation de cultiver la glèbe, étant né pour le commerce, et aimant voyager. Il avait une maison à Maskara, aussi belle que celle qu'Édouard avait vue, une à Saïda, et quand les affaires prendraient de l'extension, quand les petites seraient mariées, il s'installerait à Oran, dans de vastes magasins. « N'est-ce pas? dans le métier, il ne faut pas fatiguer la

clientèle : trois mois ici, trois mois là, et quand ils ont assez vu votre tête, on rouvre la succursale ailleurs. Ça fait qu'on paraît toujours nouveau et qu'on ne se brouille avec personne. Aussi je connais tout le monde sur les chemins de fer, et dans les diligences. Je n'ai que des amis, sauf les jaloux, naturellement. Mais je n'avais pas assez de relations dans l'armée. C'est pour ça que j'ai tenu à faire votre connaissance. Je veux devenir votre grand copain, et vous me recommanderez à ces messieurs. Tenez! le marché que nous avons fait ensemble tout à l'heure, c'est mon premier. Même j'y ai réfléchi cette nuit, en dormant. J'ai dit : Eugène, il y a là un débouché intéressant, à l'américaine. Et j'ai été à la caserne demander le nouveau sous-officier. »

— Mais qui est-ce qui vous a signalé ma présence?

— Bé! c'est le petit Aron qui vous avait vu le soir au boui-boui.

— Connaissez-vous une nommée Jenny, qui chante dans cette boîte?

— Peuh! ça n'est pas de la volaille pour un commerçant, — répondit Taïeb. (Et il fit un signe d'exorcisme.) — Ces demoiselles-là, elles vont chez les fripières, elles ne se fournissent pas chez le monde sérieux. Moi, je ne vois que les affaires.

Il s'expliquait toujours avec sa petite voix naïve. Il était content, il s'admirait, il avait trouvé un compagnon silencieux qui valait un autre admirateur...

Ils prirent l'habitude de se rencontrer tous les soirs. Chantiran le trouvait de bon conseil : il aimait qu'on parlât de choses pratiques, et palpables : le militaire discute ancienneté et règlement, le civil achats et ventes. Il se trouvait avec celui-là aussi à l'aise que dans une foire, quand les marchands et les métayers ergotent sur les cours des bestiaux et la qualité des sarrasins, en tripotant la lanière de leur canne. Il s'aperçut, en outre, chez le tailleur du régiment, que ses tenues lui coûtaient le plus juste prix, avec les fournitures d'Eugène. Le maître-ouvrier en marquait même de l'humeur. Et Chantiran parlait de M. Taïeb à la table de ses collègues. Il en sortit pour ce jeune homme deux clients qui aimaient les images galantes pour les épingler dans leur chambre, et

qui ne dédaignaient pas la lecture, à condition que ce fût de la gaudriole, avec des histoires de cocus.

Un jour, M. Taïeb présenta Chantiran à sa sœur Rosa. C'était une assez belle fille, trapue, noire et luisante comme un pruneau, avec des lèvres et des yeux de négresse. Elle regardait les gens en face, elle montrait ses dents, mais elle faisait à tout propos des signes de croix et les cornes, car elle voyait de mauvais augures dans les paroles les plus innocentes. Eugène, par exemple, comparait les bruns et les blonds, et se sachant de l'espèce pâle, disait : « Moi, j'ai décoloré, comme les *fo-étus* qui sont dans l'alcool chez le pharmacien. » Elle l'enguirlanda en plusieurs langues rauques, menaça de partir.

— Ma petite sœur, — dut-il expliquer, — n'aime pas les choses de la mort. Elle dit qu'elle flaire ça à une lieue.

Il ajouta à voix basse :

— Et même qu'elle n'est pas à la noce chez nous...

— Pourquoi ça? Vous avez des deuils, des malades?

— Oh! non : mais on ne peut comprendre que quand on voit... Elle n'est pas à la noce, je dis, mais ça l'attire tout de même.

— Quoi donc?

— Rien. Taisez-vous. C'est plutôt à moi que ça ficherait la frousse.

Rosa était venue en ville avec une petite carriole attelée de deux mulets à pompons. Derrière elle vacillaient des bonbonnes d'huile qu'un petit Arabe accroupi sur les planches maintenait des deux bras. C'est dans le même équipage qu'elle repartit, les bonbonnes étaient vides, le garçon dormait, couché en rond sous le siège, comme un chien, mais il y avait eu plus tard un chargement de sacs poudreux ou sanglants, de la farine pour le pain que les Taïeb fabriquaient et cuisaient eux-mêmes, la viande de boucherie qu'ils ne mangeaient qu'aux jours de fête. Les samedi soir, Eugène, à son tour, se faisait cahoter sur la voiture, et rentrait au sein de sa famille. Voilà pourquoi, deux dimanches de suite, le sergent Chantiran se retrouva seul, et essaya de rejoindre ses camarades qui l'accueillirent fraîchement.

Eux, ils avaient le sens de la société, et entendaient s'amuser en bande; ils mettaient en commun leurs sorties et leurs

plaisirs. Cela ne leur coûtait pas plus cher. Cela leur permettait de faire beaucoup plus de bruit. La patrouille de cavaliers qui parcourait les lieux où l'on s'amuse, aurait coffré un zouave solitaire, mais elle respectait des sous-officiers en corps. Dans ce satané pays, il fallait se sentir les coudes; ils se connaissaient depuis des mois, des années. Ils s'appelaient de leurs prénoms, sans acception d'ancienneté ni d'emploi. Du reste, ils étaient presque tous du Midi, gueulards, paillards et plus portés sur le vin rouge que sur la boisson verte. Chantiran leur semblait un intrus, un montagnard de l'espèce froide et taciturne. Il buvait trop et se saoulait mal, c'est-à-dire qu'il y mettait le temps et qu'il n'était pas drôle ensuite.

Ils l'admirent, pourtant, à une incursion dans le quartier réservé, où, pour un franc, on faisait danser des négresses au son du tambourin. Il y avait là quelques fillettes blanches qui ne savaient plus parler ni espagnol ni français, ni aucune langue; elles faisaient leur cour en se frottant le corps d'un air sauvage et mélancolique, sans distinguer l'homme qu'elles regardaient, qu'elles essayaient de fasciner. Les matrones avaient sans cesse un pied dehors pour appeler le corps de garde qui fumait à l'entrée de cette espèce de village-caserne, dès qu'on cassait une lampe, dès qu'on marchandait trop, dès qu'on poussait des cris d'animaux. Chaque maison ressemblait à une cour de ferme entourée d'étables basses. Il y avait des vieillards aveugles, qui servaient d'esclaves et qui portaient des seaux d'eau. On buvait assis en rond sur des nattes sales; dans les endroits luxueux, on trouvait un tapis, plus usé que celui d'un bateleur; et la porte était fermée de perles de verre qui faisaient une sonnerie cristalline, comme un bruit de cascade, lorsqu'on entrait parmi ces délices.

On retourna aussi à l'*Alcazar*; mais, chose imprévue, Jenny en était partie. Elle se produisait maintenant au Café de Paris, sur la place Bugeaud, dont, le soir, le patron entourait la terrasse de bâches grises. Par les trous, les curieux assistaient malgré tout au spectacle : des indigènes, des simples soldats sans argent de poche et les gendarmes, qui, après avoir chassé ces indiscrets, collaient ensuite un œil sur l'étoffe.

Quand on passa devant ce café, on entendit assez bien les roulades de la voix. Jenny chantait un air glorieux, un air de marche en l'honneur des Boers, et le refrain était : « *Ah! les braves gens... Ils n'ont jamais courbé le front... Tous de mourir ils jureront... Plutôt que de se rendre...* » Aussitôt après, l'acclamation du public s'élevait, coupée de toux et de rires. Les sous-officiers entrèrent. Mais Chantiran ne les suivit pas.

Il vint tout seul, un soir de semaine; il se mit dans un coin, auprès d'un gros homme à bagues de cuivre qui soufflait comme s'il allait étouffer. Jenny passa avec son plateau. Le gros homme lui donna des sous; Édouard, ostensiblement, mit une pièce blanche. Elle s'arrêta de sourire, et ce fut là son salut.

Alors, il l'attendit, à minuit, sur la place, comme elle sortait. Elle regarda tout autour d'elle et s'écria, ne voyant personne.

— A la fin, est-ce que vous me laisserez tranquille?

— Vous ne me reconnaissez pas?

— Pas du tout, — fit-elle.

— Si, vous me reconnaissez.

— Eh bien! oui. Vous êtes l'Auvergnat, le sous-officier qui porte la poisse. Qu'est-ce que vous me voulez?

— On ne se moque pas de moi comme ça, — dit-il. — L'autre fois, vous m'avez déjà rembarré devant les copains. Si c'était pour m'humilier, ma petite, il est trop tard. Parce que moi, je ne pleurniche pas, je me fiche en rage.

— Qu'est-ce que ça veut dire, tout ça? — murmura-t-elle un peu craintive. — Qu'est-ce que ça veut dire, en somme?

Elle n'osait ni trop parler, ni se taire. Il n'y avait âme qui vive dans la rue. La nuit brillait de toutes ses étoiles; simplement, sur la place, encore proche, passaient des Arabes nonchalants, qui se pressaient lentement de n'aller nulle part. Sous des porches, des dormeurs roulés dans leurs loques, et dont on voyait passer les pieds maigres...

— Laissez-moi la paix ou j'appelle au secours... Mais non, ça ne vaut pas la peine. Je ne vous connais pas, et vous ne me faites pas peur

— Ah! ah! — fit-il. — J'ai fait peur à d'autres, pourtant, vous savez. Et si je voulais vous raconter...

A ce moment une ombre arriva :

— Voilà Titin! — s'écria Jenny. — Méfiez-vous... Titin, dis à ce monsieur qu'il me laisse tranquille.

Titin s'approcha à pas lents et Chantiran le vit de tout près, dans la pénombre. C'était un tout petit homme, pâle, brun, qui sentait la parfumerie.

— Mais c'est un zouave! — dit-il avec flegme. — Et une sale tête de biscuit encore! Écoutez ça, monsieur, c'est un ancien légionnaire qui vous parle. Disparaissez ou je vous retourne comme la peau d'un gant.

Il saisit sournoisement le bras replié du sergent et le tordit avec tant d'adresse que l'autre baissa les deux poings à la fois.

— Salut bonsoir! — dit-il. — Pas à la prochaine! car il y aurait du vilain.

Et il s'échappa sur ses espadrilles. Jenny s'était enfuie déjà à toutes jambes, avec le bruit de ses jupes. Édouard se trouva tout seul, furieux et endolori. En s'en retournant il cherchait où faire passer sa colère. Il vit une boulangère indigène qui dormait par terre sur ses corbeilles pleines de pains. Il donna un coup de pied dans l'étalage. La femme se réveilla; elle le regarda et prononça quelques mots. Il se retourna. Elle avait tendu le doigt, et sans se presser, sans élever la voix, elle le maudissait encore. Il eut un peu honte, pensa à revenir, à ramasser les pains. Mais ses jambes l'emportèrent soudain. Il courut. Il s'aperçut qu'il avait eu réellement peur, cette fois-ci.

Lorsqu'il fut invité à la ferme Taïeb, pour passer le dimanche 20 octobre, il ne songeait plus à tout cela. Il était costumé de neuf, la chaleur avait diminué, l'avenir semblait sourire. Sur la carriole que conduisait Rosa, il s'assit les jambes pendantes, à côté d'Eugène qui avait un complet à damiers, et des chaussures jaunes.

— On a l'air de veaux qui vont à l'abattoir! — dit-il.

La route était encombrée au sortir de la ville. Mille bourricots y entretenaient un nuage de poussière et de crottin. On vit même une vieille calèche de louage où des zouaves s'étaient entassés à six et hurlaient de joie. Puis les maisons cessèrent, les bornes, les cortèges de marchands. Il n'y eut plus qu'une

piste en terrain caillouteux, où les palmiers nains poussaient raides comme des balais de ramoneurs. Des nuages accouraient du Nord, et leur ombre moutonnait sur le sol. Çà et là des murettes en ruines, où grimpaient des moutons bruns; plus loin, des figuiers et térébinthes; on passa au pied de hauts rochers, et des chiens se mirent à faire un grand vacarme. Ils sautaient après la voiture. Il fallut retirer les pieds et s'accroupir. Et subitement, un vallon apparut, tout planté d'oliviers, avec une enceinte carrée qui enfermait le domaine des plus enviables cultivateurs de la région.

Le père Taïeb embrassa son fils solennellement, et appuyé sur l'épaule de ce soutien de vieillesse, salua l'hôte. C'est qu'il était colossal et infirme, noyé dans la graisse jaune, avec un nez, une lippe basse et de petits yeux qui lui donnaient l'aspect d'un éléphant. Il portait un vieux melon sur ses cheveux crépus. Il avançait ses jambes avec peine sans les plier, comme des colonnes. Ses mains énormes et molles avaient l'air de vessies boudinées, gonflées de vent. L'épouse du maître était sans forme, sans âge, sans couleur, une manière de servante ratatinée, que deux cercles de cuivre aux oreilles indiquaient seuls pour patronne. Julie ressemblait à Rosa, en moins noir, en plus maigre; elle n'avait guère que treize ans. Le petit frère s'appelait Auguste et marchait avec une béquille. Mais en dernier lieu arriva la tante Amparo.

Elle sauta au cou de Chantiran, et commença à bavarder, les mains sur les hanches. Dans son jargon elle expliquait que jamais elle n'avait vu un si beau militaire, ni si distingué, que l'ami de son neveu. Elle bénissait la femme qui épouserait un tel homme, et priait la Sainte Vierge de leur accorder des rejetons dignes d'eux. Elle n'écoutait d'ailleurs plus rien, étant sourde. Ses yeux pétillaient dans une face émaciée. Elle portait au cou une grappe de breloques, croix, griffes de tigre, étoile à sept branches, sachets de guérisseurs arabes, et sceau de Salomon; elle y mettait la main toutes les minutes.

Eugène Taïeb dit tout haut devant elle : La *tia* Amparo est un peu folle. Mais ne vous préoccupez pas : vous lui plaisez; sans cela elle vous aurait déjà arraché les yeux. C'est comme ça qu'elle fait d'habitude aux amis dont la

tête ne lui revient pas. Une fois, on a dû la cadenasser dans le cellier, elle se roulait par terre, elle écumait comme une jument de course. Enfin, tout va bien, pour aujourd'hui.

Ils visitèrent l'oliveraie qui tenait dix hectares; les pressoirs, l'écurie. Le père Taïeb gémissait de ne pouvoir soigner des chênes-lièges; il assurait, avec un désespoir poussif, que l'huile ruinait son homme, tandis que du bouchon, il en faudrait toujours, pour le vin, pour les liqueurs, et les parois de bateaux, car on lui avait dit que, désormais, les croiseurs de la flotte se construiraient en cette matière... Les chiens, naguère furieux, suivaient la compagnie en tirant la langue. On montra à Chantiran, sur le mur, les meurtrières qui, dans les temps jadis, avaient servi à une défense, à un siège. Même, assurait Eugène, trois cents Arabes avaient été tués dans le vallon, et leurs os sortaient quelquefois de la terre.

Il comptait sans sa sœur Rosa qui faillit s'évanouir à cette idée funèbre et poussa de grands cris. On la consola, on la délaça, on la ramena à la maison. Et la tante Amparo lui caressa le front, avec des invocations tout à fait inintelligibles.

L'intérieur de la ferme n'était pas sans pittoresque. On y voyait d'immenses gravures de piété, sur un carton luisant qui ressemblait à de la toile cirée et aussi le portrait de monsieur Félix Faure, du bey de Tunis, couvert de broderies et de décorations, et enfin celui d'un homme barbu, à lunettes.

— Monsieur Allan Kardec, — dit la tante Amparo en joignant les mains. — Si! si! c'est monsieur Kardec.

— Vous connaissez? — demanda Eugène.

— Oui, oui, — répondit poliment Chantiran.

Alors la tante Amparo lui baisa les deux mains. Elle avait les doigts et les lèvres également desséchés, brûlants. Elle parla, pendant tout le déjeuner.

— Ma foi, oui! — disait Eugène en riant.

Il expliqua : « Elle dit que vous feriez un mari épatant pour la Rosa. Et moi, je lui dis : pourquoi pas? »

Chantiran sourit de fatuité, sans répondre. Rosa, debout, servait avec sa mère, et présentement, elle était dans la cuisine. Elle n'entendit pas ce discours. Quant aux enfants,

ils mangeaient leur viande à pleines mains, en s'éclaboussant de graisse. Le père Taïeb avait bu plusieurs verres d'un vin noir, mousseux et somnolait tout en laissant trembloter sa chair sur la table.

Brusquement, le jour avait baissé et le vent s'était abattu jusqu'au sol. Il sifflait, il hurlait autour de la maison et comme ne pouvant s'échapper de l'enceinte, il y tourbillonnait avec colère. Le petit boiteux sortit et cria des ordres. On vit quelques valets indigènes passer en courant. Les fenêtres furent fermées, mais la compagnie alla sur le perron contempler la tempête. Des feuilles rougeâtres mêlées à du sable voltigeaient partout. Rosa en saisit une :

— C'est de la vigne, — dit-elle. — Ça vient de loin. Et pour nos oliviers on s'en moque, la cueillette est finie. Il vaut mieux un petit orage et que nous ayons la pluie dans nos citernes. Seulement je n'aime pas entendre les chiens un hurler comme ça.

— Ils gueulent à la mort, — dit Chantiran. Rosa poussa un grand cri d'effroi et s'enfuit en se bouchant les oreilles.

On avait enfermé ces bêtes et elles menaient grand train dans leurs niches. La pluie tombait déjà.

Il faisait dans la maison une chaleur lourde. Les rideaux tirés devaient empêcher les femmes de prendre peur des éclairs et on glissa des chiffons sous les portes à cause de l'eau qui pouvait très bien refluer dans les fentes. Chacun sentait craquer des grains de poussière sous ses dents. Le vieux Taïeb se réveillait peu à peu, ouvrait son col sur sa poitrine mafflue, s'épongeait. Il dit seulement :

— Ça va durer jusqu'à ce soir. Voilà la saison. Est-ce qu'on a assez de quoi boire?

Chantiran s'inquiétait d'autre chose : — Est-ce qu'on pourra me ramener en ville à la nuit? La route va être défoncée, inondée... Et je dois rentrer à la caserne, moi! Ce n'est plus comme quand j'étais marié.

Eugène le rassura. Il s'ensuivit une conversation sur l'état de mariage. On lui demanda s'il se trouvait veuf depuis longtemps, s'il regrettait encore sa dame, s'il avait fait bon ménage avec elle, combien de mois, d'années, comment elle était physiquement. Il la décrivit : une superbe blonde très

grande, et qui avait succombé à la fleur de l'âge, malgré ses soins diligents.

Rosa, contre toute attente, écoutait ces propos plutôt lugubres en le regardant avec ses gros yeux noirs, et la bouche ouverte, qu'elle essuyait du revers de la main, de temps en temps. Lui, il était si flatté de cette attention qu'il se mit à broder. Il s'étonnait de la facilité du mensonge : Anna était la fille d'un officier, elle avait été élevée au couvent nulle femme n'eût été plus adroite de ses mains, en broderie surtout. Elle aimait les chats, les chiens, la toilette; tout le monde l'admirait comme une fée. Elle avait eu des obsèques splendides, avec toute la ville en pleurs.

— Et qu'est-ce qu'elle vous avait dit, au dernier moment? — fit demander la tante Amparo.

— Au dernier moment?

— Oui, quand elle a passé entre vos bras?...

Il fit la moue, qu'on attribua au chagrin; puis il répondit, au hasard :

— Elle souffrait beaucoup, la pauvre... mais elle m'a dit quelque chose, je crois bien... Oui, elle m'a dit : « Pense bien à ta petite Anna. »

Le vent secoua les portes. Le père haussa les épaules et se leva avec peine. Il alla jusqu'à un petit dressoir, rapporta une bouteille.

— Et, — dit Rosa les yeux fixes, — vous n'avez pas cherché à la revoir?

— Voyons, — fit Chantiran — je vous dis qu'elle est morte.

— Vous ne comprenez rien. Vous ne voudriez pas qu'on vous l'appelle, avec la table?

— Ça suffit! — coupa Taïeb, — c'est des histoires de secret pour les femmes. Vous avez fini, vous autres? A moins que vous ayez l'idée de ficher la pétoche à mon sergent?

La dispute en resta là. Édouard n'en avait d'ailleurs pas saisi le motif. On joua aux cartes, on but le gros vin rouge dont la maison s'enorgueillissait. Le dîner fut servi à sept heures et comme la nuit était presque noire, on alluma une lampe à pétrole. La pluie s'était calmée; elle gouttait encore tristement; mais le ciel demeurait opaque. Les chiens, détachés,

couraient çà et là dans les flaques, buvaient aux ruisselets et leurs yeux, brillants comme des escarboucles, paraissaient partout à la fois.

— Pourvu qu'ils ne hurlent pas, *miseria*, comme l'autre fois! — dit madame Taïeb, qui n'avait prononcé aucune parole.

Et elle sortit sur la pointe des pieds. Les autres femmes s'étaient retirées aussi, et les trois hommes, sans compter l'infirme, demeurèrent seuls. Le temps de prendre un café soigné, d'aller atteler aux lanternes, et l'on songeait au départ.

— Comme ça, — demanda le vieux Taïeb, — vous ferez tout votre temps en Afrique? Et après, vous ne voudriez pas devenir colon?

— Ça dépendra si je trouve un parti...

Alors il sourit silencieusement et Eugène, se levant avec solennité, cracha par terre et tapa sur l'épaule de son ami.

— Et en voilà un, pas vrai, qui ne voulait même pas acheter chez moi ses soutaches!

A cet instant précis, un cri se fit entendre, une longue plainte de femme, et au plafond, le bruit d'une chute sourde. Les convives se levèrent et le silence ne retomba pas plus tôt que le hurlement recommença. Le petit infirme se signait à tour de bras.

— Qu'est-ce qu'il y a, bon Dieu? — dit Édouard.

— Il y a... ces femmes,... là-haut... Venez.

Le sergent avait un courage de brute. Ils se bousculèrent pour passer. Il prit la lampe, on suivit... Après un escalier de bois, dans une petite chambre, devant un guéridon de peluche, on vit Rosa qui écumait par terre, sa sœur et sa mère serrées ensemble et la vieille Amparo, les yeux dilatés qui regardait dans le vide, plus loin que les murs, en balbutiant :

— Hé là! hé là!

Elle sentit Chantiran, sursauta, et se crispa les mains sur la figure.

— C'est lui, — dit-elle, d'une voix monotone, — c'est lui qui l'a tuée. Elle me l'a dit. Anna, une pauvre petite... Et tu voulais tuer aussi ma Rosa, ma Rosita?

Et elle se réveilla, elle s'agenouilla sur sa nièce en criant :

— Aïe! aïe! aïe! Chassez-le, — dit-elle. — Chassez celui-là. Vous savez, il a la mort derrière lui!

Les deux Taïeb commençaient à trembler, eux aussi. Ils redescendirent et comme Édouard tenait toujours la lampe, il les trouva dans la salle, sans lumière, avec une figure bouleversée.

— Elle n'a jamais menti, la tante, — dit Eugène, d'une voix tremblante. — Pourquoi tu ne m'avais pas dit tout ça? Tu t'introduis ici, avec la malédiction! Tu manges notre pain! Tu courtises ma sœur! Tu ne sais donc pas ce que ça coûte, dans une maison tranquille?...

Le sergent se retourna vers le père. Celui-ci se protégeait le visage du coude, et faisait les cornes contre lui.

Il secoua la tête, il ne songeait pas à se fâcher. A ses yeux, tous ces gens étaient des espèces de fous ou de sauvages, et à son tour, il avait vaguement peur d'être chez eux.

On lui amena la carriole, où dansait la lueur d'une mauvaise lanterne. Eugène se mit sur le siège, et quand son compagnon voulut s'asseoir à ses côtés, il se serra pour éviter son contact. De la maison partaient encore des cris, des imprécations ou des plaintes. Sitôt dans la campagne, on entendit les bruits plus mystérieux encore de la nuit. Le mulet pataugeait parfois dans l'eau, parfois trébuchait sur une pierre. Les arbres et les rochers, à peine devinés, avaient pris une forme gigantesque, et monstrueuse. Le frein gémissait de temps en temps, et quand on fut en terrain plat, quand on aperçut les troncs écaillés des grands palmiers, la hâte prit l'air d'une fuite.

Chantiran descendit à la Place d'Armes. L'autre ne lui dit pas un mot; et la lanterne s'éloignant, il se trouva si solitaire, si perdu, que pour atteindre le premier réverbère devant le Méchouar, il osait à peine lever et poser les pieds.

## VII

Il ne pensa plus beaucoup à cette soirée bizarre, parce qu'il chassait facilement les images qui heurtaient son orgueil, et, d'ailleurs, on a vite fait d'oublier ce qu'on a mal compris. Le seul sentiment qu'il en retira ce fut qu'il devait, à ses propres

yeux, renforcer son amour-propre, qui n'était pas très différent de sa bonne conscience. Il se dit, dès le matin : « Tout de même, je leur ai fait peur, à ces moricauds-là! Ils se sont débarrassés de moi comme d'un loup qui serait entré dans leur parc à moutons. Ah! ah! on leur montrera ce que c'est qu'un garçon de la Creuse ! »

Il se rabattit sur les jeunes soldats qui venaient d'être incorporés et sur qui il exerçait aisément la terreur. On le vit renverser des paquetages, jeter dans la boue des fusils nettoyés, marcher sur le pied d'un homme mal aligné au rassemblement. Il s'acquit en peu de temps le renom d'un chef terrible. Un conscrit qui portait des binocles frappa un soir à sa porte, et timidement, lui tendit une boîte de cigares. Il les lui jeta à la figure; il s'habitua à bousculer les indigènes dans la rue, dès que la nuit tombée les empêchait de crier à la police... Dans sa chambre, il avait mis un miroir à trois faces, un peu trouble, qui portait au dos des femmes nues sortant de bleus roseaux. Il se regardait avec complaisance, pendant des quarts d'heure entiers, fronçant le sourcil, pinçant les lèvres; et il parlait quelquefois tout haut. Il disait alors : « Pas de pitié pour la vermine! » C'est une phrase qu'il avait apprise autrefois, d'un vieux sergent qui l'avait bien fait souffrir, et qui disait cela en pointant dans le vide, quand il enseignait l'exercice à la baïonnette. La vermine, maintenant, c'était tous les faibles, les gens à superstitions, à scrupules, à remords, les femmes spécialement, tout ce qui n'avait pas distingué quel genre d'homme était Édouard Chantiran.

Il devint généreux, c'est-à-dire prodigue, alors qu'une avarice de montagnard l'avait toujours gouverné. Il paya un punch à ses collègues, qui lui coûta plus de dix francs. Il ne sortait presque plus en ville, et cela l'obligeait d'économiser. Il songeait aussi que c'étaient là des dépenses utiles, un placement de popularité, et qu'après tout, cela ne coûtait pas plus que d'aller rouler dans le quartier réservé.

Mais un jour, où il faisait déjà froid, il entendit Brouche qui disait : — Va falloir retourner à l'*Alcazar*, parce qu'ils ont de nouvelles pétasses; et même la Jenny est revenue d'Alger.

Son premier mouvement fut une espèce de colère; puis

une tristesse confuse, parce qu'il n'oserait jamais aller applaudir la divette de l'*Alcazar* et mettre encore des sous dans son plateau.

Il vit partir toute la bande, et il s'abstint de se mettre en tenue, pour ne pas la suivre. Il alla au mess et but assez pour s'étourdir. Une idée lui poussa, qui mettait d'accord son honheur et ses tentations. Pourquoi ne pas éblouir et intriguer cette femme-là comme les autres? mais sans se montrer, sans lui faire des avances... Le lendemain, il alla sur la place, dès midi, et rencontra Aron, qui semblait avoir hérité un pardessus trop grand pour sa taille, mais enfin reprisé et solide. Il lui dit :

— Où est-ce que tu as volé cette pelure?

— Je ne vole rien. C'est M. Taïeb qui me l'a donnée.

— Quand cela?

— Le mois dernier, avant de fermer boutique. Je lui avais aidé à mener ses caisses à la gare : on s'est mis à six, avec une bricole, pour tirer la voiture. Maintenant il va faire saison à Oran.

— Eh bien! que le diable l'y laisse! Connais-tu où reste mademoiselle Jenny?

— Comme avant, chez madame Gusman, dans la haute ville.

— Et M. Titin, son ami? Peux-tu me le montrer?

— Vous le connaissez pas? Il est dans sa boutique après les clients jusqu'à huit heures tous les soirs...

L'un conduisant l'autre, ils arrivèrent près du marché-couvert, où s'étaient réfugiées toutes les mouches de l'automne sur les étalages de viandes et d'aubergines, également violettes, des montagnes de melons, d'oignons et de figues croulaient encore sur le pavé. Un nègre à casquette bleue arrosait le pavé, chassait les chiens, les chats, les enfants, les agneaux entravés, qui grouillaient à nouveau derrière son passage, parmi les détritus collés dans la boue. En face des halles, s'ouvraient les échoppes de coiffeurs, mêlant les barbiers arabes et les artistes européens : les uns rasaient des crânes et posaient des ventouses noires sur la nuque des clients, d'autres taillaient des moustaches, agitaient les ciseaux sonores et tandis que là, les clients étaient assis par

terre, sans marquer d'impatience ni de curiosité, ici, ils s'installaient sur une caisse à savons, et lisaient des journaux de l'an passé. Au mur, il y avait des chromos offerts par les parfumeurs célèbres, et ornés d'additions au crayon.

Chantiran reconnut Titin uniquement sur parole; mais ce n'était pas pour le contempler qu'il était venu. Il s'assurait que la boutique était achalandée et que jamais l'homme ne la quittait avant la nuit. Alors il donna au jeune Aron une pièce de cent sous, et lui ordonna de rapporter des fleurs. Il n'y avait que des mimosas, chez une vieille Italienne. Aron acheta tout le magasin. Sur une banquette de café, ils en firent deux parts, l'une pour partir à l'Alcazar, l'autre chez madame Gusman. — Et si on te demande de la part de qui, tu montreras ton œil crevé.

Le commissionnaire fit son humble sourire.

Dès que ces folies furent réglées, Chantiran se sentit heureux et fier. Il tenait à aller humilier Jenny, et à se venger d'elle comme il se fût vengé d'Anna. En somme, il s'agissait aussi d'humilier la morte, celle qui ne consentait jamais à se faire oublier. On était vivant, que diable, et on n'avait plus rien à démêler avec elle.

Justement, ce jour-là, sa compagnie était de piquet d'incendie. Les hommes restaient consignés; les gradés pouvaient, à la rigueur, s'esquiver en ville à l'heure ordinaire, à condition de ne point arborer la tenue de sortie, et de se promener tout près de la citadelle. Ce contretemps enragea Édouard. Il fit monter du vin dans sa chambre, arpenta son logis, puis les couloirs, puis la cour. La nuit allait venir, la solitude, sans que le destin s'y opposât. Il imaginait déjà les rumeurs qui sortaient de l'Alcazar, les bravos, les cris, la fumée; et, ce qui avait lieu déjà, la chanteuse recevant les fleurs dans son garni, les attribuant à Dieu sait qui, ricanant, disposant les moins vieilles sur une cheminée, et jetant les plus sèches. Et peut-être gardant un bouquet à son manteau pour se diriger vers le café-concert. Elle se moquait bien de lui, l'Auvergnat! Elle ignorait l'hommage et la menace que cachaient ces boules jaunes.

Il n'y tint plus : il alla demander au mess s'il ne pourrait remplacer un sergent pour la patrouille. Quelqu'un répondit :

Pourquoi faire? chacun garde ses vaches!... Alors, sans savoir ce qu'il faisait, il s'apprêta fébrilement, mit sa plus belle veste dorée, et passa la grille. Il ne pensait qu'une chose, c'est qu'il faisait encore jour. Son cœur battait, il n'avait jamais été plus violent, plus fébrile que le dimanche où il était revenu en hâte de la pêche à Panazol, et où il avait, poussant la porte, trouvé sa femme en corset, avec une jupe à pois tombée à ses pieds. Il mâchonnait les mêmes mots, et, ma foi, il voyait les mêmes images « Ah! faudrait pas qu'elle me manque! Ah! si elle est avec quelqu'un... » Autour de lui le grouillement de cette foule, l'odeur poivrée qu'elle répandait, les chiens qui jouaient, cet enfant demi-nu qui tenait à la bouche un grand poireau, comme une clarinette; ce mendiant fou, couleur de bois brûlé, appuyé sur un bâton de prophète, tout cela n'existait pas. Il ne rencontra personne à saluer; ce n'était pas encore l'heure de l'absinthe.

Il se perdit dans les ruelles, s'essouffla, redescendit, remonta, et, au moment de perdre courage, de reprendre conscience, il reconnut sur un mur les enseignes de la maison Gusman. Il entra dans un large couloir qui sentait l'urine, et vit, en bas d'un escalier, une grosse servante arabe. Les bracelets en cuivre de cette femme cliquetèrent. Sa main aux ongles rouges se leva. — Jenny? dit-elle, avec un sourire stupide, Jenny, terrasse là-haut...

Il buta plusieurs fois sur les marches où des plaques de faïence cassées marquaient le luxe de jadis. Le premier étage n'offrait que des portes de bois, qu'il secoua en vain. Il alla plus haut, et se trouva sur un terre-plain passé à la chaux, où des linges séchaient le long de grosses cordes. Des draps grisâtres, une couverture rayée...

Il plongea d'abord son regard sur le bord, d'où l'on dominait, non pas la rue, mais un ravin profond rocheux, des chardons, un filet de boue noire, baratté par le pas des ânes. Puis il fit le tour de la terrasse : des fenêtres ouvraient dessus. Dans la première chambre ainsi découverte, il vit Jenny de dos, en corsage rouge, en train de manœuvrer une ombrelle écossaise ornée d'un chou de rubans. Comme il bouchait le jour, elle se retourna, et se retint de ne pas crier.

— Vous voilà en visite? — fit-elle insolemment.

— Je vous ai envoyé des mimosas hier.

— Pas possible! — dit-elle. — Eh! mais c'est tout à fait galant. Qui est-ce qui croirait ça de vous?

— Il faut croire, pourtant! Le mioche vous a dit quel était l'envoyeur!

— Peuh! il m'a dit : un de ces messieurs-zouaves. Moi, je n'ai pas cherché, ça ne m'intéressait pas... Et ça m'intéresse de moins en moins.

Sur cet affront, il sauta dans la chambre. Il mit le pied sur le bout pendant de la moustiquaire, dont la mousseline se déchira.

— Brute! — fit la chanteuse. — Vous êtes fait vraiment pour plaire aux dames!

Elle saisit sur un vieux fauteuil la gerbe de mimosas et les jeta par terre. Les grains coulèrent partout. Elle trépigna dessus, sans cesser de regarder le sergent bien en face.

— Attendez un peu! »

Elle tira un cordon de tapisserie et la servante apparut, à qui elle parla en arabe, et qui s'éclipsa.

— Qu'est-ce que vous lui avez dit?

— Moi, je lui ai dit de balayer tout cela demain matin.

— Ce n'est pas vrai!

— Eh bien! je lui ai dit d'aller chercher des limonades pour vous offrir à boire. Vous êtes tout rouge. Le climat d'ici ne vous vaut rien.

Il ne pensa pas plus longtemps à chercher, car Jenny ajouta :

— Vos copains m'ont dit que vous aviez été marié. J'espère qu'elle a eu du plaisir, votre femme! Pas avec vous, naturellement.

— Laissez-là où elle est, — s'écria-t-il.

— Et vous, ne restez pas où vous êtes. Sortez de ma piaule!

Il obéit à moitié et s'assit sur la fenêtre, le dos vers la terrasse. Il reprit d'un air méchant :

— Si on ne peut plus venir causer avec des payses, maintenant... Ne vous fâchez pas, je ne me fâche pas, moi, après vous.

Elle rit aux éclats, il voyait son petit nez retroussé, ses mèches teintes qui remuaient.

— Alors, — dit-elle, — vous avez donc tant de peines de cœur que vous venez les raconter à domicile? Qu'est-ce que vous désirez de moi, mon petit sergent? Tenez, je sais votre grade, mais je ne sais pas comment on vous appelle.

— Je suis Chantiran, Édouard.

— Enchanté et moi je me nomme Munier, et Jenny au théâtre.

Dans le silence qui suivit, il revint à son ancienne idée :

— Au théâtre, bon, mais pour de vrai, quel est votre petit nom?

— Ça n'intéresse plus personne, — dit-elle d'un air morose, — ni les autres, ni vous, mon garçon.

Mais comme elle lui trouva un drôle de regard, anxieux et ridicule, elle s'interrompit :

— Et vous, qu'est-ce que vous êtes venu faire dans cette brousse-là?

— Moi, — dit-il d'une voix sombre, — j'avais fait un mauvais coup. J'avais,... oui, j'avais tué ma femme, je l'ai jetée par la croisée. Voilà comment je suis, moi. Ça vous apprendra si les femmes peuvent jouer avec moi.

— Des blagues! — murmura-t-elle.

— A preuve, — ajouta-t-il, la tête perdue, — qu'elle s'appelait Anna.

— Oh! — dit Jenny... — moi aussi... je suis Anna.

Et elle recula, peureuse enfin, bien qu'il ne la poursuivît pas du tout. Elle tâtait les objets autour d'elle. Une statuette de plâtre se renversa; elle atteignit la porte, tandis qu'Édouard tremblait à son tour. Et cette porte s'ouvrit du dehors.

— C'est encore ce vendu! — dit une voix. — Eh bien! on va rire.

Titin bouscula la servante arabe et, la tête basse, se précipita. L'autre s'était rétabli, effacé sur la terrasse. Un long couteau ouvert, lancé comme un palet, vint écorner le plâtras du mur.

Alors Chantiran se cacha derrière les draps qui séchaient et tourna au hasard pour fuir. Sa force l'avait déserté d'un

seul coup; il entendait les injures et les grognements de cet homme qui marchait en pliant les genoux pour l'apercevoir, et qui arrachait les linges avec fureur.

Soudain il le vit, il recula. La couverture rayée, tendue sur une corde, glissa sous son poids. Il était au bord du vide. Il tomba à la renverse, hors de la terrasse, rebondit, se fracassa.

Des cris aigus s'élevèrent, ceux de la servante. Elle agitait ses bracelets de cuivre, et elle hurlait après le destin, parce que c'est l'usage.

ANDRÉ THÉRIVE

# M. ÉDOUARD HERRIOT

« La mystique et l'intérêt mènent le monde plus que la raison. » Qui a dit cela? M. Édouard Herriot lui-même dans le livre charmant qu'il écrivit un jour sur un sujet austère *Pourquoi je suis radical-socialiste*? J'ai relu ces pages d'un bleu si tendre qu'on les croirait plus volontiers d'un poète que d'un homme public. Et cependant, dans le bagage littéraire déjà imposant que le nouveau président du Conseil laisse derrière lui en montant au pouvoir, nul volume n'est plus révélateur de sa pensée, de ses affinités, des contrastes qui l'agitent où excitent son angoisse et des rapports permanents qu'il impose dans sa vie entre ses origines, sa formation et son idéal de partisan. Ici, M. Herriot apparaît seul tout enfiévré par cette passion du peuple dont il veut être, par sa religion patriotique qu'il n'accepte pas qu'on lui conteste, et par son légitime désir de prendre rang dans l'histoire littéraire de son temps. Il y a là assez d'éléments pour déterminer les furieuses contradictions qui composent son personnage. Il en est d'autres qui pourraient expliquer que, dans ce même livre, il parvient à se grandir comme dramaturge par les scrupules, les crises de conscience, les hantises où le jette sans cesse son action politique. Tout entier livré à la culture de sa sensibilité, face à face avec soi-même, il se sonde, s'analyse, se cherche, se confesse avec la ferveur de l'apôtre qui boit le calice jusqu'à la lie. Tombe-t-il du pouvoir? C'est le sort qui l'accable quand ce n'est pas la méchanceté des hommes. Y remonte-t-il? Son destin est tragique. Cette psychologie d'écorché vif imprègne tout ce qu'il touche, tout ce qu'il effleure de pathétique et de lyrisme, si elle donne à son rôle une certaine grandeur elle répand dans le public un peu d'anxiété. On connaît ses vertus que personne ne discute. Oserons-nous dire que quelques-uns les redoutent

plus que ses défauts? On ne peut parler de probité intellectuelle sans penser à lui. On ne peut concevoir d'honnêteté morale sans se souvenir de son exemple. Ce qui fait que, si sa réussite au gouvernement n'est pas aussi entière qu'on l'eût souhaité, ce n'est pas sa politique que l'on incrimine, c'est son cœur, ce n'est pas son intelligence des événements que l'on accuse, c'est son irritant et émouvant besoin d'avoir raison.

Il n'accueille pas les interlocuteurs que le mouvant échiquier des affaires européennes lui oppose comme les défenseurs d'une thèse qui n'est pas forcément la sienne, ou d'inrérêts qui fatalement ne sont pas toujours ceux de notre pays, mais comme des hommes aussi disposés que lui-même à servir un idéal qu'il croit trop volontiers commun à tous. Sa déception, quand l'épreuve l'a trahi, est une nouvelle meurtrissure qui vient s'ajouter aux autres. Elle accentue en l'aggravant la tendance sombre de son âme. Pour ressentir aussi profondément les offenses faites à sa bonne volonté et à sa sincérité, l'une et l'autre n'en prennent que plus de prix à nos yeux. La vie publique n'offre pas si souvent de tels spectacles que nous nous contentions d'en sourire. Le scepticisme des uns n'a pas beaucoup mieux sauvé nos affaires que le mysticisme des autres. Nous serions même tentés de penser qu'en 1924, si M. Herriot à Chequers a pu se flatter un moment d'avoir gagné à la cause française M. MacDonald, c'est que l'emportement de son romantisme flamboyant avait finalement entraîné le prédicant écossais. Malheureusement, la conférence qui suivit à Londres la célèbre entrevue noya les dons personnels du Premier français dans la rouerie des expertises et les embûches des diplomates. Mais le souvenir de sa première conquête, à ses débuts de négociateur, est demeuré assez profond en lui pour qu'il n'évoque jamais sans émotion l'amitié qui le lie à M. MacDonald.

Les deux hommes du reste ont plus d'un point commun. L'un et l'autre ont un instinct aigu du bien et du juste. Mais chez M. Herriot cet instinct a des racines populaires alors que chez M. MacDonald il est d'essence religieuse. Le premier nie le ciel pour mieux gagner la terre; l'autre prêche au monde pour mieux conquérir le ciel. Leur intégrité morale leur ferait volontiers dépouiller toute méfiance l'un envers l'autre sans

la maléfique intervention des interprètes trop vigilants des droits et des devoirs inscrits dans les traités. Ceci est à la fois l'explication du succès d'Herriot à Chequers et de son compromis moins heureux à Londres en 1924.

***

L'esprit d'Édouard Herriot est comme son cœur, un champ de bataille vivant. Rien de lui-même en définitive n'a connu et ne connaît la paix. La terre de ses origines s'est ingéniée à lui rendre cette paix difficile. Il est Champenois, mais sa famille était venue des Vosges, presque d'Alsace. Un peu de Vendée par là-dessus s'est mêlée à lui par le mariage d'un aïeul. La guerre des peuples et celle des âmes ont façonné de leurs souvenirs la première figure morale d'Édouard Herriot. Il est européen et nationaliste, anticlérical et mystique, conservateur et socialisant. Il est tout cela avec des nuances que l'expérience du pouvoir et des hommes a rendues plus sensibles que la doctrine elle-même. Cette diversité le sert à son insu. Il est devenu, grâce à elle, un point de fixation des partis de gauche dans leur tentative d'évolution vers l'extrême. On redoute moins le soutien de M. Léon Blum, quand c'est M. Herriot qui en profite. Il réalise politiquement un équilibre, dont ses combats intérieurs sont la rançon. Son passé politique pourrait nous donner le droit de tout craindre, mais on lui fait confiance pour sa bonne volonté. S'il n'était pas devenu le collaborateur de M. Poincaré après avoir été l'associé du socialisme, il n'aurait pas aujourd'hui ce privilège rare de présider un cabinet de cartel sans effrayer l'opinion.

La classe sociale tient son rôle dans ces déchirements intimes. Il est du peuple. « Des générations de pauvres gens ont porté mon nom », écrira-t-il plus tard. Il est vrai qu'il compte parmi les siens tout ce que l'ambition mesurée du villageois de jadis pouvait rêver. Son père était un officier sorti du rang. Son oncle était curé; c'est de lui qu'il apprit les premiers rudiments religieux. La tendre poésie avec laquelle il évoque sa jeunesse, ses premières émotions d'enfant de chœur, sa vie au presbytère, les marchés joyeux qu'il traversait en carriole, puis les dures années de travail à l'école, au lycée, à l'Université, dit assez que ces impressions là pèsent

encore sur sa pensée d'homme public. Dans les rues encombrées de Lyon, il aime se mêler à la foule, participer à ses tristesses, à ses joies, et baigner son âme douloureuse d'idéalisme lamartinien.

Si la recherche de telles sensations atteste la solidité de ses liens avec le terroir, elle rend plus vives aussi ses réactions contre l'inévitable injustice des polémiques, plus profonde la meurtrissure que laissent en lui les attaques. Il offre volontiers sa dure et méritoire ascension comme un témoignage qui doit valoir pour le présent comme pour le passé. Quand il s'interroge sur lui-même, puisqu'on le dit friand de ces questionnaires solitaires, n'est-il pas trop facilement tenté de s'opposer à ceux dont la fortune et la classe ont, dès le berceau, commencé l'avenir? On l'a représenté comme un homme capable de faire à d'autres qui eurent des commencements aussi modestes que les siens, le grief des « chaussures éculées » et des « vestons sans âge ». On peut reprocher à M. Herriot pas mal de travers, assurément pas celui-là; il a trop le culte de sa jeunesse pauvre, pour la profaner chez ceux dont le mérite ne le cède pas au sien. Il se montrerait plutôt défiant à l'égard de la richesse. On ne trouve en effet ni dans son entourage ni dans ses amitiés, sauf l'exception qui confirme la règle, de ces potentats d'argent qui composent l'escorte habituelle de certains. Il n'a pas non plus ce snobisme parisien des salons et des tables bien ornées. On pourrait l'en louer si l'on était sûr qu'il n'y eût dans ce détachement du monde que de la prudence.

Mélange d'ambition et de sincérité, de spontanéité et de méfiance, de susceptibilité et d'élans généreux, Herriot demeure un type cher à la France, l'enfant de ses œuvres faisant son chemin parmi ceux qui n'ont eu que la peine de naître, le fils du peuple qui s'est hissé sur les hauteurs, l'esprit qui bat, le privilège.

L'esprit! Que ne lui doit-il pas? Et comme on conçoit qu'il lui garde la meilleure part de lui-même. Certes, nous ne voulons pas dire qu'il ne réserve au pouvoir que la moins heureuse. Pourtant, quand il se livra un jour tout entier, avec le désintéressement qu'on lui connaît, à la tâche de l'homme d'État, nous le vîmes se replacer trop vite sous l'empire du

sentiment, ce qui n'est pas toujours la meilleure façon de satisfaire la logique. Il est possible qu'il ait appris, depuis 1924, à ne pas se laisser dominer ni par l'un ni par l'autre. Si par contre il n'a pas oublié la manière de s'en servir, il a fait la preuve que ses soliloques mélancoliques, ses retraites éthérées, sa *Forêt normande*, son *Beethoven*, sa *Porte océane* n'auront pas nui aux affaires de France.

Il n'avait, affirme-t-il, apporté à l'École Normale aucun *credo*, ni n'en avait subi; il avait rencontré Gustave Téry à Louis-le-Grand, épié Leconte de Lisle sous les galeries de l'Odéon, prêté cent sous à Verlaine, déjeuné avec Barrès. Il voyait poindre déjà cette aristocratie de l'esprit qui lui a donné plus tard assez de satisfactions pour mépriser celle de l'argent. Mais il y a déjà là le commencement d'un *credo*. L'argent est un parti politique comme l'esprit. Herriot en entrant à l'École Normale avait déjà choisi. Renan, vers la même époque orientait l'évolution philosophique de sa génération. Herriot le suivit. L'affaire Dreyfus fit le reste. Quand le père Didon, à la distribution des prix d'Arcueil, célébrera la force matérielle, celle qui ne raisonne pas, mais qui s'impose, Herriot ne sera éloigné de Jaurès que par les conclusions, c'est-à-dire par le dogme. Il est vrai que c'est l'essentiel; Herriot avait écouté la chanson du socialisme; il en demeurera remué, mais inquiet. Son souci de logique avait vaincu pour une fois l'élan de ses sentiments.

Ainsi pourvu de doctrines et de projets, il est élu maire de Lyon aux environs de 1905. Il était à ce moment-là un professeur de rhétorique en renom et un conférencier à la mode. Il avait su gagner cette grande cité active, conquérir ses milieux jaloux de leurs traditions, entichés de coutumes et de localisme. Aucune ville en France n'offre un aussi vaste champ d'expériences à l'homme impatient d'en tenter que ce carrefour laborieux et triste des routes de Suisse et d'Italie. On reconnaît généralement que M. Herriot a été un bon administrateur; cela doit être vrai, puisqu'il doit à Lyon sa réputation et ses premiers succès. La politique qu'il y faisait était cependant avancée, mais il en corrigeait habilement l'excès par un libéralisme qu'il appliquait aux œuvres sociales et même au régime des congrégations. C'est là toutefois qu'il

se familiarisa avec une sorte de socialisme pratique et commode qu'il avait déjà rencontré dans sa vie sous une forme plus élévée que celle des alliances électorales. Il organisa même un congrès vers 1919, où les radicaux réclamèrent le casier fiscal et l'impôt sur le capital. Mais à la Chambre, où il siégeait depuis 1919, après avoir siégé au Sénat depuis 1912, M. Herriot semblait s'orienter vers le radicalisme national de M. Doumergue. Les élections du 11 mai en 1924 le ramenèrent brutalement au socialisme; c'était la revanche prévue des sentiments et de la jeunesse. On connaît la suite.

Puis il s'enrôla sous le drapeau de l'Union Nationale et mit une belle abnégation à faire oublier les onze mois de sincérité électorale qui avaient failli coûter si cher au pays. Mais cela encore c'était du sentiment, c'était « le fils au chevet de la mère malade ». Les fameux articles 70 et 71, concernant le retour de certaines congrégations, le plongèrent dans une nouvelle crise de conscience, dont le Congrès d'Angers et son départ du ministère furent le dénouement, Depuis, jusqu'à la fin de la dernière législature, il ne quitta pas l'opposition. Les élections du 1er mai lui ont rendu le pouvoir; mais il semble cette fois que l'électeur cartelliste sera déçu. M. Herriot a senti qu'il devait sa victoire, non aux vertus qu'on lui suppose, mais aux défauts qu'on lui impute; après avoir oscillé entre la mystique et la raison, entre les sentiments et la logique, finira-t-il par se fixer? Homme de progrès saura-t-il protéger cette fois ce qu'il faut conserver? La perfection consisterait à défendre les deux; il est vrai qu'il faudrait s'imposer la règle de ne plaire ni à l'un ni à l'autre. C'est difficile dans le régime parlementaire. Le chef du gouvernement qui s'en aviserait n'aurait pas l'appui des espérances de l'avenir ni des illusions qui s'y mêlent et s'exposerait à être désavoué de nouveau par le présent.

***

Il porte haut une tête massive. Des cheveux drus coupés très court accentuent encore sa vigueur un peu lourde. Les épaules sont si carrées qu'elles semblent avoir été tracées à l'équerre. Sous le nez retroussé se hérisse une rude moustache. Aux souliers munis de fortes semelles, aux gestes brefs

de M. Herriot et si l'on était pas attiré par la finesse du regard, on pourrait prendre le maire de Lyon pour un commandant en retraite et qui se livre peu. Il n'est pas cela dans le tête-à-tête. Accueillant, plein de patience pour les importuns, il ne se croit pas obligé d'être cassant pour être précis, ni hautain pour être digne. Pas davantage il n'est grossier dans le débonnaire ni brutal dans l'affirmation. Il écoute attentivement les conseils même ceux qu'il est décidé à ne pas suivre. Il ne bouscule pas son visiteur, et se garde d'être évasif dans les promesses qu'on lui arrache. Il est confiant, habile, coquet et conte avec saveur l'anecdote. Il a des amis fidèles qu'il ne lâche pas et des ennemis qu'il hait avec fidélité. Il est vindicatif dans le fait divers de la politique et capable de magnanimité dans les grandes circonstances. Il ne va pas jusqu'à sacrifier la justice à ses rancunes, mais se félicite des menus incidents qui les servent. Il vit le pouvoir comme un héros cornélien et se donne facilement l'illusion qu'il s'offre chaque matin en holocauste sur l'autel de la patrie. Au reste, il n'aime le gouvernement que pour les sacrifices qu'il lui demande et non pour les joies qu'il lui apporte. Il se soumet à un devoir plutôt qu'à une ambition. Il croit fermement à sa mission, et, quand il dégringole les degrés du fauteuil présidentiel pour dénoncer la menace des décrets-lois contre les institutions parlementaires, il donne un furieux coup de pied à son destin. Car rien ne l'eût empêché de rester président de la Chambre, si ces scrupules ne l'avaient pas rejeté dans la mêlée. Ce sont eux encore qui dictent sa conduite au gouvernement.

Il ne construit pas sa politique sur des dossiers. Il n'accepte de les défendre que s'il les croit conformes à la conception qu'il s'est faite de la justice et de la moralité internationale. Il a été successivement contre l'occupation de la Ruhr, contre la réalisation de l'Anschluss, contre l'abandon des réparations et contre une certaine notion arbitraire du désarmement sans garanties qui a la faveur de nombreux radicaux. Cette aptitude à se mouvoir avec aisance parmi les idées en les rattachant à des principes distingue ses méthodes des grandes traditions que de célèbres avocats ont laissées en politique. Il ne s'identifie pas avec la thèse qui entre dans son cabinet sous la forme d'une pression politique, d'une nouvelle impres-

sionnante ou d'une nécessité parlementaire. Il n'est pas de ceux qui sur l'échiquier utilisent avec le même soin le fou et le roi. Il paraît que c'est un tort, assure Chamfort qui ne veut pas que l'on joue aux échecs avec un bon cœur. S'il est vrai pourtant que l'avenir d'une démocratie est dans la pratique de la vertu, M. Herriot est bien une pure émanation du régime.

Sa position devant tous les problèmes dont il a le maniement est strictement philosophique. C'est le fait de son caractère d'abord; mais c'est aussi celui de sa formation normalienne. Ainsi semble s'affirmer l'unique signification que les dernières élections impliquent au point de vue parlementaire. Elle a une autre importance que toutes les doctrines au nom desquelles on s'est battu hier et au nom desquelles on fera l'Union Nationale demain. C'est en vérité, le triomphe d'une école sur une autre. « La victoire du 1er mai, dirait peut-être M. Thibaudet, a été une nouvelle revanche des professeurs. » Dans le cas de M. Herriot la remarque paraît fondée. Sa conception abstraite de la politique, le jeu des idées, auquel il se complaît loin du pouvoir, l'absence de tout empirisme, le besoin tyrannique d'expliquer son attitude plutôt par les théories que par les faits sont les traits habituels du pédagogue. La république des professeurs est sortie d'une mêlée historique, qui faillit substituer la raison d'état à la morale révolutionnaire. Elle date de l'affaire Dreyfus. M. Herriot n'a pas dépouillé l'homme de ce temps-là, même lorsqu'il évite de parler du Vatican et des congrégations. On retrouve cette sévérité du censeur et cette mystique de l'idéaliste dans sa déclaration ministérielle que pourtant, réduite à ses précisions techniques, M. Tardieu eût pu signer.

Ce ton est-il celui qui convient à l'opinion mondiale pour servir l'intérêt français devant une Allemagne en rébellion contre son devoir de réparer? Si M. Herriot est pour un rapprochement franco-allemand au nom de son idéal, il s'est dans le même esprit déclaré le gardien de la parole donnée. Un idéaliste dans un monde qui crie famine et que la morale dirige moins que jamais peut-il être encore utile à son pays? Il fallait, en tous cas, que l'expérience fût tentée. Attendons pour conclure la fin de la démonstration.

IGNOTUS

# LE NOUVEAU MINISTÈRE

ET

# LA POLITIQUE FRANÇAISE

Un mois a passé déjà depuis la constitution du Cabinet Herriot. La jeune législature a enfanté sans trop de mal ce ministère à son image. Il est vrai que le délai qui s'était écoulé entre les élections et le dénouement de la crise avait permis aux vainqueurs du scrutin de mai de se concerter, aux partis de délibérer, aux futurs maîtres du pouvoir de méditer sur leur destin et sur celui du pays.

Entre temps, nous avions eu l'honneur de voir M. Édouard Herriot, à Lyon, et le chef de la majorité nouvelle nous était apparu, à la veille même de son appel à l'Élysée par M. Albert Lebrun et de son investiture officielle, en possession d'idées parfaitement claires et arrêtées concernant la formation de l'équipe ministérielle, son programme et les solutions à proposer pour les grands problèmes.

Sans se dissimuler les difficultés de l'heure, sans s'illusionner sur les possibilités de réalisation, M. Édouard Herriot était optimiste et manifestait une foi solide dans l'avenir.

Nous l'entendons encore nous parler, en nous donnant le bras pour gagner une brasserie proche de la place des Terreaux, des ressources infinies de notre peuple, qui, à l'exemple du peuple grec, père de la démocratie, fait alterner l'insouciance et l'héroïsme et mériterait encore les nobles exhortations de Périclès aux Athéniens.

Avec cette élévation de pensée, cette sorte de résonance intérieure qui caractérisent la psychologie herriotiste, le tout enveloppé d'une sensibilité aiguë et presque féminine, d'une grâce simple et captivante, notre interlocuteur nous avait entraîné, à travers sa bonne ville, jusqu'aux sommets de la philosophie rationaliste.

Il édifiait, au bout de chacune de ses pensées harmonieuses et pareilles à des avenues régulières et ombragées, une statue à la Raison, déesse classique, ramenée par le dernier de nos romantiques à la pureté de formes et de conception de ses origines, alors qu'elle était cette « Beauté simple et vraie », dont le culte devait inspirer l'humanité.

Et, en écoutant ainsi Herriot rêver, la voix frémissante et l'âme embrasée, la pure langue hellénique fleurissant sur ses lèvres, nous avions éprouvé une émotion douce, celle de la poésie de notre jeunesse retrouvée au seuil de la politique aride...

Cette poésie se mêlait d'ailleurs aux réalités positives et M. Herriot allait, peu après son envolée philosophique, nous ramener sur le terrain caillouteux de la finance, de l'économie, de la sécurité :

— Je veux, répétait-il, aller lentement, prudemment, à petits pas... Il nous faut une politique extérieure exacte, minutieusement ajustée à la situation, au centimètre... J'agirai d'une manière pesante et réfléchie...

Et, à la question que nous lui posions sur certaines « conditions » énoncées par les partis ou les groupes, il répondait en affirmant l'indépendance de son esprit :

— Nous sommes et nous voulons rester des hommes libres... Il n'y a pas de politique révélée, de doctrine intangible : il n'y a qu'une politique expérimentale, qui évolue selon le progrès humain et qui n'a d'autre inspiration que la Raison, d'autre objectif que la Justice...

En matière de réparations, de défense nationale, de protection de l'épargne, d'ordre social, notre hôte nous avait tenu des propos sagement mûris et qui ne se ressentaient en rien du voisinage socialiste. Mais c'est le souci de sauvegarder la situation financière qui dominait les préoccupations du futur chef du gouvernement. Les jours sombres de 1924-26

hantaient son esprit et paraissaient avoir laissé une trace ineffaçable dans sa mémoire. Il répétait qu'il ne recommencerait pas l'expérience, ce qui équivalait à dire qu'il ne s'abandonnerait plus à une politique cartelliste.

Nous avions donc quitté Lyon, après cette conversation édifiante, avec la quasi-certitude que M. Herriot ne ressusciterait pas le cartel et mettrait tout en œuvre pour réaliser la formule, annoncée par lui, d'un large ministère à la Waldeck-Rousseau, dont la collaboration et la paix seraient les principes directeurs, au dehors du pays comme au dedans.

On sait le reste : le congrès S. F. I. O. et ses conditions minima pour la participation; la réunion du comité exécutif valoisien et le discours de M. Herriot réfutant, point par point, les sophismes collectivistes; la rupture cordiale entre les deux partis; la formation d'un Cabinet radical, comprenant toutefois quelques personnages du Centre, mais bénéficiant du soutien socialiste.

***

Le Cabinet Herriot a été rapidement constitué puisqu'il ne s'est passé que quelques heures entre l'appel de son chef à l'Élysée et la proclamation nocturne des portefeuilles.

Il s'est présenté à l'opinion comme un grand ministère, avec quatre anciens présidents du Conseil dont les personnalités constituent les « têtes de colonnes » de la combinaison : MM. Herriot, Painlevé, Chautemps et Leygues; avec Paul-Boncour à la Guerre et des techniciens tels que MM. Germain Martin aux Finances, Palmade au Budget, Abel Gardey à l'Agriculture, Albert Sarraut aux Colonies et Mistler aux Beaux-Arts — la culture, le talent et l'éloquence étant aussi, au poste de choix de la rue de Valois, une technique.

Et, quoique de couleur essentiellement radicale, il s'est intégré des centristes notoires et n'est point apparu de composition cartelliste.

Il réalisait enfin, par le « caractère national » plus particulièrement marqué de membres, dont les opinions à l'égard de la défense du pays et de la sécurité sont bien connues, par la présence d'anciens négociateurs aux grandes conférences

internationales ainsi que de financiers et d'économistes, un ensemble visant davantage les problèmes diplomatiques et les questions techniques intérieures que la « politique pure ».

En cela, le gouvernement qui est né, dans une nuit calme de Paris, était tourné vers les préoccupations dominantes d'aujourd'hui, celles-là mêmes que M. Herriot n'avait cessé de rappeler, notamment dans les déclarations qu'il nous avait faites, en donnant à la politique étrangère, à la question de sécurité et à la sauvegarde financière et budgétaire une priorité indiscutable sur tout le reste.

Il est certain que le concours d'hommes tels que MM. Paul-Boncour et Painlevé au Cabinet Herriot, caractérisait par avance, aux yeux de l'opinion internationale, la politique du ministère à l'égard de ces grands problèmes de sécurité et de paix qui dominent la situation. Et il est non moins évident que les idées maintes fois affirmées par ces personnalités en matière de défense nationale et de garanties extérieures, devaient constituer des gages importants pour une politique bien française.

Ces caractéristiques s'étendaient, en outre, à la conception des sous-secrétariats et aux affectations qui leur étaient faites, avec le rattachement à la présidence du Conseil de trois sous-secrétaires, dont un pour les questions d'ensemble (M. Marchandeau), l'autre pour les Affaires étrangères (M. Paganon) et un autre pour l'Économie nationale (M. R. Patenôtre), ce qui constituait, à la tête du gouvernement, une véritable synthèse de toute l'activité ministérielle, dans des postes destinés à assurer la liaison nécessaire entre les divers départements et l'unité de vues et de moyens si indispensable pour l'action.

Certes, on jugerait la combinaison et la politique nouvelles sur les actes, et il était alors aussi prématuré que puéril de les apprécier sur la seule liste de noms que M. Herriot avait communiquée, à 2 heures du matin, dans les couloirs de son hôtel des Boulevards. Mais il y a des ministres qui, justement, évoquent et symbolisent une politique. Et c'était la tâche préliminaire, pour les commentateurs impartiaux, d'enregistrer ces noms et d'en dégager une première impression générale

Quant au dosage, relativement aux partis et aux groupes,

il s'inspirait d'une formule assez large : sur les six sénateurs et vingt-trois députés du Cabinet, on comptait 21 radicaux, 2 républicains socialistes, 1 socialiste indépendant, 3 membres de la gauche radicale, 1 républicain de gauche et 1 indépendant de gauche.

On pouvait ainsi prévoir une majorité s'étendant à gauche et au centre, qui gagnerait du terrain au centre-droit si elle en perdait à l'extrême-gauche, mais qui serait arbitrée, dans le début, par le soutien socialiste. Et la question se poserait, peut-être, à un moment, de savoir si l'on irait vers un Cartel exclusif, entraînant la participation socialiste ou, au contraire vers le Centrisme, selon le même dilemme politique restant posé après la crise, comme il l'était avant.

***

Dès le premier vote, qui sanctionna à la Chambre la séance de présentation du ministère, la majorité de gauche annoncée se groupa, en effet, autour du gouvernement, réunissant toutes les gauches, y compris les S. F. I. O. dont M. Léon Blum avait dit les raisons du « soutien » ministériel.

Mais, outre la présence dans la majorité d'éléments centristes importants, tels que le groupe de la gauche radicale, le scrutin de confiance révélait, par ses 110 abstentions, une sorte de dislocation de l'ancienne majorité que l'intervention de M. André Tardieu n'avait pas réussi à rassembler.

Parmi cette masse d'abstentionnistes, on relevait des noms de ministres du précédent Cabinet, tels que MM. P.-E. Flandin et Piétri, de centristes notoires, qui avaient tenu à réserver leur attitude. Au surplus, les démocrates populaires avaient fait connaître, par la voix de leur président de groupe, M. Paul Simon, qu'ils attendraient le ministère à ses actes et, pour lui permettre de se manifester utilement, s'abstiendraient de prendre position dans le vote.

*Ainsi, à côté de la majorité cartelliste s'en dessinait une autre, rapprochant le Centre des radicaux et capable, en cas d'abandon du soutien socialiste, de sauver le Cabinet.* Car les 150 voix que celui-ci pourrait perdre à l'extrême-gauche et même chez les républicains socialistes et à l'aile gauche des radicaux, seraient en grande partie compensées par les

110 voix des abstentionnistes de la première heure, aux quels viendraient se joindre, sans doute, les anciens membres des républicains de gauche, non ralliés au nouveau groupe fondé par M. Tardieu.

Nous ne trahirons aucun secret d'État en disant que, dans la majorité actuelle et au sein même du gouvernement, il se trouve des gens, particulièrement avertis des choses de la politique, qui voient déjà dans le Centre abstentionniste dont nous parlons l'appoint décisif pour le Centrisme en marche. Car l'alliance cartelliste paraît à ces gens informés vouée à une destinée instable et bornée. Elle se heurtera, selon eux, aux questions nationales, quand celles-ci devront être nettement posées, qu'il s'agisse de finance ou d'armée.

Peut-être même que, dès la discussion des projets destinés à trouver les crédits indispensables à la Trésorerie, lorsqu'il faudra se prononcer sur la réduction de certaines indemnités de fonctionnaires, par exemple, contre le *veto* menaçant des syndicats, le gouvernement se trouvera en face d'exigences socialistes telles qu'il devra choisir entre le maintien de sa majorité actuelle et l'intérêt national le plus pressant.

Ce choix n'étant pas aisé, surtout lorsqu'il faut trouver des crédits à tout prix pour des échéances qui s'annoncent particulièrement pressantes, il ne serait pas impossible que l'opération centriste se fit, sur le problème financier d'abord à titre d'essai, sous la forme d'une « majorité de rechange », puis à titre plus durable...

En cela, les projets annoncés pour parer au déficit du budget et dont le ministre des Finances lui-même, M. Germain Martin, a dit l'urgence, semblent devoir être une pierre d'achoppement sur quoi le cartel parlementaire risque d'avoir son premier choc. S'il en était ainsi, la fatalité avec laquelle la menace financière pèse sur le Cabinet Herriot, qu'il s'agisse de 1924 ou de 1932, aurait du moins pour contre-partie de rapprocher le radicalisme au pouvoir et le Centre, c'est-à-dire de réaliser, sous la pression des circonstances économiques et sociales et l'empire des nécessités de Trésorerie, le retour à la formule traditionnelle de « centre-gauche », dont Royer-Collard disait qu'elle était l'expression politique de la France contemporaine.

***

D'ailleurs, quoique mal posé, au lendemain de la constitution du gouvernement, le problème financier est, dans son indiscutable gravité, beaucoup moins angoissant qu'en 1924, non seulement parce qu'il ne comporte plus la menace immédiate d'une masse de bons à court terme, comme c'était le cas lors du premier Cabinet Herriot, mais encore parce que le franc est solide, largement garanti par une encaisse-or représentant, avec les avoirs à l'étranger, environ 90 milliards et que la dette flottante n'est plus gênante.

Ce n'est pas le retrait éventuel des capitaux étrangers réfugiés en France et qui ne dépassent pas une vingtaine de milliards, ni les dix milliards de billets thésaurisés, qui imposeraient le retour à l'inflation intensive qu'on a connue, il y a six ans. D'autant qu'on n'aperçoit pas comment notre pays pourrait souffrir d'un exode important des capitaux, alors qu'il est, en même temps que le refuge de l'or, celui de l'ordre et du travail.

Il en résulte qu'un gouvernement s'appuyant sur une majorité stable et sur le pays peut gouverner efficacement et, malgré la situation financière, dont la responsabilité incombe pour une part à la crise mondiale et pour une autre part — il faut bien le reconnaître — à la gestion et aux excessives libéralités de la précédente législature, n'a pas à redouter de catastrophe monétaire.

Autre chose, évidemment, serait de laisser les dépenses courir et la Trésorerie se vider, au point que l'État se trouverait un jour sans moyen de faire face à ses engagements. Mais l'empressement — d'aucuns disent la précipitation — que le nouveau Cabinet a paru mettre, aussitôt installé, à préparer des projets de redressement financier et les termes mêmes par lesquels M. Herriot les a définis dans la Déclaration ministérielle, écartent la crainte de voir le gouvernement abandonner la Trésorerie et l'équilibre.

Et ainsi le franc peut être mis hors de cause, à la double condition que toute politique révolutionnaire soit écartée et que la crise économique et le chômage soient combattus

avec opiniâtreté, afin qu'ils ne réagissent point sur notre crédit.

La restauration de nos finances comporte surtout la solution à donner au problème de l'équilibre budgétaire qui est en relation étroite avec celui de la Trésorerie. Car, en période de crise, la Trésorerie est appelée à jouer son rôle de banquier du budget si des contractions de ressources viennent à se produire. Il importe donc de ne pas alourdir sa tâche par des avances exagérées. Il serait prudent, au contraire, d'apporter au budget de 1932, pour épargner la Trésorerie, quelque allégement par des aménagements de recettes, des révisions de dépenses, jusqu'à concurrence de 2 milliards et demi à 3 milliards.

Et cela, avec la préoccupation essentielle de ne pas troubler la vie économique ni la stabilité politique du pays et, bien entendu, en ce qui concerne les crédits militaires, de ne pas compromettre la sécurité.

***

A la faveur de ces perspectives de stabilisation parlementaire et de défense financière, la législature nouvelle pourrait nous apporter les conditions d'une politique réaliste véritable, c'est-à-dire d'action et de résultats, sous le signe de la continuité.

Cela supposerait la solution du problème de majorité, selon la formule de collaboration et non de cartel, et l'application aux problèmes financiers et extérieurs de formules rationnelles et non plus d'expédients.

Comme nous le disait récemment M. Germain Martin, il s'agit de donner des remèdes pratiques et efficaces à la crise, en commençant par en établir un diagnostic précis. Pour cela, une constatation initiale s'impose, à savoir que, contrairement à ce que pensent des esprits un peu impatients et d'une invention légère, la crise dont souffre le monde n'est pas due à une insuffisance monétaire. C'est pourquoi un remède cherché dans l'inflation serait d'action tout à fait provisoire et dangereuse, parce qu'il entraînerait un retour à une situation plus compliquée.

En réalité, on ne doit pas perdre de vue que la continuation du déséquilibre actuel a pour cause majeure l'instabilité et l'insécurité dans les pays plus ou moins atteints, lesquelles entraînent la paralysie des capitaux, des initiatives, des transactions, la crainte de l'épargne à l'égard des placements à long terme. Car, on doit s'en persuader, il y a, dans tous les pays, beaucoup de capitaux, mais qui sont inertes, improductifs, morts. Cette situation résulte de la perte de confiance, phénomène aussi périlleux que la perte de vitesse pour un avion. D'où la nécessité de restaurer la confiance, à la fois par une politique financière sage et féconde et par une politique extérieure dont nous ne sommes, malheureusement, ni les seuls artisans, ni les seuls arbitres.

Le ministre des Finances nous disait, avec raison, que la résolution du Parlement, s'exprimant, dès le début de la législature, par des actes d'assainissement de la situation financière actuelle, aurait une influence psychologique certaine. Car le pays se dirait qu'il y a à la tête des affaires publiques des hommes aussi sages que courageux et résolus, et le retour à la confiance se produirait dans un milieu qui, nous le répétons, ne manque pas de ressources.

En résumé, pour ce qui touche notre redressement intérieur, un esprit de volonté, se basant sur la continuité de l'action et soutenu par la compréhension de l'opinion publique, ferait notre bonheur. Est-ce trop demander pour la France?

De même, en ce qui concerne la solution du problème international, la collaboration, génératrice de stabilité et de confiance, pourra seule améliorer une situation qui, sans cela, va aller de mal en pis. Il est vrai que, pour réaliser cette collaboration, il faut être plusieurs. Et c'est ce qui fait la solution si difficile.

Un chef de gouvernement comme M. Herriot, également patriote et pacifiste, et un ministère qui compte parmi ses membres des hommes de la qualité de MM. Paul-Boncour, Painlevé et Leygues, pour ne citer que les ministres de défense nationale, sembleraient qualifiés pour écarter, en la matière, les périlleux chantages tout en essayant de rétablir entre les nations des relations meilleures et des échanges normaux, pour le salut de leur économie menacée et de leurs

intérêts les plus immédiats. Est-ce trop demander aussi à ces hommes, investis d'une si haute charge?

***

Telles sont les conditions dans lesquelles s'est constitué et tente d'agir le nouveau ministère.

Son destin n'est certes pas couleur de rose, malgré la teinte marquée de l'équipe ministérielle et surtout de la majorité qui le soutient. Mais il comporte des éléments sérieux de confiance, qui s'accentueront dans la mesure où la politique nouvelle s'appuiera sur la nation et se dégagera de l'emprise des partis pour s'inspirer de ce rationalisme clair et généreux dont M. Herriot disait un jour, du haut de la tribune, dans une envolée oratoire acclamée sur tous les bancs, qu'il perpétue, à travers le génie de notre race, la tradition athénienne, flambeau de l'humanité...

MARCEL LUCAIN

# PARMI LES LIVRES

**Essai sur la France**, par **E. Robert Curtius.**
Traduit de l'allemand par J. Benoist Méchin (*Bernard Grasset*).

Cet essai sur la France, dont les lecteurs de la *Revue de Paris* connaissent une partie (publiée dans la livraison du 15 février 1932), est destiné à guider les étudiants allemands dans leurs études françaises. Mais la connaissance exceptionnelle, que possède le grand critique qu'est M. Curtius, de l'histoire et de la littérature de notre pays, la sûreté de son jugement confèrent à son ouvrage aux yeux des Français mêmes un vif intérêt. Les comparaisons entre la culture française et l'allemande que l'auteur est conduit à y faire sont particulièrement précieuses pour nous, parce qu'elles nous permettent de prendre conscience de nos singularités et d'apprécier avec précision celles de nos voisins.

M. Curtius étudie d'abord l'idée française de civilisation. Les malentendus qui ont surgi chaque fois qu'on a tenté de la comparer à la culture allemande ne se comptent pas. Il est vrai que, de part et d'autre, les concepts sont malaisés à définir. Pour l'Allemand du début du XIXe siècle, la civilisation se manifestait par l'humanité dans les institutions sociales; la culture, elle, embrassait les domaines de la science et de l'art. Nietzsche modifia cette conception. Pour lui la civilisation, c'est l'idéal du troupeau qu'abrutissent la pitié et la charité. Les surhommes, eux, exercent leurs fantaisies impérieuses dans le domaine de la culture. Du côté français, si l'on considère l'interprétation la plus répandue du mot civilisation, on constate qu'il englobe toutes les manifestations de l'esprit conçues dans le cadre de la cité (Là l'influence romaine se trahit). Par ailleurs tous les raffinements apportés à l'art de vivre doivent également lui être rattachés : science culinaire, bonne éducation —voire inventions mécaniques, dans la mesure où elles facilitent la vie. Politesse, pitié, bonté, culture sont venues se fondre dans le mot — ce qui ne nous permet pas d'ailleurs, contrairement à ce que dit M. Curtius, de placer la civilisation avant la culture. Les notions sont trop solidaires, nous sommes trop peu nietzschéens, pour que nous ayons l'occasion de les opposer ou de les comparer.

M. Curtius remarque que la France, à l'inverse de l'Allemagne, a toujours eu tendance à unir les idées de nationalité et d'universalité, à confondre ses aspirations avec des aspirations de valeur univer-

selle. Au moyen âge, elle a incarné l'esprit de croisade (*Gesta Dei per Francos*). Elle a ensuite associé le patriotisme et la religion (Jeanne d'Arc). Elle s'est identifiée avec la civilisation de valeur universelle qu'elle a créée sous Louis XIV. Enfin, à partir des guerres de l'Empire, elle aurait eu tendance à poursuivre ses buts nationaux sous le couvert de la formule « civilisation ». Dans les proclamations napoléoniennes, le mot civilisation absorbe le contenu spirituel des conceptions révolutionnaires. Sous l'influence de Guizot, la notion de liberté, dont les Français se font les champions de par le monde, s'insère dans le concept de civilisation. Pour les Saint-Simoniens les Français constituent le « peuple-prêtre », digne d'initier tous les peuples à la « nouvelle civilisation » qu'ils conçoivent. Pour Barrès et Maurras, un idéal de culture franchement nationaliste vient s'enclore dans le mot civilisation. Mais Renouvier en avait donné une définition plus « radicale » qui s'est glissée dans les manuels républicains. Au terme de cette subtile analyse, M. Curtius, considérant le présent, indique que la civilisation représente généralement pour les Français un héritage séculaire, une reprise de contact avec les traditions ancestrales. Soit, mais si, songeant aux inscriptions funéraires françaises « Aux héros tombés pour la défense de la civilisation », dont parle M. Curtius, ses lecteurs allemands allaient penser qu'en 1914 nous prétendions faire triompher dans l'univers nos conceptions nationales, ils se tromperaient. Si l'expression « défenseur de la civilisation » avait fait fortune ici, c'était que nous songions aux ruptures d'engagements pris, à la brutalité des occupants de la Belgique. Civilisation signifiait alors, sans plus, justice, humanité.

Aujourd'hui, quatorze ans après la guerre, nous donnons souvent au mot une valeur européenne : nous considérons alors l'état culturel et social de notre continent par rapport au reste du monde. Cette nuance, que M. Curtius note chez M. Romier, apparaît plus ou moins nettement chez MM. Valéry, Duhamel, Durtain.

Aux *données géographiques* de la question française M. Curtius consacre un chapitre excellent. Il y analyse cette espèce de mystique de notre territoire, qui nous porte à en célébrer les proportions et l'harmonie. Nous devons bien cela au Destin qui groupa dans notre patrie des paysages si variés. La France est vraiment la terre de la mesure, la terre du milieu. On n'ose plus répéter que nous nous trouvons si bien chez nous que nous ne tenons guère à voyager. Si nous nous y résolvons, c'est, comme le remarque finement M. Curtius, avec l'idée de nous enrichir, de rapporter chez nous des connaissances, des images. Nous visitons la terre, toujours reliés à notre pays par un fil invisible. L'Allemand au contraire est vraiment

nomade... S'il considère notre pays, l'étranger est toujours étonné par l'opposition de Paris et de la province. M. Curtius qui consacre d'excellentes pages à ce sujet, reprend sur la floraison des passions en province la théorie développée par M. Mauriac. En ce qui concerne la question des races M. Curtius renonce avec sagesse à étudier les origines ethniques de notre peuple. Mais il marque quelque surprise, au passage, de notre absence de répulsion à l'égard des hommes de couleur, attitude qui nous oppose si nettement aux Allemands et aux Anglo-Saxons. Cette tolérance qu'il juge inexplicable paraîtrait peut-être moins étonnante, si l'on songeait aux conditions dans lesquelles, par exemple, nous avons pénétré au Canada. Il s'agissait d'évangéliser les indigènes qui firent vite bon ménage avec nos missionnaires et nos soldats. Ils nous soutinrent même dans notre lutte avec les Anglais. Cette solidarité fut loin d'être ignorée en France, où l'on savait, par ailleurs, à quoi s'en tenir sur les rapports vraiment affectueux que nos colons entretenaient le plus souvent, aux Antilles, avec leurs serviteurs noirs. Depuis longtemps les Français sont familiarisés avec l'idée des bons sauvages... ou simplement avec des histoires de braves nourrices martiniquaises. L'affection est venue par les champs de bataille et les langes.

Après avoir ouvert une vue d'ensemble sur notre histoire, et donné une preuve supplémentaire de son impartialité par ses réflexions sur l'occupation franque et sur l'empereur Charlemagne, (chapitres délicats), M. Curtius trace un excellent tableau synthétique de notre littérature. Il y montre fort bien — nos lecteurs le savent — l'importance presque unique de la place occupée par les gens de lettres dans notre pays. Aux yeux d'un Allemand les philosophes et les poètes semblent mal partagés. L'Allemand n'a pas tout à fait tort. Et l'on comprend aussi qu'il soit un peu surpris de voir un vulgarisateur bien doué éclipser le savant, dont il a, en un mois, résumé les travaux de vingt ans. Sans vouloir défendre l'érudition pure, difficilement défendable, on peut s'étonner, par exemple, de l'étrange hiérarchie que l'on établit trop souvent, chez nous, entre les historiens contemporains. Les grands chercheurs, se voient un peu trop facilement damer le pion par les amateurs qui ne valent même pas par le style — ce style que les Français chérissent d'une tendresse que les autres pays devraient apprécier, car elle témoigne au fond du scepticisme qui nous rend si faciles à vivre. Dans le domaine des lettres pures, les remarques de M. Curtius témoignent du goût le plus fin. Il analyse merveilleusement la formation classique de notre littérature et sait montrer la richesse unique du trésor psychologique qu'elle a amassé. « Sa grandeur, écrit-il, ne

réside pas dans la valeur intrinsèque de tel ou tel individu pris isolément, mais dans l'altitude constante de son niveau intellectuel. » C'est répondre fort justement aux insinuations : « Ils n'ont pas un Gœthe, un Cervantès, etc. » Resterait du reste à savoir si un Molière, un Voltaire ou un Balzac ne grandiraient pas encore aux yeux de l'étranger, s'ils n'avaient été entourés de tant d'écrivains excellents.

La place nous manque pour signaler les études de M. Curtius sur la religion en France (il y a bien mesuré l'élément religieux et l'anticlérical qui se combinent si curieusement sur notre terre catholique, sur Paris (dont l'histoire, ainsi que M. Paul Valéry l'a fait remarquer récemment, occupe une trop maigre place dans nos manuels), ses considérations générales enfin sur les Français, sur la double tendance conservatrice et radicale qui s'équilibre en eux, sur leur goût du passé, sur leur esprit de « finisseurs » toujours occupés à polir leur ouvrage, sur leur goût de la justice, capable de les passionner pour le cas d'un Calas ou celui d'un Dreyfus, sur leur maturité d'esprit et de caractère. Au fait M. Curtius nous a traités avec beaucoup de sympathie sans craindre cependant de marquer à l'occasion nos limites. Son livre, excellemment traduit par M. Benoist-Méchin, étonne par l'ampleur des connaissances, plaît par la précision, la force de la pensée. Que M. Curtius ne songe-t-il maintenant à écrire, à notre usage, un livre sur l'Allemagne! — Mais l'époque, il est vrai, n'incite, sur cette terre du dynamisme, à jeter des regards en arrière. Le présent appelle toute l'attention. L'humanisme en Allemagne risque de sombrer. M. Curtius lui-même vient de jeter le cri d'alarme dans un livre courageux et puissant *Deutscher Geist in Gefahr*, dont un important passage sera bientôt publié dans la *Revue de Paris*.

**Cambronne**, par **W. Serieyx** (*Tallandier*).

Ce général a eu des malheurs. Il s'était couvert de gloire sur maints champs de bataille. Mais, de son vivant déjà, pendant ses dernières années, on ne songeait plus qu'au « mot ». Tous ceux qui l'approchaient lui demandaient : « Enfin, vraiment, qu'est-ce que vous avez dit? » Et la question visait aussi la phrase fameuse : « La garde meurt et ne se rend pas ». M. Serieyx, qui vient de publier un intéressant ouvrage sur Cambronne, se devait d'étudier ce problème. Il y a porté une vive lueur. La phrase splendide a été inventée par Balisson de Rougemont, rédacteur au *Journal général*. Saluons, au passage, cet auteur authentifié d'un mot historique. Les mots fameux n'ont généralement qu'un père, qui est illustre, mais putatif. Donc Rougemont fabriqua cette phrase d'airain. Mais son nom

n'apparaît au jour qu'en ce siècle-ci. Jusque-là Cambronne eut toute la gloire. Il la mérita pour sa valeur. Mais son absence de culture, la rudesse ordinaire de son langage rendaient peu vraisemblable cette invention sublime. En réalité Cambronne se contenta de prononcer un seul mot..., le mot... Et celui-ci ne passa pas directement dans les Gazettes. L'histoire ne se fait pas si aisément. Un soir, au café des Variétés, en 1822, Nodier et quelques amis discutaient la question de savoir si Cambronne avait prononcé la phrase : « La Garde meurt... ». Après l'audition de quelques professions de foi un loustic : Genty, déclara : « Cambronne n'a pas fait cette réponse aux Anglais. Vous êtes des imbéciles. Il leur a répondu... ». Les auditeurs éclatèrent de rire et l'anecdote fut colportée. Le plus étrange était que Genty, croyant inventer, avait retrouvé la vérité. L'héroïque Cambronne, dressé au milieu des braves du bataillon sacré, avait bien hurlé : « M... ». Jamais d'ailleurs il n'en convint et au général Bachelu qui le questionna sur ce point, il répondit : « Comment? Toi aussi! Ah! non, en voilà assez ça devient emm...! »

Toute cette affaire est splendide. On y saisit au vif les tribulations des historiens partis à la recherche de la vérité. Ajoutons que, par ailleurs, tous les témoignages français proclament le merveilleux courage dont Cambronne fit preuve à Waterloo, mais si vous consultez les documents annexés par M. Serieyx, à son livre, vous trouvez des récits anglais tendant à montrer que non seulement Cambronne n'est pas mort pendant la bataille, mais qu'il s'est rendu. Et ce qu'il y a de plus admirable encore, c'est la déposition d'un vieux grenadier survivant de la Garde, questionné en 1862, à la suite de la publication des *Misérables*. D'après ce témoin, Cambronne a hurlé *la garde meurt* etc..., puis, après un indescriptible massacre, sommé une seconde fois de se rendre, le général proféra de nouveau « la phrase » — et ajouta le témoin — *sur toute la ligne les officiers et les soldats répétèrent avec lui : La garde meurt et ne se rend pas. Je me souviens parfaitement l'avoir dit comme les autres.* Toute vérification faite, ce brave grenadier, qui avait de magnifiques états de service, et aucune inclination connue pour le mensonge, comptait en 1815 au 2e bataillon du 2e grenadiers, qui combattait à 1 500 mètres du fameux carré de Cambronne.

Nous ne saurions retracer ici toute la carrière de Cambronne. Le livre de M. Serieyx donne là-dessus toutes précisions nécessaires. Cambronne était certainement un homme d'une intrépidité extraordinaire, brave cœur, généreux, humain — ainsi qu'il le prouva pendant la guerre de Vendée, — peu intelligent, très « service » — comme on dirait aujourd'hui — et sujet à des accès de colère impres-

sionnants. Il se couvrit de gloire pendant toutes les campagnes de l'Empire, par des faits d'armes brillants. Il était passé dans la Jeune Garde en 1805, il fut nommé colonel du 2e régiment de chasseurs dans la Vieille Garde en 1815. C'est lui qui commanda le bataillon de la Garde emmené par Napoléon à l'île d'Elbe. Au début de la seconde Restauration, Cambronne fut traduit devant un tribunal, comme tant d'autres généraux ayant servi l'Empereur pendant les Cent Jours. Après plaidoirie de Berryer, il fut acquitté. Quelques années après, il obtint même dans l'armée royale un commandement. Mais, la publication du testament de Napoléon qui lui réservait un legs important, témoignant de l'estime où l'Empereur tenait son courage, le bouleversa — et il envoya sa démission au gouvernement royal, demandant même, avec son impétuosité ordinaire, une réponse *par retour du courrier*. La démission fut agréée et le général vécut dès lors dans la retraite. Il avait eu un grand roman d'amour dans sa vie. Pendant des années il avait écrit des lettres passionnées à une jeune fille qu'il considérait comme sa fiancée. Ce ne fut pas elle pourtant qu'il épousa. Celui qui avait soutenu intrépidement l'assaut des soldats de Wellington se maria avec une Anglaise. Et elle le rendit très heureux.

**La femme satisfaite**, par **André Rivollet** (*Calmann-Lévy*).

M. André Rivollet possède un esprit d'observation des plus vifs et un goût marqué pour la déformation caricaturale. Entre tous il il aime les êtres singuliers, qui par leur profession ou leur caractère apportent au récit un élément pittoresque, légèrement burlesque même, et sollicitent le portrait haut en couleurs. Voici les trois personnages de premier plan de son nouveau roman, tels qu'ils nous apparaissent au début : *Cécile*, d'une famille de grande bourgeoisie parisienne qui a fourni des ministres sous la Restauration. Elle demeure avec sa tante dans un hôtel « cossu » de la plaine Monceau. Quarante ans. Nature ardente. Tendances accusées à la dépravation. Elle fréquente des dancings louches dans les quartiers populaires et y collectionne des bonnes fortunes qui ne sont pas gratuites. Un certain esprit d'ordre, dans son désordre : elle consigne ses aventures avec un soin scrupuleux sur un carnet-journal. *Anaïs*, dite « la reine du poulet », marchande aux halles. Ronde et vive. Elle possède un bagout infernal et un grand esprit d'entreprise. Sensuelle et maternelle, elle confond ses inclinations, en mignotant un beau garçon qu'elle gave avec soin. *Fox*, ouvrier d'art, il fabrique des mannequins. Physique avantageux. Nature parfaitement amorale. Assez bon cœur du reste. Prêt à toutes les compromissions. Intelligent, grand esprit d'adaptation. Profondément pénétré de cette conviction que

les jeunes hommes sont destinés aux femmes d'âge, à condition qu'elles soient riches et généreuses.

Telles sont, si l'on peut dire, les positions de départ. Le roman s'en dégage d'un mouvement fort aisé. Fox, entretenu par Anaïs, rencontre Cécile dans une « boîte ». Comblé de cadeaux par la bourgeoise, qui lui offre un charmant appartement, il n'a pas l'ingratitude de délaisser Anaïs qui le bourre de victuailles. Grâce aux sommes importantes qu'il réussit à tirer de Cécile, Fox, secondé par Anaïs, réussit à fonder une immense affaire d'alimentation... et à épouser une jeune étrangère, qui n'a pas l'esprit de nuances, mais la beauté et la fortune. Cécile, grugée et délaissée, se résoud, un peu tard, à renoncer aux aventures et trouve la satisfaction réelle dans l'abdication. Sur le fond du plateau nous avons vu défiler une amusante série de personnages comiques : vieilles filles toquées et vicieuses, conseiller municipal véreux, actrices extravagantes, et autres figurants appartenant tous à un milieu faisandé, avide d'argent et de plaisir. Le tout se brasse volontiers dans des scènes d'ensemble que M. Rivollet organise avec adresse. Certaine réunion de vieilles filles, bien décidées à « s'amuser », au milieu des cocktails et des hurlements de phonographe, est vraiment impayable. Il est d'ailleurs évident que les dispositions de M. Rivollet le portent à traiter surtout les *scènes*, plus encore en dramaturge qu'en romancier. Les dialogues, les effets de surprise, l'affirmation brutale et extérieure d'un caractère l'intéressent plus que la lente transformation d'un esprit. Il ne cherche pas à nous faire pénétrer dans l'univers personnel de chacun de ses personnages. Mais les heurts que leurs rencontres suscitent, l'amusent et il sait les peindre avec verve. Son roman, où fuse un esprit vif et amer, se présente comme une amusante série d'images.

### L'amour autour de la maison,
par **A. t'Sterstersens** (*Albin Michel*).

Deux sœurs — l'une a passé la trentaine, l'autre n'a pas encore franchi ce « cap », qui paraissait si redoutable pour les femmes, au temps de Balzac — viennent s'installer dans une propriété isolée, proche des grandes dunes de Flandre. Un vent sinistre, favorable à l'éclosion de toutes les tragédies, siffle sans cesse autour de la maison. L'aînée, Thérèse, nous révèle vite l'ardeur d'un tempérament perpétuellement insatisfait. La plus jeune, Nicole, qui a toujours été tenue en lisière par sa sœur, se berce de rêves sentimentaux. En somme elles ne pensent toutes deux qu'à l'amour, et un regrettable hasard veut qu'on ne leur parle que d'amour. Toutes les propriétés des environs n'abritent-elles pas une idylle

ou un drame latent, dont les commères du pays commentent sans cesse avec acrimonie l'évolution? Thérèse, agacée par ces récits et tourmentée par le désir, va intrépidement rendre visite à un contrebandier du voisinage, surnommé Douze-Apôtres. Ce brave garçon, qui nous fait un peu songer, quoiqu'il soit incomparablement moins vivant, au garde-chasse de lady Chatterley, n'a pas de mal à comprendre ce qu'on souhaite de lui et s'exécute de bonne grâce. Par malheur ces délices amoureuses sont bientôt interrompues par l'intervention d'un douanier, qui tue — crime ou accident? — le pauvre Douze-Apôtres. Thérèse dissimule assez peu que le chagrin que cette mort lui inspire tient uniquement à la privation de plaisir qui va en résulter pour elle. C'est un monstre de choix : et l'auteur s'est plus préoccupé de mettre en valeur ses déplaisantes dispositions que de nous les faire paraître vraisemblables ou acceptables. Opportunément dissimulée derrière des buissons, la jeune femme surveille les rencontres amoureuses d'une orpheline, Paulette, qu'elle a hébergée chez elle, et tire de ce spectacle une satisfaction anormale, jusqu'au jour où l'amoureux demande la main de Paulette. Une pareille demande semble monstrueuse à Thérèse, qui jette la jeune fille dehors — sous une pluie torrentielle — après lui avoir hurlé : « *Ah tu t'imaginais que tu serais venue dans ma maison t'offrir des plaisirs que nous n'avons jamais connus.* » Ce qui est une singulière façon de moraliser, et, en ce qui la concerne, un incontestable mensonge. A partir de cet instant nous ne respirons plus qu'une atmosphère de grand drame. Thérèse révèle que, par jalousie, elle a toujours écarté les jeunes gens qui désiraient épouser Nicole. Celle-ci bouleversée court se jeter dans la mer. Thérèse l'y repêche, puis l'ayant repêchée, la roue de coups, et finalement reçoit d'elle un coup de revolver bien mérité. Mais Nicole meurtrière devient folle et le roman se termine par quelques scènes horrifiantes et macabres qui portent l'esprit du lecteur au comble de l'étonnement.

**Parmi la jeunesse russe,** par **Ella Maillart** (*Fasquelle*).

On n'en est plus aujourd'hui à s'étonner des exploits sportifs féminins. Les journaux, le cinéma nous en révèlent chaque jour de nouveaux. Parfois les lettres en bénéficient. Faut-il rappeler ici les « campagnes » de notre collaboratrice, madame David Neel, qui a fait tant de courageux voyages au Thibet? Mademoiselle Marthe Oulié, dont nous n'avons eu l'occasion de parler que comme d'une historienne à propos de son ouvrage sur le Prince de Ligne, a publié le récit de ses croisières sur la *Perlette*, puis celui de son voyage en automobile au travers du Sahara (*Bidon* 5). Mademoi-

selle Ella Maillart, qui fut la compagne de navigation de mademoiselle Oulié sur la Méditerranée, nous conte dans *Parmi la jeunesse russe*, un grand voyage qu'elle vient de faire en Russie. Disposant de faibles ressources, connaissant le russe, mademoiselle Maillart a échappé à la tutelle de l'Intourist, cet office des étrangers, dont M. Marc Chadourne a parlé récemment dans la *Revue de Paris*.

Ayant pu, si l'on peut dire, se glisser dans la masse russe, elle a payé pour se loger, pour se nourrir, des prix trois ou quatre fois inférieurs à ceux dont les organisations pour étrangers vous font « bénéficier ». Sportive, elle a fréquenté des clubs de sport populaires. Elle y a été bien reçue par des camarades pleins d'entrain, pour qui la culture physique est devenue une espèce de religion. Grâce à la *Société de Tourisme prolétarien*, elle a pu, pour une somme minime, se joindre à un groupe de jeunes Russes et aller faire de l'alpinisme dans le Caucase. Du point de vue du confort, le régime auquel elle s'est adaptée avec bonne grâce ressemble à celui que les militaires ont connu pendant la guerre. Elle a couché à la belle étoile sur les quais des gares. Pour acheter une paire de chaussures, celles qu'elle possédait étant en fâcheux état à la suite de ses ascensions, elle a dû jouer d'audace. On ne peut garantir qu'après elle tout le monde réussirait dans cette entreprise. Dans l'ensemble les gens qu'elle a approchés lui ont semblé pleins d'ardeur ou de bonhomie selon les âges. Il n'y a que peu de chance d'ailleurs pour qu'un régime, même s'il s'est établi par la férocité, change la nature humaine. La jeunesse sportive des stades, des cercles nautiques russes, est pleine d'allant. Elle semble ne connaître ni regrets, ni fanatisme. Elle se caractérise surtout par cet état d'esprit courageux, touchant, un peu primaire, qu'on appelle vulgairement « l'esprit sport ». Il semble qu'elle est propre, fraîche et bien savonnée. (On appelle parfois, paraît-il, la révolution soviétique la *révolution du savon* : c'est lui découvrir enfin un aspect sympathique.) Ce qui semble absolument impossible dans l'Union c'est de connaître la solitude. Difficile d'avoir une chambre pour soi, presque impossible de manger seul. Tout à fait décidément comme à la caserne. Mais cette caserne-ci présente l'avantage de n'être pas réservée à un seul sexe. Et les « rapports » entre hommes et femmes y sont simplifiés à l'extrême. On doute que l'esprit de famille y gagne, mais l'hypocrisie a peut-être quelques occasions de moins de se manifester. Au reste, il ne faut pas chercher dans le livre de mademoiselle Maillart les éléments d'une enquête. Mademoiselle Maillart raconte simplement ce qu'elle a vu, sans songer à répondre à des questions qu'elle se serait préalablement posées. Il y a dans son livre quelques portraits assez savoureux : et de bons « instantanés » de foule russe.

Pourtant, entraînée par sa ferveur sportive, mademoiselle Maillart se révèle trop aisément disposée à rendre grâce au régime des bons moments qu'elle a passés sur des yoles ou dans les montagnes. Une pareille gratitude est tout à l'honneur de son cœur, assez généreux pour faire taire en elle, à l'occasion, l'esprit critique.

**L'Étrange aventure de Gilberte Renaud,**
par **Noël Felici** (*Calmann-Lévy*).

M. Noël Felici nous donne dans ce roman une curieuse étude de la hantise du péché. Une jeune fille, Gilberte Renaud, qui pendant toute son adolescence n'a pas vu son père, croit devenir amoureuse de lui lorsqu'elle le retrouve. Une terreur folle vient entraver tous les élans qu'il lui inspire. Finalement elle voit clair en elle-même : son inquiétude seule a donné à un sentiment naturel, plus ardent qu'il n'est à l'ordinaire sans doute, mais nullement sensuel, cette apparence redoutable.

M. Felici a organisé avec beaucoup d'adresse cette aventure étrange. La scène par où débute son livre, et qui, trompant le lecteur lui donne à croire, sans qu'aucune déclaration vive s'y vienne glisser, qu'il assiste à une scène entre amant et maîtresse, alors qu'un père et sa fille sont seuls en présence, est « filée » avec une sûreté que de bons auteurs dramatiques pourraient lui envier. Autour de la jeune fille gravitent quelques jeunes gens de types divers : gigolo, étudiant sérieux, danseur mondain, dont les silhouettes sont très justement campées. Peut-être le personnage de Gilberte n'est-il pas assez complètement présenté pour que ces tourments nous soient toujours intelligibles. Il est des difficultés que l'auteur escamote avec prestesse. Mais ce qui révèle chez lui un véritable talent, c'est qu'il a su charger son livre d'une émotion frémissante à laquelle le lecteur ne saurait demeurer insensible. Certaines nuits d'angoisse que traverse Gilberte sont décrites avec une passion communicative, une intelligence de ce que l'on pourrait appeler les préludes d'une crise de nerfs tout à fait frappante. L'atmosphère ardente que M. Felici peut créer fait songer parfois à Gabriele d'Annunzio. Malheureusement son style est heurté et incertain.

MARCEL THIÉBAUT

---

*Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la* Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris* (*VIII*e).

*L'Administrateur-Gérant* : MARCEL THIÉBAUT.